

LA SAVANE DES POROU

Environnement et genre de vie d'un clan dacpa
(Centrafrique)

Michel BENOIT

Département MAA
UR Dynamique des Systèmes
de production

ORSTOM
1989

LA SAVANE DES POROU

Un jour de décembre 1987 en Afrique Centrale. Nord de la cuvette du Congo, 6° parallèle. Longitude : 20 degrés Est. La Bamba est une rivière tranquille. Son cours ourlé d'une étroite forêt arrose d'immenses savanes et offre ses eaux claires aux éléphants comme aux premiers matins du monde.

La savane des Porou s'étend de part et d'autre de cet affluent de l'Oubangui, à une trentaine de kilomètres au nord d'un ancien poste que les Blancs baptisèrent Grimari après y avoir créé une ville au coeur de l'actuel Centrafrique.

Région de collines douces, plantureuse et arrosée (1500 mm de pluies par an répartis sur 120 jours), herbeuse, boisée, giboyeuse et sans hiver, la Haute Bamba abritait le clan des Porou au début de ce siècle lorsqu'ils entrèrent en contact avec l'Adjoint des Affaires Indigènes Lalande qui prenait le contrôle du pays au nom de la France.

Les Porou venaient de la Haute Ouaka. Ils avançaient farouches au gré de leurs habitudes et de la guerre.

Pour l'étranger -piroguier de l'Oubangui ou marchand du Darfour- les Porou sont des "Bandas". Le mot signifie "filet" et les Porou et leurs voisins chassent effectivement avec ça mais le terme ne vaut guère mieux que son sens littéral. Du massif des Bongo à l'Ombella, en passant par le Bamingui et le Chinko, les hommes se présentent en désignant leur peuple et leur clan. Le clan des Porou fait partie du peuple Dacpa. Tous les Dacpas se connaissent et se comprennent et tous pratiquent le même genre de vie. Mais la nation Dacpa n'existe pas. Les Dacpas sont un ensemble d'une quarantaine de clans aux alliances fragiles et aux rivalités durables. Aussi longtemps que les Anciens se souviennent, les Porou ont lutté par la fuite ou la guerre pour préserver leur indépendance et la liberté de n'obéir qu'au fétiche Gbingui qui leur ordonnait parfois des choses bien étranges.

En 1958, un jeune géographe du nom de Michel Georges s'installait pour dix mois en Haute Bamba avec l'intention de faire la connaissance des Porou au village de Pouyamba, au coeur du canton Yanguéré, dans le but d'étudier la vie locale. L'idée de renouveler l'opération en 1988 est apparue avec le désir d'apprécier l'évolution récente de la situation en pays dacpa.

Les informations chiffrées de 1957 à 1959 concernant le village de Pouyamba et le canton Yanguéré sont extraites, avec l'accord amical de Michel Georges, de deux publications qui lui sont dues en tout ou partie : "L'emploi du temps du paysan dans une zone de l'Oubangui Central (1959-1960)" et "Pouyamba. Village banda en savane centrafricaine (1960)". Ce deuxième rapport, oeuvre entière de M. Georges, a été repris et résumé par lui dans un article paru dans le numéro 64 des Cahiers d'Outre-Mer en 1963. Seuls les deux premiers titres seront utilisés ici.

La comparaison des informations recueillies en 1987-88 à Pouyamba avec celles de cet auteur permet d'apprécier la dynamique récente d'une situation certes intéressante en elle-même mais elle laisse aussi soupçonner une autre vérité : les fondements d'un comportement qui resterait énigmatique sans un recul géographique et diachronique suffisant. Il faudra dépasser la comparaison entre les situations de 1958 et 1988 à Pouyamba pour mieux comprendre la destinée des Porou et de ceux qui vivent désormais avec eux.

L'observation et la réflexion se sont déroulées grosso modo en six étapes imposées par les circonstances :

- 1) Contact avec les gens de Pouyamba, découverte de la situation démographique et de l'organisation sociale.
- 2) Description de l'environnement, des ressources et des virtualités de la nature dacpa.
- 3) Lecture des résultats obtenus par Michel Georges quant au genre de vie (1957-1959).
- 4) Mise en oeuvre des enquêtes sur le même sujet avec des critères et une méthode voisins des siens pour permettre une comparaison.
- 5) Tentative d'élaboration d'une théorie pour rendre le genre de vie dacpa intelligible.
- 6) Mesure de l'effet du genre de vie sur l'environnement.

Il en résulte un texte en six chapitres et une discussion :

- I. Les Porou de la tribu Dacpa : organisation du village de Pouyamba et situation démographique.
- II. Virtualités naturelles et ressources. Diagnostic Dacpa sur la nature et nature de l'espace humanisé.
- III. Le genre de vie : situation du village de Pouyamba en 1957-58 (d'après M. Georges).
- IV. Le genre de vie : situation du village de Pouyamba en 1987-88.
- V. La reproduction du genre de vie dacpa dans son contexte étatique.
- VI. Quelques effets du genre de vie sur l'environnement.
- VII. Discussion

Au delà des descriptions, la vraie question a été celle de l'émergence parmi les vicissitudes de l'Histoire et les virtualités de la nature de la personnalité dacpa. A-t-elle résisté à la violence ? Comment ? N'a-t-elle pas été façonnée et confortée par elle ? Comment la gestion de l'environnement permet-elle une stratégie face à cette violence ? Les Dacpas luttent-ils pour protéger leur idéal ou celui-ci n'est-il que mythes dérisoires dictés par un destin absurde ?

Figure 1 : Situation



I. LES POROU DE LA TRIBU DACPA

Organisation sociale du village de Pouyamba et situation démographique

1. Le clan

L'unité sociale dacpa est un groupe de quelques centaines de personnes (de 200 à 400 environ) qui se reconnaissent un même ancêtre. Ce dernier est mythique. Il porte un nom mais personne ne le situe exactement dans le temps.

Réels ou supposés, les liens du sang font le clan mais le regard d'autrui influence le groupe et la perception qu'il a de son altérité : son nom est souvent un sobriquet.

L'ancêtre des familles qui composent le clan est, lui, bien identifié. Ces "lignages", s'ils sont de taille suffisante, regroupent des "sous-lignages", eux-mêmes composés de foyers (hommes mariés, leurs épouses, leurs enfants et, éventuellement et suivant les époques, leurs esclaves). Les niveaux inférieurs au clan ne paraissent pas avoir de fonctions sociales très importantes. L'équivalent dacpa des termes "lignage", "sous-lignage" et "foyers" ne semblent d'ailleurs pas exister. Les gens d'un même lignage ou sous-lignage sont cependant perçus comme membres d'un groupe spécifique puisqu'ils portent un même sobriquet.

Si le foyer n'a pas de rôle social déterminant, il a une fonction économique certaine.

Avant la concentration forcée des populations à la fin des années 1910 par l'administration coloniale (politique jamais remise en question depuis), les "villages" correspondaient aux lieux de résidence provisoire des clans ou fractions de clans. L'habitat était dispersé, parfois en nébuleuse, et le genre de vie semi-nomade.

On admet que le village comprenait tout le clan et rien que lui, mais le témoignage du R.P. Tisserant (1951, a) quant au début du siècle est plus nuancé :

"... chaque homme libre plantait sa ou ses cases là où il voulait, et c'était cette ou ces cases que l'on nommait village (...). Autour d'un espace débroussé constituant la cour du village, on pouvait voir la case de l'homme libre au haut bout de la cour, puis formant un cercle plus ou moins régulier celles de ses femmes en retrait, par derrière, une ou plusieurs cases, celle des esclaves (...). Tel était ce que l'on pourrait appeler le village élémentaire. Souvent en effet, un certain nombre de ces villages étaient groupés à portée d'un point d'eau, sources ou ruisseau. Mais là encore, chacun établissait ses cases là où il voulait, tantôt à quelques mètres du village élémentaire le plus voisin, tantôt à cinquante mètres et plus.

Ces groupes de villages élémentaires pouvaient ne comprendre que quelques cases, une vingtaine, parfois aussi on en comptait plusieurs centaines. On leur donnait aussi le nom de village, et le nom qui désignait chacun d'eux était celui de l'homme libre le plus en vue.

(...) les hommes d'un village ainsi formé n'appartenaient pas tous au même clan. Jamais les hommes d'un clan n'étaient réunis en un même village. On faisait au contraire attention que les hommes d'un clan fussent répartis entre plusieurs villages, et que dans chaque grand village, il y eut des gens de clans différents.

Ces villages avaient chacun leur chef (l'homme en vue qui donnait le nom au village (...)). Auprès de lui se réunissaient les hommes les plus influents de chacun des clans représentés dans le village (...). Les affaires traitées dans ce conseil n'étaient pas celles qui n'intéressaient que le clan (il y avait le chef de clan chez qui on allait pour celles-là) mais bien ce que l'on pourrait appeler les affaires de bon voisinage..."

Les scissions de clan étaient oubliées en tant que telles. Les fractions issues des divisions vivaient comme des entités originelles après quelques temps d'une exogamie commune qui témoignait de la parenté mais contribuait à la rupture des liens.

"Avant l'arrivée des Européens, les Banda vivaient dans une demi-anarchie ; rares étaient les chefs incontestés ; l'autorité appartenait plus aux anciens qu'à des chefs héréditaires proprement dits ; les clans ou les fractions de clans (...) habitaient des groupes de cases, en habitat semi-dispersé ; les villages pouvaient avoir plusieurs kilomètres de long par exemple celui du chef Kotchou (Dacpa Lama), qui faisait 10 kilomètres. Certains hameaux étaient commandés par des "capita", sorte de lieutenants du chef voisin, ainsi Yanguéré, capita de Madjimbala (Gbi Wodjo). Au dessus de ces chefs de village n'existait aucune autorité ; les clans d'une même tribu se battaient entre eux ; les Banda sont d'un caractère assez indépendant.

Les premiers administrateurs (français) ont nommé des chefs de villages parmi ceux qui existaient déjà et par la suite leur successeur, généralement dans la même famille ; l'hérédité des chefs quand elle existe date donc de 1907, celle des capita n'existe pas." (M. Georges, a).

La solidarité clanique n'est pas seulement fondée sur les liens de parenté. Les séjours d'initiation à la vie adulte effectués en brousse par les adolescents des deux sexes sont créateurs de liens solides entre gens de même classe d'âge (ganza). Des associations plus ou moins ésotériques jouent un rôle semblable dans le clan et entre clans différents.

2. Les formes d'alliance extra-claniques

Le clan n'est pas un isolat. Plusieurs formes d'alliances existent :

- l'exogamie. Elle est la règle qui garantit l'ouverture du clan sur ses voisins plus ou moins proches. La "circulation" des femmes fonde le réseau d'alliances du clan : échange effectif des soeurs ou mariage doté, la jeune fille qui se marie va vivre hors de son clan et donner ses enfants à celui de son mari. Le clan qui ne réclamerait pas de contrepartie aux filles qu'il donne (dot ou autres filles) se condamnerait à terme à l'isolement puis à la disparition. Ce réseau d'alliances définit, de proche en proche, la tribu.

- les sociétés ésotériques. Vouées à des cultes divers, elles recrutent bien au delà des limites du clan. leurs membres manipulent des forces occultes dans le cadre de disciplines rigoureuses. Ces sociétés passent pour appartenir au passé, ce qui est peut-être faux.

- le mbouka madou. C'est un pacte du sang qui lie deux clans ou fractions de clans différents.

- le ki yo. Sorte de reconnaissance filiale, le ki yo est créateur de liens étroits entre deux hommes de clans différents.

Les deux dernières formes d'alliances paraissent désuètes mais rien n'interdit de penser qu'elles reviendront un jour à l'honneur. Même abandonnés, les anciens pactes collectifs gardent un certain effet et entraînent aujourd'hui encore une exogamie commune.

Mais le véritable réseau d'alliances du clan, autant qu'on le sache, a toujours été fondé sur l'exogamie et la patri-localité. Le mariage normal est basé sur l'échange des soeurs. Ce mode, plus conforme à l'idéal dacpa que celui gagé sur la dot, offrait des garanties solides aux clans contractants comme aux individus. Son interdiction par le pouvoir colonial a renforcé le mariage doté. Le rappel de la soeur (comme sanction au renvoi de l'épouse) était une garantie de stabilité et de qualité de l'alliance. La restitution de la partie monétaire de la dot lors du divorce ne l'a pas remplacé en efficacité. Au déséquilibre démographique entre les deux clans s'ajoute une absence de réciprocité géographique : un clan peut prendre femmes dans un deuxième tout en réservant ses jeunes filles à un troisième. Le mariage par dot peut ainsi favoriser certains processus migratoires, les accélérant même en situation de "traîne" migratoire.

Par contre, l'obligation récente fait au prétendant, de travailler dans le champ de ses futurs beaux-parents crée un lieu économique inédit.

La polygamie a un effet multiplicateur des processus d'alliance. C'est probablement sa fonction, la plus importante.

3. Le pouvoir

Le village-clan est l'espace de pouvoir le plus étendu mais il n'est pas "commandé" pour autant. Beaucoup de "chefs" signalés comme tels par les Européens de la conquête étaient des personnalités apparues lors du contact même avec le pouvoir blanc, à la faveur d'attitudes parfois contradictoires (collaboration ou opposition). Ces stratèges occasionnels ne constituaient pas une chefferie. Leur pouvoir émanait de la crise et disparaissait avec elle. Le politique, c'était l'opinion des chefs de foyer ou de lignage, des "anciens" comme on dit. Le vrai pouvoir, d'essence sacrée, avait la force du mythe et de la morale. C'était celui du Gbingui, emblème du clan ou de certains lignages, siège de forces occultes puissantes et garantes de la coutume.

La dualité entre le politique et le sacré n'était pas contradictoire. En temps de guerre et de peur, des personnalités s'imposaient. En temps de paix, le consensus se référant plus volontiers au Gbingui et à son détenteur dont le rôle en matière de gestion des ressources était déterminant (en d'autres lieux d'Afrique on le dirait "chef de terre" mais il vaudrait mieux dire alors ici "chef de brousse"...). Le Gbingui jouait aussi un rôle en temps de guerre.

4. Le clan Porou de Pouyamba

En 1957, le clan Porou était scindé. Ceux de Pouyamba étaient séparés de ceux de Mando à Yamodo par quelques kilomètres. Aujourd'hui Yamodo a disparu.

En 1959, M. Georges décrit la situation socio-démographique du village de Pouyamba :

"Village de 285 habitants au recensement de février 1959, il est le centre du clan Porou de la tribu Dacpa.

	Hommes	Femmes	Total
Enfants célibataires	23	27	50
Adultes célibataires	12	3	15
Mariés	82	112	194
Veufs	1	12	13
Divorcés	11	2	13
			285

Le clan Porou de Pouyamba est composé de 3 lignages : Dané, Mako, Tigga. Les Tigga sont en fait une fraction du lignage Kouaddé qui forme le village voisin de Yamodo. Il existe des Tigga au village Binguibanda (district de Bambari) et à Guibada (district de Bakala). Il y a quelques familles Mako à Ndala (Grimari centre).

On distingue chez les Tigga, les Tigga proprement dits, les Maraba et les Tao ; tous sont des Kouaddé, mais la distinction entre ces termes n'est pas nette parce que les généalogies n'ont pas permis de passer d'une famille à l'autre (...).

Le chef de village est Dané, traditionnellement. Le détenteur du Mbengue (Gbingui) et chef de terre est Mako mais auparavant c'était un Dané ; les Tigga ont aussi leur Mbengue, mais subordonné au précédent. Le village possède en outre le chef de canton devenu en 1960 président de la Collectivité rurale du Pouyamba qui regroupe trois cantons, ainsi que le juge qui l'assiste ou le représente au Tribunal Coutumier ; tous deux sont Dané.

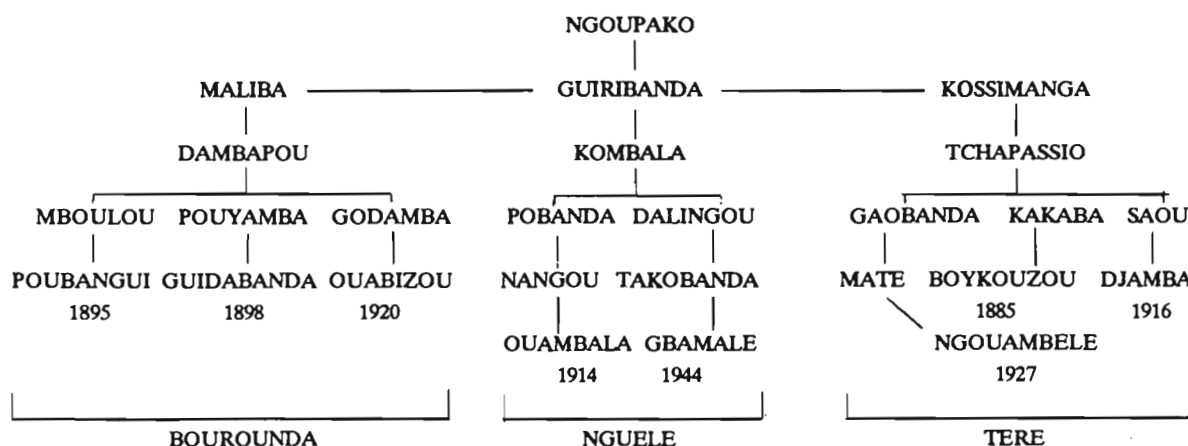
Outre les Porou, il existe des membres d'autres clans ou tribus. La minorité la plus importante est celle des Dacpa Sidi dont le clan, habitant le canton Yanguékota, possède cinq lignages. Les Sidi de Pouyamba sont des Sidi Awa (M. Georges, a.).

Un tableau résume la situation. En voici un extrait (nombre d'individus) :

Dacpa	Porou	Dané	52	personnes
-	-	Mako	46	
-	-	Tigga	42	
	Total Porou		140	
-	Sidi	Awa	13	femmes venues se marier à Pouyamba
-	-	Gbada	13	
-	-	Gbama	6	
-	-	Tindou	4	
-	Bango		13	femmes venues se marier à Pouyamba pour la plupart
-	Damboro		12	
-	Lama		9	
-	Autres		25	
	Total Dacpa		238	
Autres :				
	Gbi Bgamba		13	
	Autres Gbi		12	
	Ngapou		3	
	Mbré		7	
	Morouba		5	
	Autres tribus		7	
	Total non Dacpa		47	
	Total Pouyamba		285	

Chez les Dané, les sous-lignages sont toujours au nombre de trois. La généalogie ci-dessous proposée par M. Georges correspond mal avec nos propres résultats qui devront être contrôlés avant d'être publiés ultérieurement.

Sous-lignages, d'après M. Georges (a) :



5. Organisation socio-démographique du village

En 1958, contrairement aux habitudes anciennes, le village de Pouyamba est groupé. Il ne contient pas que des Porou et tous les Porou ne sont pas à Pouyamba. Ils en sont cependant les maîtres mais cela ne signifie pas que les non-Porou et même les non-Dacpa sont leurs obligés.

En 1988, la composition socio-démographique a passablement évolué. Le clan Porou est resté majoritaire mais le lignage Mako détenteur du Gbingui le plus important a vu ses effectifs diminuer fortement.

			Foyers	Individus
Dacpa	Porou	Dané	9	28
		Mako	2	2
		Tigga	7	27
Total Porou 18			57	

En 30 ans, la diminution des effectifs du clan Porou a été de 2,5 fois.

Les effectifs des Sidi Afwa, principale minorité dacpa en 1958, ont également diminué : 2 ménages aujourd'hui, soit 7 personnes. Les autres fractions de clan (Bango, Damboro, Lama) ont subi le même sort (Lama) ou ont disparu, remplacées par 8 foyers dont 3 Sidi autres que Afwa.

La plupart des 7 foyers non-Dacpa (47 personnes) de 1958, sont partis ou ont disparu mais l'effectif non-Dacpa s'est maintenu : 8 foyers comprenant en tout 28 personnes. La proportion des non-Dacpa a donc augmenté : 7 pour 103 foyers en 1958, 8 pour 34 aujourd'hui.

Si on considère l'effectif présent à Pouyamba durant toute l'année 1987, on obtient la structure suivante :

	Hommes	Femmes	
0-5	10	7	
6-10	3	3	
11-15	7	3	
16-20	6	0	
21-25	7	8	
26-30	2	3	
31-35	2	5	
36-40	3	4	
41-45	2	5	
46-50	0	1	
51-55	5	4	
56-60	5	6	
61-65	1	2	
66-70	3	0	
71-75	2	3	
76 et +	2	2	
	60	56	116

La taille moyenne des foyers (34) est de 3,41 personnes. Elle était de 2,76 en 1958 (3,30 pour l'ensemble du canton Yanguéré) (M. Georges, a). L'enquête agricole de 1966 (anonyme) donnera 3,9 pour l'ensemble de la préfecture de la Ouaka dont fait partie le village de Pouyamba et l'ensemble du pays Dacpa.

L'effectif total est de 126 personnes si on compte les individus en transit, partis au cours de l'année 1987 ou s'étant installés durant la même période. Ces foyers précaires sont au nombre de 5. Si on les prend en compte, la moyenne est de 3,2.

La proportion d'enfants (moins de 15 ans) est la même (28,4 %) que celle du canton Yanguéré en 1958 (28,1 %) (M. Georges, a). Elle était de 17,5 % à Pouyamba à la même époque. La structure démographique paraît plus satisfaisante aujourd'hui.

L'absence de jeunes femmes (16-20 ans) semble plus inquiétante mais les 21-25 ans sont bien représentées. Le fait n'est d'ailleurs peut être pas significatif sur des effectifs aussi modestes.

Une forte baisse des effectifs et une structure démographique plus favorable montre l'importance des migrations. Cette question doit être posée à l'échelle régionale. Pour 1958, M. Georges (a et b) se réfère à la situation de la tribu manjia (non Banda) toute proche qui passe pour avoir une démographie dynamique.

6. Le contexte démographique régional

Démographie du canton Yanguéré et du Centre Oubangui en 1958 :

"Le canton se compose de 18 agglomérations : 16 villages et 2 hameaux : les capitas de Tchicoli et de Bakoumba. La taille des villages varie de 19 (Yangakola) à 438 habitants (Yanguéré). Les 2133 habitants du canton sont groupés le long de 54 km de route (...).

La taille moyenne des villages est de 133 hab. Il y a 6 villages de moins de 100 hab., 8 entre 100 et 200, 1 de 300 et 1 de 400 habitants (...).

Sur l'ensemble du canton, on compte 85 hommes pour 100 femmes ce qui est peu, contre 90 hommes pour 100 femmes pour le district (de Grimari). Les enfants (moins de 15 ans) représentent 28 % de la population (moyenne du district : 31 %). En zone banda en effet, les enfants sont peu nombreux (...).

Tous les villages du canton sont Banda ; il y a seulement quelques femmes manjia mariées chez les Gbi.

Les villages appartiennent à 5 tribus :

- Dacpa	7	villages	839	hab. dont	19 %	d'enfants
- Gbi	3	-	751	-	36	-
- Ngapou	3	-	241	-	21	-
- Mbi	1	-	173	-	36	-
- Mbré	2	-	129	-	38	-

(M. Georges, a)

La pyramide des âges présente les caractéristiques suivantes :

- Un net déficit de la classe d'âge 15-19 ans, général en Afrique Noire, il correspond aux naissances de la période de guerre 1939-45. Il peut s'expliquer par l'effort de guerre, la mise en état du réseau routier et la reprise (de la cueillette) du caoutchouc. Il coïncide aussi avec l'arrivée aux âges adultes de la classe née entre 1910 et 1920 qui est elle déficitaire.

- Une faible proportion des enfants de 0 à 10 ans, pas plus nombreux que les adultes de 10 à 29 ans (...).

- L'importance de la classe 40-49 ans, presque aussi nombreuse que celle de 20-29 ans, ce qui indique une population stationnaire.

- Un excédent de femmes de 25 à 29 ans ; il est dû en partie à une erreur systématique de déclaration (...).

- La chute brutale du nombre de femmes entre 45-49 et 50-54 ; il y a une forte augmentation de la mortalité vers 50 ans ; pratiquement, elle double. D'autre part, elle correspond à l'époque des raids (esclavagistes) de Sénoussi, puis à celle du début de la culture du caoutchouc de cueillette" (M. Georges, a).

Une démographie précise dans ce type de milieu est toujours difficile. La sous-déclaration des nouveaux-nés est fréquente. Le départ, obligé par l'exogamie, d'une forte proportion de jeunes filles fausse la pyramide.

Des comparaisons sont possibles dans une certaine mesure : par rapport à la population Manjia voisine, les Banda Dacpa du canton Yanguéré possédaient 2 fois moins d'enfants (20,3 % au lieu de 44,7 %) (recensement de février 1959, cité par M. Georges, b.).

La nécessité de situer la démographie des Dacpa par rapport à celle de leurs voisins ainsi que celle du canton Yanguéré par rapport à celle du district de Grimari apparaîtra lorsqu'il s'agira de comprendre le genre de vie, son évolution et le comportement migratoire qu'il induit. Cette comparaison a été faite par M. Georges à l'aide des résultats de l'"Enquête démographique Centre-Oubangui" de 1959 :

"Les résultats 'Manjia' sont ceux de la strate 2 : région Kémo-Gribingui.
 Les résultats 'Banda' sont ceux de la strate 1 : région Ouaka.
 Les résultats 'Dacpa' ont été établis sur 2000 individus environ, addition des villages Dacpa figurant dans le tirage de la strate 1.
 Les résultats 'canton' sont ceux du canton Yanguéré (...).

- Le pourcentage des enfants est plus élevé chez les Manjia que chez les Banda : 48 % contre 33 % (...).

- Les Banda se déplacent plus que les Manjia (...).

Nés au village	Hommes	Femmes
Banda	52,3 %	22,7 %
Manjia	64,5	34,7

- Les ménages manjia sont plus gros que les Banda (...):

Nb de personnes	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 et +
Banda (nb ménages en %)	15	30	20	12	8	6	3	2	2	2
Canton	13	34	19	13	10	4	3	1	0	2
Manjia	10	14	16	15	10	9	6	6	4	10

- Natalité. Taux de natalité (naissances des 12 derniers mois) (pour 1000):

Manjia	46
Canton	27
Banda	39

- Polygamie. Pourcentage des polygames par rapport au total d'hommes mariés :

Banda strate 1	24
Banda district de Grimari	23
Manjia	30
Canton Yanguéré	26
Grimari Centre urbain	19

- Fécondité. La fécondité banda est plus faible que celle des Manjia (...). Taux de fécondité par (classe d') âge (pour 1000) :

	Manjia	Banda	Dacpa
15-19	96	76	52
20-24	309	242	151
25-29	307	193	123
30-34	254	135	91
35-39	138	89	58
40-44	47	22	13
45 et +	15	17	12

- Stérilité. Entre 14 et 20 ans, la stérilité est plus commune chez les femmes manjia que chez les Banda parce qu'elles se marient moins jeunes. Après 20 ans, la situation se renverse car en fait, le pourcentage des femmes stériles est plus fort chez les Banda. Les Dacpa sont une caricature des Banda : elles se marient encore plus jeunes et sont plus nombreuses sans enfants (...).

- Mortalité.

	Manjia	Banda	Dacpa
Taux %	26	27	31
Taux de mortalité infantile	187	191	200

(M. Georges, a)

Les chiffres de l'Enquête démographique Centre-Oubangui de la fin des années cinquante indiquaient un état général de la population banda stationnaire ou à accroissement naturel faible. Trente ans plus tard, nous ne possédons pas un tel outil d'appréciation sauf pour Pouyamba. Pour l'ancien canton Yanguéré nous n'avons pu réaliser qu'un simple recensement. En réalité, un bilan n'aura de sens qu'après une prise en compte des faits migratoires.

Effectif et proportion de femmes dans l'ancien canton Yanguéré :

	Hommes	Femmes	Enfant H.	Enfants F.	Total	Tribu	Clan
Bakoumba	12	12	9	14	47	Dacpa	Lama
Igoua	22	24	9	14	69	"	"
Bakouya	22	18	17	23	80	"	Déko
Sokoli	5	5	1	1	12	"	Wako
Mbimbala	8	7	1	3	19	"	Djoudjou
Pouyamba	40	43	20	13	116	"	Porou
Tchabanda	8	10	6	2	26	"	Bango
Babadjia	19	26	10	15	70	Gbi	Gbangba
Yanguéré	14	13	4	4	35	"	Wodjo
Makeu	13	14	4	4	35	"	"
Mama	8	7	2	5	22	Ngapou	Touma
Toungoumalé	35	33	27	17	112	Mbi	Gbacho

- La diminution de l'ensemble de la population du canton a été de 3,3 fois en 30 ans (2133 en 1958).

- La proportion de moins de 15 ans s'est révélée dans la partie dacpa (moitié méridionale) : 133 enfants soit 33 % au lieu de 19 % en 1958. Elle est restée stable dans le Nord non-Dacpa : 92 enfants, soit 33,5 %.

- La proportion de femmes (enfants et adultes) est de 50,8 % aujourd'hui, au lieu de 54 % en 1958.

- Dans la moitié Nord de l'ancien canton (non-Dacpa) où la situation était la plus prolifique, la chute des effectifs a été brutale : 4,7 fois (274 personnes au lieu de 1298).

Dans la partie dacpa, la diminution a été de 2,2 fois seulement (369 personnes au lieu de 835) avec un assainissement de la pyramide des âges.

A la fin des années 70 une étude portant sur 4 villages dacpa des environs de Grimari (dont deux, Igoua et Bakoumba, inclus dans l'ancien canton Yanguéré) donnait les chiffres suivants (G. Meurillon, 1981) en % :

	- de 15 ans	- de 30 ans
Yabeta	32,4	54,3
N'Djangala	32,5	44,2
Bakoumba	27,0	37,8
Igoua	19,1	40,5

Ces chiffres sont cités à titre indicatif.

7. Mobilité du peuplement

Au cours du premier tiers de ce siècle, le pouvoir colonial a voulu contrôler la population en l'obligeant à venir habiter sur des routes créées en fonction d'une logique évidemment étrangère aux genres de vie locaux. Il s'agissait de la fixer et de la contraindre à changer de genre de vie. Depuis, on ne parle plus de "population nomade" mais le fait de décréter des lieux-dits ne stabilise pas obligatoirement la population. Elle a continué à se déplacer, allant désormais de village en village, au lieu d'aller, comme avant, de brousse en brousse... Cette politique n'a d'ailleurs pas empêché les abandons et les créations de villages, ou le glissement de l'habitat le long de la route. Ces opérations de regroupement et de sédentarisation ont modifié le comportement migratoire individuel mais n'ont pas supprimé l'existence et l'orientation des flux historiques.

Anciennement, ces flux étaient fondés sur deux processus principaux :

- déplacements de l'habitat par clans entiers ou fractions de clan, par glissements progressifs ou déguerpissements. Les impératifs du genre de vie, la maladie, des signes mystiques et les stratégies guerrières aboutissaient à un ensemble de mouvements qui pouvaient être orientés.

- émigration des jeunes filles à marier. L'exogamie et la patri-localité provoquaient des transferts de population réguliers et orientés également.

"Tous ces villages (Banda) sont alignés le long des routes ; il n'y a que quelques vieillards pour habiter des cases de brousse, c'est une fraction négligeable de la population. Cette situation date, pour le district de Grimari de (...) 1914-1916 ; auparavant, les Banda avaient un habitat (...) dispersé en hameaux (...). Ces villages se déplaçaient au hasard des cultures, des razzias et des épidémies. Actuellement, les deux premières causes ont cessé de jouer. Les maladies, de 1916 à nos jours ont encore provoqué des déplacements ; au canton Yanguéré, Mama, Tchabanda, Bakoumba, (1932), Igoua (1950), Tchicoli, Bimbala (1956), ont glissés de quelques kilomètres le long de la route, le chef Pala s'y est installé (1950), venant des Mbrés à 70 km au nord (...).

La taille des villages a sensiblement varié selon les époques. Malgré l'imprécision probable des états de population effectués au début de l'occupation française, la taille des villages a diminué de 1915 à 1952.

Yamodo : 550 habs en 1915, 35 en 1959, Igoua : 614 habs en 1915 ; 120 en 1959, ont littéralement fondu ; Pouyamba : 300 habs actuellement (1959) a diminué de moitié" (M. Georges, a).

L'année 1915 révèle une situation exceptionnelle. C'est cette année-là qu'ont commencé les regroupements sur la route. C'est d'ailleurs l'opération de regroupement qui a permis le recensement. Cependant, cette situation fait partie de l'histoire des Dacpa et l'évolution du peuplement aujourd'hui est en partie une réaction à cette situation.

Le sort dévolu au village de Pouyamba à l'époque (1907), celui d'un futur centre administratif, en faisait virtuellement une ville. La fonction tertiaire que le village exerça pendant quelques années explique un effectif anormalement élevé (pour un village dacpa) au début du siècle et une chute rapide lors du transfert de cette fonction à Grimari.

L'exogamie et la patri-localité peuvent expliquer à terme, la migration d'une population si les échanges de femmes n'ont pas un caractère de réciprocité géographique. C'était le cas à la fin des années 50 et très certainement avant.

"Origine des femmes (sur 712 femmes mariées du Canton Yanguéré) :

Les célibataires, divorcées et veuves résident en principe dans leur clan d'origine. 688 réponses ont été obtenues.

- 100 femmes sont originaires du village qu'elles habitent (14 %). (...) les villages à fort pourcentage de femmes nées sur place sont ceux où cohabitent plusieurs clans différents :

Toungoumalé	32 %	de femmes nées sur place	(36 % d'hommes Gbi Gbacho)
Mama	28	" "	(53 de Ngapou Touma)
Yanguéré	32	" "	(60 de Gbi Wodjo)
Tchabanda	2	" "	(90 de Dacpa Bango)

Gbatcho, Touma, Wodjo, Bango sont les clans dominants (majoritaires) de ces villages.

- 214 femmes sont originaires des autres villages du canton (30 %). Celui-ci se divise en deux parties, nettement séparées par le village de Babadjia : au Sud les Dacpa, au Nord le groupe Gbi, Ngapou, Mbi, Mbré ; ces deux ensembles (...) ne se fournissent pas en femmes l'un chez l'autre, sauf pour Babdjia qui joue le rôle de charnière (...).

- 78 femmes (11 %) viennent du canton voisin de Yanguékota. Ce dernier est lui aussi divisé entre Gbi (nord) et dacpa (sud) ; (...) les deux fractions Gbi se marient ensemble et les deux fractions dacpa de même ; on ne trouve pas de Gbi Wodjo mariés avec des Dacpa Sidi, ni de Dacpa Porou mariés avec des Gbi Kanjia.

- 28 femmes viennent du canton Djangala, autre voisin ; ce sont des Dacpa Gbanga de Déké mariés aux Dacpa Lama d'Igoua et de Bakoumba.

- 21 femmes viennent du canton Mindoukouta c'est à dire de Grimari (centre, ce qui est peu ; tous les villages de brousse ont pourtant de la famille à Grimari ; de plus, le canton central représente 1/4 de la population du district. Les femmes du centre ne se marient pas en brousse.

- 21 viennent des 5 autres cantons du district. Les limites administratives ne jouent pas ; le canton Yanguéré a beaucoup plus de liens avec les cantons d'autres districts au Nord, qu'avec les cantons de Grimari voisins au Sud.

- 113 femmes en effet, viennent du district de Bakala (16 %). Ce sont des Dacpa, mariées chez les Dacpa.

- 56 viennent du district de Crampel (8 %) ; ce sont surtout des Mbré.

- 41 viennent de Dakoa ; ce sont des Gbi et des Manjia mariées chez les Gbi.

- 16 viennent seulement d'autres districts (2,2 %).

Il y a peu de relations avec Bambari, Sibut, Kouango pourtant voisins de Grimari" (M. Georges, a).

A l'intérieur de l'aire dacpa immédiate (Sud du canton Yanguéré, canton de Yanguékota et district de Bakala) et notamment à Pouyamba, la destination des jeunes filles à marier dessine un réseau géographiquement orienté.

"A Pouyamba où on a relevé l'origine de 112 femmes mariées les Dacpa sont en majorité ; ils choisissent de préférence leurs femmes dans la même tribu, aussi n'est-il pas surprenant de voir les relations matrimoniales de Pouyamba s'établir selon une direction N.E.-S.O. qui est celle de l'installation des Dacpa.

Au NE (district de Bakala), 2 clans Dacpa sont en relation avec les Dacpa Brou de Pouyamba ; ce sont les Lama (Yambassa) et les Damboro (Guibada, Babigoua) qui ont 14 femmes à Pouyamba.

Au SO, les Dacpa Sidi -plus proches- en ont fourni 28 dont 13 pour le seul village Bissibanda qui compte à peine 60 habitants. La liaison Porou-Sidi est extrêmement étroite, il existe à Pouyamba et depuis plus de 50 ans, une dizaine de Sidi et d'autre part, 24 femmes Porou sont mariées chez les Sidi (...).

Dans le canton Yanguéré, les relations s'établissent surtout avec les Dacpa déko de Bakouya, les Dacpa Bango de Tchabanda et les Gbi Bangba de Babadjia (...).

Il existe trois petits groupes de femmes originaires de secteurs un peu plus éloignés : les Gbi de la route de Dékoa, les Brés et les Morouba de la route de (...) Kaga Bandoro. Le cas des autres femmes sont accidentels sauf pour celles de Grimari (...).

Plus de la moitié des femmes (mariées) de Pouyamba appartiennent à 5 (clans)." (M. Georges, a).

Aucun de ceux-ci n'est au sud de Pouyamba.

L'"Enquête Démographique Centre-Oubangui" citée par M. Georges (a) ignore l'origine géographique des hommes. On retiendra une plus grande mobilité des femmes par rapport aux hommes ; une plus grande mobilité des Banda par rapport aux Manjia.

"Nés au village :	Masculin	Féminin	
Banda	52,3 %	22,7 %	
Manjia	64,5	34,7 "	(M. Georges, a)

Récoltés après 50 ans de sédentarisation obligatoire, ces chiffres sont spectaculaires et mériteraient une critique sévère. En effet, beaucoup de personnes interrogées sont nées à l'époque de la création forcée de "leur" village. Quel a été le site désigné dans la réponse ? Celui du nouveau village sur la route ou le vrai, celui qu'on venait d'abandonner, parfois à plusieurs dizaines de kilomètres de là ? De plus, ces nouveaux villages se déplacent le long de la route. "Né au village" ne signifie pas qu'on est né à l'endroit où l'on vit.

En 1988, les flux migratoires n'ont été analysés qu'au niveau de Pouyamba, pour le clan Porou seulement. Ce type d'enquête n'est possible qu'avec des informateurs-témoins qui ne peuvent répondre avec précision qu'à propos de leur propre parentèle. La rétrospective a porté sur les 30 dernières années.

- Emigration des hommes (mariés ou célibataires) : effectifs, date de départ, lieu de nouvelle installation.
- Emigration des femmes d'âge mûr (veuves, divorcées). Retour dans le clan d'origine par exemple.
- Immigration (effectifs, date d'arrivée, lieu d'origine).
- Départ des jeunes filles à marier (idem).

- Arrivée des jeunes filles à marier (idem).

Les règles d'exogamie et de parti-localité sont toujours appliquées mais le regroupement de certaines fractions de clans différents font que certaines jeunes filles peuvent se marier sur place.

- Emigration des hommes (Porou).

63 hommes adultes (célibataires ou mariés) ont quitté Pouyamba depuis 30 ans, soit 2 chaque année, tous mariés sauf 2 veufs et 4 célibataires.

69 épouses les ont alors suivi et 97 enfants (42,4 % du stock migratoire). Apparemment, cette population migrante possédait au moment du départ une structure plus dynamique que celle de la population restée au village.

Il faut compter avec quelques oublis : ces chiffres sont des minima.

74,6 % de ces hommes sont partis en ville.

Grimari	26 soit	41,3 %
Bangui	18	28,6
Bambari	2	3,2
Bria	1	1,5

Le reste est allé s'installer dans les villages des axes routiers proches.

Axe Mbrés-Grimari	6	9,5 %
Axe Sibut-Bambari	6	9,5
Axe Dékoa-Grimari	4	6,4

- Emigration des femmes.

Les femmes célibataires (divorcées) ou veuves, parties pour des raisons autres que le mariage, sont au nombre de 5. Toutes sont allées à Grimari.

- Emigration des jeunes filles.

Les jeunes filles du clan Porou parties se marier à l'extérieur du village depuis 30 ans sont au nombre de 58 (28 Tigga, 21 Dané, 9 Mako).

La majorité est partie "en ville" (60,3 %), dans les quartiers satellites de ces villes qui ne sont que des centres administratifs dotés d'un marché et de boutiques et entourées de ces quartiers ruraux très attractifs pour les gens de la brousse.

Grimari	28	(48 %)
Bambari	4	
Bangui	2	
Etranger (Cameroun)	1	

Le reste des jeunes filles est resté en milieu villageois, dans des régions que M. Georges (a.) avait déjà notées comme étant privilégiées par ce flux :

Axe Pouyamba-Grimari	11	(19 %)
Axe Grimari-Dékoa	4	
Axe Grimari-Bakala	2	

La section de l'axe Pouyamba-Grimari (route des Mbrés) concernée correspond à la partie dacpa de l'ex-canton Yanguéré. Depuis 30 ans, aucune jeune fille Porou n'est allée se marier au Nord de Tchabanda.

- Immigration des jeunes filles venues se marier à Pouyamba (depuis 30 ans).

Elles sont au nombre de 29 :

Banda	Dacpa	16
	Gbi	8
	Mbi	2
	Linda	1
Manjia		2

Le groupe le plus important vient des villages de la route Grimari-Dékoa (9). Huit autres viennent de la route des Mbrés (4 du Sud de Pouyamba, 4 du Nord). Quatre autres viennent des environs de Bakala, 2 des environs des Mbrés et 1 de Bambari.

- Immigration des ménages à Pouyamba depuis 30 ans.

Dans l'ensemble, il s'agit d'hommes se déplaçant avec leur famille puisque les hommes se marient dans leur village et que les migrations plus ou moins temporaires de célibataires sont très rares. Cinq de ces ménages sont Dacpa. Les autres sont Gbi, Mbi, Sabanga et un Manjia. Sur les 10 cas, 2 sont des retours de veufs (avec 5 enfants) et de veuve (avec 3 enfants). Deux autres sont des retours de Grimari. Les autres viennent du Nord de l'ex canton Yanguéré).

Ce stock représente 34 personnes dont 14 enfants (41,2 %).

Quelques remarques concernant ce bilan migratoire partiel :

- A propos de l'émigration des hommes (Porou), tous les lignages sont concernés (11 Mako, 23 Tigga, 29 Dané).

- Le rythme des départs semble régulier pendant la période considérée mais la mémoire des informateurs a fait défaut dans 3 cas sur 4 à propos des dates de départ.

- Les départs "en ville" n'ont pas toujours la même signification. Les installations à Grimari notamment, ne correspondent pas forcément à une rupture avec la vie rustique, notamment si l'installation a lieu dans les quartiers périphériques.

* * *

Le principe même de la démarche impliquait de longues références au travail de M. Georges. Ses résultats et les observations réalisées en 1987-88, permettent d'identifier une société libertaire, au sens égalitaire et/a étatique du terme. Nous aurons l'occasion de voir dans quelle mesure, cette égalité est le résultat d'un égalitarisme actif, et l'absence de structure étatique le fruit d'une hostilité de principe à toute forme de prépotence ou une incapacité à réaliser une telle structure.

Le champ social est limité au clan et à ses alliés. En pays dacpa, on est à l'étranger au-delà d'un cercle de 1000 personnes environ qui constituent le clan et son réseau matrimonial.

La densité du peuplement est modeste (5 hab./km² environ en 1958, 2 aujourd'hui). L'accroissement naturel est modéré et les effectifs en baisse. Le peuplement reste mobile malgré les contraintes étrangères à la société et cette mobilité contribue à la baisse des densités.

Les habitudes migratoires anciennes, confirmées en 1958 (flux NE/SO) restent d'actualité.

Les villages se sont multipliés depuis les années 20. Leur taille a diminué et s'est homogénéisée. Il s'agit peut être d'un réajustement après la période de regroupement forcé incompatible avec le genre de vie (taille moyenne des villages du canton Yanguéré en 1958 : 115 hab. environ (M. Georges, a) ; 53 aujourd'hui).

Les ingérences dans la société dacpa au cours des dernières décennies ont sans doute favorisé un certain individualisme en s'attaquant avec plus ou moins de succès aux institutions à fonctions centripètes.

II. VIRTUALITES NATURELLES ET RESSOURCES

Diagnostic dacpa sur la nature et nature de l'espace humanisé.

Le diagnostic dacpa sur la nature sera déduit de la description du genre de vie et de ses implications migratoires. Il faut pourtant dès à présent (par hypothèse ou, plutôt, par évidence en première approximation) cerner rapidement l'objectif économique local avant de présenter les virtualités de l'environnement. Cette description sera plutôt une évocation du cadre de vie que seule une équipe interdisciplinaire lourde pourrait préciser. Le point de vue dacpa ne lui faciliterait d'ailleurs pas la tâche, fondé qu'il est sur l'"expérimentation" permanente de ressources nouvelles.

1. Des pénétreurs de nature : un espace "franc"

La totalité des ressources renouvelables d'un espace donné est susceptible d'utilisation. L'épuisement ou l'abandon d'une ressource peut être suivi presque immédiatement par l'"invention" ou la redécouverte d'une autre.

Le clan explore l'espace, visite des stocks de ressources, les utilise et les abandonne au-delà d'un certain seuil d'épuisement, pas forcément bas.

La règle est le libre accès aux ressources des individus. N'importe quelles ressources. Cet accès est, en principe, infiniment libre. La disparition complète en un lieu précis d'une ressource ne semble pas poser de problèmes techniques, moraux ou esthétiques particuliers. Des mécanismes régulateurs de l'exploitation des ressources existent mais ils ne sont pas mis en oeuvre en terme de répression.

La propriété -même collective- des ressources n'existe pas, comme n'existe aucune forme d'appropriation de l'espace. L'espace villageois n'existe pas puisque le village n'existe que contraint. Il n'y a de village que dans la sédentarité et celle-ci est imposé hors de toute référence à l'idéologie dacpa.

"La notion de superficie communale n'existe pas (...). La brousse appartient à tout le monde ; les champs appartiennent à ceux qui les ont défrichés et seulement pour la durée des cultures. Un champ qui retourne à la brousse retourne ipso facto à la communauté". (M. Georges, a).

La "communauté" c'est le clan et le clan est (historiquement) nomade. Il pénètre la nature, l'explore et l'abandonne à une régénération d'autant plus rapide que la densité générale du peuplement est faible (2-3 habitants au km²) et que les besoins certes variés sont modestes et stables. La brousse appartient aux Dieux et les ressources qu'elle contient sont à la disposition des individus sous certaines conditions.

Le clan ne possède pas l'espace et ce qu'il contient, même en tant qu'entité collective. Un essarts abandonné (après une durée de mise en culture remarquablement courte - 3-4 ans-) retourne à la nature, au milieu sauvage.

La gestion des ressources et l'organisation de l'espace ont leur origine dans les processus de concurrence en chaîne entre clans et tribus, plus ou moins manipulée, suivant les époques, par des impérialismes étrangers aux peuples bandas.

La notion d'espace migratoire clanique n'existe pas non plus. Cependant, des habitudes de cueillette en certains lieux survivent un temps au déplacement du clan. Ainsi, les Porou qui étaient en partie sur le Govoppo (cf. carte) avant d'être "soumis" et regroupés sur la route des Mbrés, y ont gardé leurs zones de chasse au gros gibier. Cependant, le clan n'a pas conservé (ou érigé) là de droits d'usage particuliers. D'autres occupants anciens y chassent aussi.

Les résultats obtenus par M. Georges seront analysés ultérieurement. On peut déjà s'y référer pour caractériser les objectifs de l'économie dacpa. L'essentiel de l'analyse porte sur les pratiques agricoles. Les autres activités (qualifiées d'"annexes") sont simplement décrites ou signalées mais pas économiquement mesurées. Il apparaît cependant que les gens de Pouyamba pratiquent un genre de vie "tous azimuts" : chasse, cueillette, essartage, agriculture, pêche. Ils élèvent même des poules et des chèvres. Sans parler des profits de la rapine jusque dans les années 1910.

Ainsi, toutes les virtualités du milieu sont susceptibles de faire l'objet d'une cueillette, y compris les sols car les Dacpas obtiennent d'excellents produits de la terre sans la travailler. Le travail agricole consiste à couper la végétation après qu'elle ait régénéré l'humus.

Les Dacpas sont des collecteurs dans la mesure où le travail n'est pas consacré à la régénération des ressources (ou à leur amélioration) ou à la transformation des produits. Les exceptions qui confirment la règle (fabrication de filets, nasses, ruches et paniers) représentent relativement peu de travail et les objets fabriqués sont presque tous des outils de cueillette.

Le milieu est maintenu dans sa quasi totalité en un certain état (savanes à graminées perennes boisées) par l'homme. Mais l'outil formidable (le feu) utilisé dans ce but se manie sans travail quelques heures par an seulement.

Les repères territoriaux sont du domaine religieux car l'espace est "habité". Les Dacpa se situent dans l'environnement par rapport à un réseau de lieux sacrés. Cela induit un comportement qui se heurte à celui des groupes voisins qui obéissent à des valeurs identiques. L'espace profane dessine des zones d'influence que la concurrence et la violence transformaient en no man's land, lieux privilégiés de régénération des ressources : sols, végétation, faune.

2. Quelques aspects du climat

La région de Pouyamba reçoit 1500 mm de pluie par an. Les variations interannuelles oscillent entre 1350 et 1750 mm. La saison sèche est courte (de novembre à mars) et n'est pas exempte de précipitations. Il y a entre 110 et 120 jours de pluies (> 1mm/jour) par an. Une "petite saison sèche" est statistiquement notable au cours du mois de juillet mais elle ne gêne pas la croissance végétale. Deux cycles de culture par an sont possibles sous pluie.

La région ignore la chaleur excessive et le froid. Les températures moyennes varient peu (moy. an. : 25,5° environ). Les amplitudes thermiques quotidiennes sont surtout marquées en saison sèche mais elles restent relativement modestes par rapport au Sahel : jamais moins de 10° et jamais plus de 33°. En saison des pluies, l'écart est encore plus faible (19° et 28 °).

Pour Grimari, station météorologique voisine, Quantin donne les indications suivantes :

"Le volume de pluie en 24 h peut aller de 0,5 mm à 120 mm. Le cas le plus fréquent est celui des petites tornades allant de 10 à 20 mm. Les pluies fortement érosives, assez rares, ont un volume allant de 40 à 60 mm. Celles de plus de 100 mm sont exceptionnelles.

L'intensité instantanée varie de l'ordre du millimètre/heure à plus de 150 mm/heure.

Il y a eu en 1960, année exceptionnellement pluvieuse (1830 mm) 39 pluies érosives dont 8 fortes et très fortes (entraînant chacune plus de 100 kg de terre par hectare, dans les conditions naturelles) 8 moyennes (E entre 10 et 100 kg par hectare) et 23 faibles (E inférieur à 10 kg par hectare) (...).

(Pluies érosives) obtenues en 1960 sur une parcelle témoin en savane à la station (...):

Saison sèche	17 février	43 kg/ha	ME	
Première phase de pluie	13 mars	188 kg/ha	FE	(...) Début des travaux du sol(...)
	1er avril	110	FE	
	7 avril	265	FE	
Deuxième phase de pluie	23 juin	117	FE	Reprise des travaux du sol pour le deuxième cycle cultural (...)
	28 juin	12	ME	
	29 juillet	765	TFE	
	31 juillet	105	FE	
	1er août	16	ME	
	6 août	34	ME	
Troisième phase des pluies	14-15 août	495	TFE	Sol généralement couvert sauf en culture africaine tardive
	19 août	381	FE	
	1er sept.	50	ME	
	5 octobre	15	ME	
	23 octobre	36	ME	
	31 octobre	37	ME	

(P. Quantin, 1961).

La période de pluies abondantes, fréquentes et peu intenses intervient de juillet à octobre. La saison agricole commence avant et se termine après cette période.

Le climat de la Haute Bamba présente a priori toutes les possibilités d'une productivité naturelle excellente. Chaleur constante et pluviosité élevée pendant 8 mois de l'année : il ne faudra pas accuser le climat si une analyse misérabiliste de la vie dacpa nous tente.

Ce climat est moins sec et moins contrasté (pluies, températures, humidité de l'air) que celui de la Haute Ouaka où étaient les Dacpa il y a quelques générations. Les caractéristiques sont cependant presque identiques.

3. Le site et les sols

Pouyamba est situé sur la pénélaine qui sépare la cuvette du Congo de celle du lac Tchad. Les variations locales du relief sont de l'ordre de quelques dizaines de mètres (altitudes comprises entre 500 et 640 mètres). Le réseau hydrographique, dense quadrille un paysage de collines et de plateaux plus ou moins arrondis, parsemé de barres rocheuses orientées (NO/SE) au relief très modeste (pentes comprises entre 2 et 5 % en moyenne).

La terre du pays est constituée d'un sol rouge ferrallitique typique, généralement évolué mais fréquemment rajeuni sur la périphérie des plateaux. Ces zones de colluvionnement de quelques dizaines de mètres de large font le contact avec les sols hydromorphes des vallées, notamment avec ceux de la Bamba.

Ces sols rouges ferrallitiques sont sablo-argileux, issus de roches métamorphiques (gneiss à 2 micas, micashistes et quartzites) ou de grès plus ou moins métamorphisés.

Les deux barres de quartzite qui encadrent la région de Pouyamba délimitent un couloir qu'emprunte la rivière Bamba (et la route des Mbrés à Grimari). Elles sont localement mal consolidées et s'effritent pour donner des sols sableux peu évolués.

Le cuirassement est localement important et la dalle affleure parfois mais cela ne concerne que 2 % de la surface.

Ce sol rouge ferrallitique a une fertilité tout à fait satisfaisante. Il est bien structuré et perméable. Sa résistance à l'érosion est bonne et il est facile à travailler en culture manuelle. Il est "assez riche" en éléments chimiques (pH : 6 à 6,5. Bases échangeables : 4,5 à 7 me 100 gr. C : 1,5 à 2 % . N : 0,085 à 0,110 %). (P. Quantin, 1961).

Une typologie a été établie en collaboration avec M. Mathieu (FAO) et l'équipe du bureau des Sols de Bangui. La prospection a été effectuée dans un rayon de 10 km environ autour de Pouyamba (et sera poursuivie dans le cadre du programme de cette équipe).

On consultera cette typologie en se référant à l'esquisse morphologique ci-dessous où sont représentés les éléments principaux du substrat écologique de la Haute Bamba (1/50.000e).

- Affleurements de quartzites et grès orientés (N. NO/S. SE) et sols peu évolués sur matériaux de désagrégation.
- Cuirasses latéritiques sub-horizontales, parfois affleurantes.
- Sols ferrallitiques appauvris rouges profonds
 - a) sur matériaux issus de grès et quartzites.
 - b) sur matériaux gravillonnaires.
- Zones de colluvionnement (bas de pentes bordant la Bamba et certains de ses affluents).
- Fonds de vallées et bas-fonds. Sols alluviaux hydromorphes inondables. Horizon humifère de surface bien développé.

La morphologie des surfaces cuirassées a posé des problèmes qui mériteraient plus d'attention. Les altitudes différentes de cuirasses sub-horizontales font penser à un système étagé (double ou même triple). Cette hypothèse a été retenue par M. Georges (a). Il paraît préférable d'envisager un démantèlement périphérique ancien des cuirasses de plateau qui aurait permis un recompactage en bas de pente, lui-même incisé par le réseau hydrographique actuel. Ainsi s'expliqueraient ces rebords cuirassés qui ourlent localement les fonds de vallées.

Typologie des sols (issu de document de travail, M. Mathieu, FAO) :

- Affleurements de grés et quartzites
- Sols peu évolués psamitiques provenant de la dégradation du substrat gréseux.
- Sols ferrallitiques profonds rouges :
 - a) assez argileux (couleur de l'horizon B : 2,5 YR ou 1 OR)
 - b) ocres (couleur de l'horizon C : 5 YR).
- Sols ferrallitiques appauvris rouges (à horizon de surface appauvri, sableux sur 20 cm ou plus) profonds, à horizon B souvent argilo-sableux.
- Sols ferrallitiques gravillonnaires, rouges (plus de 10 % de gravillons sur l'ensemble du profil ou plus de 20 % sur une épaisseur supérieure à 20 cm) avec souvent plus de 40 % de gravillons.
 - a) gravillons dès la surface.
 - b) gravillons à plus de 50 cm de profondeur
- Sols peu évolués d'apport colluvial, modaux (non hydromorphes) présentant un horizon humifère de surface bien développé.
- Sols alluviaux hydromorphes inondables, associés aux forêts-galeries, présentant un horizon humifère de surface bien développé.

Trois associations cartographiques ont été retenues à l'échelle du 1/50.000e :

- Affleurement de grés + sols évolués psamitique + sols ferrallitiques rajeunis rouges peu profonds, sableux.
- Cuirasses démantelées de plateau (nombreux blocs de latérite en surface) à sols ferrallitiques peu et moyennement profonds, gravillonnaires ou indurés avec souvent inclusions de cuirasses affleurantes (lakérés dénudés).
- Idem association précédente avec sols ferrallitiques moyennement profonds dominants.

Si les sols ferrallitiques (dans l'ordre : appauvris rouges et gravillonnaires) dominant en surface, la situation pédologique mériterait une cartographie plus fine encore. Elle est complexe au point qu'un bloc de culture regroupant l'ensemble des champs d'une année recouvre presque toujours plusieurs types de sols ce qui, d'ailleurs, indiffère les Dacpas dont la typologie des sols est plus simple. La durée de mise en culture est très courte et le travail pour l'amendement du sol inexistant. C'est la matière organique de l'horizon supérieur qui est utilisé. La répartition est très homogène d'un sol à l'autre sauf, dans une certaine mesure, sur les sols sur épandages sableux issus de quartzites et grés. Le taux moyen, acceptable en surface (3 à 6 % sur sols identiques voisins, Jamet, 1970) décroît rapidement en profondeur (de moitié environ à 30 cm).

Les sols alluviaux hydromorphes sont très peu essartés et la végétation forestière qu'ils portent jamais brûlée. Tous les autres sols sont plus ou moins régulièrement mis en culture. Seules les zones de cuirassement compact et nue (incultivable donc) et celles où affleurent les grés et quartzites ne sont jamais défrichées.

Au-delà de 5 km environ du village, rien n'est défriché mais c'est alors la distance qui est le facteur limitant.

La classification dacpa des sols croise les critères de texture et de couleur pour définir une typologie formelle à 4 catégories utiles :

- 1) Mindou ossio - sols sableux (rouges)
- 2) Kota ossio - sols argilo-sableux ou sablo-argileux (rouges) sur plateau et versant. Dit aussi odro ossio si la texture devient peu caractéristique.
- 3) Ogbou ossio - sols argilo-sableux à argileux (noirs).

Figure 2 : Morpho-pédologie de la Haute Bamba.

1. Affleurements de barres gréseuses ou quartzitiques. Association d'affleurements de grés, de sols peu évolués psammitiques et de sols ferrallitiques rajeunis rouges peu profonds, sableux.
2. Plateaux cuirassés sub-horizontaux, localement démantelés, associés à des sols ferrallitiques peu profonds, gravillonnaires. Cuirasse affleurante localement.
3. Sols peu évolués psammitiques : sols ferrallitiques appauvris rouges (à horizon de surface appauvris sableux sur 30 cm ou plus) profonds, à horizon B souvent argilo-sableux.
4. Sols peu évolués d'apport colluvial, hydromorphes, horizon humifère de surface bien développé.
5. Sols alluviaux hydromorphes inondables.

Le reste : sols ferrallitiques gravillonnaires, rouges ; gravillons en surface ou en profondeur (> 50 cm).



- 4) Embi ossio - sols alluviaux hydromorphes ("blancs", dont oto ossio proche de kaolin, considéré comme des gisements de glaise pour la poterie, non comme un sol. Il n'y en a qu'un à Pouyamba).

Mindou, kota et odro ossio recouvrent les différentes catégories de sols ferrallitiques.

Ogbou ossio : sols peu évolués d'apport colluvial gris ou noirs (bas de pentes, rive droite de la Bamba essentiellement).

Embi ossio : sols hydromorphes des fonds de vallées.

La dernière catégorie n'étant pas utilisée par les Dacpas, on constate que leur classification utilitaire est simple : 3 catégories de sols dont une n'occupe qu'une partie infime du territoire (sols de colluvionnement : 2 % environ).

L'expérience montre que :

- tous les sols de savane sont également cultivables aux yeux des Dacpas.
- seul leur importe le degré de régénération de la matière organique.
- la position topographique du sol n'est pas un critère pour le choix du lieu d'essartage sauf les fonds de vallée qui sont évités. Les revers de cuirasse couverts de bloc d'éboulis peuvent être mis en culture malgré la fragilité des sols qui s'y trouvent.
- les sols les plus riches chimiquement et les mieux pourvus en matière organique ne sont pas ou plus cultivés (sols hydromorphes de la Bamba et de ses affluents).

L'espace migratoire dacpa connu (du versant méridional des Bongo au Govogpo, en passant par la moyenne Ouaka) se caractérise par les mêmes types de sols, sur le même substrat géologique et sous un climat pratiquement identique bien qu'un peu plus sec.

4. La végétation : savanes boisées et forêts

La Haute Bamba est essentiellement un pays de savanes boisées. La savane est une prairie de hautes graminées (2-3 m) pérennes, parsemée d'arbres et d'arbustes. La strate herbacée est relativement homogène. Celle des ligneux est plus contrastée.

Ce milieu est conditionné et maintenu en l'état par l'homme, à l'aide du feu, de l'essartage itinérant et de la régulation des stocks de grands herbivores sauvages. L'élevage bovin peut commencer à se manifester mais l'impact de ce type de pâture n'est pas encore visible dans le paysage.

La savane brûle chaque année de décembre à avril, probablement, depuis des millénaires. Le feu a précédé ici le peuple dacpa de longue date. Ce milieu brûlerait-il "naturellement" si l'homme ne le faisait pas ? C'est probable mais difficile à démontrer.

Quel aspect aurait la savane si elle cessait de brûler ? Historiquement on ne peut répondre en l'état des connaissances. A grande échelle et à court terme il est à peu près certain que l'herbe serait éliminée au profit des arbres, donc de la "forêt". Des expériences de mise en défens permettent de l'affirmer dans une certaine mesure.

Comment était la végétation de l'actuelle savane avant que l'homme ne la brûle (si elle ne brûlait pas naturellement) ? Il faudrait pouvoir répondre à la question en raisonnant toutes choses égales par ailleurs (densité des éléphants et pluviosité comprises !), ce qui est impossible. Sans compter que les techniques de feu (donc ses effets) changent et qu'il n'est pas la seule technique humaine intervenant sur le milieu

(en certains endroits d'Afrique, la pâture par le bétail domestique crée de la forêt malgré le feu ! Cf. Hurault, 1975, par exemple).

L'impossibilité de répondre actuellement à un certain nombre de questions ne doit pas conduire aux facilités anciennes : "une forêt "primitive" (mais non datée !) progressivement "dégradée" par les feux de brousse..."

A propos de Pouyamba et sa région, admettons quelques évidences :

- le feu est commun à toutes les civilisations africaines de la savane. Aucune ne le subit, toutes l'utilisent.
- le feu est annuel (un auteur du début du siècle parle même de feux bi-annuels), régulier et général, sauf dans les forêts-galeries et certaines forêts de plateau.
- les Dacpas pratiquaient les feux de brousse dans leur région d'origine et ont toujours brûlé les pays qu'ils ont traversés, lesquels brûlaient déjà avant leur arrivée.
- la savane est un milieu extrêmement favorable à la grande faune. Les records de biomasse animale sauvage sont le fait de milieux tropicaux et sub-tropicaux gérés par l'homme à l'aide du feu.
- toutes les espèces végétales de savane sont en symbiose avec le feu ; c'est évident. La même remarque peut être faite par rapport à l'essartage : la coupe ne condamne pas l'arbre, sauf s'il est écorcé et brûlé sur pied. Dans un essart abandonné depuis 2 ou 3 ans, les "jeunes" arbres sont en grande majorité des rejets de souches parfois séculaires. Le feu n'empêche d'ailleurs pas les semis. Au contraire : sans le feu annuel qui permet la lumière, les espèces ligneuses actuelles ne resèmeraient pas, au profit de celles "de forêt".

Une liste des principales espèces végétales présentes en Haute Bamba dans un rayon de 12 km autour de Pouyamba a été établie en collaboration avec Peter Schäfer, botaniste systématicien, de l'Université de Bangui.

Les publications de Chevalier, Aubreville et Tisserant sont anciennes et partielles. Le remarquable travail de Sillans est peut-être utile à grande échelle. Les publications de "phyto-géographie" postérieures sont des compilations maladroitement faites de ces textes encore insuffisants. La systématique de la végétation Centrafricaine reste à faire, y compris en savane.

La florule des herbacées présentée ci-dessous est très incomplète. Elle n'a pas d'autres buts que d'aider à caractériser un tapis somme toute assez homogène.

Le milieu forestier a été peu inventorié (forêts-galeries et forêt de plateau) faute de temps et de moyens techniques appropriés.

La florule des ligneux de savane est plus complète mais certaines espèces des zones jamais (ou très anciennement) essartées n'ont pu être déterminées pour l'instant.

Toutes les espèces d'arbres et d'arbustes ayant fait l'objet d'une analyse statistique en parcelles représentatives (chapitre VI) ont été déterminées à 2 ou 3 exceptions près.

a) La strate herbacée

Elle est largement dominée par les graminées. Certains arbustes, denses parfois mais de petite taille, auraient pu figurer ici mais ont été répertoriés avec les ligneux de savane. Cela n'a pas grande importance, mais il est certain que *Ocaina oliviformis* et *Landolphia owariensis* par exemple font partie du tapis herbacé qu'elles dominent pendant quelques semaines après le feu. Les noms dacpas, donnés dans la mesure du possible, sont ceux utilisés à Pouyamba.

<i>Aframomum latifolium</i> (Afzel.) K. Schum.	?
<i>Andropogon cf. tectorum</i>	embiengou
<i>Beckeropsis uniseta</i> (Nees) K. Schum.	mbalo
<i>Brachiaria brizantha</i> (Hochst. ex A. Rich.) Stapf	damebra
<i>Brachiaria kotschyana</i> (Hochst. ex Steud.) Stapf	?
<i>Ctenium newtonii</i> Hack.	dambakope
<i>Eragrostis aspera</i> (Jacq.) Nees	ngoula
<i>Eragrostis tremula</i> Hochst. ex Steud.	ngoula
<i>Hyparrhenia diplandra</i> (Hack.) Stapf	koja
<i>Hyparrhenia niariensis</i> (Franck.) W.D. Clayton	anguia
<i>Hyparrhenia sp.</i>	koja
<i>Imperata cylindrica</i> (L.) Raenschel	iibi
<i>Kosteletzkya grantii</i> (Hochst. ex A. Rich.) Steud.	saaké
<i>Loudetia arundinacea</i> (Hochst. ex A. Rich.) Steud.	gousoubakoya
<i>Panicum phragmitoides</i> Stapf	?
<i>Panicum sp.</i>	karakondjia
<i>Paspalum scrobiculatum</i> L.	soumayabrou
<i>Pennisetum polystachion</i> L. Schult.	dambayavoro
<i>Pennisetum purpureum</i> Shumach.	ngwale
<i>Pennisetum subangustum</i> (Shumach.) Stapf et C.E. Hubbard	dambayavoro
<i>Rootboellia exaltata</i> L.f.	oowoo
<i>Setaria anceps</i> Stapf ex Massey	aperkolo
<i>Setaria aurea</i> Hochst. ex A. Br.	dagbangbe

La savane de Haute Bamba est bien une formation à *Hyparrhenia*, *Panicum*, *Brachiaria*, *Icacina* et *Landolphia* (en forme naine).

Les *Eragrostis* et au moins deux *Pennisetum* sont liés aux défrichements récents et aux sentiers.

L'*Imperata* est localisée sur les sols proches du village. Elle apparaît vite sur les essarts, mais 2 à 3 ans de jachère suffisent aux *Hyparrhenia* pour l'éliminer. Elle se maintient donc si le cycle de jachère est court mais ce n'est pas l'épuisement du sol en soi qui la favorise. *Ctenium* est lié à l'hydromorphie de surface caractéristique des lakérés horizontaux.

Ces espèces sont absentes des îlots forestiers de plateau, des forêts de bas-fonds et des bosquets de savane : pas de feu sans herbe, pas d'herbe sans feu. Le feu privilégie les espèces qu'il brûle le mieux.

b) Les ligneux de savane

Les problèmes du contact forêt-savane sont subtils et certaines espèces participent parfois de différents stades intermédiaires, dynamiques ou non.

<i>Acacia ataxacantha</i> D.C.	?
<i>Acacia sieberiana</i> D.C.	gourouchi
<i>Albizia zygia</i> (D.C.) J.F. Macbr.	eupo
<i>Allophyllus cobbe</i> (L.) Raeuch	koutchoumango
<i>Amblygonocarpus andongensis</i> Welw.	kakele
<i>Annona senegalensis</i> Pers.	bagara/baraga
<i>Anogeissus leiocarpus</i> (D.C.) Guill. et Perr.	eche
<i>Bridelia ferruginea</i> Benth.	ndourou (mâle)
<i>Bridelia scleroneura</i> Müll. Arg.	ndourou(femelle)
<i>Burkea africana</i> Hook f.	anguia
<i>Combretum cf. panniculatum</i>	?
<i>Cratarispermum laurinum</i>	gbadourou

<i>Crossopterix febrifuga</i> (Afzel. ex G. Don) Benth.	sharabi
<i>Daniëlla oliveri</i> (Rolfe) Hutch. et Dalz.	mbeeto.kodiara
<i>Dichrostachys glomerata</i> (Forsk.) Hutch. et Dalz.	?
<i>Detarium microcarpum</i> Guill. et Perr.	gbajungo
<i>Entada abyssinica</i> Steud. ex A. Rich.	gbahiima
<i>Erythrina sigmoïdea</i> Hua	alíkembe
<i>Ficus glumosa</i> Delile	ikiri
<i>Ficus sur</i> Forssk	iddi
<i>Ficus urgens</i> (Miq.) Miq.	ikiri
<i>Ficus vallis-choudae</i> Delile	ikiri
<i>Gardenia ternifolia</i> Schum. et Thonn.var. Jovis-Tonantis Aubr.	adyara
<i>Grewia venusta</i> Fresen.	kpowoyo
<i>Hymenocardia acida</i> Tul.	kongo
<i>Icacina oliviformis</i> (Poiret) Raynal	bandou
<i>Indigofera congesta</i> Welw. ex ak.	?
<i>Isobertia dalzielii</i> Graib et Stapf	?
<i>Isobertia doka</i> Graib et Stapf	?
<i>Landolphia owariensis</i> P. Beauv.	banga
<i>Lanea kerstingii</i> Engl. et K. Krause	tama
<i>Lanea</i> sp.	tama
<i>Lindackeria dantata</i> Gilg	eukrou
<i>Lophira lanceolata</i> Van Tiegh. ex Keay	kahia
<i>Mussaenda arcuata</i> Lam. ex Poir.	koudoupourou
<i>Nauclea latifolia</i> Sm.	eundo
<i>Parinari curatellifolia</i> Planch. ex Benth	fouyi/fouyou
<i>Parkia</i> cf. <i>clappertoniana</i>	kombe
<i>Piliostigma thonningii</i> (Schum.) Milne-Redhead	haangué
<i>Prosopis africana</i> (Guill. et Perr.) Taub.	enguere
<i>Protea madiensis</i> Oliv.	toupeta
<i>Pterocarpus lucens</i> Lepr.	?
<i>Sterculia setigeria</i> Del.	kouyia
<i>Strichnos inocua</i> Del.	gouroun'galou
<i>Strichnos spinosa</i> Lam.	ngalou
<i>Syzigium guineense</i> (Willd.) D.C.	ago
<i>Terminalia glaucescens</i> Planch. ex Benth	kouadde
<i>Terminalia laxiflora</i> Engl.	kongodo
<i>Terminalia</i> sp.	kongodo
<i>Tetrapleura tetraptera</i> (Sch. et Th.) Taub.	kakeleka
<i>Trema orientalis</i> (L.) Bl.	Mbria
<i>Triumfetta</i> cf. <i>lepidota</i>	?
<i>Vitex chrysocarpa</i> Planch. ex Benth	loubalou
<i>Vitex madiensis</i> Oliv.	alebwangou
<i>Vitex simplicifolia</i> Oliv.	alebwangou
<i>Ximenia americana</i> L.	?

Le manguier et le goyavier mériteraient de figurer sur cette liste puisqu'ils sont localement devenus spontanés. Le manguier prolifère lentement à partir des sites d'anciens villages. Le goyavier également. Il résiste au feu et on peut en trouver en brousse à 4 ou 5 km du village.

Une vingtaine d'arbustes et d'arbrisseaux de sous-bois que l'on trouve dans certains bosquets en savane n'ont pu être déterminés pour des raisons non scientifiques. Beaucoup sont des lianes (*Uvaria* cf. *chamae* par exemple). Ces bosquets qui parsèment localement la savane contiennent des espèces qu'on trouve également en galeries forestières, comme *Dracaena mannii* Bar. Cela pose le problème de la dynamique de certains faciès végétaux qui sera abordé au chapitre VI.

c) Les ligneux des galeries forestières

Les forêts de bas-fonds sur matériaux alluviaux inondables occupent 10 % environ de la surface totale de la région. Les espèces qui les composent ont été mal répertoriées, faute de temps et de moyens matériels. La remarque vaut également pour les îlots de forêts de plateau.

Espèces notées en galeries forestières :

<i>Azelia africana</i> Sm.	ongbo
<i>Albyzia</i> spp.	pongou
<i>Alstonia congensis</i> Engl.	agourounda
<i>Anchomanes difformis</i> (Bl.) Engl.	?
<i>Beilschmedia ngriki</i> A. Chev.	ngereka
<i>Berlinia grandifolia</i> (Vahl) Hutch. et Dalz.	aka
<i>Ceiba pentandra</i> Gaerth	kapou
<i>Chlorophora exelsa</i> Bth et Hook. F.	mbangui
<i>Cnestis ferruginea</i> D.C.	?
<i>Cola verticillata</i> Stapf	?
<i>Dracaena mannii</i> Bak.	?
<i>Erythrophleum guineense</i> G. Don	gounda
<i>Fagara angolensis</i> Engl.	ganga
<i>Irvingia gabonensis</i> Baill.	ebi
<i>Isobertinia dalzielii</i> Graib et Stapf	kava
<i>Isobertinia doka</i> Craib et Stapf	kava
<i>Manniophyton africanum</i> Müll. Arg.	akya
<i>Mitragyna chevalieri</i> K. Krausse	oro
<i>Mitragyna stypulosa</i> O. Ktze	agouoroundou
<i>Musanga cecropioides</i> R. Br. ex Teollie	kadangou
<i>Phyllanthus discoïdeus</i> Müll. Arg.	cotcha
<i>Piptadeniastrum africanum</i> (Hook. f.) Brenan	abouka
<i>Pycnantus kombo</i> Warb.	gbanga
<i>Pycnocomma chevalieri</i> Beille	ndodoko
<i>Spathodea campanulata</i> P. Beauv.	pendi
<i>Spondianthus ugandensis</i> Hutch.	angala
<i>Terminalia reticulata</i> P. Beauv.	?
<i>Uapaca guineensis</i> Müll. Arg.	dozo/adozo
<i>Uvaria</i> sp. cf. <i>chamae</i>	boundoukou
<i>Xylapia aethiopica</i> A. Rich.	mazindi

Les graminées sont rares sous la forêt mais *Olyra latifolia* (Imbaloungou) a été noté fréquemment sous îlots forestiers de plateau. Elle est typique de la forêt.

Ces listes (incomplètes) fourniront les éléments d'une typologie des faciès végétaux et aideront à poser le problème de leur dynamique en relation avec le genre de vie. On doit aussi les considérer comme une gamme de produits naturels utilisés dans sa quasi-totalité par les Dacpas ; soit directement (nourriture, pharmacopée, fabrication d'outils : rûches, cordes, paniers, filets, etc...), soit indirectement par l'utilisation du gibier qui y vit.

5. La faune

Pour les Dacpas, la faune constitue un stock de gibier dans sa quasi-totalité. Des termites aux éléphants, en passant par les chenilles, les serpents et les rats, l'ensemble des espèces animales sauvages est chassé ou récolté. Les qualités herbagères, donc cynégétiques, de la savane (grâce au feu : pas d'herbivores sans herbe, pas d'herbe sans

feu ici) ainsi que la richesse qualitative de la forêt proche font que la Haute Bamba bénéficie d'une biomasse animale sauvage parmi les plus élevées du monde, exceptionnellement productive et variée.

Concernant les mammifères de taille moyenne et grande, on a identifié les espèces tuées à Pouyamba et aux environs au cours de la période comprise entre les mois de décembre 1987 et juillet 1988. Certaines ont été simplement identifiées sur le terrain, d'autres, enfin, n'ont été ni vues ni tuées mais confirmées "sur planches" par les chasseurs de Pouyamba. La chose est signalée dans ce cas précis et le nom de l'espèce n'est alors donné qu'à titre indicatif.

Les reptiles, les insectes et les oiseaux auraient mérité un inventaire. Cela n'a pas été fait pour des raisons de compétence et de temps mais ces espèces sont loin d'être secondaires aux yeux des Dacpas.

Mammifères de taille moyenne à grande, présents à Pouyamba dans un rayon de 20 km environ en 1987, où disparus depuis peu (dans l'ordre : nom français, scientifique et dacpa) :

- Potamogales. *Potamugalidae*
Potamogale. Potamogale velox Du Chaillu kovoro
- Lièvres. *Leporidae*
Lièvre à oreilles de lapin. *Lepus crawshaii* De Winton houma
- Ecureuils. *Sciuridae*
Ecureuil géant de stanger ? *Protoxerus stangeri* ? bada ngou
Identifié sur planche. Présence probable.
Héliosciure. *Héliosciurus sp.* bada
- Rats. *Cricetidae*
Rat de Gambie *Cricetomys sp.* odjo
- Aulacaudes ("Sibissis") *Thryonomys spp.* elev
(*swinderianus* sûr, *grégorianus* possible)
- Porcs-épics. *Hystriidae*
Porc-épic. *Hystrix sp.* ebrou
- Athérure. *Hatherurus sp.* ?
- Pangolins. *Manidae*
Pangolin géant. *Manis (smtusia) gigantea* Illiger kealo
Pangolin terrestre du Cap. *Manis (smutsia) temmincki* Smuts longa
Pangolin à écailles tricuspidées. *Manis (Phatagimus) tricuspis* longa ?
- Cercopithèques et babouins. *Cercopithecidae*
Babouin (cynocéphale) doguera. *Papio anubis* (JP Fisher) bakoya
(=doguera)
Callitriche (singe vert). *Cercopithecus aethiops* (L.) gbale
Cercopithèque ascagne. *Cercopithecus nictitans* (L.) olodamba
Cercopithèque hocheur. *Cercopithecus nictitans* (L.) oungbou
Patas (singe rouge). *Aerithrocoebus patas* (Schreber) kongole
- Colobes. *Colobidae*
Colobe guéréza. *Colobus guereza* Rüppell ngoui
- Chacal. *Canidae*
Chacal commun. *Canis aureus* L. tchendje
Chacal à flancs rayés. *Canis adustus* Sundeval tchendje
- Civettes, genettes, mangoustes. *Viverridae*
Civette. *Viverra civetta* (Schreber) ndiwa
Civette. *Genetta tigrina* (Schreber) yemba
Nandinie. *Nandinia binotata* Gray batoulou
Mangouste Ichneumon. *Herpestes ichneumon* (L.) tchavongba
Mangouste à queue blanche. *Ichneumia albicauda* (G. Cuvier) ghoudamba
Mangouste rayée. *Mungos mungo* (Gmelin) woroyaworo
Mangouste rouge. *Herpestes (galerella) Sanguineus* Rüppell ngbegere

- Hyènes. Hynidae
Hyène rayée. *Hyaena hyaena* (L.) agbwou
Présence possible (témoignages) mais on est ici au Sud de son aire.
Par contre *Crocuta crocuta* (Hyène tachetée) devrait être présente mais n'est pas signalée sauf erreur.
- Chats et léopards. Felidae
Chat. *Felis libyca* Forster miri banga ?
Serval. *Felis serval* Schreber miri banga ?
Léopard (panthère). *Panthera pardus* (L.) miri
- Oryctéropes. Orycteropodidae
Oryctérope. *Orycteropus afer* (Pallas) ngbeoubeou
- Elephants. Elephantidae
Elephant. *Loxodonta africana* (Blumenbach) ?
- Rhinocéros. Rhinocerotidae
Rhinocéros noir. *Diceros areoethiopicus* (Pallas) massaragba
(exterminé récemment)
- Porcins. Suidae
Phacochère. *Phacocheirus aethiopicus* (Pallas) vongba
Potamochère. *Potamocheirus porcus* (L.) mengue
- Buffles. Bovidae
Buffle. *Syncerus caffer* (Sparrman) agoa
Peut-être quelques individus. S.c. nanus
(buffle rouge de forêt)
- Elans et Guibs. Tragelaphinae
Elan de Derby. *Touratrogus derbianus* (Gray) bazogbo
Guib harnaché. *Tragelaphus scriptus* (Pallas) lekpa
- Cobes. Reduncinae
Cobe de Buffon. *Kobus kob* (Erxleben) tagba
Cobe defassa (onctueu). *Kobus defassa* (Rüppel) peta
- Damalisques. Alcelaphinae
Damalisque. *Damalisecus korrigum* (Ogilby) kanga
En extrême limite méridionale de son aire.
- Cephalophes. Cephalophinae
Cephalophe bleu. *Cephalophus monticola* (Thünberg) oga
Cephalophe à flancs roux. *Cephalophus rufilatus* Gray mbele
- Ourebis. Neotraginae
Ourebi. *Ourebia ourebi* (Zimmermann) hoya

Des espèces non signalées ou constatées sont dans leur aire ou en limite à Pouyamba d'après la littérature scientifique ; parfois exterminées :

- Cephalophe de Grimm. *Sylvicapra grimmia* (L.) mbele ?
Peut-être confondue avec *C. rufilatus* lors de l'enquête économique.
- Girafe. *Giraffa camelopardalis* (L.) ?
A toujours été rare semble-t-il. Disparue depuis plusieurs dizaines d'années.
- Hyppotrague. *Hippotragus equinus* (Desmarest) ?
En extrême limite méridionale de son aire Nord.
- Hyène tachetée. *Crocuta crocuta* (Erxleben) ?
- Lion. *Panthera leo* (L.) bamara
- Redunca. *Redunca redunca* (Pallas) ?

Cette liste des espèces mammifères de la Haute Bamba présentes actuellement (ou exterminées récemment) n'est probablement pas complète ni sans erreurs... Elle est aussi discutable dans son principe car les chasseurs de Pouyamba s'éloignent volontiers de plusieurs dizaines de kilomètres du village (vers le Nord-Est en général). Or, celui-ci est situé au contact de deux domaines écologiques différents (savane et forêt).

Les Dacpas chassent et mangent toutes les espèces mammifères citées et bien d'autres plus petites. Tous les oiseaux également et la plupart des reptiles, sans parler des insectes.

Ce potentiel cynégétique, très entamé aujourd'hui, n'est pas signalé à titre anecdotique. Il constitue le principal stock de matières premières directement utilisable (et utilisé) par l'économie dacpa. Sans anticiper sur l'analyse du genre de vie et le mode de production qu'il implique, il faut noter dès à présent que la chasse au rat de Gambie - par exemple - fournit à elle seule plus d'une tonne de viande par an (1987), soit un équivalent monétaire égal à celui de la culture du coton en année moyenne...

Ces milieux de savanes sont, grâce au feu, porteur d'une biomasse animale énorme. La situation d'aujourd'hui, résultat de massacres hors des normes du genre de vie "ancien" (ce sera à préciser...) ne doit pas faire oublier qu'il y a là des capacités de charge probables de plusieurs tonnes au km². Inutile, donc, de faire semblant de croire qu'on manque de protéines à Pouyamba à "cause de la trypanosomiase" : on y mange de la viande de chasse sans contrainte et on en vend des quantités considérables.

Les éléphants posent un problème parmi d'autres. Des 80.000 rescapés en Centrafrique en 1984 (Decoudras, 1984) -on signalait la chute de la production d'ivoire malgré (ou à cause d') une pression croissante de la chasse, dès 1910- il n'y aurait plus que 6.000 éléphants dans la zone d'intérêt cynégétique (communication orale de J.M. Froment suite au comptage Douglas-Hamilton) soit, peut-être 8.000 à 10.000 en tout en estimant très largement. Cette baisse générale et rapide concerne les pays dacpa comme le reste de la R.C.A. Cependant, les gens de Pouyamba se disent "envahis" par les éléphants. Il s'agit, apparemment, d'éléments épars venus se réfugier là pour s'éloigner des zones de massacres qui correspondent aux parcs nationaux et réserves du Nord et de l'Est. Ces troupeaux, d'où la plupart des adultes ont été éliminés, sont erratiques, affolés et parfois agressifs. Ils sont d'autant mieux sujets des doléances de la population que celle-ci ne peut plus les chasser officiellement.

*

* * *

L'espace dacpa et les ressources qu'il contient est "franc" et ouvert. Les processus de territorialisation résultent des rapports du clan avec des divinités localisées d'une part, et des rapports de concurrence de clan à clan.

La situation d'aujourd'hui est aussi le résultat d'une série de réactions de l'anarchie dacpa aux ingérences impérialistes pour lesquelles on dispose de témoignages pour les deux derniers siècles. Il ne semble pas que l'influence "arabe" ait cherché à contrôler l'espace franc. Seuls les hommes et certaines ressources étaient recherchés. L'Europe, par contre, imposa des contraintes à tous les niveaux (religieux, économiques, spatiaux) obligeant les Dacpas à mettre en oeuvre une stratégie inédite face à un totalitarisme dont ils ne comprendront jamais les motivations si tant est qu'elles soient cohérentes.

Le minerai de fer contenu dans la cuirasse n'est plus considéré comme une ressource car l'industrie d'objet en fer, florissante et donnant lieu à exportation jusqu'au début du 20^e siècle, est aujourd'hui abandonnée. Il constituait la seule ressource non renouvelable (à l'échelle historique) utilisée par l'économie dacpa mais les stocks étaient infinis par rapport aux besoins.

III. LE GENRE DE VIE

Situation du village de Pouyamba en 1957-58
(d'après les travaux de Michel Georges)

L'étude de M. Georges, dont la qualité est incontestable, procède d'une idéologie qui dépasse son auteur et les instances ayant suscité la recherche : celle du "développement".

Cette notion qui n'a jamais été définie -c'est impossible puisqu'il s'agit d'un mythe- est la révélation du sens de l'action européenne hors du berceau de sa civilisation : civiliser le "sauvage", mettre en valeur des pays vieux déclarés neufs, développer l'incapable ou l'accablé... Tout changement est un mieux (le progrès) et personne ne doit y échapper (la modernité). Le peuple résistant car satisfait de son état est déclaré "victime de blocages socio-économiques" ou supposé inervé par une nature qui le domine.

Ainsi, les Dacpas ne pouvaient être que "paysans" tant le "développement" ne pouvait être qu'agricole. Une action incongrue justifiait ainsi ses buts à court terme car à voir à tout prix des "paysans" là où il n'y en avait pas forcément, on devait conclure à leur inaptitude et à la nécessité de "les aider" à plus de conformité. On verra ce qu'il en fût.

L'analyse de M. Georges n'échappe pas à ce contexte (sans en être dupe apparemment). Cela pose un problème de méthode car les activités "agricoles" sont privilégiées par l'analyse et les travaux de cueillette, chasse, apiculture, etc... sont qualifiées d'"annexes" et mal mesurées. Cela biaise les comparaisons. En effet, la chasse, par exemple, a une fonction économique considérable en 1987.

1. La gestion du "terroir"

M. Georges identifie un *infield* et un *outfield*. Le schéma est classique : les champs de brousse font partie du cycle d'assolement alors que les "champs de village" sont des jardins stables comme les plantations de bas-fonds. Jardins et plantations offrent une superficie modeste par rapport aux essarts.

Après défrichement, la première culture pratiquée est celle du coton. Les choix du lieu d'essartage est effectué par l'ensemble des chefs de famille sous l'égide du chef de village et du détenteur de Gbingui. Ce choix tient compte essentiellement de la masse végétale reconstituée sur la jachère, donc l'ancienneté de celle-ci. Dix ans est un chiffre moyen. Si la qualité des sols est prise en compte, les critères sont différents de ceux de l'agronomie européenne. Si on excepte le refus presque systématique (il y a quelques entorses à la règle) de défricher la forêt sur sols hydromorphes, c'est bien le premier critère qui compte. Une terre reposée, quelles que soient ses qualités chimiques potentielles est préférée à d'autres plus riches, peut-être, mais ayant subi une mise en culture récente.

"La durée totale du cycle d'assolement doit être : 4 (culture) - 7 (jachère) ou 4-8, ou 4-9. Le système n'a d'ailleurs rien d'absolu (...). On retiendra le rythme 4-8 comme moyenne. La rotation totale sur 12 ans pose le problème de l'éloignement des parcelles ; chaque planteur a besoin de douze fois la superficie défrichée annuellement ; celle-ci varié de 50 à 75 ares ; il faut donc 600 à 900 ares par planteur. Ce fait joue sur les temps de travaux, (...) de déplacement, et sur la taille maximale des villages" (M. Georges, a).

Ce problème est apparu dans la mesure où la mobilité du village lui-même est interdite alors que la population souhaite maintenir son mode de culture, lequel implique une certaine mobilité de l'habitat sous peine d'épuisement du sol.

La rotation sur le même essart est la suivante :

- "1° année - coton
- 2° année - 1° cycle : maïs, arachide, courge
- 2° cycle : mil, sésame
- 3° année - manioc (bouturé en 2° année) " (M. Georges, a).

En 1958, la taille du champ correspondant à la parcelle de coton (1° année) est définie par l'Autorité. Le service de l'Agriculture distribue dans les villages une corde qui détermine la surface à défricher (71 m-50 ares en 1957, 80 m-64 ares en 1958).

Les femmes font un champ comme les hommes.

"En ne tenant compte que des hommes valides c'est-à-dire ni trop vieux, ni malades, on peut dire que la moitié des célibataires, un tiers des monogames et un quart des bigames font leur champ, en plus de celui ou de ceux de leurs femmes. Une seule concession possède plus de champs que d'actifs agricoles. Le pourcentage d'hommes ayant un champ varie donc contrairement au nombre des épouses (...)" (M. Georges, a).

Cela signifierait que la polygamie a une fonction de production et que c'est essentiellement la femme qui cultive.

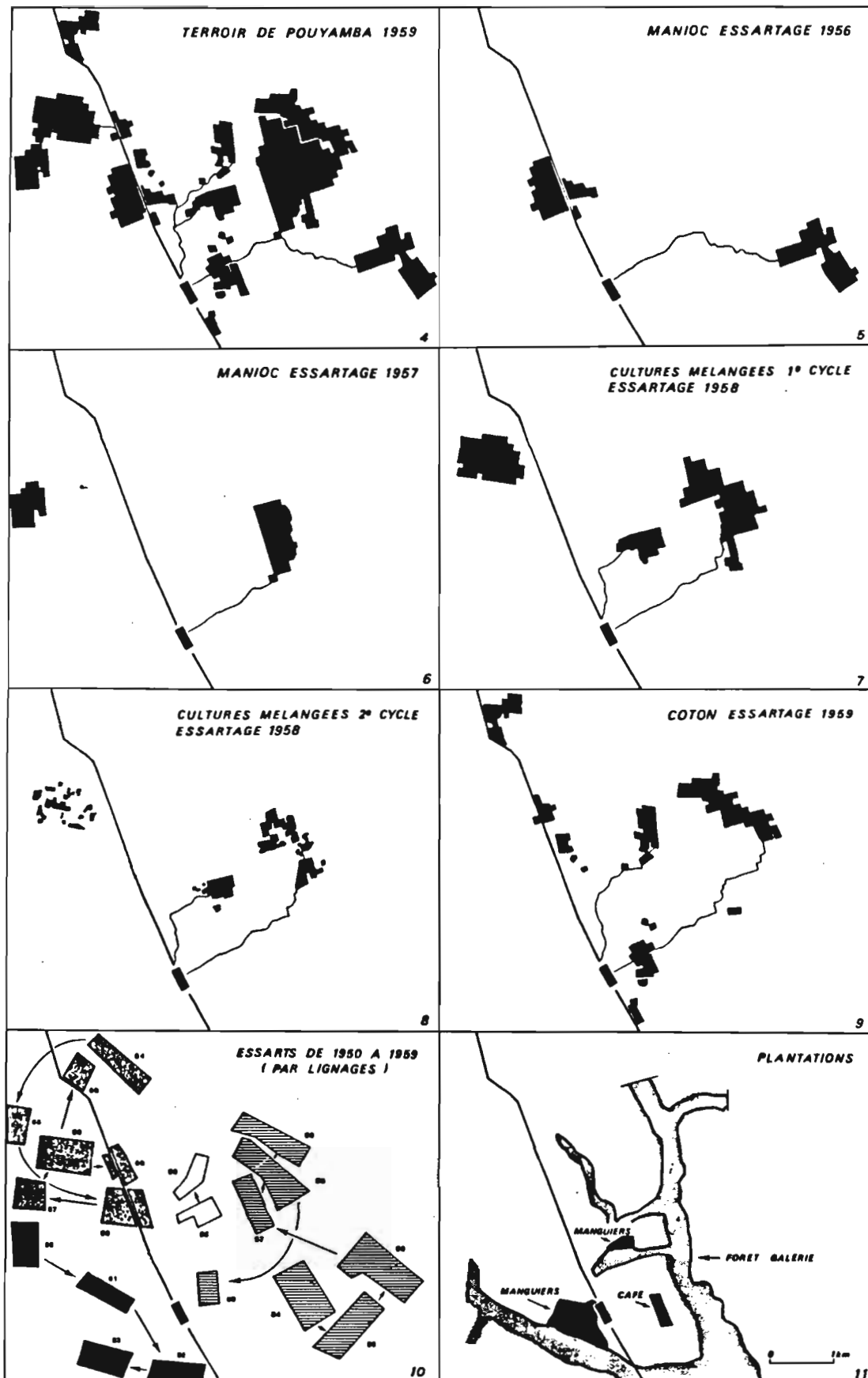
"(...) la superficie défrichée chaque année ne forme pas un seul morceau : ceci est surtout remarquable dans les gros villages : plus de 150 habitants. Il serait exagéré de dire que chaque lignage possède son propre terroir, cependant certaines habitudes dirigent l'installation des individus sur les champs : (...) lignages et (...) alliances, (...) voisinage : les champs ont souvent les mêmes voisins que les maisons (...)" (M. Georges, a).

Le "terroir" à un moment donné n'est que la situation des essarts à ce même moment. Le finage n'existe pas. Il n'y a pas de limites individuelles ou collectives car il n'y a pas de propriété ni de droits d'usage. Il n'y a pas appropriation de l'espace et des ressources. En ce sens, il paraît plus judicieux de dire que la brousse n'appartient à personne plutôt que de considérer qu'elle appartient "à tout le monde" (M. Georges, a), surtout dans un contexte de mobilité du peuplement aussi forte. La "communauté villageoise" n'a d'ailleurs pas la cohésion qu'on lui prête.

"Il n'y a pas de propriété foncière privée ni de bornage. Chaque personne possède l'usufruit des parcelles qu'elle défriche ; il n'y a donc pas d'héritage sur les terres mais seulement sur les cultures abandonnées par un planteur décédé ou émigré ; ce dernier cas est fréquent avec la mobilité conjugale.

- Départ ou décès du chef de famille ; le champ est repris par son frère (ita).
- Décès d'une femme mariée ; le champ est repris par le mari.
- Départ d'une femme mariée ; le champ ne retourne au mari qu'avec le divorce, (...) quand le mari a recouvré la dot ; dans le cas contraire, l'usage de son champ reste à la femme.
- Départ ou décès d'un célibataire ou d'un veuf (homme ou femme) : le champ est repris par le fils, le frère (tous ces termes au sens large) selon l'âge du manquant". (M. Georges, a).

Cela concerne les champs de l'*infield* comme ceux de l'*outfield*.



Figures 4 à 11 : Le terroir de Pouyamba et les cultures en 1959, d'après Michel Georges. Voir commentaires dans le texte. Essarts de 1950 à 1959 (fig. 10). Les blocs de culture sont datés. En noir : ensemble, en grisé : Tigga, en hachuré : Dané, en blanc : Mako.

2. Les cultures

Dans les années 50, la gamme des produits cultivés est le résultat d'un abandon des céréales africaines (mils, sorghos), d'adoptions récentes (riz, manioc) et d'une obligation (le coton). Les choses étant en partie liées. Des adoptions anciennes (arachide, maïs) sont impossibles à dater.

La superficie cultivée en permanence est de 2,43 ha par foyer mais la taille de ces derniers varie de 1 à 5 actifs.

"Répartition des superficies selon le nombre d'actifs agricoles (superficie en ares).

Nb d'actifs	Nb de ménages	Superficie coton	Superficie vivrière	Superficie totale
1	17	863,1	902,7	1765,8
2	48	4456,9	5900,9	10357,8
3	27	3654,5	4981,0	8635,5
4	9	1546,1	1907,7	3453,8
5	1	219,3	361,6	580,9
Total	102	10739,9	14053,9	24793,8 "

(M. Georges, a)

a) Coton

La capacité de travail dans le foyer n'influe pas de façon très significative sur la proportion de surface en coton.

NB d'actifs	% superficie coton (dans le type d'exploitation considéré)
1	48,8
2	43,0
3	42,3
4	44,7
5	37,7

(d'après M. Georges, a)

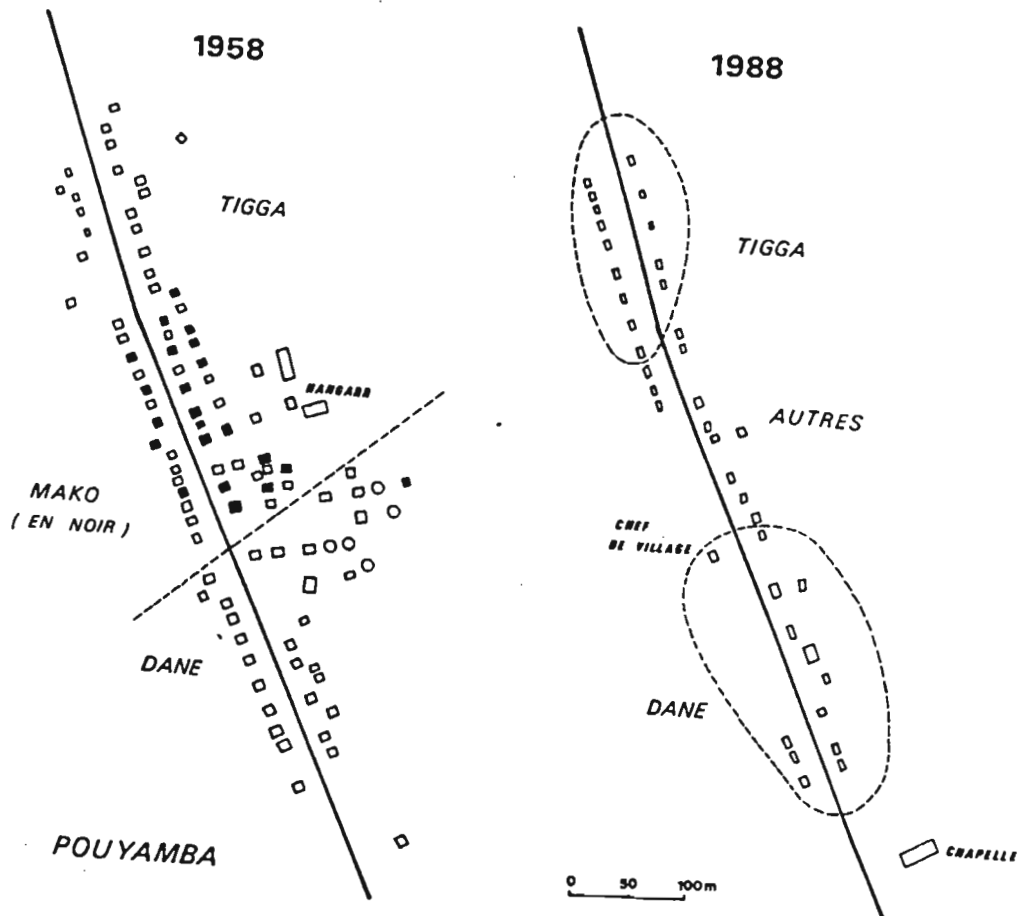
La tendance est légèrement à la baisse avec la hausse du chiffre des actifs : on "échapperait" au coton à la faveur d'un nombre d'actifs plus grand donc plus facile à dissimuler à l'encadrement agricole...

La volonté de faire cultiver le coton s'est accommodée des pratiques locales. La logique de l'essartage n'a pas été remise en cause. Simplement, les cultures autres que le coton interviennent après lui, le laissant profiter de la matière organique.

"Le coton est installé tous les ans sur une portion de brousse (...). La superficie cultivée varie d'une année à l'autre en fonction :

- du nombre de personnes actives.
- de la corde fournie par l'Agriculture.

Figure 12 : Le plan du village en 1958 et 1988 : le retour à une taille normale pour le genre de vie. Situation de 1958 d'après Michel Georges (cf. bibliographie).



Le village de 1958 est devenu Fig 12 *le village de 1988*

A Pouyamba, les chiffres officiels sont les suivants :

Années	Nb de champs	Surface (ha)	Production (tonnes)	Rendement (kg/ha)
1955-56	191	109,47	31,5	288
1956-57	153	76,48	24,1	315
1957-58	144	72,00	25,6	356
1958-59	155	116,25	33,1	284
1959-69	137	87,68	15,2	161 "

(M. Georges, a)

Soit un rendement moyen sur la période de 280 kg/ha environ.

Le sol ne faisant pas l'objet d'un travail de préparation ni -apparemment- d'amendement autre que le brûlis de la masse végétale défrichée, les variations du rendement s'expliquent essentiellement par une fluctuation de la date du semis.

Les campagnes 1958-59 et 59-60 ont donné les résultats suivants pour 107 ha cultivés en 1958-59 et 94 ha en 1959-60 (chiffres extraits de M. Georges, (a) et arrondis) :

		1959	1960
- production :	coton blanc	24 tonnes	10 tonnes
	coton jaune	9	5
	total	33	15
- moyenne par habitant		115 kg	53 kg
- moyenne par actif		140	64
- rendement/ha		307	161
- revenu total		805.000 F.	365.000 F.
- revenu par habitant		2.800	1.300
- revenu par actif		3.400	1.500
- revenu par hectare		7.500	4.200

La totalité de la production est vendue. La commercialisation est assurée par l'Etat qui s'en réserve le monopole.

b) Culture des produits comestibles

A l'époque, les produits comestibles étaient dits "vivriers", comme s'ils n'étaient pas "commercialisés". (Mais ne parlait-on pas également d'économie d'"auto-subsistance" ?)

En deuxième année, la saison de culture était divisée en deux cycles :

- mai : début de la saison des pluies : semis des plantes du premier cycle (courges, maïs, arachide), en cultures pures ou mélangées (maïs/arachide ou maïs/courge, jamais arachide/courge).

- août : coeur de la saison des pluies : semis des sorghos, sésame et riz (pluvial), prenant partiellement place sur les parcelles du premier cycle libérées par la récolte du maïs et de l'arachide, la récolte des courges intervenant en fin de saison des pluies (novembre).

"(...) le sort de la sole de coton en 1959 a été le suivant :

	sole coton 1958-59	champs vivriers 1959-60		Total
		1° cycle	2° cycle	
Surface en %	100,00	77,2	30,5	107,7
Surface en ha	107,39	82,90	32,75	115,65
Moyenne ha/habitant	0,37	0,29	0,11	0,40
Moyenne ha/actif	0,45	0,35	0,14	0,49"

(M. Georges, a)

La surface défrichée pour le coton (1° année) est supérieure d'un quart environ à la surface nécessaire à la culture des produits comestibles.

"Presque tout le coton est arraché, mais une part assez importante de la sole n'est pas ressemée en produits vivriers (...).

	courge	courge + maïs	arachide	arachide + maïs	total 1° cycle	friche
Surface en % (de la sole coton)"	12,2	31,1	21,0	12,7	77,2	22,8

(M. Georges, a)

Les surfaces du 2° cycle sont plus faibles :

	"mil	sésame	mil + sésame	total 2° cycle
Surface en % (de la sole coton)"	10,5	17,7	2,2	30,5

(M. Georges, a)

Les surfaces négligées lors du 1° cycle sont réoccupées immédiatement par la savane et ne sont pas utilisées pour le 2° cycle. Le jeu des deux cycles permet la mise en culture effective d'une surface supérieure de 7,7 % par rapport à la sole de coton ce qui témoigne d'une sous-utilisation de l'espace éssarté.

Le manioc qui occupera la totalité de la sole en 3° et 4° année est bouturé dès la 2° année, plutôt en début d'hivernage (mai-juin) mais cela n'est pas une règle stricte.

"(le manioc) reste en place pendant les 3° et 4° années ; il est récolté à la fin de la 4° année ou au début de la 5°, au fur et à mesure des besoins ; on retrouve en pleine brousse des plants de manioc abandonnés, envahis par les herbes et servant de réserve aux phacochères. Le bouturage est si facile que les villageois n'hésitent pas à en mettre partout" (M. Georges, a).

La gamme des plantes cultivées est plus étendue que celle dont les superficies peuvent être mesurées. Ces espèces secondaires sont plantées en bordure des parcelles ou dans les jardins de case ou, sous (ou à proximité) de la forêt-galerie.

- Sur champs de brousse (en bordure ou sur petites parcelles) : le haricot (*Vigna sinensis*, semé en avril et récolté en septembre comme l'arachide ; le pois de terre (*Voandzou subterranea*), même remarqué que pour le haricot ; l'igname (probablement diverses variétés du *Dioscorea cayennensis*) ; le gombo (*Hibiscus esculentus*) ; la courge (*Cucurbita pepo*) a ne pas confondre avec le kosso (*Lagenaria vulgaris*) déjà évoquée, cultivée sur de grandes superficies et dont on ne consomme que les graines ; l'"épinard" (*Solanum sp*) ; le piment (*Capsicum spp.*) et le riz (*Oriza sp.*) en petites parcelles.

- Sur jardins de bas-fonds ; le dazo (*Caleus floribundus*), le riz (*Oryza sp.*), déjà noté sur champs de brousse (2° cycle de 2° année).

- Sur champs de cases (jardins) : le tabac (à fumer et à priser : *Nicotiana tabacum* et *N. rusticum*) et "les oignons" (?).

Il est probable que la liste donnée par M. Georges n'est pas limitative.

Plusieurs variétés de la même plante pouvaient être cultivées. Par exemple, le manioc était représenté par 2 variétés douces et 4 amères.

"Il y a de nombreuses variétés de manioc, plus de 150 à Goulinga (station agronomique près de Grimari) qui possède une des plus riches collection du monde. Les principales qu'on retrouve en brousse sont :

- Neke : l'ancien manioc de l'époque semi-nomade
- Ngangoro : qui demande de bons sols
- Doungassia : qui produit vite (6 mois) et beaucoup ; c'est la plus courante
- Simoa : rare (...)"

(M. Georges, a)

La situation de l'arboriculture peut surprendre : on consomme des fruits sans cultiver d'arbres. Les bananiers sont plantés et appropriés (plantations de bas-fonds et jardins de case) mais c'est une culture très éphémère. Les autres arbres ont poussé au hasard à partir des plantations "officielles" du début du siècle (manguiers, goyaviers, papayers) ou bien le souvenir du planteur s'est perdu (ananas).

A part celle des bananes, la cueillette des fruits est libre. La plus grosse part de la récolte des mangues et des goyaves est laissée aux éléphants.

Les orangers étaient rares en 1959 et certains souhaitaient en planter mais seul le bananier semble motiver les Dacpas de longue date.

"Les bananiers sont plantés soit derrière les cases, soit le long des marigots (...), 57 concessions sur 103 possèdent des bananiers, au total en septembre 1959, 2.378 pieds, soit plus de 8 bananiers par personne et 23 par concessions. Trois hommes en ont plus de 100, 15 autres en ont plus de 50. Ils souffrent parfois des feux mais on en plante plus par an qu'il n'en crève" (M. Georges, a).

c) Le calendrier agricole

Les activités agricoles sont dictées par le cycle des pluies. Même la phase de défrichage qui est la plus importante et la plus pénible n'est effectuée qu'au moment des premières pluies (avril).

*Cultures	avril	mai	juin	juillet	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janvier	février
Coton	débroussage			semis		sarclage			récolte		marché
Arachide		semis			récolte				marché		
Courge		semis						récolte			marché
Maïs		semis			récolte						
Mil						semis					récolte
Sésame						semis					récolte

Date du début des activités agricoles : Mbengue

cultures	préparation	semis	sarclage	récolte	marché
Coton	15 mai	6 juillet	7 septembre	4 décembre	10 février
Arachide	15 avril	4 mai	14 juin	14 août	27 novembre
Courge			2 novembre	11 février	
Maïs		30 avril		14 août	
Mil		11 septembre			25 février
Sésame	2 septembre		25 février	début mars	

(...)

- l'arrachage des pieds de coton débute trop tard : 1er avril ; le temps de semer les produits vivriers et le débroussage des nouveaux champs de coton ne commence que le 15 mai.

- ce débroussage est très long ; c'est le plus gros travail agricole et il doit être recommencé tous les ans, d'où le retard des semis. Toute la campagne agricole est retardée.

- le mil et le sésame ne peuvent occuper que les parcelles de maïs ou d'arachide ; les courges ne sont pas récoltées assez tôt pour permettre un deuxième cycle sur leur emplacement.

- la récolte du mil et du sésame tombe en même temps que les marchés de coton, en retard à cause du triage qui a lieu en fin janvier et au début de février. Ce mois de février est un goulot d'étranglement, dû au retard des semis de coton, c'est à dire de la durée de débroussement." (M. Georges, a).

Ce "goulot d'étranglement", est relatif. Il tient uniquement à l'obligation de cultiver le coton. Il n'est en aucune façon une erreur de programmation de la part des Dacpas dont les besoins en produits agricoles comestibles ne nécessiterait pas des défrichements annuels aussi importants.

L'agriculture dacpa est strictement pluviale. La rivière Bamba et ses affluents pourraient facilement alimenter un arrosage de contre-saison (décembre à mars). Ce n'est pas le cas.

d) Les temps de travaux agricoles

L'étude de M. Georges a porté sur 10 mois de l'année.

"Au total 1.030 heures ont été consacrées en moyenne par personne active à l'ensemble des travaux agricoles pendant (ces) 10 mois (les 2 mois non enquêtés correspondant à la période la plus "creuse"). (...) soit 24 heures par semaine. 514 heures, soit 50 % sont prises par la culture du coton en 1ère année, mais le débroussage qui est important (256 h) compte pour les autres années ; l'arrachage du coton en 2ème année ne demande en effet que 105 heures, quelle que soit la culture de première année, le débroussage est nécessaire, aussi la culture du coton strico sensu n'utilise-t-elle que 258 heures.

Les produits vivriers cultivés sur les champs de 2ème année ont demandé 373 h (36 %) (...). Le manioc (culture et rouissage) a pris 123 h (12 %).

Les autres produits de jardin ou de marigot : les fruits, le riz, le tabac, etc... ont demandé 20 h (2 %) (...).

Répartition par opération en % par année.

Opérations	1° année	2° année	
Préculture	50 %	28 %	
Semis	8 %	17 %	
Entretien	16 %	19 %	
Récolte	16 %	23 %	
Postculture	10 %	13 %	
	100 %	100 %	(M. Georges, a).

La rubrique "entretien" correspond au sarclage (1 ou 2). Il s'agit en réalité d'un désherbage modulé au gré des besoins. L'essentiel du travail est consacré à la création du champ. On peut considérer approximativement que l'agriculture dacpa nourrirait la population avec près de deux fois moins de temps et de travail si la culture du coton n'était pas "obligatoire" (elle ne l'était plus officiellement depuis 4 ans).

"Commencé en mai, le débroussage (...) ne s'achève guère qu'avec les derniers semis en septembre (...). le sarclage débute en août, atteint 25 h dans la 2ème quinzaine d'octobre et cesse brusquement avec les pluies, concurrencé par la chasse et la récolte des courges. Le plus gros de la récolte se fait en janvier : 37 h du 15/1 au 31/1. Le triage débute en janvier mais augmente en février (...).

- Les produits vivriers (...) : l'arrachage du coton était commencé au début de l'enquête, sans doute depuis le 1er avril ; il se prolonge jusqu'en juillet ; à cette date, il est trop tard pour semer des produits du 1er cycle, on bouture le manioc. En mai, juin ont lieu les semis de maïs-arachide-courge, en juillet le manioc, fin août, les semis de mil et en septembre ceux de sésame (...).

- Manioc et produits vivriers hors sole (...) : le manioc sur les champs de 4° voire 5° année, se voit consacrer régulièrement 6 à 7 h par quinzaine. Les autres produits, cultivés hors assolement ont nécessité 1h en moyenne par quinzaine (...).

Les deux mois (d'observation) qui manquent sont des mois creux ; (...) les temps d'arrachage coton, de triage et de récolte coton et de récolte sésame sont incomplets (...), il doit manquer en particulier 20 h de récolte et 20 h de triage pour le coton fin février et 10 h pour l'arrachage début avril" (M. Georges, a).

Les études exotiques incitent à faire des comparaisons. C'est un risque dont il faut se défier, tant que le code des valeurs universelles ne sera pas descendu de l'empyrée... En matière de "temps de travail" les tenants du "sous-emploi de contre-saison" le rendent bien aux admirateurs des "civilisations du loisir". La notion de "travail" est relative et peut-être vécue de façon très différente d'une société à l'autre. Organisation sans classes donc sans division de travail, la société dacpa ne mythifie pas le travail comme source de valeur rédemptrice. Indemnes de tout pêché originel, les Dacpa peuvent constater sans honte que la collecte de la richesse naturelle suffit à leur nourriture et que la chasse, par exemple, est un plaisir qui rapporte plus que la glèbe. Qu'en était-il en 1957 ?

3. Autres activités primaires

Les aspects agricoles du genre de vie dacpa à Pouyamba sont présentés implicitement comme les plus importants par M. Georges. L'élevage, la cueillette, l'apiculture, la chasse, la pêche, etc... sont regroupés dans son analyse sous la rubrique "activités annexes". Leur poids économique n'est pas estimé et le temps qui leur est consacré n'est pas mesuré dans le détail. Il est ainsi difficile de dire si certains phénomènes ont été sous-estimés à l'époque ou s'ils sont apparus récemment.

a) L'élevage

L'élevage est limité aux chèvres et aux poules. Il ne fait l'objet d'aucun soin particulier.

"(...) Certes, 7 cabris ont été dévorés par les panthères, et de nombreux poussins enlevés par les rapaces mais cela ne suffit pas à expliquer l'indifférence avec laquelle le Banda pratique cet élevage. Un peu de soin pourrait lui rapporter 2 ou 3 poulets par mois et les oeufs (...).

Les cabris. Ils sont nombreux dans le village : 80 en septembre 1959 (...); un cabri est vendu 600 à 1000 francs. L'élevage n'est pas systématique ; on ne s'en occupe pas, on en mange rarement. Le cabri figure plutôt dans les villages Banda à titre décoratif" (M. Georges, a).

Les poules ne semblent pas susciter plus d'enthousiasme : "Ce sont les femmes qui s'en occupent. Les célibataires n'en ont pas (...). Beaucoup de poules pondent dans les bois ; plus de la moitié de la production d'oeufs est ainsi perdue. Le reste n'entre guère dans l'alimentation banda (...), il sert aux offrandes à Badagui ou Walaka ou ils sont vendus aux européens de passage. Les poulets (...) ont le même sort" (M. Georges, a).

b) L'apiculture

Les Dacpas de Pouyamba semblent plus intéressés par l'élevage des abeilles : "Il y a 146 ruches pour le village (...). Le miel est très apprécié des Banda. Les gens des villes font 40 km en brousse pour chercher du miel qu'on achète 100 francs le litre" (M. Georges, a).

Cette apiculture n'est pas incompatible avec la cueillette du miel sauvage.

c) La pisciculture

Sous l'impulsion du Service des Eaux et Forêts, des bassins à tilapias ont été aménagés en haute Bamba en 1956. Il y en avait 15 à Pouyamba en 1959 (60 pour l'ensemble du canton). 15 % des familles en avaient un. "Mais l'alimentation en manioc n'est pas faite assez sérieusement..." (M. Georges, a).

d) La cueillette (chasse, pêche, etc...)

Reste la "grande affaire" apparemment : la cueillette au sens large.

Le temps de chasse et de pêche est comptabilisé globalement mais l'enquête n'a pas eu lieu à l'époque ou la chasse "la grande activité des banda" (M. Georges, a) bat son plein. A part le piégeage, les techniques de chasse décrites sont collectives (chasse au feu et au filet) mais il y avait des fusils à Pouyamba dans les années 50... et cela depuis longtemps.

"Chasse et pêche forment ensemble la troisième activité en importance à Pouyamba (...). La chasse prend incomparablement plus de temps que la pêche, surtout pratiquée par les femmes. La grande époque de la chasse se situe dans la deuxième moitié de la saison sèche (...) du 15 février au 15 avril ; c'est la période qui n'a pas été étudiée au cours de l'enquête, les activités agricoles y étant réduites (...). A Pouyamba (...) chez les hommes (...) le maximum (de temps de présence au village consacré à la chasse) est en avril avec 8 % ; l'activité cynégétique baisse régulièrement pendant la saison des pluies, remonte en octobre et atteint en novembre un maximum secondaire de 4 % (...). Il est probable que le mois de mars doit présenter un maximum de temps de chasse extrêmement accusé, sans doute supérieur à 10 % pour les hommes ; c'est l'époque des grands feux de brousse auxquels hommes et femmes consacrent des journées entières.

Les hommes âgés consacrent plus de temps à la chasse que les femmes (...). Chez les femmes par contre, la tendance est plutôt contraire. (...) la polygamie laisse aux hommes, comme aux femmes, plus de temps libre sur les autres activités, pour aller à la chasse qui demeure dans l'esprit banda, l'activité la plus attirante". (M. Georges, a.). On regrette d'autant que l'enquête n'ait pas permis une estimation de la production.

4. Autres activités

En aval des activités déjà citées existent des tâches de transformation et de redistribution.

Les travaux ménagers essentiellement assumés par les femmes, avec le rouissage et la préparation du manioc, n'appellent guère de commentaires. La construction des cases également, bien que cette tâche, réservée aux hommes, allait en se compliquant. Essentiellement végétale jusque dans les années 20, la case dacpa fût ensuite construite en torchis. Dans les années 55-59, l'administration étaient en train d'imposer la maison parallélépipédique en parpaings de terre séchée. D'où un temps de construction plus long (et un travail plus pénible). Ainsi les chiffres de temps de travaux consacrés à l'habitat donné par M. Georges sont-ils anormalement élevés.

Outre les activités domestiques banales existent à Pouyamba des tâches plus spécifiques :

- la distillation de l'alcool : si l'alcool est un luxe, sa fabrication à Pouyamba témoigne d'un excédent de production agricole. L'alcool local, l'argué est un signe d'abondance qui confirme la modestie relative du travail agricole et la sous-utilisation de la terre défrichée chaque année. Il peut-être aussi (mais cela n'apparaît pas dans

l'étude de M. Georges) un processus de redistribution des ressources monétaires dans la communauté car tout le monde boit et chaque famille fabrique et vend l'alcool à tour de rôle.

- la fabrication d'outils : le travail du fer est une spécialité quasi magique. Il est réservé au forgeron. Celui des fibres végétales est effectué par tous. Il produit essentiellement un outillage de cueillette (nasses, filets de chasse, ruches, vannerie...) mais aussi du mobilier (nattes, "tuiles" de feuilles et, plus récemment, lits et chaises, etc...

Pouyamba devait devenir une ville. Dès l'origine, le commerce a été présent. En 1959, M. Georges note encore la présence de trois commerçants patentés et de 4 artisans à temps partiel (outre le forgeron, 1 tailleur et 2 fabricants de lits en "bambous" et de tabourets). Tous cultivent comme les autres.

Les trois commerçants vendent des produits de nécessité quotidienne : nattes, cigarettes, allumettes, savon, vêtements, etc...

M. Georges (a) conclut par des "possibilités de progrès" dont la modestie laisse supposer que les Dacpa avaient bien raison de ne rien demander à personne sinon un peu de respect pour leur religion et leur genre de vie. Il évoque une "qualité de la vie" qui n'avait rien d'exceptionnelle à l'époque mais qui ferait bien des envieux aujourd'hui où le but assigné à l'Afrique semble être de retrouver cette "auto-suffisance" que 30 ans d'interventionnisme a détruit.

- L'alimentation : la gamme des produits comestibles que les Dacpas ont à leur disposition frappe par sa variété. Consommateurs de mil et de sorgho, ils étaient devenus des adeptes du manioc. De nombreux légumes et fruits complètent la ration quotidienne à base de manioc et de viande de gibier : "épinards", maïs, riz, courges, "melon", haricot, pois de terre, igname, patate douce, taro, etc..., et une grande variété de fruits et racines sauvages. Les corps gras sont fournis par l'arachide et le sésame, le sucre et l'hydromel par le miel.

Papayers, ananas, manguiers, goyaviers font l'objet d'une cueillette libre. Les bananes abondent. Il y a du poisson dans la Bamba et tous les animaux se mangent nonobstant les interdits propres à certaines catégories de la population. Sans oublier les termites (8 espèces ?) et les chenilles...

Le genre de vie dacpa ignore les problèmes de soudure. La production agricole en connaîtrait-elle que l'importance des stocks "naturels" dans l'environnement seraient là pour les amortir. Au demeurant, les faibles taux d'occupation du sol, la sous-utilisation des essarts en deuxième année, le peu de temps consacré à la culture, montrent que la production pourrait être augmentée sans problème.

- La santé : "Le district de Grimari dispose au poste, d'un dispensaire et d'une maternité. Leur efficacité varie selon l'âge des malades et l'éloignement des villages.

Les vieux, habitués aux médecins indigènes, répugnent le plus souvent à se faire soigner. Ils se contentent d'utiliser les herbes et feuilles de leur connaissance (...). Le nombre de végétaux est très important, mais l'hygiène des opérations est déplorable (...).

Les grandes épidémies, les famines qui ont attaqué le pays jusqu'en 1930 environ, sont devenues un souvenir. Leur détection fait l'objet dans chaque village d'un contrôle annuel de toute la population par le service de lutte contre les grandes endémies. La trypanosomiase est éliminée, par contre la lèpre est encore assez développée (...) (M. Georges, a).

Le mieux n'est certes pas l'ennemi du bien en matière de santé mais Pouyamba semblait bénéficier d'une situation "raisonnable" pour l'époque : une pharmacopée solide maîtrisée par la population doublée par une prévention des grandes endémies efficace et gérée de l'extérieur avec des moyens lourds que la société dacpa n'aurait pu fournir.

- Le confort de la maison : "A la fin du siècle dernier, les cases étaient à moitié enterrées dans le sol pour échapper aux regards ; par la suite les Banda ont construit des cases circulaires, en poto-poto (argile) armé par des "bambous" ; elles étaient recouvertes de chaume (...). C'est encore l'habitation la plus courante en zone Centre-Oubangui.

Actuellement le poto-poto tend à être remplacé par des parpaings de terre séchée (...). La forme devient rectangulaire ; le toit reste en paille. (...) ces cases offrent l'avantage de pouvoir être divisées en chambre" (M. Georges, a).

*

* * *

La situation générale décrite par M. Georges frappe par l'homogénéité des situations individuelles malgré une large autonomie économique des foyers. Il est même question à plusieurs reprises (M. Georges a et b) de l'"individualisme banda". Cela laisse supposer l'existence de mécanismes sociaux centripètes très efficaces qu'il faudra détecter.

Le bilan économique annuel n'a pu être fait. Seuls ont été établis les revenus monétaires agricoles obtenus sur les marchés du 27 novembre 59 au 18 mars 69. C'est bien trop limité pour permettre une extrapolation. L'année était d'ailleurs exceptionnellement mauvaise pour le coton.

"Il est difficile en dehors d'une enquête spécialisée, de déterminer le revenu annuel du paysan Banda. Outre les résultats des marchés (...) il existe un trafic "occulte" assez important, soit vente, soit troc, qui s'exerce à l'intérieur du village, ou avec la famille de l'extérieur, ou avec le commerce de Grimari. C'est le cas pour le maïs, le miel, l'alcool, l'artisanat et les services. A la suite de l'Enquête Revenu Coton 1958-59 au canton Maliki (district de Bambari) on a estimé que le revenu coton pourtant assez élevé (5.000 F. par personne) ne représente pas plus de 50 % du revenu annuel total.

On a pu effectuer à Pouyamba le relevé des dépenses qui ont succédé aux premiers marchés de coton et de courge des 10 et 11 février 1960. Ce relevé porte sur 202 personnes adultes représentant 97 ménages : 13 célibataires, 66 monogames, 15 bigames et 3 trigames. Ce n'est pas une enquête budget ; les chiffres ne sont présentés qu'à titre d'exemple (...) :

Revenu agricole commercialisé de Pouyamba 1959/60

Arachide	27 nov.	86.673 F.
Coton 1 ^o marché	10 fév.	310.026
Coton 2 ^o marché	2 avril	55.820
Courge 1 ^o marché	11 fév.	28.912
Courge 2 ^o marché	18 mars	6.217
Sésame	18 mars	29.790
Total		517.438 F.

Revenu moyen	par habitant	1.815 F.
	par actif agricole	2.201
	par ménage	5.023
	par hectare cultivé	2.544
	(en 1° et 2° année d'assolement"	

(M. Georges, a).

Nous avons essayé d'être plus systématique en acceptant moins de précision compte tenu de moyens d'enquête limités. Le danger est de ne mesurer que ce qui se vend suivant les pratiques européennes (marchés contrôlés, circuits d'achat officiels) et de considérer le reste comme implicitement négligeable.

IV. LE GENRE DE VIE

Situation de Pouyamba en 1987-88

On a repris approximativement la grille d'observation de M. Georges pour permettre la comparaison entre les deux situations. Cela à deux exceptions près : les temps de travaux et les revenus de la cueillette au sens large (chasse comprise).

L'étude des temps de travaux est un thème délicat à traiter et contraignant pour les "observés". De tels travaux avaient été réalisés en 1978 dans quelques villages dacpas voisins. Il est apparu préférable d'utiliser ces résultats plutôt que recommencer ce genre d'enquête. Par contre, les gains issus de la cueillette méritaient le maximum d'attention.

L'enquête "revenus/dépenses" a délibérément recherché l'exhaustivité et la rapidité, en acceptant une certaine approximation : soit une approche globale basée sur les souvenirs des intéressés sur un an (arbitrairement du 1er janvier au 31 décembre 87). Chacun a essayé de se souvenir du volume de ses récoltes, de ses tableaux de chasse, de ses achats et de ses ventes. Un équivalent monétaire a été ensuite calculé à partir des prix pratiqués à Pouyamba.

Raisonné sur un échantillon eut été dangereux vu la modestie des effectifs totaux (34 foyers) et une certaine hétérogénéité de la production de cueillette.

Seules ont été retenues les unités économiques présentes à Pouyamba durant toute l'année 1987. Une partie des recettes comptabilisées résulte de la vente de produits issus de 1986 (produits agricoles essentiellement car les autres produits sont rapidement écoulés ou consommés). Inversement la part de la production obtenue en 1987 et commercialisée l'année suivante n'a pas été prise en considération dans le bilan annuel.

Certains foyers venus de l'extérieur en cours d'année ont eu le goût et le temps de commencer des cultures, d'autres non. Tel autre, émigré, a pu continuer de cultiver et récolter à partir de son nouveau village. Pour avoir été plus strict, il eût fallu ne retenir que les foyers ayant bouclé un assolement complet, disposant ainsi de toute la gamme des récoltes (un champ de manioc -3^e année-, un champ de cultures mélangées -2^e année-, et un champ de coton -1^e année-). Mais le village reçoit en permanence des immigrants et fournit des émigrants. Les célibataires se marient et les couples divorcent. Les femmes s'"évadent" et les hommes s'absentent parfois de longs mois. On a tenté une "photographie" au moindre mal...

Sur les 34 foyers retenus, 22 sont du village, 12 étrangers. L'effectif (116 personnes) comprend 43 actifs hommes et 38 femmes (69,8 % d'actifs). Sur le lot, un homme célibataire ne cultive ni ne chasse. Aimable marginal, il vit en parasite mais a été considéré comme un foyer. Est considéré comme "actif" tout homme ou femme de 15 ans et plus, non infirme moteur ou grabataire.

Les autres thèmes ont été traités de façon habituelle (levé de parcellaire, recensement, interviews, etc...).

La référence à la situation des années 50 sera faite au fur et à mesure.

1. Situation du terroir

Le rôle de l'essartage est resté fondamental quant à la production agricole. C'est l'abandon rapide du champ qui conditionne la régénération de la fertilité. Il n'y a pas de travail du sol avant semis à part l'écobuage. La durée de mise en culture est de 3 ans. Elle a diminué d'un an par rapport à 1957, voire un an et demi car on laisse parfois le feu entrer dans les champs de 3^e année trop enherbés. Cela ne semble pas compromettre la récolte qui n'est pas toujours entièrement levée.

Certains épandent de l'engrais sur les champs de coton. L'engrais est vendu par l'encadrement pour le coton. Il est acheté par les Dacpa pour les productions de 2^e année et le manioc mais toujours épandu la 1^e année.

a) L'aire d'essartage et le temps de jachère

En 1961, le village a regroupé ses essarts en un seul bloc, jusqu'en 1970. Il y a eu à nouveau 2 blocs pendant 4 ans. Nouveau regroupement en 1975 et 1976 puis nouvelle division en 2 blocs de 1977 à 1984. Depuis, il n'y a plus qu'un seul bloc, donc 3 soles : coton en 1^e année, produits comestibles autres que manioc en 2^e année, manioc pur en 3^e année.

La figure 10 donne la localisation des essarts depuis 1950. On la comparera utilement à la carte morpho-pédologique. Les sols hydromorphes sont toujours évités. Par contre il y a indifférence aux autres. La même année tel défricheur peut se trouver sur sols de colluvionnement alors que tel autre "tombera" sur un sol gravillonnaire de plateau.

C'est bien l'aspect de la végétation spontanée qui influence le choix du lieu d'essartage, non parce que cela indique un "bon" sol (ses caractéristiques sont déjà connues...) mais parce qu'un bon couvert est la garantie d'un bon taux d'humus et d'un écobuage efficace.

Les sols sableux issus des quartzites et les sols argilo-sableux de l'Ouest et du Nord-Ouest du village ont été les plus sollicités.

Les zones défrichées au moins 3 fois (soit 10 à 12 ans de culture effective en 38 ans) sont indifféremment sur :

- sols ferrallitiques appauvris rouges (à horizon de surface appauvris sableux, sur 30 cm et plus) profonds, à horizon souvent argilo-sableux (cf. typologie, ch. II).
- sols ferrallitiques profonds rouges assez argileux.

La zone la plus sollicitée est à cheval sur les deux types de sol.

La durée du temps de jachère a doublé : 23 ans (20 ans de repos et 3 ans de culture) au lieu de 12 en 1957 où cette durée était déjà en augmentation. La situation antérieure était absurde : 7-8 ans de jachère pour 5 ans de mise en culture sont insuffisants pour une perpétuation du système sans épuisement des ressources.

L'aire de défrichement s'est contractée en relation avec la baisse des effectifs et compte-tenu de la constance (ou de la baisse légère) de la surface relative défrichée chaque année.

Dans un rayon de 4 km environ, tout a été défriché au moins une fois, aucun site ne l'a été plus de 3 fois (calcul effectué sur 38 ans). Le temps de repos minimum de la terre a été de 12 ans. la plus grande partie de la surface a bénéficié d'une jachère de 20 ans. Il y a quelques situations intermédiaires (cf. carte).

Au delà de 4 ou 5 km, les anciens essarts sont retournés définitivement (?) à la brousse alors que, près du village, le temps de repos n'a pas diminué dans la même proportion que les effectifs (2,5 fois).

La contrainte de temps liée à l'éloignement noté par M. Georges (a) a disparu. Un redéploiement éventuel de l'*outfield* redevient possible sans grand dommage en cas d'épuisement des sols. De ce point de vue, la diminution des effectifs a permis d'éviter les effets écologiques pervers induits par les essais de sédentarisation et de regroupement forcés de la population.

b) La succession des cultures sur l'essart

Le deuxième cycle sur la sole de deuxième année a disparu. Les sorgho et mils et le sésame ont été abandonnés et pas remplacés. Le riz n'a été cultivé que sur une seule parcelle de femme sur sol de colluvionnement, en lisière de forêt-galerie, sur sole de 1^o année, mélangé au coton. De petites parcelles de sésame sont apparues sur sole de 1^o année, jouxtant les champs de coton.

Les champs de deuxième année sont divisés en deux parties à peu près égales : maïs/courge et maïs/arachide en culture mélangée. Le manioc est bouturé dans ces mélanges au cours de la première moitié de la saison des pluies. Ce bouturage commence de plus en plus tôt. Il est d'ailleurs en partie effectué dès la première année en lisière des champs de coton.

La sole de manioc n'est conservée qu'un an au lieu de 2 ou 3 avant.

Le nombre de foyers ne faisant pas de coton augmente : 14 chefs de foyers et 14 femmes mariées (dont 13 couples) n'ont pas fait de champ de coton en 1987.

c) La structure du terroir

L'*infield* a pratiquement disparu ainsi que les plantations de bas-fonds. Sept petites plantations de café seules ont remplacé les jardins près de l'habitat, dans la forêt de manguiers sub-spontanée quienserre les maisons.

La taille des champs est restée la même (5.000 m² environ). Les femmes cultivent les mêmes surfaces que les hommes. La polygamie a diminué et n'a plus d'influence sur le nombre de champs.

A l'initiative de l'Etat, le village a connu la culture motorisée en 1967 et 1968. Les gens de Pouyamba disent que c'est une bonne chose si le service est gratuit et ne leur impose pas un surcroît de travail. Cela revient à dire que c'est une très mauvaise chose : les souches ont gagné contre les socs...

La description de la situation foncière à la fin des années 50 reste valable. Les règles d'héritage de l'usufruit d'un champ abandonné par décès ou départ sont restées les mêmes.

2. Les cultures

La gamme des produits cultivés a diminué. La contrainte vis-à-vis du coton n'a plus la rigueur d'antan mais un certain conformisme pèse encore. On esquive l'encadrement sans le contester ouvertement.

a) La culture du coton

Importance relative : la proportion des superficies consacrées au coton diminue (30 % en 1987, 43 % il y a 30 ans). C'est d'autant plus remarquable qu'il n'y a plus que 3 années de cultures au lieu de 4.

La superficie moyenne par foyer consacrée au coton est de 0,5 ha (1,04 ha en 1957, M. Georges, a) pour une superficie totale de 1,65 ha (2,43 ha en 1957, M. Georges a).

La superficie par foyer en coton a diminué de 2,08 fois ; la superficie des produits comestibles est restée presque stable (baisse de 1,19 fois).

C'est bien la baisse des superficies cultivées en coton qui est la cause principale de la diminution de l'espace cultivé par foyer (1,47 fois), avec l'abandon des jardins et le raccourcissement de la durée de rotation.

Théoriquement, si chaque actif faisait sa "corde" de coton et la maintenait en culture 2 ans de plus (cultures mélangées sur 1 an et manioc sur 1 an) on aurait approximativement 3 ha en culture par foyer. Ce chiffre n'était pas atteint en 57 et on s'en éloigne de plus en plus.

Dans la mesure où les effectifs (modestes) permettent de l'affirmer, le nombre d'actifs dans le foyer influe peu sur la superficie consacrée au coton.

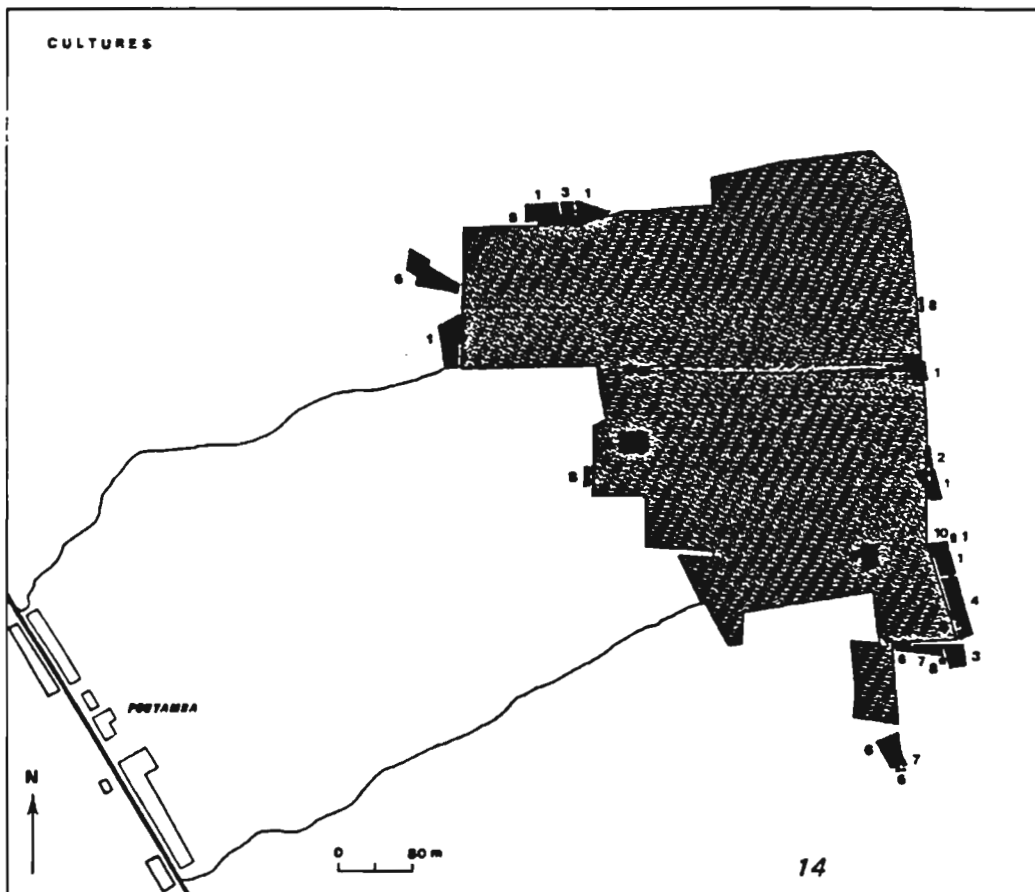
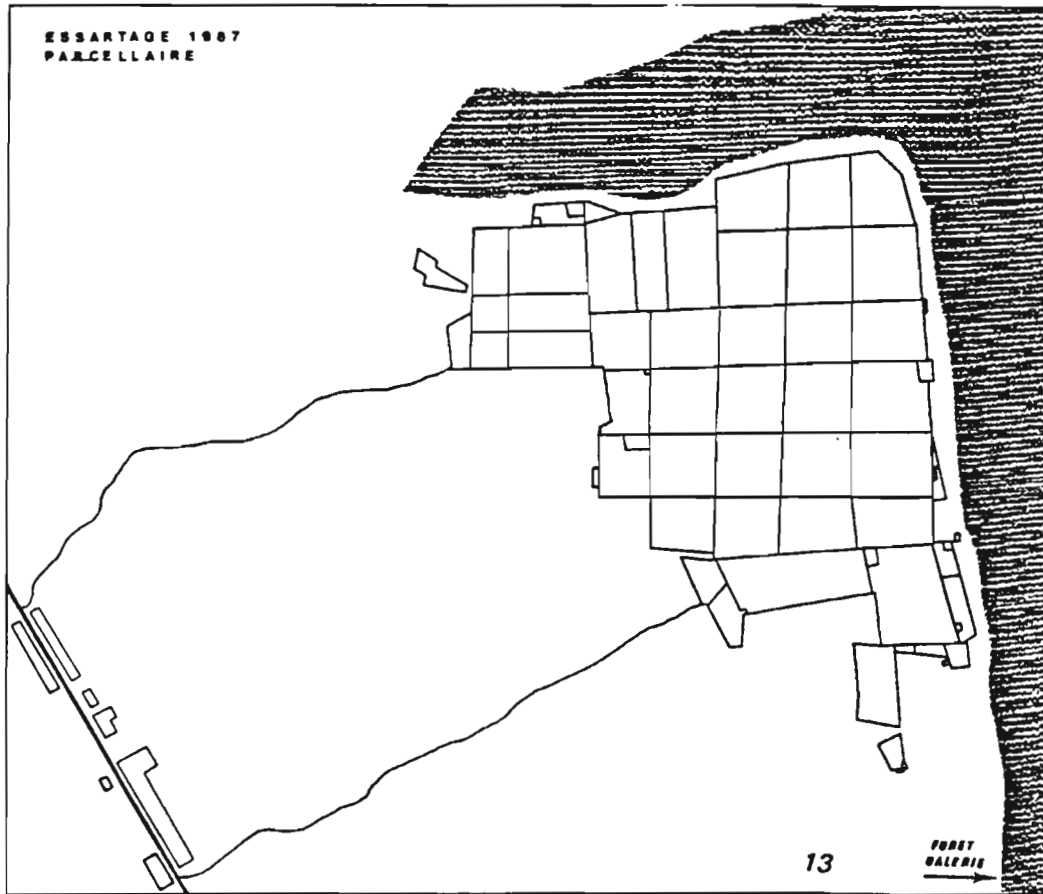
Nb d'actifs	Nb de foyers	Superficie en coton (ha)	Superficie en produits comestibles	Superficie totale (ha)
1	4 (+1)	0	2,7	2,7
2	16 (+1)	6,6 (+0,8)	15,7	22,3 (+0,8)
3	9	6,8	13,8	20,6
4	2	2,0	4,6	6,6
5	0	-	-	-
6	1	1,0	2,2	3,2
	32 (+2)	16,4 (+0,8)	39,0	55,4 (+0,8)

(Remarque : les chiffres entre parenthèses correspondent (ligne 1) à un célibataire ne cultivant pas et (ligne 2) à un foyer immigré n'ayant cultivé que du coton en 1987).

En valeur absolue par actif, la surface en coton a diminué depuis 30 ans, alors que celle consacrée aux produits comestibles est restée stable (elle a diminué si on considère qu'il y avait 2 soles de manioc en 58 et plus qu'une en 87).

	1959-60	1987-88
Superficie coton par actif	45 ares	22,3 ares
Surface produits comestibles par actif	70,0 ares (115 sur 3 soles dont 2 manioc 3° et 4° année)	69,0 ares (sur 2 soles dont 1 de manioc)

SOLE COTON
1987



Figures 13 et 14 : La sole de coton défrichée en 1987. Sur la figure 14, les champs de coton sont en grisé. Autres cultures : 1. manioc, 2. manioc et pois de terre, 3. manioc et maïs, 4. manioc, riz et maïs, 5. coton et manioc, 6. sésame, 7. maïs, 8. patate douce, 9. pois de terre, 10. mil et pois de terre. La plupart des parcelles de coton était déjà bouturée de manioc en décembre sur leur périphérie. Ce fait n'a pas été cartographié mais il est un indice parmi d'autres du raccourcissement du temps de culture de l'essart.

Comparaison de la production de coton et des gains entre 1957-58 (M. Georges, a) et 1987-88 :

	1957-58	1987-88
Production par habitant (kg)	115	42
Production par actif (kg)	140	60
Rendement à l'hectare (kg)	307	285
Gain total (frs)	805.414	478.730
Gain par habitant (frs)	2.806	4.126
Gain par actif (frs)	3.427	5.910
Revenu à l'hectare (frs)	7.500	27.833

Ces chiffres convertis en francs constants montreraient une baisse des gains. Pour mémoire, si on considère uniquement les personnes ayant effectivement produit du coton en 87, on obtient les gains suivants :

Gain moyen hommes	16.547 frs
Gain moyen femmes (épouses ou soeurs)	10.936 frs
Gain moyen par foyer	14.080 frs

Les rendements, variables d'une année sur l'autre, sont stables (et bas) depuis 30 ans (Pouyamba) :

1957 : 307 kg/ha
1960 : 161
1986 : 207 (estimation)
1987 : 285

A titre indicatif, la production du village ces dernières années a été la suivante (en kg).

	Coton blanc	Coton jaune	Total
1983-84 :	8.613	954	8.667
1984-85 :	13.959	53	14.012
1985-86 :	-	-	-
1986-87 :	3.371	226	3.597
1987-88 :	4.211	731	4.942

(Remarque : les chiffres des 2 dernières années ont été obtenus auprès de la population. Ils diffèrent légèrement des chiffres officiels).

b) La culture des produits comestibles

La sole de coton est entièrement récupérée en 2^e année pour : le bouturage du manioc sur 100 % de la surface et les semis de maïs et d'arachide sur 50,3 % ou les semis de maïs et de courges sur 45,3 %

Les productions dont les superficies sont susceptibles d'être chiffrées sont les suivantes :

- Sole "coton" (où il n'y a pas que du coton...). Défrichée en avril-juin 1987, mise en culture de juillet à janvier 1988 (en ares, cf. carte) :

Coton	1.722,2	soit	95,5 %
Manioc	35,6		2,0
Sésame	16,9		0,6
Manioc+ riz + maïs	11,0		0,6
Manioc+ maïs	8,1		0,4
Patate douce	4,6		0,3
Maïs	3,8		0,2
Manioc+ pois de terre	1,1		0,1
Mil+ pois de terre	0,4		0,0
Total	1.803,7		100,0

Au moment du levé du parcellaire, les boutures de manioc avaient 4 mois. D'autres, plus récentes n'ont pas été levées. Cela n'a pas grande importance. Il vaut mieux retenir le fait que cette pratique, apparemment nouvelle, semble se confirmer.

Si cela était le cas (mais il ne faut peut-être pas anticiper) cela voudrait dire que le manioc deviendrait culture de première année comme le mil jusqu'au début du siècle et le coton à partir des années 30.

A part la parcelle de riz mélangée incluse dans la corde de coton, toutes les autres cultures sont sur la périphérie de la sole.

Cette relative hétérogénéité de la sole de coton est surtout le fait des femmes (qui ne font plus de jardins au village).

Les quelques mètres carrés de mil (*Pennisetum* et non *Sorghum* ici) avaient été semés à titre symbolique et religieux.

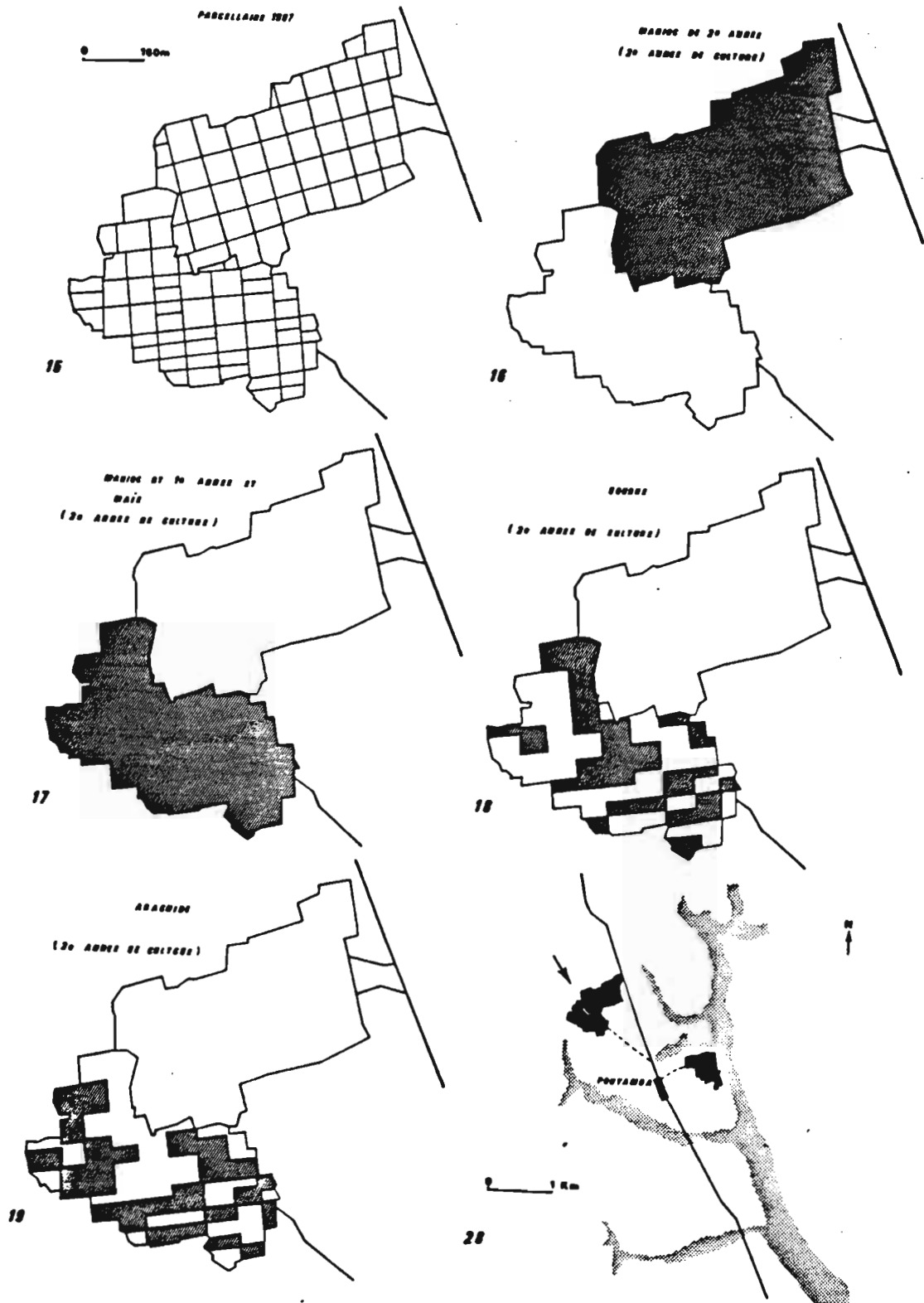
La sole coton garde sa fonction des dernières années mais on y sent un système en gestation qui fera, de toute façon, la part belle au manioc.

La répartition des surfaces par sexes (39,83 % pour les femmes, 60,17 % pour les hommes) tient compte surtout de la maîtrise économique de la récolte. Au niveau du travail fourni, la distinction est assez formelle : le gros oeuvre du défrichage est fait par les hommes dans les 2 cas et le sarclage est souvent le fait des femmes, y compris sur le champ du mari.

Ses superficies relevant du chef de foyer (même critère que précédemment) représentent 57,90 % (hommes ou femmes) ; le reste 42,10 % aux autres actifs.

- Sole "cultures comestibles". Défrichées en avril-juin 1986, semée en coton en juillet 1986, en cultures comestibles en juin et juillet 1987 (en ares) :

Maïs + arachide (+ manioc)	:	908,2	soit	50,3 %
Maïs + courge (+ manioc)	:	818,2		45,4
Maïs (+ manioc)	:	76,2		4,6
Sésame	:	1,0		0,0
Patate douce	:	0,5		0,0
Total		1.804,1		100,0



Figures 15 à 20 : Le parcellaire de deuxième et troisième année de culture (comestibles divers et manioc). Sur le croquis de situation (fig. 20) l'espace grisé représente la forêt de bas-fond. Le manioc de 1^o année est bouturé dans les champs de maïs, arachide et courge. La récolte est effectuée suivant les besoins au cours de la 3^o année de culture.

Le maïs, semé lâche, occupe la quasi totalité de la sole (1.802,6 ares).

Une partie des surfaces en manioc fait l'objet d'un début de récolte dès la 2^o année lorsque le bouturage a eu lieu dans le coton en 1^o année. Cependant cette sole n'entrera vraiment en production qu'en 3^o (et dernière) année. Ce sont bien le maïs, l'arachide et la courge (graine) qui caractérisent la sole de 2^o année. Sa surface est la même que celle de 1^o année.

La proportion des surfaces cultivées par les femmes est de 44,5 % (hommes : 55,5 %) ; celles cultivées par les chefs de foyers (hommes ou femmes) représentent 60,9 % (39,1 % aux autres actifs).

- Sole "manioc". Défriché en avril-juin 1985. Bouturée en 1986. Le bloc est occupé à 100 % par le manioc amer. Le manioc doux n'est cultivé qu'à titre anecdotique.

Sur les 1988 ares de la sole, les femmes en cultivent 47,6 % (52,4 pour les hommes). Les chefs de foyers (hommes ou femmes) cultivent 57,1 % des surfaces, le reste des actifs 42,9 %.

La part des femmes augmente avec l'importance du manioc dans la rotation mais il est vrai que le travail consiste surtout alors à récolter et rouir les racines.

c) Les cultures de *Pinfield*

Les champs de cases n'existent plus qu'à l'état résiduel. Les jardins ont disparus ainsi que les 2 ha de café expérimentaux cartographiés par M. Georges entre le village et la Bamba.

La forêt de manguiers et de goyaviers qui enserrait les jardins s'est rapproché des cases dont le nombre régressait. Cinq plantations de café ont été installées dans cette forêt : 3.840 m² en tout, dont une créée par un résidant à Grimari revenu au village en 87. La production est consommée sur place.

Quelques dizaines de pamplemoussiers et orangers parsèment le village (0,7 arbres par foyer). Tous datent du début des années 60. Ils commencent à crever et certains porte-greffes reprennent le dessus. Les Dacpas, étonnés regardent les oranger donner des citrons... mais les plantations ne sont pas renouvelées. La seule initiative consiste en la création d'une pépinière par un homme et son fils pour accroître leur plantation de caféiers.

Les agrumes ne sont pas cultivés, ni taillés, ni traités. Les femmes n'ont pas de caféiers.

Les "plantations" de caféiers de Pouyamba, modestes et mal entretenues sont le vestige d'une politique de la fin des années 50 visant à implanter cette culture en savane devant le "semi-échec du coton" (M. Georges, a). Il y avait 11 planches pépinières d'Exelsa à Pouyamba en 1958, soit une plantation prévue de 2,75 ha. En 1960, 9 pépinières étaient créées. Le projet final visait donc 5,5 ha.

On a signalé l'appauvrissement de la gamme des cultures de base par disparition de la courge à chair ("melon"), des sorghos, du sésame et du riz.

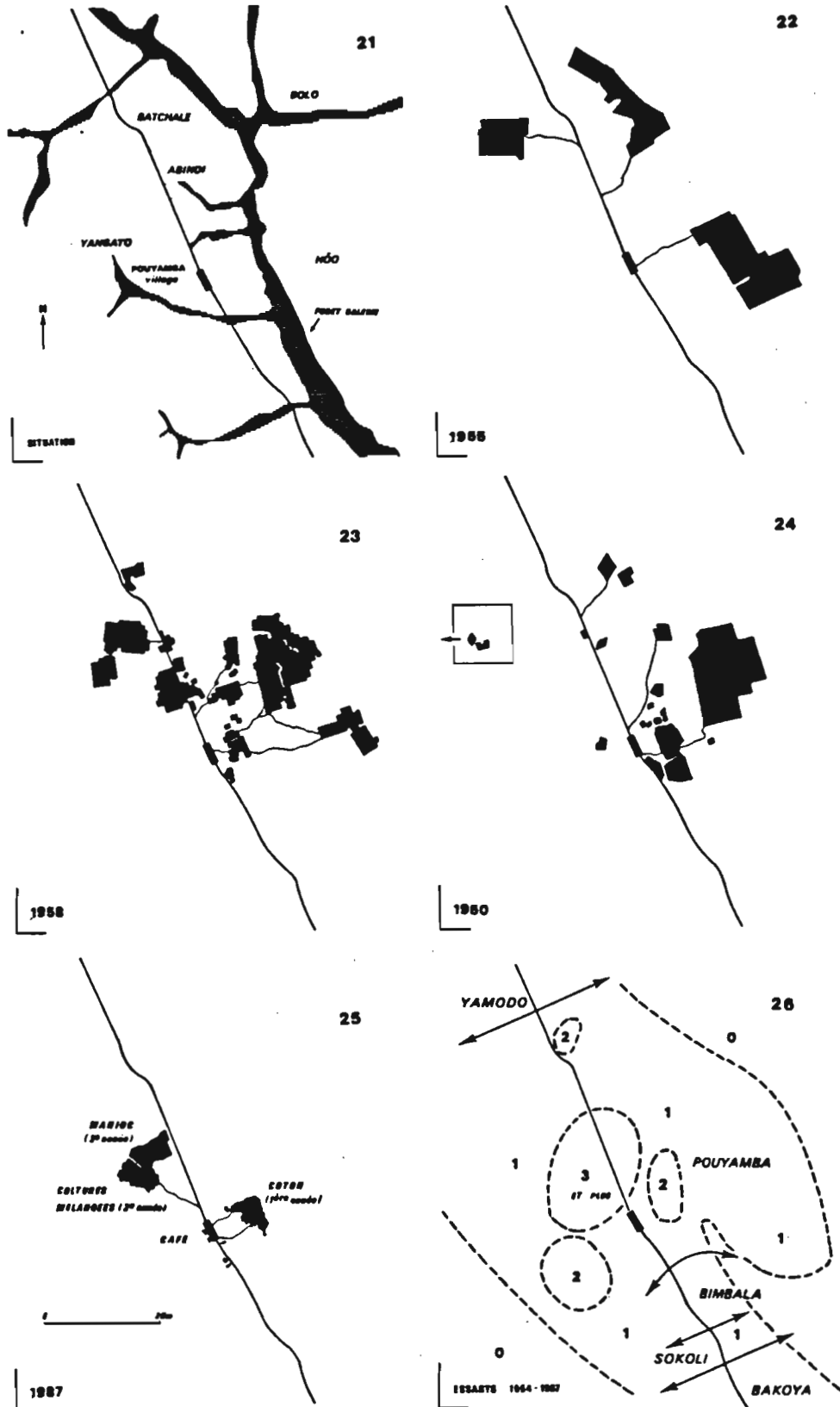
D'autres, dont les superficies n'étaient pas mesurables, ont disparu également : l'igname, le dazo (*Coleus*) et l'oignon. d'autres, enfin, sont devenues très confidentielles : le haricot et l'"épinard" (*Solanum*).

Figures 21 à 26 : Situations du terroir de 1955 à 1988.

1955 : photo-interprétation, clichés IGN ; 1958 : d'après M. Georges, cf. bibliographie ; 1960 : photo-interprétation, clichés IGN ; 1987 : levé.

Fig. 26 : 0 : zones jamais défrichées ; 1 : zones défrichées 1 fois entre 1954 et 1987 ; 2 : 2 fois ; 3 : 3 fois et plus.

Les flèches indiquent les limites approximatives des terroirs de Yamado, Pouyamba, Bimbala, Sokoli et Bakoya.



Les superficies en maïs, arachide et courges à graines ont, par contre, augmenté. On remarque qu'un 2^o cycle de maïs, parfaitement possible sur les parcelles de maïs/arachide n'a pas été mis en place au lieu et place des céréales et du sésame. On lui préfère, apparemment, un bouturage rapide et intense du terrain libéré dès août.

d) Les rendements agricoles

Outre que la notion de rendement est étrangère à la rationalité des Dacpa (qui ne considèrent que la productivité du temps d'effort) la production à la surface cultivée est difficile à calculer car les cultures autres que le manioc sont toujours mélangées et le mélange est variable. Quant au manioc lui-même, il est récolté au fur et à mesure des besoins et le poids produit dépend en partie du délai de croissance consenti à la parcelle.

La méthode d'enquête a donné des résultats eux-mêmes approximatifs mais elle avait l'avantage de nous dispenser de mesures longues donc partielles. Elle donnait des estimations par produits faciles à identifier.

Estimations 1987-88 :

- Courges : 325 kg de graines à l'hectare soit 80 kg par foyer.
- Maïs : 350 kg d'épis à l'hectares soit 175 kg par foyer. Le maïs est souvent semé lâche (220 kg/ha en 1957 (M. Georges, a).
- Arachide : 420 kg en coque à l'hectare soit 110 kg par foyer.
- Manioc : 2.200 kg/ha soit 1.110 kg par foyer (roui et séché dans l'année 87).
- Coton : 310 kg/ha soit 165 kg par foyer.

Les rendements peuvent varier d'une exploitation à l'autre, d'une année à l'autre et d'un village à l'autre, surtout pour le coton.

Les chiffres donnés par G. Meurillon (1981) pour les 4 villages dacpas déjà cités sont supérieurs pour l'arachide et la courge, voisins pour le maïs et le coton. Il signale un rendement maïs supérieur en parcelle de courge par rapport au parcelle d'arachide. La densité de semis est effectivement très variable.

"Campagne 77-78 :

- Courge : rendement estimé en graines : 500 kg/ha sur la piste de Bakala, 455 kg/ha sur celle des Mbrés ; production moyenne par exploitation : de 160 kg à Bakoumba à 300 kg à N'djangala, ce qui donne entre 100 kg et 200 kg d'amandes (partie consommée).
- Maïs : rendement en épis : association arachide-manioc : 250 kg/ha ; association courge-manioc : 350 kg/ha ; la production moyenne par exploitation varie de 200 kg à 300 kg.
- Arachide : rendement : 600 kg/ha à 800 kg/ha ; la production moyenne par exploitation varie de 200 kg à 300 kg (...).
- Coton : Bakoumba : 590 kg/ha ; Igoua : 448 kg/ha ; N'djangala : 300 kg/ha ; Yabeta : 535 kg/ha (1978-79 : 252 kg/ha).

Tous ces rendements sont mauvais..."

Mauvais ou pas, ils correspondent à un mode de production qui nourrit sa population d'autant mieux que la production agricole n'est qu'un aspect de la production totale. C'est d'autant plus remarquable qu'il s'agit d'une économie qui n'investit pas (ou peu) et qui réclame une somme de travail modérée.

3. Autres activités primaires

On peut regrouper sous ce titre les activités de production autres que l'"agriculture". Mais c'est une façon commode de classer les choses. Cela ne veut pas dire que l'"agriculture" pratiquée par les Dacpas est *essentiellement* différente -dans les rapports qu'elle implique entre les hommes et les ressources (le sol)- de la chasse, la pêche, ou des collectes diverses.

a) L'élevage

L'élevage des chèvres et des poules a gardé le même caractère que dans les années 50. Cependant, le troupeau caprin a doublé et l'effectif de la basse-cour est resté stable.

	Chèvres		Poules	
	1957	1987	1957	1987
Nb de têtes	80	164	340	302
par foyer	0,8	4,5	3,3	8,9

Cette augmentation n'est pas perçue par les Dacpas qui semblent considérer avoir toujours eu ces effectifs. Ce bétail n'est ni nourri ni soigné. Il n'y a plus de léopards aux abords du village. Cela explique peut-être l'augmentation du troupeau caprin. Dans les deux cas, 1/3 du stock est exploité chaque année (consommation personnelle ou vente). Il n'y a pas tentative de sélection ou de croisement.

b) L'apiculture

L'installation de ruches n'est pas incompatible avec la collecte du miel sauvage. Il y avait 1,4 ruche par foyer en 1957, il y en a 4,5 aujourd'hui. L'effectif du parc a peu augmenté mais quelques foyers semblent très motivés. Cependant, la densité des ruches paraît saturante (153 ruches dans un rayon de 5 km, sans compter celles du village voisin de Bimbala ; soit 1 ruche pour 30 ha, ce qui est beaucoup). 205 kg de miel de ruche ont été récoltés en 1987.

c) La pisciculture

La forêt a réoccupé les bassins à tilapias de Makoara. La chose n'a jamais vraiment intéressé les gens de Pouyamba. Ils préfèrent les poissons de la Bamba qui s'élèvent tout seuls.

d) Les cueillettes

Les formes de cueillette sont multiples. Leur importance relative est variable au gré de la conjoncture et de l'épuisement relatif de certains stocks.

Remarques. Le feu est une technique de maintenance de la savane, donc des stocks de ressources vivantes qui la peuplent et que les Dacpas exploitent. Il est aussi un outil de récolte de certains produits, notamment le gibier. Il remplit souvent en même temps les deux fonctions. On brûle pour chasser, mais on brûle aussi si on ne chasse pas. La distinction entre "feux de brousse" ou "feux de chasse" ne se justifie pas. Il y a seulement des feux plus ou moins précoces (de la fin décembre à avril). Le vrai dialogue entre les Dacpas et la nature passe par le feu.

- La chasse

M. Georges décrit ainsi la principale technique de chasse :

"Les feux de chasse (owo) sont des portions de brousse limitées par des marigots et qu'on brûle tous les ans au cours d'une chasse collective ; ces feux (les espaces brûlés) n'ont pas de propriétaires ni même de responsables permanents. L'homme qui a l'intention de faire un feu demande à l'un des organisateurs de l'année précédente s'il a l'intention de recommencer.

Les feux changent ainsi d'organisateur tous les ans ; la plus grande liberté règne dans ces accords, ni l'âge, ni le clan ni même le village ne jouent (...). Il y a eu 5 feux à Pouyamba en 1959-60 (..)

Le jour de la chasse, les filets sont disposés pendant la matinée le long des marigots limitant le terrain ou à travers la brousse sur les plateaux. Les enceintes ainsi formées ont de 200 à 800 ha : plusieurs villages y participent, chaque village forme une partie du périmètre. Au début de l'après-midi, a lieu l'offrande (oeufs, bananes, etc...) et l'invocation à Tourma (Koulikongbo) génie de la chasse ; les torches préparées sont disposées en éventail autour de l'autel pendant l'invocation de l'organisateur de la chasse. Puis toutes les torches sont allumées, leurs porteurs s'éloignant de chaque côté des limites en mettant le feu aux herbes tous les 10 pas (...).

Les animaux affolés se jettent dans les filets (...). Derrière le feu viennent les hommes avec leurs sagaies surveillant le manège des rapaces qui leur font repérer le gibier (...). Les femmes avec leurs houes (...) s'attaquent aux trous de rats (...), elles acculent bientôt l'animal (...) et l'assomment à coups de bâton". (M. Georges, a).

Les filets étaient aussi utilisés sans feu (en saison des pluies notamment) pour la petite chasse.

"C'est une sorte de battue collective ; une vingtaine d'hommes y participent. Ils encerclent 5 ou 6 ha de brousse ou de marigot avec leurs filets de 1 m de haut fixés à des piquets.

Un certain nombre de rabatteurs poussent des cris à l'intérieur de l'enceinte, chasse le gibier qui se prend dans les filets où il est tué à coups de sagaies et de bâton par les propriétaires des filets. Ce sont surtout des petites antilopes : oga en savane et nubele en forêt-galerie" (M. Georges, a).

La chasse individuelle est pratiquée au collet monté sur branche flexible ou à l'aide d'un mécanisme assommoir.

L'absence de données n'est pas la preuve de l'absence mais il ne semble pas que la chasse au fusil était pratiquée. C'est surprenant mais M. Georges n'en parle pas. Il signale (communication orale, 1989) que la chasse ne fournissait qu'une viande auto-consommée. Nous verrons qu'il n'y a pas lieu de mettre cette dernière proposition en doute.

Aujourd'hui, en matière de chasse la situation a évolué. La chasse au filet et au feu a été abandonnée depuis quelques années au profit de la chasse au fusil. Les zones de chasse se sont éloignées et sont actuellement centrées sur le Govokpo à une trentaine de kilomètres au Nord-Est du village.

Les battues au filet ne se font plus non plus. On se sert des filets uniquement pour capturer les aulacodes à proximité des cases la nuit. L'animal est appâté avec des ossements séchés qu'il adore ronger (avant, on se servait d'ivoire !).

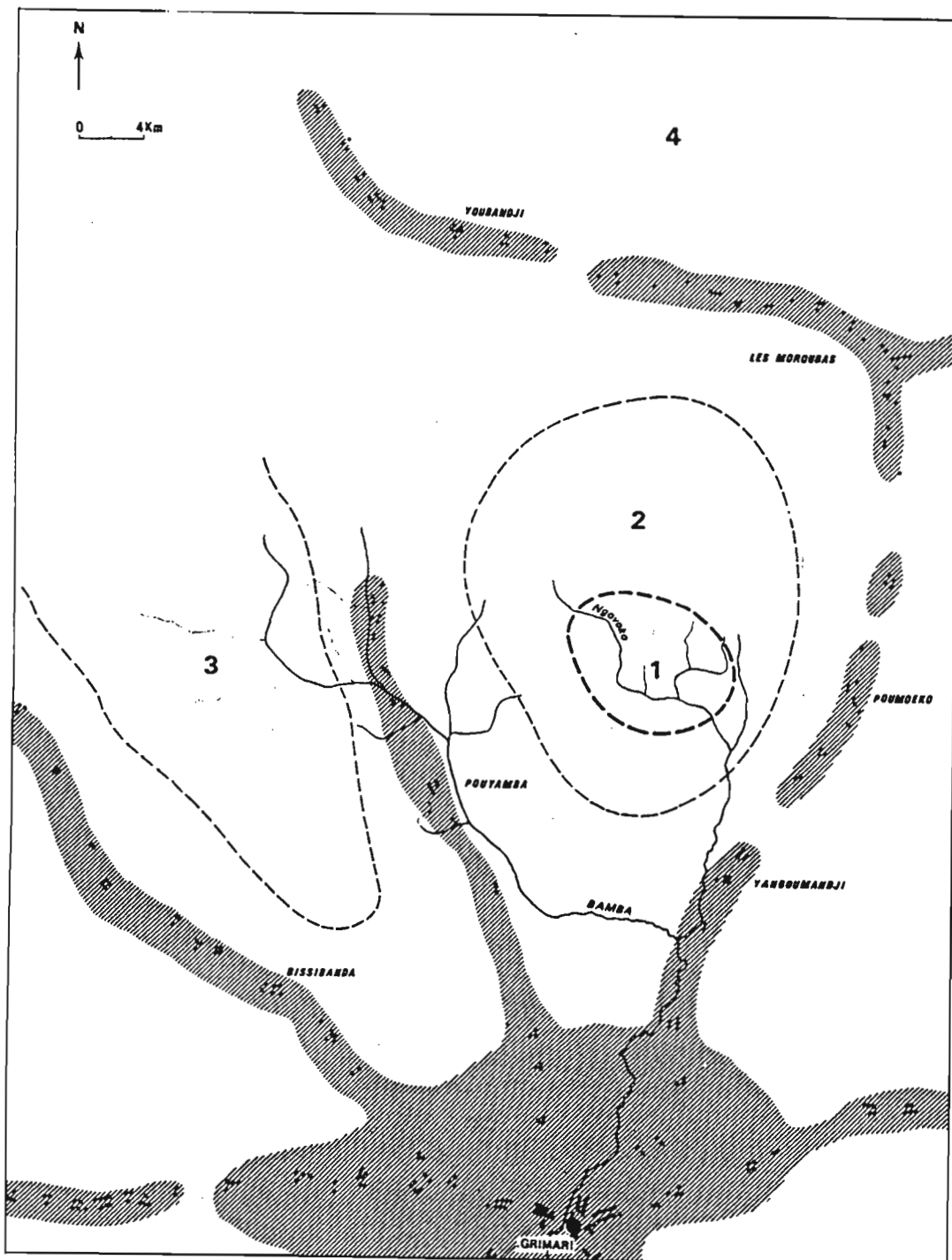
Le piégeage du petit gibier au collet est toujours pratiqué.

La chasse au fusil n'est pas obligatoirement une chasse individuelle. Les affûts sont pratiqués à proximité de passages obligés ménagés le long de grands barrages de branches parallèles aux lisières des forêts-galeries. Ces barrages sont construits à plusieurs.

Figure 27 : Aires de peuplement actuel et zones de chasse des gens de Pouyamba.

En gris : lieux d'habitat (le long des routes) et d'essartage. Autour de Grimari, le parcellaire tend à devenir contiguë et stable (jachère inexistante ou très courte).

1. Zone des campements de chasse de Pouyamba et des villages limitrophes (eau permanente sur le Ngovokpo). 2. Aire de chasse à partir des campements. 3. Aire de chasse à partir du village.



Le financement de certaines armes et des munitions est probablement extérieur au village. L'adoption générale du fusil est récente mais c'est une technique connue depuis la fin du 19^e siècle

L'abandon de la chasse collective au filet date de 3-4 ans. Il semble propre à Pouyamba dont les habitants sont parfois invités à participer à des chasses collectives dans les villages voisins.

La cause de l'abandon de la chasse au filet sera à interpréter à l'intérieur de l'évolution du genre de vie. La "mythification" du phénomène par les gens de Pouyamba est la suivante : les filets ont été maudits par un homme (non Porou) qui voulait la chefferie du village. Cette prétention était apparue invraisemblable aux villageois. Le fait qu'il fut un temps juge coutumier à l'époque coloniale n'est pas étranger à la situation.

Les filets maudits devenus inopérants, ont été déposés chez le forgeron qui "essaye de voir ce qu'il peut faire".

L'essentiel du tonnage de gibier tué (répertorié ci-dessous) l'a été au fusil (1987). Cette liste ne prend pas en compte le petit gibier collecté par les femmes ou piégé (oiseaux, serpents, campagnols). Le rendement en viande est globalement estimé à 60 % : tout est consommé dans le gibier, sauf les os, la corne et les dents.

Nom de l'espèce	Nb de têtes abattues
Potamogale	27
Lièvre	66
Heliosciure	54
Autres écureuils	20
Rat de Gambie	756
Aulacode	95
Porc-épic	58
Athérure	137
Pangolin géant	39
Autres pangolins	75
Babouin	30
Callitriche	120
Cercopithèque	84
Cercocèbe	60
Patas	35
Colobe	78
Civette	72
Genette	39
Nandinie	10
Mangoustes (4 espèces)	131
Chats (2 espèces)	11
Léopard	4
Oryctérope	13
Phacochère	88
Potamochère	48
Buffle	4
Elan de Derby	2
Guib harnaché	96
Cobe defassa	4
Damalisque	3
Cephalophe bleu	726
Cephalophe roux	615
Ourebi	21

Certaines espèces rares, en limite d'aire ou exterminées récemment non pas été signalées ou constatées. Ce sont :

- *Cercopithecus ascanius*, peut-être confondu avec d'autres singes à l'enquête.
- *Mellivora capensis*, curieusement non cité, ni constaté.
- *Lycaon pictus*, en limite méridionale.
- *Canis aureus*, en limite méridionale.
- *Canis adustus*, en limite méridionale.
- *Loxodonta africana*, déclaré non chassé ce qui est probablement faux d'une façon générale, probablement vrai pour 1987 à Pouyamba.
- *Kobus kob*
- *Crocuta crocuta*
- *Panthera leo*, en limite méridionale de son aire nord, est exterminée.
- *Diceros bicornis*, non signalé depuis 20 ans.
- *Giraffa camelopardalis*, en limite de son aire est exterminée.
- *Dormaliscus korrigum*, est chassé au nord du village.

Tous les oiseaux sont chassés. Le fait de ne pas les avoir répertoriés ne doit pas laisser croire que les Dacpas ne les apprécient pas. La remarque vaut aussi pour les reptiles (serpents, tortues, crocodiles) et les poissons. Ce petit gibier représente, avec celui collecté par les femmes, un supplément qu'on peut estimer à une tonne et demie par an.

Ce chiffre peut varier d'une année sur l'autre. Qu'un éléphant blessé ailleurs vienne mourir à Pouyamba comme cela s'est produit il y a quelques années et c'est 4 tonnes de viande supplémentaire, soit 1.200.000 francs. Cela représente la récolte de coton de plusieurs années.

- La collecte des termites

Les termitières sont exploitées sans destruction. Elles étaient appropriées par les hommes comme par les femmes. "Les principes de succession sont les mêmes que pour les champs ; cependant on ne les donne ni ne les vend : l'obtention d'une termitière ne peut se faire qu'après un décès. En cas d'abandon, joue la règle du premier occupant ; mais il n'y a pas de règles précises" (M. Georges, a). Aujourd'hui, la collecte des termites est toujours activement pratiquée mais les règles d'appropriation des termitières semblent s'être assouplies.

- La pêche

La principale forme de pêche est collective. Elle regroupe l'ensemble du village et même les villages voisins. On empoisonne la Bamba avec des produits obtenus à l'aide de plantes sauvages ou cultivées. On récolte les poissons engourdis. L'effet du poison se fait sentir sur un kilomètre ou deux. La diffusion des pesticides a amené la population à expérimenter ces produits pour la pêche. On est, semble-t-il, revenu à plus de sagesse.

Les femmes pêchent parfois ensemble en faisant des barrages. La Bamba est une petite rivière. Le poids pêché en 1987 peut-être estimé entre 200 et 300 kg.

- Autres collectes

Le ramassage du miel sauvage, des rats campagnols, chenilles, champignons, racines (igname sauvage notamment), fruits, feuilles, écorces, etc... fournit une production importante. La pharmacopée est riche. La difficulté d'analyse de cet aspect du genre de vie explique le manque de données présentées mais le sujet n'est pas négligeable.

4. Autres activités

Il n'y a plus de commerce de détail à Pouyamba. Un homme vend quelques paquets de cigarettes et des allumettes mais il n'est pas toujours approvisionné.

L'artisanat a disparu. Il n'y a qu'une machine à coudre dans le village et son propriétaire l'utilise peu.

Le forgeron est âgé aujourd'hui et son soufflet de forge cassé. Il ne travaille plus et ne sera pas remplacé.

Chacun vanne au gré de ses besoins. Un homme particulièrement doué, produit parfois un chapeau ou une natte pour la vente.

Tout le monde construit en parpaing de terre séchée. C'est un travail plus dur (transport des parpaings du marigot au village) et plus long que celui du torchis. La case d'un vieillard dont un mur s'effondre ne sera pas remplacée ni réparée sauf si des jeunes l'aident mais ils n'aident que "les vieux qui respectent les jeunes...".

5. Le calendrier des activités et les temps de travaux

Rien n'ayant remplacé les plantes abandonnées du 2^o cycle de 2^o année, le calendrier agricole s'est simplifié (l'abandon du 2^o cycle semble dater du début des années 70).

	avril	mai	juin	juillet	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janvier	février
Coton	essartage et brûlis			semis		sarclage			récolte		
Arachide		semis			récolte						
Courge		semis						récolte			
Maïs		semis			récolte						
Manioc				bouturage							

La récolte du manioc est étalée sur l'année qui suit celle du bouturage.

La rapidité et l'intensité du bouturage du manioc est fonction de la levée de l'arachide, du maïs et des courges.

En réalité, beaucoup de choses se font au coup par coup. Le houage du sol avant le semis du coton est peu pratiqué. Le sarclage n'est souvent qu'une continuation du nettoyage de la parcelle avant semis. Chacun est maître de son champ et le sarclage du coton apparaît secondaire si un troupeau d'élangs de Derby est signalé à 30 km de Pouyamba...

Une fois l'abattage et le brûlis des grands arbres terminé sur la sole de première année, les hommes se sentent assez peu concernés par ce qui se passe sur leur champ qui incombe alors aux femmes car la chasse implique des absences longues. Il y a des campements de chasse sur le Govokpo et les chasseurs y restent parfois plusieurs semaines.

Il ne faut pas privilégier a priori le calendrier des activités agricoles par rapport aux autres.

Quelques repères concernant le calendrier des activités de cueillette permettent de mieux comprendre certaines défections dans le domaine agricole :

- novembre : Fin de la saison des pluies
- décembre : Coupe hautes herbes (paille pour toiture)
Collecte des tubercules (igname essentiellement)
- janvier : Début des feux ponctuels pour la chasse au fusil à l'affût.
(tâches de regain)
- février : Ramassage des larves de termites.
Début des grands feux.
Construction des barrages à gibier.
Début de la campagne de chasse sur le Govokpo notamment.
(jusqu'en juin-juillet).
Collecte des champignons par les femmes (jusqu'en avril).
- mars : Pêche par empoisonnement de la Bamba.
- avril : Récolte du miel sauvage et de ruche (jusqu'en août).
- mai/juin : Fabrication et installation des ruches.
Collecte des termites.
Les éléphants entrent dans les manguiers et sont abattus
(non pratiqué depuis quelques années).
- juillet : Chasse au collet aux abords du village et des champs
(jusqu'en octobre-novembre).
- août : Collecte des champignons, des chenilles, etc...

A part la collecte de certaines espèces de termites, ce calendrier est d'autant moins contraignant que les activités de collecte sont individuelles (la chasse l'est devenue). Les vraies contraintes sont celles des activités agricoles, en partie contournées grâce au manioc plus tolérant que le sorgho. Quant au coton, il est de plus en plus négligé au profit de la cueillette.

Les temps de travaux et d'activités étudiés par G. Meurillon (1981) à Yabeta sont apparus valables pour Pouyamba. Les changements intervenus dans ce village sont les mêmes qu'à Pouyamba. L'identité du genre de vie permet d'extrapoler les chiffres pour les comparer ensuite à ceux de M. Georges. Le seul problème est que l'échantillon de Yabeta est plus modeste (mais suivi sur 1 an) que celui de Pouyamba (suivi sur 10 mois). Par contre, les critères d'observation ont été les mêmes dans les deux cas. Quelques repères :

	Pouyamba 1958	Yabeta 1978
Temps de présence au village (%)	92,6	86,7
Temps de travail/jour (en heures)	6	5
Temps de travail/temps de présence (%)	25,7	24,1
Temps de travail agricole (%)	12,8	9,2

Activités individuelles (% du temps de présence au village) :

	Pouyamba 58		Yabeta 78	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Cultures produits comestibles	2,9	4,5	1,8	4,3
Coton et (ou) tabac	10,2	8,9	7,7	4,7
Chasse et pêche	3,4	1,4	4,5	1,7
	(de 3 à 10 % suivant les mois)			
Hygiène, visites, loisirs	12,0	10,3	10,6	22,0

Le défaut des chiffres de 1958 provient de l'absence d'enquête au moment où une grande partie de l'activité à Pouyamba est par évidence consacrée à la chasse. La fourchette proposée dans la colonne 1 (ligne 4) est celle estimée par M. Georges (b).

Si on considère que Yabeta représente une situation identique à Pouyamba, on constate :

- une baisse du temps de présence au village,
- une baisse de la quantité de travail (moyenne journalière),
- une baisse du temps de travail par rapport au temps de présence au village,
- une baisse du temps de travail agricole par rapport au temps de présence au village,
- la baisse du travail agricole concerne surtout les hommes pour les produits comestibles ; les hommes (et surtout) les femmes pour le coton.
- le temps de chasse est en hausse légère,
- le temps de loisirs est en hausse pour les femmes.

On peut rester plus en deçà des risques que présente une extrapolation des résultats de Yabeta à Pouyamba en disant que le temps de travail agricole a diminué au profit de l'absence du village, de la chasse et des loisirs.

Il n'est pas impossible (mais les auteurs n'en parlent pas) qu'une partie de l'absence soit due à la "cueillette" en rapport avec le rôle croissant de la chasse au fusil. Aujourd'hui à Pouyamba, être absent du village signifie souvent, pour certains, être en campagne de chasse.

L'absence de mesure concernant les temps de travaux à Pouyamba même n'empêche pas de faire quelques remarques qualitatives :

- le temps d'absence du village est important. Il est couramment de plusieurs semaines, voire plusieurs mois par an. Les raisons d'absence sont difficiles à connaître. Dans l'ensemble on quitte le village pour rendre visite à sa famille ou s'y "réfugier" quelques temps (cas des femmes mariées), pour assister à des funérailles, etc... Mais il est certain que pour 4 ou 5 hommes adultes, les longues absences de saison sèche sont liées à la chasse.

- les jeunes hommes travaillent peu et sont fréquemment absents, attirés semble-t-il par des visites à la famille à Grimari. S'ils ont été scolarisés (à Grimari), ils ont été coupés de l'apprentissage de la vie dacpa réelle. Ils ne "cueillent" pas et ne savent pas chasser. En brousse, ils ne sont rien et sont perçus au village et en ville comme "chômeurs", ce qui est un malentendu culturel car ils assurent une production agricole comme les autres...

- le temps de travail consacré à l'agriculture est modeste ici aussi et très variable suivant les saisons avec deux "pointes" en juin-juillet (essartage) et novembre-décembre (récoltes).

- M. Georges (a) et G. Meurillon (1981) parlent de "goulot d'étranglement" en début de saison des pluies compte tenu des impératifs de l'essartage et de l'arrachage des pieds de cotonniers sur la future sole de cultures mélangées. C'est un point de vue discutable : le temps de travail réel ne dépasse pas 5-6 heures par jour compte tenu des absences. Il est des impératifs sociologiques et affectifs (funérailles par exemple) qui priment sur l'impératif de production. De plus, si ce "goulot d'étranglement" était réel, il ne serait imputable qu'à la culture du coton historiquement subie par les Dacpas en l'occurrence.

- la chasse, qui fournit une très grosse part de la production, est vécue comme un art et une passion ou plus simplement, l'état normal de l'homme digne de ce nom. Etre à la chasse n'est peut-être pas vécu comme étant au travail. Comment mesurer le "travail" d'un homme qui disparaît 2 mois dans un lieu inconnu du Govokpo où se trouve son campement de chasse ?

- l'essartage d'une corde de coton (5.000 m²) sert aussi aux autres cultures. Mais à production de comestibles égale, on défricherait moins sans le coton et on n'en nourrirait que mieux sa famille. Or on mange à sa faim à Pouyamba. On défricherait donc moins et on travaillerait moins : 1 heure à 1 heure et demie par jour d'activité agricole suffirait.

Inversement, on peut envisager, mais c'est pure fiction, une évolution du mode de production qui impliquerait plus de temps de travail. Cela ne limiterait pas obligatoirement les tâches actuelles. Il n'y a d'ailleurs aucune insinuation ni suggestion dans ces remarques : les Dacpas ne nous ayant pas demandé d'avis il ne convient pas d'en donner.

6. Représentativité de Pouyamba quant au genre de vie.

L'étude réalisée dans 4 autres villages dacpas à la fin des années 70 par G. Meurillon (1981), permet de vérifier la représentativité de nos constatations à Pouyamba concernant la gestion du terroir et les cultures. Les 4 villages étudiés sont Bakoumba et Igoua sur la route des Mbrés et Yabeta et N'djangala.

Les 4 villages ont le même système agricole basé, comme à Pouyamba, sur l'essartage itinérant (l'auteur écrit : "Dans ce système de culture itinérante, il n'y a pas de gestion des surfaces cultivables par le paysan"). Cinquante ares sont défrichés chaque année. Le coton est en tête de rotation "très rapidement bordé par des pieds de manioc".

Les productions "vivrières" de deuxième année sont les suivantes :

- arachide/maïs/bouturage du manioc. Parfois le pois de terre remplace l'arachide.
- courge/maïs/bouturage du manioc. Les deux mélanges sont représentés en parts égales sur le même champ.

Les soles de deuxième année sont flanquées de quelques petites parcelles cultivées par les femmes : patate douce, haricot.

Le manioc se développe en deuxième année et s'épanouit pour être récolté en troisième.

Les jardins de case sont rares, toujours petits : légumes, condiments.

Il n'y a pas d'opérations culturales en troisième année.

Toutes les surfaces mises en coton la première année ne sont pas obligatoirement rentabilisées en deuxième année. Cela semble très variable et constitue une nuance par rapport à la situation de Pouyamba.

La seule différence est la persistance des cultures de bas-fond effectuée de façon plus ou moins longue au dépend de la forêt-galerie. Les superficies sont extrêmement modestes mais "qualitativement importantes" : maïs précoce, riz, tabac. Le tabac est cultivé à des fins commerciales. Nous n'avons pu vérifier si le fait était toujours d'actualité. Si oui, ce serait la seule différence avec Pouyamba qui fournit un modèle apparemment représentatif du pays dacpa à l'exception, peut-être, des villages du grand axe Sibut/Bambari où G. Gouet (1960) avait déjà noté, en 1958, des différences à Madomalé par rapport à Pouyamba (meilleurs rendements cotonniers, plus grande monétarisation de l'économie, etc).

Le diagnostic d'ensemble, fait avec regret semble-t-il, (c'est "Coton et fibres tropicales" qui publie...) est tout à fait valable pour Pouyamba. Après avoir constaté que l'élevage est plus "destructeur" que "productif" (ce qui est un peu exagéré) l'auteur confirme l'identification d'un genre de vie de chasseurs-cueilleurs tout à fait classique (en sursis comme il se doit) :

"Les productions végétales sont mieux organisées, même si l'analyse des temps de travaux et des rendements nous le fait plutôt qualifier de cueillettes organisées. L'organisation sociale et le temps dévolu à la chasse, activité moyenne qui marque la vie du Dacpa (...) montrent que nous avons affaire à une société de chasseurs, au moins initialement. A l'appui de cette constatation, il faut noter la grande importance que toutes les activités de cueillette en brousse (champignons, fruits, racines, tubercules...) prennent dans la fourniture de la ration alimentaire" (Meurillon, 1981).

Cela devra être apprécié dans une perspective historique.

7. Mode de production : bilan de l'année 1987 (dont la récolte de coton de 1986)

A part la production de coton (dont on connaît aisément le poids et la valeur) toutes les récoltes (agricoles ou de cueillette) sont transportées, évaluées ou vendues en "cuvettes". L'enquête a porté sur des volumes convertis ensuite en poids. Les valeurs ont été calculées à partir du volume comme le veut le marché local.

La production de termites a été estimée en "assiettes". Celle de gibier déjà présentée, à la tête, puis en poids.

La valeur monétaire de l'ensemble a été estimée, le prix de référence étant celui pratiqué à Pouyamba. La part de la production vendue a été calculée de la même façon. On a ensuite essayé de ventiler les dépenses par grands postes pour établir un solde de l'économie du village sur un an. Ce n'est pas une approche "monétariste". Au contraire, face à de tels modes de production, l'habitude est d'en mesurer la masse monétaire (faible) et de conclure à une économie de pauvreté (ou "d'auto-subsistance"), négligeant la production consommée, offerte ou troquée que nous avons essayé d'estimer.

a) La production

Nous avons voulu rétablir l'ordre des choses en faisant le contraire, en estimant en équivalent monétaire toute la production, y compris la part non vendue. Toutes les valeurs sont données en francs CFA (1 franc CFA = 0,2 francs français)

Il s'est d'ailleurs avéré qu'une partie importante de cette production, considérée habituellement et a priori comme hors des circuits de commercialisation, l'était bel et bien et représentait des sommes considérables (viande de chasse et manioc notamment). Il ne s'agit pas, pour l'instant de faire un bilan des revenus monétaires annuels du village mais de comparer en valeur les différents postes de production. Les flux monétaires seront évalués plus loin.

Production agricole, poids et valeur départ Pouyamba (en tonnes et francs) :

Coton (1986)	5,62	555.000	11,8	%	(1° et 2° choix)
Manioc	40,00	2.255.000	47,9		(roui et séché)
Maïs	5,91	616.000	13,1		(en épis séchés non nettoyés)
Arachide	3,56	412.000	8,7		(coques)
Courges	2,77	542.000	11,5		(amendes)
Sésame	0,142	13.000	0,3		(décortiqué)
Riz	0,05	4.000	0,1		(paddy)
Patate douce	0,23	11.000	0,2		
Pois de terre	0,02	4.000	0,1		
Café	0,09	22.000	0,5		(séché)
Agrumes	5,40	135.000	2,0		(récolte très sous-exploitée)
Bananes	2,50	138.000	2,9		
		4.707.000	100		

Les mangues et les goyaves sont considérées comme des fruits sauvages.

Production de l'élevage (vendue, consommée ou offerte) :

Poulets :	168	179.000 F.
Chèvres :	64	250.000 F.
		429.000 F.

Production de miel de ruche : 205 kg soit : 72.000 F.

Production de petite cueillette (chenilles, termites, miel sauvage, igname sauvage, etc...) : 170.000 F. (dont poisson).

La valeur de cette production est difficile à évaluer car elle est en fait hors marché. On collecte au gré des besoins personnels sans intention de vente.

Production de viande de chasse fraîche (en kg).

Potamogales	49
Lièvres	119
Ecureuils	85
Rats et aulaudes	1192
Porcs-épics et atherures	677
Pangolins	1296
Singes	1990
Civettes, genettes et mandinies	684
Mangoustes	265
Chats et léopards	195
Oryctéropes	390
Phacochères et potamochères	5640
Buffles	1200
Elans de Derby	720
Autres antilopes	12174
	26676

Soit un total de viande nettoyée de 28 tonnes si on inclut la petite chasse effectuée par les femmes et les enfants et qui ne peut pas être répertoriée par le type d'enquête utilisé.

Ce chiffre apparaît comme un minimum : l'erreur va toujours dans le sens de l'oubli volontaire ou non. La majeure partie du "tableau" relève de braconnage et des omissions sont probables surtout pour l'éléphant. Or un ou deux abattages représentent 6 à 8 tonnes de viande. Le poids des défenses est devenu dérisoire et c'est la viande qui compte aujourd'hui. Cependant, il n'y a pas eu d'éléphant tué à Pouyamba en 1987.

Ce tonnage représente une valeur "viande fraîche" de 8.400.000 F. environ.

La production primaire sur l'année 87 peut ainsi être estimée en équivalent monétaire à 13.800.000 F. (chiffres arrondis) :

- 406.000 par foyer
- 170.000 par actif
- 119.000 par habitant

La ventilation de cette richesse par sexe n'a pas grand sens si on cherche à mettre en évidence la capacité de production de chacun. Car les hommes interviennent sur les champs des femmes lors de l'essartage alors que celles-ci prennent en main la récolte des champs de manioc (notamment) des hommes et le rouissage. Cependant chacun "maîtrise" sa récolte. Une telle ventilation a donc une signification sociologique.

Produits	Poids (kg)	Hommes		Poids (kg)	Femmes	
		Valeur	% Valeur		Valeur	% valeur
Coton (récolte 86)	3.668	320.110	3,2	1957	194.985	8,0
Manioc	21.868	1.254.000	11,1	18.144	1.001.000	40,9
Maïs	3.602	376.750	3,3	2.308	239.250	9,8
Arachide	2.410	279.000	2,5	1.157	133.500	5,4
Courges (amendes)	1.667	326.250	2,8	1.104	216.000	8,8
Sésame	0	0	-	142	13.000	0,5
Riz	0	0	6	50	4.000	0,2
Patate douce	0	0	-	235	10.150	0,4
Pois de terre	0	0	-	24	3.700	0,2
Café	90	2.250	0,2	0	0	0
Gibier	27.300	8.190.000	72,4	660	198.000	8,1
Agrumes	2.700	67.500	0,6	2.700	675.000	2,8
Bananes	1.250	69.000	0,7	1.250	69.000	2,8
Miel de ruche	205	71.750	0,6	0	0	0
Produits de cueillette et poisson	?	85.000	0,7	?	85.000	3,5
Chèvres et volailles	400	210.000	1,9	400	210.000	8,6
Totaux		11.311.860	100		2.445.085	100

Les 5 derniers postes ont été arbitrairement répartis en parts égales entre hommes et femmes, à cause de la difficulté de connaître exactement la situation (cueillette par exemple) ou de l'indivision de la production (volaille, chèvres, bananiers de jardins ou cueillette collective).

C'est la chasse qui fait la différence mais celle-ci reste nette même si on ne tient pas compte du gibier : 41 % de la richesse comptabilisée est créée par les femmes (gibier exclu). Les proportions sont de 18 et 82 % toutes productions confondues. Cela reste formel et discutable. Formel car les femmes assurent la totalité de la préparation du manioc par exemple. Discutable car les proportions varient beaucoup si on modifie (le lecteur est libre de le faire) le taux de rendement-viande choisi (60 %).

On n'a pas préjugé des travaux ménagers et du ramassage du bois mort par les femmes, tâches "équilibrées" à la construction des cases et leur entretien qui incombe à l'homme. Mais il ne s'agit plus là de production primaire.

Dans les deux cas, le coton représente peu de chose. L'affaire des femmes est d'abord le manioc, le maïs et les courges. Celle des hommes est la viande. Le reste est très accessoire. 72 % de la richesse produite par eux provient de la grande faune. C'est d'autant plus remarquable que tous ne se disent pas "chasseur". Rares sont ceux qui ne récoltent aucun gibier et le problème d'un seuil s'est posé. Les effectifs étant trop faibles pour utiliser une démarche statistique, on a choisi un seuil de 330 kg de viande de gibier fraîche produite dans l'année, la mesure étant effectuée au niveau du foyer (hommes et femmes).

Sur les 18 chefs de foyers non-chasseurs, 2 ont produit 250 et 300 kg de viande mais la chasse ne fait pas partie de leur activité normale. Les 16 autres ne consomment que des résultats de petits piégeages par les enfants ou la récolte des rats après le feu par les femmes. La production des chasseurs se répartit ainsi :

Production de viande fraîche	Nb de foyers
330 à 500 kg	1
500 à 1000	2
1000 à 1.500	5
1.500 à 2.000	1
(2.000 à 3.000)	0
3.000 à 3.500	1
3.500 à 4.000	1
(4.000 à 4.500)	0
4.500 à 5.000	1
5.000 et plus	<u>2</u>
	14

Si on estime à 500 kg de viande par an la consommation d'un foyer moyen (1.200 gr/jour), on remarque que :

- 1 nourrit sa famille sans plus
- 13 gagnent de l'argent avec la chasse
- 2 font "fortune". Il est d'ailleurs douteux que ces deux-là chassent uniquement pour leur propre compte.

Il est apparu intéressant de comparer les foyers de chasseurs aux autres à partir de quelques moyennes établies sur l'année 1987 :

	Chasseurs	Non chasseurs
Nb de personnes	3,56	3,05
Nb d'actifs	2,43	2,16
Surface cultivée (3 soles) par foyer	11.115 m ²	16.049 m ²
Surface cultivée par actif	7.021 m ²	7.407 m ²
Surface cultivée en coton par foyer	5.176 m ²	4.963 m ²
Surface coton par actif	2.123 m ²	2.290 m ²
Poids de coton par foyer	166 kg	162 kg
Poids de coton par foyer produit par les hommes	122 kg	95 kg
Idem par les femmes	47 kg	67 kg
Poids de coton par actif	69,3 kg	74,7 kg

Dépenses engrais et insecticide par foyer	5.800 F.	9.716 F.
Dépenses consommation d'alcool	24.553 F.	7.888 F.
Idem de tabac	13.978 F.	4.680 F.
Age du chef de foyer (homme)	44,8 (40,3 si on inclut les 3 fils adultes d'un des chefs de foyer)	58,0

Que la chasse soit plutôt le fait des hommes dans la force de l'âge ne surprend pas. De même, la disponibilité du chasseur, nécessaire sur la longue période désormais, implique des effectifs actifs suffisants dans le foyer : présence d'un fils adulte célibataire ou d'une mère (veuve revenue au village vivre chez son fils par exemple).

Une force de travail plus grande fait que les foyers de chasseurs cultivent plus que les autres en valeur absolue. Inversement l'absentéisme pour cause de chasse explique que les actifs des foyers de chasseurs cultivent relativement moins (mais mieux, au demeurant, car la production est relativement plus importante). Le coton présente moins d'attrait pour les foyers de chasseurs, les femmes notamment.

Les différences importantes entre les deux catégories concernant les investissements agricoles (engrais-insecticides) et les dépenses "de plaisirs" seront commentées à la suite de données plus complètes.

Ce tableau, malgré la raideur des chiffres correspond aux impressions ressenties au village : la jeunesse, l'initiative, le goût de la vie en brousse, la chasse et le plaisir d'un côté ; la vieillesse, la continuité, la vie au village de l'autre. Reste en commun le goût de la viande et de la fête. Quant à l'attrait de la grande brousse pour les chasseurs, il n'est pas incompatible avec celui de la ville où le chasseur fort de gros gains se trouve valorisé.

Remarque : on raisonne ici à partir d'une production de viande de chasse fraîche. C'est une convention. Au plan économique, il faudrait tenir compte du fait qu'une part (inconnue, là est le problème...) de la viande est transportée et vendue boucanée, à prix à peu près constant mais avec perte de poids. En effet, l'éloignement de Pouyamba par rapport à la ville et à la grande route (où s'achète la viande pour Sibut et Bangui) et l'éloignement des zones de chasse impose le boucanage. Une perte de poids moyenne de 1/3 est facile à estimer mais pas celle de la part boucanée... Notre information, débouche là sur l'inconnu. Dans la partie consacrée à l'évolution du bilan économique annuel, nous raisonnerons en termes de viande boucanée. Ce sera une autre convention que l'on ne sera pas obligé d'admettre...

La production secondaire est modeste et peu commercialisée. Elle fournit essentiellement du petit matériel de cueillette et de confort (paniers, nattes). On peut l'évaluer dans le même esprit que celui qui a permis d'évaluer la production primaire, à 200.000 francs. La matière première est entièrement tirée de l'environnement végétal immédiat.

Neuf foyers sur 34 font régulièrement de l'alcool à tour de rôle, à partir du manioc (3,35 % de la production y est consacré) et du maïs (10,7 %). Il est consommé sur place.

b) Les recettes

Il est apparu nécessaire de séparer les recettes réalisées hors du village des autres. Les transactions de foyers à foyers sont plus modestes que celles réalisées avec la "route", donc la ville. Elles ont une fonction différente. En évitant de les confondre au niveau du foyer, on se ménagerait la possibilité de vérifier l'hypothèse selon laquelle les

transactions intra-villageoises n'ont qu'une simple fonction de redistribution de la monnaie ; le seul bilan économique pertinent étant celui du village dans ses rapports avec la ville.

Ventes hors du village par produit (1987) (en francs) (1 franc CFA = 0,2 francs français) :

Manioc (555 cuvettes)	550.000	francs CFA	
Maïs	220.000		
Arachide	206.000		
Courge	217.000		
Coton	550.000		
		Total partiel : 1.743.000	soit 33,0 %
Agrumes	67.500		
Bananes	69.250		
		Total partiel : 136.750	soit 2,6 %
Poulets	48.000		
Chèvres	139.000		
Miel de ruches	50.000		
		Total partiel : 237.000	soit 4,5 %
Gibier (viande boucanée)	3.015.000		
Autres produits de cueillette (miel, termites séchées, etc...)	70.000		
		Total partiel : 3.085.000	soit 58,4 %
Biens fabriqués	80.000		soit 1,5 %
	5.281.750		
Soit	155.000	par foyer	
	65.000	par actif	
	46.000	par personne	

Les gains provenant du manioc vendu à Grimari pour le marché local ou Bangui, sont aussi élevés que le coton qui ne représente que 10,4 % des gains (année de récolte bonne pour le coton).

Ces chiffres sont sans commune mesure avec ceux obtenus par G. Meurillon (1981) à Yabeta :

"La quasi totalité de la production vivrière est auto-consommée au niveau du ménage. Seule l'arachide fait exception, un circuit de commercialisation ayant été organisé (...).

Tabac et coton sont donc les seules sources de revenus assurés. La FCAT et l'UCCA en organisent le ramassage à prix garantis (...).

Le total (...) des dépenses s'est élevé à 80.980 francs, soit environ 3.700 par personnes ; celui des recettes à 172.380 francs, soit 7.800 par personne (...).

Quant aux recettes, elles proviennent à 44,4 % des ventes de coton et tabac et à 27,5 % du petit commerce (boissons et revente de cigarettes), la culture vivrière n'arrive que loin derrière avec 12,8 %".

Ces chiffres inspirent un certain scepticisme : présentant des recettes doubles des dépenses, l'auteur conclut : "Et il n'est évidemment pas question de parler d'épargne". En réalité, l'enquête a porté sur 6 mois seulement. Peut-être les dépenses sont-elles plus importantes pendant la période non enquêtée (mars à août) mais rien ne le laisse supposer car le pays dacpa ne connaît pas de problème de soudure.

L'absence de commercialisation d'une partie de la récolte de manioc, maïs et courge est surprenante et l'explication par l'éloignement du village par rapport à Grimari ne tient pas (une vingtaine de kilomètre !). Ou alors, qui nourrit les gens de Grimari (et de Bangui) ? Nous avons personnellement compté 45 passages/jour (en saison sèche) de bicyclettes à Pouyamba allant à Grimari (33 km) et venant parfois de plusieurs dizaines de kilomètres, chargées des produits les plus divers, sans parler des "occasions" automobiles et le ramassage par les commerçants (de Bangui pour les agrumes par exemple). A 30 kg la charge de bicyclette moyenne, cela représente un tonnage énorme.

c) Les dépenses

En 1958, M. Georges (a), à partir d'une analyse partielle, donne la structure de dépenses suivante :

Impôts	46,7
Dots	2,4
Cadeaux	8,4
Vêtements	21,5
Nourriture et denrées	6,2
Matériel	6,8
Voyage-commerce (?)	3,7
	100 %

G. Meurillon (1981) à Yabeta, à la suite d'une comptabilité également partielle note que les principaux postes de dépenses se répartissent ainsi :

Habillement	36,8
Entretien	34,5
Impôts	16,2
Divers	12,5
	100 %

Une approche récapitulative et exhaustive sur l'année effectuée suivant le même principe que celle utilisée pour l'étude des recettes donne des résultats bien différents. Il ne paraît pas indispensable d'en défendre à tout prix la précision mais la structure paraît présenter une fiabilité acceptable (année 1987). Il s'agit des dépenses effectuées vers l'extérieur du village (vers la ville essentiellement : Grimari et Bangui).

Munitions	237.600 F.	
Outillage agricole et cueillette	93.600	
Engrais	102.400	
Insecticide	82.750	
		Total investissement 516.350 soit 16,2 %
Denrées issues de l'agriculture	144.000	

Denrées issues de la cueillette	3.000		
Viande (fraîche en général)	85.750		
		Total nourriture	232.750 soit 7,3 %
Boisson	293.150		
Vêtements (fripes uniquement)	608.400		
Confort et loisirs (sels, pétrole, allumettes, savon, sucre,...)	946.205		
Transports	65.000		
Tabac et cigarettes	293.500		
		Total confort et loisirs	2.206.244 soit 69,0 %
Dots	40.000		soit 1,3 %
Divers et indéterminés (dont impôts)	199.500		soit 6,2 %
	3.194.855		
Soit 94.000 par foyer			
39.000 par actif			
28.000 par personne			

La part de l'impôt est dérisoire (pas plus de 2 ou 3 %), sans commune mesure avec les chiffres de 1958 à Pouyamba ni même ceux de 1978 à Yabeta. Celle des dots également.

d) Flux économiques internes

Les flux économiques internes au village sont soit des "cadeaux" soit des tractations monétarisées. Ces dernières concernent essentiellement les denrées agricoles, la viande et l'alcool (argué) :

Le premier flux va des foyers établis aux "marginiaux", nouveaux venus, jeunes, instables. Il représente 29 % des dépenses pour la nourriture (57.600 francs).

Le deuxième va des foyers de chasseurs au non chasseurs. Il est de 90.500 francs et représente 51 % des achats de viande.

Le dernier flux correspond à une rotation d'une partie de la masse monétaire dans le village puisque les familles fabriquent et vendent l'argué à tour de rôle. Les recettes totales déclarées s'élèvent à 353.000 francs. Dix foyers ne font jamais d'alcool mais 12 en font à tour de rôle pratiquement sans interruption. Les autres en font irrégulièrement.

Ces transferts (recettes et dépenses) dans le village s'élèvent à un peu plus de 500.000 francs. Nous essayerons d'en interpréter la fonction sans plus de précisions car la méthode d'enquête ne permettait pas une analyse fine des processus de redistribution de la richesse.

*
* *

Peut-on établir un bilan économique annuel ? La phase la plus délicate du raisonnement est sans conteste l'estimation de la part de viande de chasse vendue. En supposant la bonne volonté des enquêtés entièrement acquise, il était impossible de ventiler le tableau de chasse en animaux vendus ou mangés car la plupart du moyen et gros gibier est découpé et très souvent boucané, dans des proportions variables. On s'est basé sur une estimation empirique de la consommation quotidienne de viande puis on a considéré que la partie vendue était égale au poids tué, nettoyé (viande brute moins 40 % et boucané moins 33 %). Le prix de la viande a été estimé globalement à 300 F. le kilo (viande fraîche pour l'autoconsommation au village, viande boucanée pour la vente à l'extérieur). Les transactions internes au village ont été comptabilisées directement en valeur à partir du poste d'enquête "dépenses viande". Il s'agit essentiellement de viande fraîche.

Cela est approximatif mais on peut refaire ces estimations puisque nous livrons la totalité des données. Il fallait franchir le pas : continuer à nier la réalité sous prétexte qu'elle est difficile à mesurer était finalement un risque scientifique plus grand que celui qui a été pris.

Ainsi admise, l'analyse du bilan villageois annuel présente un excédent de 2.100.000 francs. C'est une somme importante. Elle représente la valeur du manioc consommé à Pouyamba en 1 an. Or, tout le monde est bien d'accord : il n'y a ni épargne ni investissement, pas plus à Pouyamba que dans les villages voisins. M. Georges le soulignait (a) en 1958 et G. Meurillon le confirme (1981) et nous souscrivons parce que c'est l'évidence. Que les chiffres soient partiels (1958 et 1981) ou très approximatifs (1988), la vie au village -où rien ne peut être caché dans ce domaine- montre qu'il n'y a ni épargne ni investissement ni augmentation des biens de consommation et de confort. Au contraire, le mobilier recensé par M. Georges n'existe plus et n'a pas été remplacé.

Quant à la dot, elle se maintient sagement à 30.000 F. dont 20.000 environ en espèces. Elle induit, de toute façon, des flux réciproques.

Il est certain que le solde économique annuel villageois est nul. Où va donc l'argent ? L'homogénéité des situations rend tout à fait improbable qu'il aille dans d'autres villages sous forme de dots, par exemple, à la faveur de termes de l'échange inégaux. Par ailleurs, il n'y a pas d'activité commerciale justifiant la "sortie" d'une pareille somme. Ce flux est forcément orienté vers "la ville", donc vers le secteur étatique puisque c'est lui qui a généré l'urbanisation.

On peut faire trois hypothèses. Cet argent est soit :

- 1) investi en ville, par exemple par l'intermédiaire de parents qui y sont déjà.
- 2) dilapidé dans les plaisirs
- 3) versé à des commanditaires

La ville ne produisant pas, un investissement ne pourrait s'y faire que dans le petit commerce ou l'immobilier de location. Ce marché est accessible (habitat urbain en terre) même avec quelques centaines de milliers de francs. Mais il ne semble pas que les gens de Pouyamba aient fait un tel choix.

Les deux dernières hypothèses semblent plus solides et pas forcément incompatibles car si nous avons signalé l'absence d'épargne et d'investissement par les villageois, le passage de la chasse collective au filet à celle, plus individuelle, aux armes à feu s'est fait grâce à un capital venu de la ville. Il est probable que les 2 ou 3 plus gros chasseurs du village jouent les porte-fusils. Dans ce cas les gains de la moitié de leur tableau sont réservés aux propriétaires des armes, également fournisseurs de munitions...

Si les hypothèses 2 et 3 étaient vérifiées, on pourrait conclure à un solde économique annuel voisin de zéro qui paraîtrait logique. Compte tenu des budgets annuels des principaux foyers de chasseurs. Ainsi, la comparaison de Pouyamba de 1958 et de 1988 met en évidence un quadruple paradoxe du point de vue formaliste .

- refus du "développement" : échec des projets "doux" (culture mécanisée, pisciculture, plantations d'agrumes et de caféiers) ; semi-échec du projet "dur" (culture obligatoire du coton).

- mise en oeuvre d'une stratégie face à l'ingérence extérieure, économiquement efficace par des moyens (la cueillette) idéologiquement condamnés par le "développement" et le pouvoir qui le sous-tend.

- rejet de la masse monétaire dégagée par la nouvelle orientation économique, masse d'autant plus importante qu'elle est bien adaptée à la demande du marché (urbain).

- maintien rigoureux de l'égalitarisme libertaire malgré l'émergence de cellules de production nettement plus performantes que d'autres.

Ces conclusions résumant une observation sur 30 ans fourniront les bases d'une interrogation plus globale de l'altérité dacpa. Promettons-nous dès à présent de ne pas prendre les mythes productivistes pour la raison économique et la rationalité dacpa pour une idéologie obsolète égarée au 20^e siècle.

V. LA REPRODUCTION DU GENRE DE VIE DACPA DANS SON CONTEXTE ETATIQUE

L'existence de sociétés étatisées sur certaines périphéries de l'espace franc est a priori un fait conjoncturel. Les décrire ne signifie pas que l'existence des sociétés libertaires est liée à la présence des premières, sinon à titre d'hypothèse. Cependant, il est évident que les Etats ont eu une action constante sur la vie des populations de l'espace franc. Leur comportement ne peut être compris sans une connaissance même sommaire du rôle des Etats qui, du Ouadaï à l'Empire centrafricain, ont "sollicité" les peuples bandas. Cette sollicitation a souvent pris la forme d'un génocide et les démonstrations les plus faciles sont impossibles lorsqu'il ne reste qu'un nom pour désigner un peuple.

La comparaison des situations du village de Pouyamba en 1958 et 1988 conduit à un constat de stabilité structurelle. Inertie ou résistance ? Une confirmation de cette stabilité s'impose avant de formuler des hypothèses.

Plusieurs observateurs ont constaté cette stabilité dans et hors du pays dacpa. Qu'elle inspire du respect ou du dépit, elle est abondamment commentée dans la littérature consacrée au "développement". Prenons, à titre d'exemple, deux publications consacrées récemment au "non-développement" des savanes de l'Oubangui :

"Cela montre que, s'il est possible de faire produire toute une population de façon relativement homogène, il est utopique d'en attendre des résultats durables. Comme en Europe, le développement doit venir de la frange de paysans les plus doués, les plus courageux et les plus chanceux qui deviendront de vrais cultivateurs installés sur des exploitations assez importantes pour supporter les charges techniques modernes. En RCA, cela signifie que la minorité de paysans d'élite ne pourra sortir de la précarité qu'en devenant l'employeur de la majorité. (...) c'est donc à l'abri d'un large parapluie de financements extérieurs que l'on pourra maintenir un niveau technique suffisant..." (Cantournet, 1988).

C'est parce que la population (Gbaya et Banda, essentiellement) refuserait depuis les années 30 l'émergence d'une classe de "koulaks" qu'elle ne se "développerait" pas. Le "parapluie" de capitaux serait alors indispensable pour créer un mouvement inégalitaire qui rendrait le processus de "développement" irréversible...

Une deuxième analyse plus subtile bien que plus timorée semble confirmer le premier diagnostic :

"Le phénomène inexplicable reste en définitive la médiocrité persistante de la culture (du coton) quand celle-ci n'est pas encadrée à grands frais par un organisme officiel. Devant l'incapacité des facteurs extérieurs à fournir une explication globale, les résistances profondes ne peuvent être attribuées qu'à l'organisation elle-même de la société." (Piermay, 1981).

La "société", ce sont des hommes qui pensent et agissent. La langue de bois propre à ce type de littérature évite d'avoir à préciser si les hommes subissent l'organisation sociale ou la gèrent après l'avoir acceptée de leurs parents quitte à l'adapter... Là est pourtant la vraie question mais peu importe pour l'instant. Les opinions concordent : impuissance ou volonté, le mode de production et le genre de vie qu'il implique restent stables et pas seulement en pays dacpa. La question est alors celle des motivations face à des sollicitations extérieures qui ne concernent pas que la force de travail. N'avons-nous pas constaté entre 1958 et 1988 à Pouyamba des comportements "ouvrant" l'économie plus sûrement que le coton et rapportant plus

d'argent que lui ? Et cela sans créer ou sans s'appuyer sur l'inégalité tout en respectant le genre de vie dacpa ?

I. Confirmation de la stabilité structurelle : le genre de vie au début du siècle.

Admettons qu'une observation d'une trentaine d'années soit insuffisante pour apprécier correctement l'évolution du genre de vie d'une communauté villageoise et tentons une observation diachroniquement plus ample, bien qu'il soit difficile de disposer de sources antérieures au milieu du 19^e siècle.

Les témoignages des premiers explorateurs européens (fin du 19^e siècle) sont partiels mais fournissent des indices qui permettent des déductions intéressantes. Les souvenirs du R.P. Tisserant sont plus complets mais plus tardifs. Ils proviennent de l'ensemble des savanes de l'Oubangui et sont souvent peu précis mais la plupart concernent le territoire banda que le Révérend a parcouru au cours du premier quart du vingtième siècle.

Il s'agit d'utiliser les sources les plus anciennes possibles et non de se référer par principe à une situation "pré-coloniale". On procède souvent ainsi mais c'est une facilité dangereuse qui induit l'idée d'une situation stable (traditionnelle !) perturbée par une "acculturation" soudaine : la colonisation européenne des savanes de l'Oubangui ne fut ni la seule ni la première. Les impérialismes intervenant depuis plusieurs siècles créaient une violence qui ne préjugait d'ailleurs pas de tensions internes et d'une histoire spécifique aux sociétés bandas. Les Bandas eux-mêmes viennent d'ailleurs (eux ou une partie d'entre eux) apportant et proposant un idéal reconnu par ceux qu'on appelle aujourd'hui les Bandas... On peut rêver d'un état social normal et tranquille mais en réalité, une situation violente n'est pas obligatoirement anormale. Comme toute société, les peuples bandas sont des entités émergentes dans un monde lui-même émergent.

Considérons à nouveau trois aspects de la civilisation banda déjà analysés en 1958 et 1988 : la nature de l'espace, l'organisation politique et la production.

a) L'espace franc

La disponibilité du sol et des ressources semble être une donnée constante dans l'histoire banda connue. Déjà notée en 1958 et 1988, elle était signalée par le Lieutenant Gillier dans les années dix (1913) :

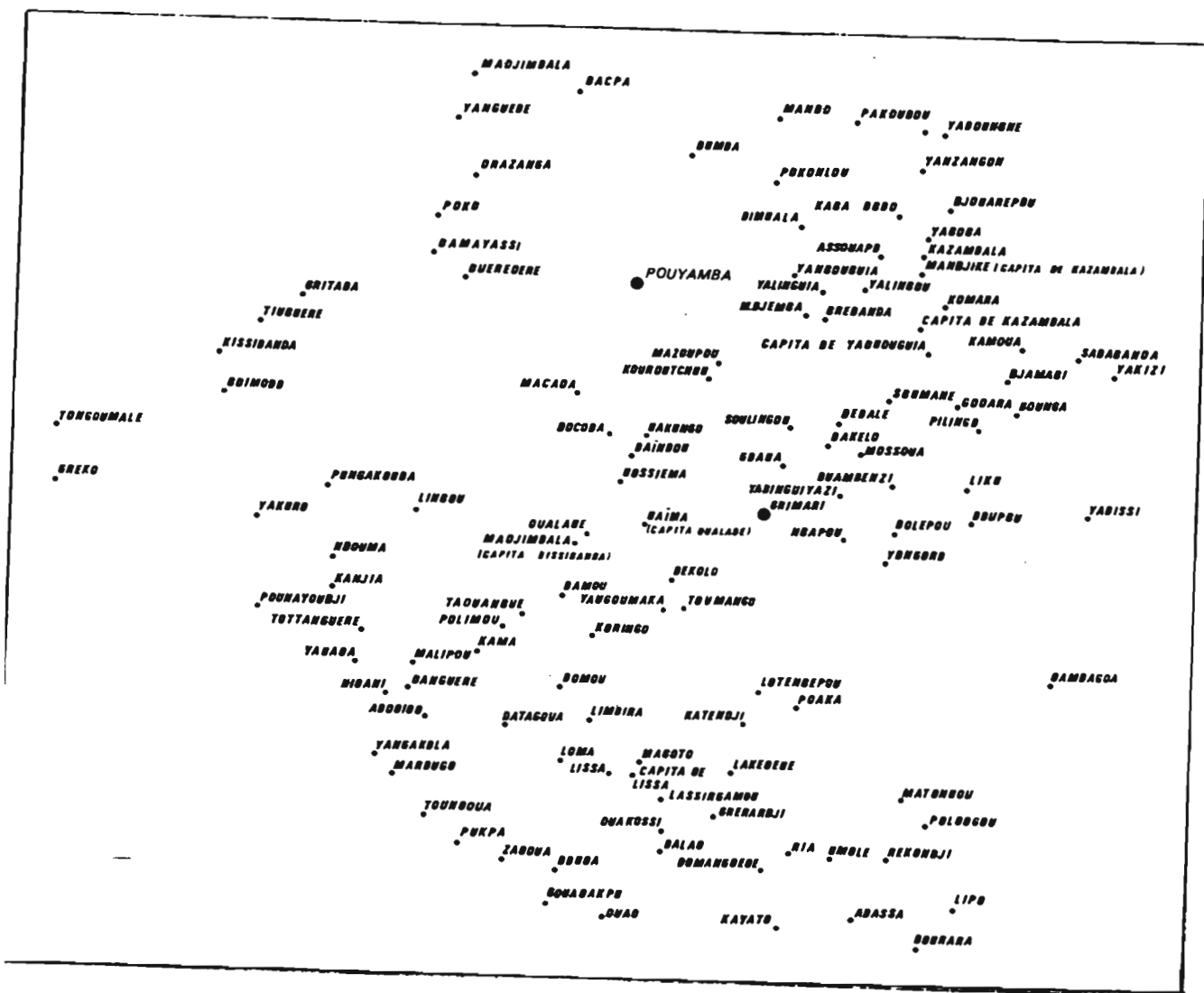
"(...) la propriété du sol n'existe pas, pas plus pour la collectivité que pour l'individu.

Les tribus ayant jusqu'à présent constamment changé d'habitat, au hasard des guerres intestines ou des razzias, ne sont pas encore fixées au sol d'une façon définitive, et ne considèrent pas les régions qu'elles occupent actuellement comme leur propriété exclusive".

Cet auteur précise (p. 352) que le choix du terrain à défricher est personnel. Cette absence d'appropriation foncière (donc cette disponibilité de la terre) sera confirmée par tous les auteurs dont le R.P. Daigre (1950) qui note que la notion de propriété privé existe cependant puisque les biens de confort et l'outillage sont détenus personnellement par les individus :

"Chez toutes (les populations de la savane oubanguienne) nous trouvons la propriété individuelle et familiale bien établie mais (...) l'objet en est très limité : (...) la case, quelques poulets et cabris, les instruments de travail, les armes, les pièges, les ustensiles ménagers (...). La terre en friche appartient le plus souvent au clan".

Figure 28 : Les villages nomades du district de Grimari (Pouyamba) au moment de leur soumission à Lalande (situation entre 1907 et 1910). D'après le recensement de Lalande retrouvé par J. Serre (cf. bibliographie) dans les archives de Grimari. Cette carte redessinée par nous peut comporter quelques erreurs, la graphie de Lalande n'étant pas toujours nette. Echelle : 33 km entre Pouyamba et Grimari.



Encore faudrait-il pouvoir l'emporter ! Cette "appropriation" par le clan impliquerait une sédentarité qui n'existe pas :

"Le village à proprement parler n'existe pas, il est formé de l'ensemble des groupements de famille (4, 6, 10 cases) espacés souvent de plusieurs kilomètres. Ces emplacements ne sont du reste ni fixés ni définitifs ; obligés il y a quelques années à fuir sans cesse devant les chasseurs d'esclaves, se déplaçant en outre tous les trois ou quatre ans pour trouver des terrains de cultures vierges, le Banda ne peut-être considéré comme définitivement fixé au sol". (Gillier, 1913).

Le seul droit détectable sur l'espace était très temporaire et, apparemment, perpétuellement contesté. Il concernait des emplacements de chasse au feu :

"Mais la grande chasse (...) c'est la chasse au feu. (...) chaque village possède son territoire de chasse particulier, ce dernier est en outre divisé en un certain nombre de lots répartis entre le chef et les principaux notables (...). On se dirige rapidement sur le territoire de chasse, éloigné quelquefois de plusieurs journées de marche (...).

La brousse étant divisée en un certain nombre de compartiments, par les marigots très nombreux (...) les incendies sont localisés dans chacun de ces compartiments. Le compartiment qui doit constituer la réserve étant choisi, on commence à brûler la brousse tout autour en débutant par les régions les plus éloignées, et en progressant petit à petit vers la réserve. Le gibier des régions incendiées fuit le feu et est repoussé autant que possible, vers le centre. La réserve se rétrécit ainsi de jour en jour et devient en même temps plus riche en gibier (...).

Si le village est assez important, il opère seul, sinon il a recours à l'aide des villages voisins. Au jour fixé la réserve est complètement entourée (...). Le feu est mis partout à la fois." (Gillier, 1913).

Ce lot de chasse est considéré par le Lieutenant Gillier comme une propriété :

"Le propriétaire du lot où a été tué l'éléphant aura droit à une pointe même s'il n'a pas chassé (...).

Ces questions de territoires de chasse, de partage du gibier journaliers, de palabres interminables entre les indigènes s'accusant mutuellement d'empiéter sur leurs territoires, d'incendier volontairement ou par mégarde des régions qui leurs étaient réservées (...)" (Gillier, 1913).

La chasse au feu était la seule activité économique qui impliquait une certaine coopération. Il n'est peut-être pas indifférent de constater qu'elle est aussi la seule à avoir suscité un (modeste et formel) droit personnel sur l'espace et les ressources.

b) L'anarchie

L'égalitarisme libertaire dacpa déduit de l'analyse de M. Georges et confirmé en 1988 avait frappé les premiers observateurs européens désarçonnés de trouver là, vécus, leurs propres mythes. La liberté, l'égalité et la fraternité clanique banda les impressionnaient d'autant mieux que l'existence de cette démocratie n'était visiblement pas due à une incapacité à étatiser la société puisqu'elle était elle-même, nous le verrons, "interpellée" par des Etats nés dans les régions d'origine des Bandas qui étaient "libertaires" en toute connaissance de cause.

"Le point saillant du caractère banda est l'amour de l'indépendance, poussé jusqu'à ses conséquences extrêmes. Ce besoin de liberté se manifeste, non seulement pour l'ensemble de la tribu, reculant devant les esclavagistes et préférant l'exil à la

servitude, mais encore chez le particulier qui n'hésite pas, s'il est en désaccord avec son chef (?), ou s'il croit avoir été lésé par lui, à abandonner le village, soit pour se joindre à un autre groupement, soit pour s'isoler loin de tous au milieu de la brousse." (Gillier, 1913).

A la même époque, le Capitaine Modat (1912) qui va décapiter le Dar el Kouti de Senoussi après l'avoir neutralisé, s'étonne de l'"ingratitude" des Bandas peu impressionnés par le verbe démocratique de leurs nouveaux maîtres ("libérer", "éduquer"..) :

"Ainsi, grâce à notre politique imprévoyante du début, Sénoussi a pu, suivant l'exemple de Ziber et de Rabah, créer de toutes pièces une puissance militaire et il nous tient désormais en échec ; ce sont nos fusils qui arment ses troupes (...) et celles-ci, recrutées en majeure partie dans les populations que nous n'avons pu protéger contre ses razzia, sont prêtes à lutter avec acharnement contre nous, leurs libérateurs".

Quelques années plus tôt, Superville (1903) avait éprouvé la même déception et s'étonnait à propos des Bandas :

"... ils n'ont cependant pas une meilleure attitude vis-à-vis du blanc. Heureux d'être débarrassés de l'esclavage (fondement économique des Etats voisins), ils ne lui en sont nullement reconnaissant et n'entendent retirer de leur liberté que l'avantage de vivre sans travailler".

Il ne faut pas négliger comme un simple poncif le jugement de Superville. "Vivre sans travailler" est a priori le comble de la civilisation pour les mythes occidentaux pour qui l'obligation du travail résulte de la malédiction divine sanctionnant un péché originel. L'éviction du Paradis terrestre fut bien une sanction pour l'homme blanc que celui-ci, en Oubangui comme ailleurs, voulut faire assumer à tous.

Qu'en était-il exactement ? Quels étaient les fondements de l'économie banda à l'époque ? L'année où Superville s'agaçait des cueilleurs de l'Eden, le professeur Chevalier (1903) s'extasiait devant les Bandas courbés sur la glèbe et qui démentaient "par leur travail la légende de la paresse du Noir..."

c) Le mode de production

Emile Gentil (1902) décrit un genre de vie identique à celui constaté par M. Georges en 1958 et par nous en 1988, malgré quelques changements dans la gamme des plantes cultivées :

"Les Bandas sont agriculteurs, chasseurs, tisserands et forgerons ; leurs cases rondes en pisé, recouvertes d'une toiture en chaume sont habitées en moyenne par quatre personnes (...). Les Bandas produisent principalement du mil. Les autres cultures vivrières sont le maïs, l'igname, la patate, une sorte de pomme de terre très allongée nommée dazo, les concombres, le giraumon (courges), le sésame, l'arachide, des haricots de plusieurs espèces, un haricot de terre nommé n'djou.

Le riz pousse à l'état sauvage mais n'est ni connu ni utilisé par les indigènes."

Le tissage et le travail du fer fournissaient une production en partie exportée vers les pays du Nord. L'importance de la chasse et de la cueillette est confirmée par le Lieutenant Gillier (1913) :

"Aimant la vie au grand air, l'homme abandonne à la femme le soin des cultures et passe la plus grande partie du temps hors du village. Il part avec sa sagaie ou son fusil, une poche de peau suspendue à l'épaule, destinée à recevoir les provisions et erre ainsi dans la brousse pendant un mois, deux mois, davantage encore, vivant de racines, de

fruits, de miel et, le cas échéant, du produit de sa chasse. De retour au village, la plus grande distraction est la danse, accompagnée de pantagruéliques beuveries".

La vie agricole banda est aussi décrite par le Lieutenant :

"Après la construction du village, on commence le travail des plantations, mais il faut pour cela attendre le début de la saison des pluies (mois de mai). Les hommes, s'il y a lieu, s'occupent des plus gros travaux : le déboisement. Le reste et la mise en culture proprement dite est réservé aux femmes. L'endroit choisi est généralement situé le long d'un marigot ; la terre est plus humide et plus riche. Chacun use du droit du premier occupant, et lorsqu'un homme a plusieurs femmes, il divise son terrain en autant de lots, qu'il a de femmes chacune d'elles restant chargée de cultiver un de ces lots.

Le déboisement se fait en coupant les petits arbres à hauteur de la main (...). Si les arbres sont plus importants, on se contente d'allumer du feu autour du pied, l'arbre meurt (...). En général les gros travaux, débroussement, mise en terre des semences, se font en commun. Chacun rassemble pour cela au jour qu'il a choisi ses parents et amis (...).

Les premières semailles ont lieu au mois de mai, avec les premières pluies ; c'est le maïs qui est mis en terre le premier. En quatre mois il est mûr. A peu près à la même époque on plante les (...) grosses courges à chair rouge (...) ensuite les (...) petites courges rondes, de la grosseur d'une orange, dont les graines seules sont utilisées comme condiment (grillées et écrasées), le manioc, le sésame qui fournira de l'huile, les arachides, le sorgho ou mil, base de la nourriture, enfin les patates (...).

Le manioc est surtout cultivé dans les régions du Sud (...) dans toute la région Nord, il n'en existe pas. (...) La récolte du mil (...) a lieu vers janvier (...).

En dehors de quelques poulets étiques, et de cabris plus rares encore, il n'existe aucun animal domestique (...). Les Bandas possèdent également quelques petits chiens (...) ils les dressent à suivre les pistes d'antilopes (...).

L'industrie banda est des plus rudimentaires. En dehors de la construction du mobilier sommaire (...) les seuls travaux à signaler sont l'exploitation du minerai de fer, et la fabrication des pirogues. L'exploitation du minerai de fer n'est pas partout répandue ; certaines tribus se sont spécialisées dans ce travail, en particulier les Lindas (...).

Le Banda n'est pas commerçant. Il n'a du reste rien à vendre, sauf quelques captifs ou pointes d'ivoire qu'il échange volontiers contre des fusils ou des munitions."

Vingt ans plus tôt, Jean Dybowski (1893) avait donné des descriptions moins précises mais bien localisées aux environs du village de Zouli (Dacpa, proche du village actuel de Pouyamba) par exemple.

"Nous trouvions assez facilement à acheter des poules (...). C'était, avec des chèvres naines, que parfois les indigènes consentaient à nous vendre, la seule viande que nous puissions nous procurer. Les oeufs étaient rares, car d'abord les poules vivent en liberté (...) et ensuite les indigènes ne veulent pas s'en dessaisir (...). Eux-mêmes ne consomment que les oeufs qui n'ont pas éclos après la couvée (...).

Les cultures qui entourent les cases sont remarquablement tenues ; tout a été sarclé et nettoyé (...). Le mil est déjà en épis, ici (...). Les champs sont ensemencés en même temps de maïs et de mil. La première de ces deux céréales, dont le développement est plus rapide, est déjà récoltée (...). Outre les plantes signalées : patates, ignames, courges, etc., de gros pieds d'énormes mauves (...) croissent autour des cases (3 espèces (?)) dont *Hisbiscus esculentus*, gombo (...).

Nous trouvons maintenant l'emplacement qui était autrefois occupé par les villages du chef et qu'il a abandonné pour construire ses nouvelles cases. Les cultures de patates, d'ignames et de manioc sont encore sur pied (...). Quant aux bananiers, qui sont d'ailleurs très rares dans cette région et dont il n'existe jamais que quelques pieds plantés autour des cases, etc...

Malgré une certaine subjectivité pouvant entacher l'observation (pas forcément plus grande qu'aujourd'hui) et un vocabulaire très réducteur face à des découvertes aussi originales pour des voyageurs européens de cette époque, il apparaît que le genre de vie met en oeuvre deux types d'activités et que l'une est souvent privilégiée par rapport à l'autre au gré de la conjoncture. Mieux, il semble que l'un des deux types peut permettre seul au groupe de survivre.

Ainsi, au nord du pays dacpa en période de violence senoussiste, Jean Dybowski (1893) note une situation agricole négligée :

"Les plantations ? Ah ! Ils n'ont que faire de venir les protéger ! Elles n'existent plus. Les musulmans, alors qu'ils descendaient vers le Sud ont tout pillé ; les champs de patates et de manioc ont été fouillés, et il ne reste plus que quelques vieilles racines à demi-gâtées... Quelle misère ! Comme on sent que ce premier élément de succès, la sécurité, ne règne pas ici. Tout ce travail du sol est fait à la hâte, n'importe comment. On sent que ceux qui le font semblent être guettés sans cesse par un ennemi. Vite ils égratignent le sol, y jettent quelques graines (...) et se sauvent pour ne pas être saisis. Ce sont de petits lambeaux de champs épars çà et là, comme pour pouvoir toujours emporter quelques chose dans la fuite".

Vingt ans plus tard, le Lieutenant Gillier (1913) confirmera l'impression de Dybowski et notait une "réaction" agricole aux nouvelles conditions politiques imposées par la France :

"Il y a quelques années, il n'existait dans cette région (les territoires bandas) aucun village digne de ce nom ; des cases éparses dissimulées le long des marigots (toute agglomération attirant les marchands d'esclaves), le moins possible de plantations (les champs de mil excitant également la convoitise des Arabes, et dénonçant la présence des groupements), aujourd'hui, villages et plantations réapparaissent un peu partout".

La case de paille de l'époque pouvait être construite en quelques jours voire quelques heures. Abandonner un village pouvait très bien signifier en construire un autre immédiatement. "Fuir en brousse" revenait souvent à disperser un peu plus un habitat déjà lâche. C'était une stratégie de défense en période de danger. Dybowski (1893) l'a constaté en territoire n'gapou venant de chez les Dacpas :

"D'ailleurs, me dit le guide, tu vas bien voir que ce que je te dis est vrai, car les Ngapous ont fui de leurs villages que tu trouveras déserts. C'est là signe de guerre !".

Alors, pendant un an ou deux, ou plus si le déploiement devenait fuite ou migration, la gamme des activités de cueillette (jamais négligée en période de tranquillité) devenait prépondérante voire unique. Rien ne dit que cette situation était exceptionnelle. Les sources du dernier siècle laissent supposer le contraire.

Le R.P. Daigre (1950) se souvenant des années dix (époque où le Lieutenant Gillier (1913) notait une réapparition (ou l'apparition ?) des villages et des plantations grâce à la paix, évoque lui aussi une certaine prospérité agricole :

"Il y a une quarantaine d'années, des plantations étendues et variées permettaient de manger à sa faim. Depuis, beaucoup ont perdu le goût de la culture ; ils

ne font plus que des plantations insuffisantes et vivent sous-alimentés, ce qui peut expliquer la dégénérescence de certaines familles."

Ces témoignages laissent supposer une oscillation du mode de production au gré de la violence (génocides des États musulmans, ethnocide occidental, violence endémique). Le mot "depuis" utilisé par le R.P. Daigre dans la dernière citation se réfère au travail forcé (portages, prestations), le regroupement de l'habitat, les interdictions du code de l'indigénat, la récolte obligatoire du caoutchouc -qui décima la population-, la culture obligatoire du coton, etc...

Ces oscillations sont mises en oeuvre dans le cadre d'une organisation où la reproduction sociale est remarquable et où le diagnostic sur l'environnement ne change pas. Cette organisation inclue l'alternance entre la "cueillette" et la "fabrication", entre l'"usufruit" de stocks de ressources gérées *in situ* et le "travail".. Cela dit sans préjuger du fait que l'essartage est peut-être une technique de cueillette parmi d'autres, simplement plus risquée que les autres en période d'insécurité ou de crise.

II. La cohésion sociale

Les allusions précédentes à l'ingérence étatique laissent supposer qu'une analyse des processus de cohésion sociale effectuée sans tenir compte de cette ingérence serait vaine. La violence "interne" est présentée séparément pour faciliter l'exposé mais il faudra rétablir la vraie nature des choses ensuite.

a) Gbingui ou l'adhésion au projet dacpa

La liberté économique des foyers constatée à toutes les époques est normalement source d'inégalité au profit des plus performants. La réussite économique contient les causes de l'échec de la société libertaire qui est d'abord égalitaire. Elle produit des forces centrifuges compromettant la société toute entière c'est-à-dire le clan, compte tenu de l'échelle qu'impose une démocratie stricto-sensu.

Une telle violence est combattue par la mise en oeuvre de forces centripètes qui vise à contrer ou éliminer ce déviant potentiel qu'est l'individu "performant". La violence induite par la mise en oeuvre de processus centripètes est admise parce qu'elle est celle de tous contre un ; celle des égaux contre celui qui -potentiellement- est porteur d'un pouvoir jugé préjudiciable à tous.

Le siège et le symbole de cette violence est Gbingui, figure matérielle et support des mythes garants de la démocratie et de l'entité clanique.

Nous savons peu de chose du rôle de Gbingui et une analyse est désormais difficile car la pression ecclésiastique chrétienne sur la population l'a conduite à "évacuer" un tel sujet de son discours avec les Européens : "Les missionnaires ont dit que Gbingui était le diable. Un prophète est venu brûler notre Gbingui" (dans les années 60, cf. ci-dessous).

On peut cependant essayer d'en apprécier l'importance par quelques témoignages dont les deux premiers montrent que ceux qui nièrent Gbingui dans sa symbolique religieuse le firent en connaissance de cause quant à sa fonction sociologique :

"Lorsque des malheurs frappent le clan (mortalité, famine, etc...), le conseil du clan en devra rechercher les causes au moyen des devins, et y apporter remède : génies ou mânes à apaiser ; emplacements à changer, la terre n'étant plus propice ; personne

indésirable à supprimer ou à renvoyer du clan (ordinairement des femmes)." (Tisserant, 1951, b).

"Toute faute contre la coutume est, de par la nature des choses une faute sociale, préjudiciable à l'ensemble... Là est la source de l'équilibre foncier qui régnait dans le passé, où tout le monde était pareil, là les Banda ont puisé l'énergie vitale..." (Troupeau, 1961).

Avant les regroupements forcés de la population, chaque unité de résidence avait son Gbingui, constitué d'un petit sac de peau contenant des pièces de bois, des anneaux de fer et des perles. Le "fétiche" était fixé sur un mât situé dans un espace central pouvant recevoir la population participant aux cérémonies. Il était aussi (et fût de plus en plus) fixé à la charpente de la case du gardien du Gbingui. Lors des regroupements (à partir de 1916), chacun a conservé son Gbingui, quitte à admettre éventuellement la "supériorité" de celui des quartiers voisins.

La discipline du groupe était toute entière dans le Gbingui. Celui qui en prenait la responsabilité devait être un sage. Il s'acquittait de sa tâche avec l'accord de la classe la plus âgée. Cette cellule "reconnaissait" l'étranger souhaitant (ou devant) être intégré mais elle condamnait aussi à la mort ou à l'exclusion. Elle régissait toute la vie du groupe : sa stratégie guerrière et migratoire, sa gestion des ressources (essartage, chasse, collectes, etc...). Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'en certaines circonstances elle ait eu une fonction de redistribution de la richesse car une partie de la production devait être "déposée" devant le Gbingui, y compris les prisonniers de guerre.

"Tu as bien fait de me demander, à propos de Gbingui. Tu as raison. Le mot Gbingui n'a pas de sens propre. On peut le donner à un objet ou à une personne douée de pouvoir occulte pour désigner la Force qui prend un aspect humain. On l'utilise pour la chasse ou la guerre pour se défendre (...). A la veille de la chasse ou de la bataille, les gens vont prier le Gbingui. La personne qui à la charge du Gbingui prend le morceau dealebasse dans lequel on a mis de l'huile charbonnée et on oint la poitrine de ceux qui vont partir. La première personne à détenir le Gbingui (des Porou) est Malougou. c'est lui qui bénit les malades et refroidit le coeur de ceux qui vont à la chasse. On lui amène le gibier et c'est à lui de faire le partage. Si c'est la guerre, on lui amène tous les prisonniers (kaga, esclaves) pour qu'ils reçoivent l'huile de Gbingui et deviennent des fils du pays." (Pouyamba, C.D., 1988).

Gbingui peut éliminer par ordalie, répudiation (renvoi des femmes dans leur clan d'origine, les enfants restant alors au clan du père) ou mauvais sort jeté à celui qui part à la guerre. Il peut guérir aussi et consacrer des alliances entre clan (pactes de sang).

"Chaque groupe à son Gbingui (...). En cas de maladie ou de blessure en mettant une houe au cou tu guéris et personne ne peut de tuer. Mais si on te met de l'huile de volakezu (c'est l'huile de malheur) tu seras tué par l'ennemi.

Si tu es pris par les "Esprits sauvages" on t'amène au Bada Gakola (le lieu sacré où une statuette représente Dieu), on fait couler un peu de ton sang, on met Gbingui dessus et on prend du sel. Gbingui soignait même la stérilité. Je te parle là de choses d'avant les Blancs.

Même à l'époque des guerres tribales entre Snoussou (Sénoussi) et nous, c'est Gbingui qui nous portait chance. En cas de victoire ils (nos ancêtres) ramènent l'esclave au village. S'il a des enfants, on les nomme Ngoabingui s'il s'agit de garçons et Yassibingui ou Igbingui s'il s'agit de filles... Le mot alliance sort de Gbingui.

Pendant les guerres, les vaincus fuient en barrant la route avec bagra (un arbuste) pour demander pardon. Ils envoient alors une jeune fille. Après, les deux chefs

du combat se rendent sur le lieu de la bataille et chacun suce le sang de l'autre. Le soir, tout le monde se réunit devant le Gbingui pour la bénédiction. Ainsi, l'alliance est faite et personne ne peut se marier (dans les 2 groupes). D'autres aussi (les Dacpas, Mbis, etc...) ont le boukeu. C'est le sens de Gbingui." (à Pouyamba, 1988).

Le gardien du Gbingui, désigné par le terme sans intérêt (mais pas innocent) de "sorcier" par la mauvaise littérature, était partie prenante dans la symbolique de Gbingui. Il animait le débat dont sortait le consensus des chefs de foyer. Il n'était pas perçu comme un "chef" mais comme le garant de la coutume.

"Non, il n'est pas chef mais il distribue les bienfaits. (...) c'est lui qui fait que la paix règne dans le village. Chaque fois qu'il y a un problème on appelle Iyigbingui. Même pour semer ou récolter. Par exemple à l'arrivée des Blancs, on a réuni les gardiens de Gbingui." (à Pouyamba, 1988).

La fonction de Gbingui mériterait une étude particulière car elle est mal connue. Siège des forces unitaires, Gbingui symbolise le Bien. Cependant, d'autres processus d'éviction existent (existaient ?) qui montrent que l'égalitarisme dacpa doit se défendre constamment :

"Il y avait aussi Matchi. C'est une force qui vient de l'esprit. Cet esprit s'exprime par la bouche d'une personne que chacun doit écouter s'il veut être sûr de son avenir. Parfois, la personne qui a le Matchi accuse quelqu'un. Il va y avoir mort d'homme. Par exemple, un homme accusé de "sorcellerie" doit être tué sur le champ (à Pouyamba, 1988).

Dans son témoignage sur l'esclavage en Oubangui-Chari (1955), le R.P. Tisserant accorde une large place à ce qu'il nomme "esclavage ethnique". Rien dans ses souvenirs comme dans ceux des Anciens de Pouyamba aujourd'hui, laisse supposer qu'il y avait là une situation institutionnalisée. Il semble plutôt que l'état servile était une étape dans l'éviction des déviants. Cet auteur fait d'ailleurs un constat peu douteux :

"En effet, peuvent devenir des esclaves ceux que le clan rejette et qu'il met dans cette condition".

La personne rejetée d'une société aussi restreinte n'y restait pas : sujet de l'opprobre générale, socialement affaiblie elle était vite perçue comme malfaisante et éliminée. L'auteur conclut que "le clan est dur pour celui qui est faible". Il l'est surtout pour celui qui met le consensus en péril. Un exemple cité (Tisserant, 1955) montre qu'on pourrait aussi bien affirmer que le clan est dur pour le "fort" et que c'est le plus performant au plan économique, par exemple, qui est éliminé car il représente un danger potentiel pour l'égalitarisme banda.

b) L'état de guerilla ou le regard de l'autre

Le terme de guerilla paraîtra peut-être anachronique pour désigner l'état de tension et de rapine émaillé de "coups de main" qui caractérisait les rapports entre les groupes bandas jusqu'à la fin des années 10. On peut utiliser celui d'"état de guerre" (par exemple : Prioul, 1981) mais il est peut-être un peu fort.

Considérant cet état, il importe d'abord de définir l'échelle à laquelle s'exerçait cette violence. Les témoignages divergent mais il semble bien qu'elle pouvait apparaître à tous les niveaux au gré des situations : de tribu à tribu, de clan à clan et même à l'intérieur de clan de grande taille en voie de scission. Il y a unanimité sur un point qui intéresse au premier chef l'écologie humaine : cette violence était créatrice de no man's land entre tribus.

Par ailleurs les descriptions faites par les explorateurs, les premiers missionnaires ou les anciens du pays dacpa aujourd'hui concordent. Elles montrent que les stratégies inter-tribales ou inter-claniques renforçaient les liens entre les individus du groupe.

"Les clans étaient indépendants dans le cadre de la tribu. Autrefois, il n'existait entre leurs membres que des relations de bon voisinage, mais du jour où quelque menace apparaissait du côté d'une tribu voisine, le lien moral qui les unissait tous se renforçait et leur donnait une cohésion assez forte pour y faire face.

Les tribus vivaient en ennemies et se tenaient en état d'alerte presque continuel (...). Les entreprises belliqueuses des tribus entre elles nuisaient aux populations autant que les razzias arabes. Comme celles-ci, elles étaient menées avec une barbarie sans nom, les buts et méthodes de guerre étaient les mêmes : rafles de femmes et d'esclaves, pillages, massacres. Des scènes d'anthropophagie accompagnaient toujours les faits de guerre. Au cours de la campagne, les guerriers mangeaient les morts de l'ennemi, et, au moment de la victoire, de nombreux prisonniers étaient immolés en actions de grâces au Génie de la guerre et mangés en communion par les vainqueurs (...).

Les guerres entre tribus n'étaient en somme que de courtes incursions sur le territoire ennemi." (Daigre, 1955).

Le R.P. Tisserant décrit la situation en suggérant une dérive migratoire liée au genre de vie (épuisement des ressources) mais aussi à l'impérialisme des Etats situés au Nord et au Sud-Est des territoires bandas.

"Parfois, c'était une cause extérieure comme la peur des razzias qui déterminaient le départ d'une tribu. Parfois, c'étaient des incidents de frontière entre deux tribus voisines : violation de certains droits de chasse, de pêche ou de cueillette dans le no man's land entre les deux tribus ; ou encore, des meurtres ou des rapt trop fréquents.

Parfois enfin, c'était simplement le besoin de changer de place. On disait alors, ou que la terre n'était plus propice ; ou qu'il y avait trop de morts rapprochées de gens influents ; ou que le pays n'était pas assez giboyeux. (...) migrations ne disait par forcément guerre : il pouvait se trouver qu'un espace libre existât entre deux tribus avec lesquelles il était possible de s'entendre ; on s'y installait. (...) mais le plus souvent il y avait guerre.

On envahissait le pays ennemi, ravageant et détruisant tout, villages, plantations, etc... Puis, les adversaires réagissaient, on installait des tatas entourés d'une palissade (...). Le jour, avaient lieu les combats ; la nuit, tous rentraient dans les tatas. Mais, il fallait vivre, on devait organiser des corvées d'eau, de bois, de cueillette d'ignames et d'autres plantes sauvages, les plantations ayant été détruites. Pendant ces diverses corvées, il arrivait que des enfants ou des femmes, parfois même des hommes, disparaissent, surpris par les maraudeurs du parti adverse et emmenés plus loin.

Les combats ! Il ne faut pas s'imaginer des corps-à-corps où la force de chacun et sa vaillance cherchent à terrasser l'adversaire et à l'emmener à merci (...). Les deux parties se rangeaient à petite distance sur deux lignes, l'une en face de l'autre. On passait la journée à se provoquer et à s'insulter comme les héros d'Homère (...) cela pendant des jours et des jours.

Il arrivait que, dans un même jour, un parti avait deux ou trois tués. Alors, tous s'enfuyaient, poursuivis par les "vainqueurs". On ramassait tant bien que mal les gens restés dans les tatas et l'on fuyait... C'est pendant ces fuites éperdues que la guerre faisait le plus de victimes, tués par les poursuivants ou saisis et emmenés en captivité.

(...) L'homme tué à la guerre est un homme dont le génie protecteur se montre déficient. (...) Il ne deviendra pas un des mânes puissants du clan. Nos gens redoutent par dessous tout une pareille disgrâce. Plusieurs fois (...) je demandai, étonné, pourquoi on fuyait ainsi. "Ka awa !" "Mais, la peur !" (Tisserant, 1955).

Se battre c'était devoir avancer en cas de victoire ou fuir dans la défaite. En cas d'échec, le groupe pouvait être compromis car les effectifs ne dépassaient pas quelques centaines de personnes. Le groupe victorieux s'installait et défrichait mais on devine combien ces plantations étaient accessoires dans une telle stratégie par rapport aux ressources de la cueillette.

"La guerre finie par la fuite d'un des partis, on s'installait (...). Le parti (assailli) vainqueur ne reprenait pas purement et simplement possession de son pays ; il regroupait ses villages sur de nouveaux emplacements, souvent plus à l'Ouest ou plus au Sud.

Si l'assaillant était vainqueur, il s'emparait du pays du vaincu sans occuper les anciens sites des villages, sans même respecter les limites du pays occupé par ceux qu'ils remplaçaient, laissant déserts des cantons précédemment habités ou s'étendant plus loin dans l'une ou l'autre direction. Quant au vaincu chassé de chez lui, il se hâtait de trouver une place libre et de s'y installer, ne fût-ce que provisoirement, avant les pluies.

Les captifs devenaient esclaves : les hommes dont on se méfiait, qu'on savait moins susceptibles de s'adapter à leur nouvelle condition, étaient le plus souvent sacrifiés dans des repas anthropophagiques ; les enfants étaient en partie revendus dans les tribus voisines contre des vivres ; les femmes étaient gardées, on ne s'en débarrassait que si elles ne s'adaptaient pas." (Tisserant, 1955).

La tension persistait indépendamment de toute migration. Cela est fondamental pour expliquer la cohésion du groupe mais aussi la permanence de no man's land périphériques qui faisaient partie de l'organisation de l'espace franc.

"Dans la mosaïque des tribus, il n'est pas rare que deux tribus voisines fussent des tribus ennemies entre lesquelles la guerre existait à l'état latent, comme j'ai connu les Togbos et les Langouassis, ou même des tribus ne sympathisant pas, sans être vraiment hostiles l'une à l'autre.

Presque toujours, il y avait un espace libre de plusieurs kilomètres entre les villages les plus proches des deux tribus, espace dans lequel chacun avait des droits de chasse au feu et de diverses cueillettes. Il n'était pas rare qu'on s'y rencontrât. Un modus vivendi voulait qu'il n'y eut pas d'incidents ; mais il était loin d'être toujours respecté". (Tisserant, 1955).

Dybowski (1893) avait noté un no man's land entre le territoire des Langbassis) et celui des Dacpas. Il l'avait estimé à 13 km de profondeur. Entre le territoire dacpa et celui des Ngapous, vers le Nord, il ne rencontrera que 2 petits villages dacpas. A ce niveau et en situation de sédentarité relative "la guerre se fait de village à village, presque jamais de tribu à tribu." (Gillier, 1913).

Prioul (1981) donne des précisions concernant ces "zones de séparation" qui entourent chaque "aire ethnique". Il en signale les deux principales fonctions quant au genre de vie vers 1890 : "Ces espaces fondamentalement dévolus à l'économie de prédation (de cueillette) permettent que la pénétration de groupes nouveaux se fasse sans brutalité excessive mais bien par l'établissement progressif de rapports : rapports de force entraînant éventuellement de nouvelles migrations, mais aussi rapports d'échanges renforçant la fixation au sol..."

A la lecture des archives du poste de Grimari en 1958, J. Serré (1960) conclut à propos de la situation en pays dacpa :

"La caractéristique principale de cette époque (1907) paraît avoir été l'insécurité. Les différentes races qui ont été poussées vers ce coin de terre vivent constamment en état d'alerte et isolées dans la brousse. En plus des dangers extérieurs qui les menacent venant de Senoussi et des populations Ngapou et Morouba qui lui sont soumises et lui servent d'auxiliaires, la guerre règne à l'état endémique. Les Dacpa sont en lutte ouverte contre les Manjia, les Mbi et les Ndocpa.

Les différentes fractions dacpa sont en perpétuelles vendetta les unes contre les autres. Elles peuvent à l'occasion pour un danger précis tel qu'une invasion d'islamisés se coaliser quelques jours, mais le plus souvent les fractions s'entretenant.

Celles-ci ont constitué quelques îlots près des montagnes séparées par de vastes espaces déserts.

Certains grands chefs ont créé des groupements importants, mais composés d'une multitude de petites cellules familiales groupées autour du chef du clan(...). Dans les zones menacées les cases sont isolées au milieu des dako (fourrés). Souvent le sentier d'accès est camouflé, on ne peut y accéder qu'en marchant un certain temps dans le lit d'un marigot.

Tout individu isolé de sa cellule familiale est en danger. Il est impensable qu'un Mbi (...) aille par exemple à Pouyamba chez les Dacpa. Pour aller de l'un à l'autre, il n'y a aucune piste permanente. Les pistes n'existent qu'aux environs du village même pour aller aux plantations ou réunir les membres d'un même groupement.

L'anthropophagie est de règle pour les morts à la guerre. Les rapt d'enfants et de femmes sont très courants, les captifs servent soit de serviteurs dans la tribu qui les adopte soit de monnaie d'échange.

La guerre amène la ruine définitive du groupement. En effet, les vainqueurs s'installent purement et simplement dans les cases des vaincus et dévorent les provisions qu'ils y trouvent, attendant même s'il le faut que la récolte soit mûre pour pouvoir la manger."

Pour saisir la fonction précise des processus d'exclusion, d'alliance (circuits matrimoniaux exogames par exemple) et de concurrence, il faudrait connaître les critères qui permettent à la société de définir l'"échelle" de la taille des groupes (clan, tribu). La fraternité ("On ne prend pas femme dans le clan parce qu'on n'épouse pas sa soeur !") n'est pas mythifiée mais vécue et on peut penser qu'un clan et son réseau d'alliance qui dépasserait 2 ou 3 milliers d'individus ne la permettrait plus. Peut-être la gestion des stocks de ressources in situ impose-t-elle une taille des groupes modestes puisque -aussi bien- elle est difficilement concevable avec de fortes densités de peuplement...

c) Les mécanismes anti-surplus

La violence assurant la reproduction sociale n'intervient qu'en dernier ressort. Au jour le jour, un ensemble de règles assurent la cohésion du groupe. Elles interviennent au niveau de la redistribution immédiate de la richesse des foyers les plus performants vers les autres et du libre accès aux ressources.

Le deuxième niveau, on l'a vu, permet aux plus dynamiques d'émerger et aux foyers en situation difficile de restaurer immédiatement leur situation.

Les mécanismes de redistribution de la richesse (réelle ou monétaire) sont nombreux. Citons quelques exemples :

- le don (souvent sollicité) : le bon chasseur a souvent des difficultés pour conserver le produit de sa chasse s'il n'est pas discret. Les foyers où la nourriture abonde (tous sauf ceux composés de personnes très âgées, infirmes ou temporairement en difficultés pour cause de maladie par exemple) préparent toujours des repas conséquents et convient parents, amis, voisins ou hôtes de passage à prendre place autour du plat familial.

- la rapine est plus ou moins tolérée pour certains : tel marginal ou infirme fait souvent main-basse sur quelques tubercules de manioc doux, des fruits appropriés ou des oeufs (les poules pondent n'importe où dans la forêt de manguiers entourant Pouyamba). C'est le vol réciproque de poissons dans les bassins qui a fait avorter la pisciculture à Pouyamba.

- l'aide à sens unique est rare mais un groupe de jeunes peut aider tel vieillard à refaire la toiture de sa case "s'il respecte les jeunes"...

- la récolte des arbres fruitiers est quasiment libre à condition de ne pas avoir l'intention de vendre les fruits. Cette liberté ne cesse, de fait, que si la commerçante qui passe acheter les fruits avec un camion venant de Bangui est dans le pays.

- la dot n'est pas si exagérée qu'on le dit (30.000 francs CFA en moyenne actuellement) mais il est vrai que certains "n'en finissent pas de payer" (pour paraphraser le Père Tisserant (1951, b)). Il n'est pas impossible que l'importance de la dot soit, plus liée aux performances économiques du prétendant qu'aux qualités de la fiancée.

- la renommée (en général liée à la réputation de chasseur) attire amis et admirateurs. Elle augmente le nombre de visites et allonge la durée des séjours. Il faut bien recevoir...

- les dépenses de plaisir : alcool, tabac et autres. Elles peuvent être élevées pour les chasseurs les plus performants qui sont rarement des introvertis et mènent joyeuse vie au village et en ville. Ce ne sont d'ailleurs pas des plaisirs "innocents" : tous, à terme, éliminent le consommateur exéssif de l'activité qui lui a permis d'y accéder.

L'alcool de maïs et de manioc (l'argué) et l'hydromel jouent un rôle important dans la redistribution de l'argent dans le village où chaque foyer fait -ou peut faire- de l'argué à tour de rôle. La valeur d'un buffle tué à la chasse peut être ainsi diffusée en quelques jours dans la liesse générale. Le foyer le moins performant peut produire sans difficulté le surplus de maïs et de manioc nécessaire à la fabrication de l'argué et donc recueillir rapidement les fruits de la réussite des plus performants..

Ces mécanismes de redistribution de la richesse (il y en a d'autres...) interviennent vite car le niveau de production jugé raisonnable est bas par rapport à la disponibilité des ressources et la capacité de production. D'ailleurs, la richesse n'est pas appréciée en fonction de l'accumulation des biens ou de la monnaie mais à l'importance des stocks de ressources disponibles dans l'environnement (gibier, etc...). Le diagnostic d'abondance est communautaire.

L'homme performant qui ne jouerait pas le jeu de la "redistribution" de ses gains tomberait dans un processus d'exclusion sociale dangereux. Une renommée mal assumée peu très vite devenir la source d'un drame personnel.

Sans parler de la masse monétaire dirigée directement vers certains sièges de pouvoir extérieur à la société (aujourd'hui, on dirait "la ville") comme on l'a supposé pour Pouyamba en 1987-88. Cela à titre de gage économique ou, dans une optique formaliste, à titre de bénéfice sur investissement (armes et munitions par exemple).

L'autre niveau de régulation est purement économique. Il est positif en ce sens qu'il laisse toutes ses chances au foyer temporairement défaillant. La règle est (si l'on veut) qu'aucune règle ne limite l'accès des individus à la richesse, laquelle est incluse dans la nature. Il n'y a donc pénurie que dans la nature. Si celle-ci apparaît, elle concerne tout le monde et oblige alors à une migration permettant d'aborder de nouveaux stocks de ressources ou d'anciens stocks rénégénés après avoir été entamés par d'autres groupes.

Tout foyer en situation d'échec (agricole par exemple) peut se "refaire" par la chasse ou la cueillette en quelques jours. Seul un handicapé se voit pénalisé dans une certaine mesure : à Pouyamba, les foyers où le chef de famille est aveugle (2) se maintiennent sans difficultés grâce à la production agricole de la femme.

Le nivellement économique se fait par le milieu : devenir riche est socialement risqué, rester pauvre est impossible. D'ailleurs, l'objectif économique "assigné" est modeste comme l'a montré l'importance des temps de loisirs.

La "dilapidation de la force de travail" notée comme caractéristique du mode de production domestique (M.P.D.) par Sahlins (1976) serait plutôt ici une dilapidation de l'adresse et du savoir-faire dans la mesure où la réussite économique est d'abord une réussite de cueilleur (chasse). La production dépend moins du travail que du goût et de la connaissance de l'environnement.

En milieu banda, la technologie de la cueillette est plus complexe que celle de la culture. Ceci explique que les jeunes gens scolarisés (donc privés d'une formation sérieuse à la vie en brousse) sont exclus de la chasse donc, de fait, de la réussite économique à Pouyamba aujourd'hui. Ils sont d'ailleurs considérés comme "chômeurs" par l'opinion publique bien qu'ils soient des "actifs agricoles"

Il est aisé de constater que le mode de production dacpa est depuis les années 1910-1920 en contact direct et permanent avec l'ingérence étatique. En réalité, ce contact est encore plus ancien et il faut essayer de dégager les interférences possibles.

III. L'ingérence étatique dans l'histoire du genre de vie banda

A la fin du 19^e siècle, l'espace franc oubanguien en savane (gbaya, banda et mandjia essentiellement) est bordé au Nord-Ouest, Nord et Est, de façon plus ou moins continue par des espaces étatisés. Certains étaient de création ancienne d'autres très récentes. Les sociétés qui les avaient organisés et les géraient formaient bien des Etats. Elles présentaient toutes les caractéristiques étatiques classiques : division du travail, existence d'une aristocratie, transfert des fruits du travail d'une classe vers une autre, économie d'échanges avec l'extérieur, etc... Toutes à part celles du Haut Mbomou, se référaient à l'islam pour élaborer une idéologie civilisatrice qui justifiait à la fois une intégration des éléments étrangers et un génocide de type commercial qui s'exerçait sur les périphéries. La violence qui en résultait pouvait pénétrer l'espace franc sur une profondeur de plusieurs centaines de kilomètres.

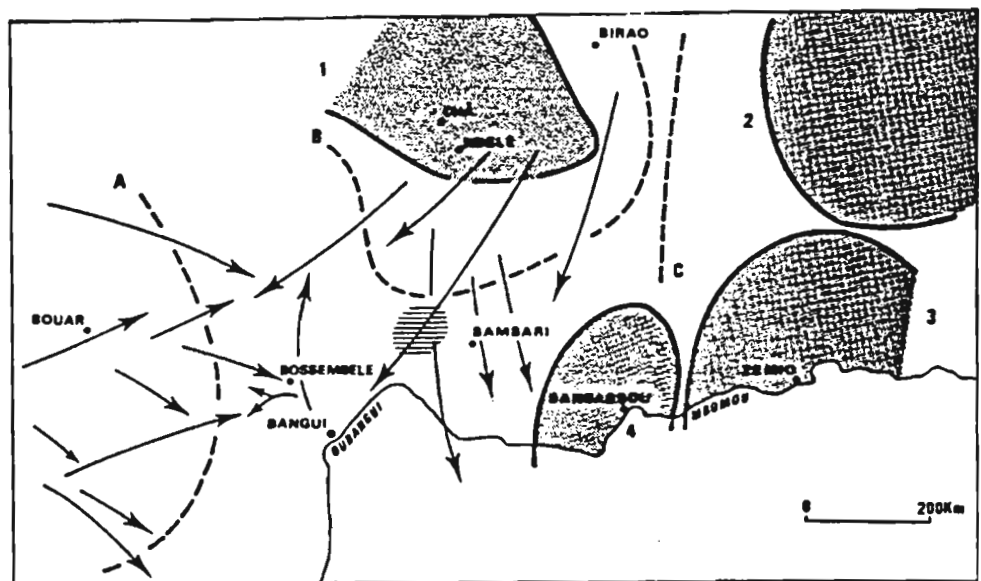
L'existence de ces impérialismes constitue une relation historique presque constante. Une connaissance de la nature de l'espace étatisé est indispensable pour comprendre l'espace franc et les genres de vie qui le gère.

Figure 29 : Espace franc et espaces étatisés dans les savanes de l'Oubangui (18^e et 19^e siècles).

1. Dar El Kouti (au Nord : Ouadaï et le Darfour) ; 2. "Khartoumien" (parties dissidentes de l'appareil étatique égyptien) ; 3. Etat Zandé ; 4. Royaume Bandia des Nzakara.

A : Aire de pillage de l'Adamaoua ; B. Idem du Kouti ; C. idem des khartoumiens.

Les flèches représentent les axes de migrations des populations libertaires (Gbayas d'Ouest en Est ; bandas du Nord-Est vers le Sud-Ouest). le pays dacpa actuel est symbolisé par une tâche hachurée.



Les Dacpas et les peuples bandas voisins eurent surtout à faire aux Etats (dits arabes) du Nord et du Nord-Est, protégés des Foulbés de l'Adamaoua qu'ils étaient par le territoire et la résistance des Gbayas et des Etats du Mbomou par la distance (ce dernier point étant d'ailleurs discutable).

Dans l'impossibilité d'analyser l'ensemble du phénomène étatique, nous nous limiterons à une description de la structure territoriale et économique des Etats "arabes" sédentaires (Dar el Kouti) ou mobile (espace de pillage rabhiste) pour lesquels nous disposons de témoignages précis.

a) Le cas du Dar El Kouti et de l'Etat nomade de Rabah

Le projet étatique vient d'ailleurs. Il s'impose dans l'espace franc comme entité vassale d'un Etat déjà constitué. La genèse du Velad El Kouti est incompréhensible sans une référence à l'existence du Ouadaï, Etat constitué dès le 14^e siècle, ou du Baguirmi, fondé au 16^e dans la vallée du Logone.

"Le sultan du Ouadaï, qui porte le titre de Kolak el Abbani est un souverain absolu. Il est entouré (...) de quatre "kamakil" (grands conseillers) et de différents chefs de service dont un ministre des affaires païennes du Sud, chargé de surveiller la pénétration commerciale." (Prioul, non daté).

L'espace est organisé suivant 10 commandements, dont le Salamat. Le chef (aguid) de provinces contrôle des "pays" (Dar) périphériques eux-mêmes commandés par des "melliks", plus guerriers et commerçants qu'administrateurs. Le Kouti, au début, relevait du Salamat.

Cette organisation territoriale étatique est classique en Afrique, quelles que soient les régions ou les époques (Benoit, 1987). Un pôle de pouvoir et de peuplement draine la richesse à l'aide d'un réseau concentrique d'espaces vassaux hiérarchisés par lesquels le passage à l'espace franc se fait insensiblement. Ces Etats sont esclavagistes et les "pays" périphériques sont des lieux de pillage ou de création de camps de base pour les expéditions dans l'intérieur de l'espace franc effectuées au dépens des sociétés libertaires.

Ces confins sont fluctuants. Mal gérés (du point étatique), ils peuvent devenir des no man's land par excès de prédation des ressources et des hommes ou une fuite des survivants. Parfois, cette situation est recherchée délibérément par l'Etat pour se protéger : le no man's land pourvu de quelques postes fortifiés devient alors une marche frontière.

L'histoire du Velad El Kouti est celle d'une telle organisation. Au début du 19^e siècle un cadet de la famille régnante du Baguirmi (Etat rival du Ouadaï) s'installe au Kouti avec l'aide de Boker, chef du Rounga, donc avec l'accord de l'Aguid du Salamat. A cette époque, le Kouti est presque vide d'hommes. Il ne comprend que quelques villages n'doukas du Bangoran et goulas du Bahr Aouk. Des deux matières premières intéressant le Ouadaï (l'ivoire et les hommes), seule la première existe en quantité intéressante. La réussite politique du Kouti viendra de l'immigration de familles privées du pouvoir chez elles (Rounga, Baguirmi, Kanem, etc...).

Un village fortifié groupant quelques milliers de personnes fait fonction de capitale. A cette époque (milieu du 19^e siècle) le Kouti est fragile aussi bien face aux armées du Ouadaï lui-même que celles de Ziber Pacha repliées au Darfour ou même face aux groupes bandas les plus proches. Puis, la situation évolue rapidement en Egypte où le pouvoir bloque, dès les années 70, le commerce des esclaves du Sud vers le Nord, compromettant ainsi la puissance des "Seigneurs de la Guerre" du Bahr El Ghazal, Ziber entre autres.

Commence alors une errance de pillage vers l'Ouest d'un des lieutenants de Ziber, Rabah, qui souhaite continuer la traite à partir des savanes de l'Oubangui vers le Nord par le Tchad, évitant ainsi la vallée du Nil désormais fermée. Cette stratégie ne sera possible qu'après avoir transformé le Velad El Kouti en base arrière confiée à Mohamed Es Sénoussi qui rompt avec le Ouadaï sans pour autant couper toute relation commerciale. Rabah crée alors en quelques années, un Etat mobile, une armée et un peuple en ruinant le Nord des territoires banda, le pays "kreich" et le Dar Rounga à plusieurs reprises avant de partir à la conquête du Baguirmi. Ce départ sans rupture a permis au Kouti une relative autonomie. Sénoussi commerce et razzie alors pour son propre compte pendant 20 ans (entre 1890 et 1910). Cependant, il vaut mieux voir dans les expéditions de Rabah et la "gestion" senoussiste deux aspects d'un même phénomène.

Les capitales successives du Kouti (Châ et Ndélé) sont les centres d'une aire commerciale qui atteint l'Oubangui, affectant ainsi la quasi totalité des territoires bandas. L'aire de pillage était moins étendue mais atteignit les Dacpas à plusieurs reprises. L'"espace Kouti" bloqué au nord par la présence du Ouadaï est "ouvert" au sud.

Aux environs de 1900, la géopolitique du Kouti est la suivante :

- la capitale Ndélé et son terroir (20 km de rayon) est peuplée d'environ 20.000 habitants permanents (25.000, Chevallier, 1903 ; 15.000 Superville, 1903 ; 20.000, Modat, 1912).

Les classes dirigeantes et guerrières sont étrangères au pays : arabes ou métis, musulmans plus ou moins orthodoxes (Sénoussi fut "initié" en pays Ngapou...) venus du Ouadaï, du Darfour, du Soudan, du Baguirmi, du Bornou et même de Zanzibar et de Tripolitaine (Superville, 1903).

Une industrielle classe d'artisans (asservis ou non) exerce à Ndélé. Les villages de cultures qui nourrissent la capitale (donc l'armée et les commerçants) sont peuplés d'esclaves raziés en pays banda essentiellement : Maroubas, Tambagos, Sabangas, Ngaos (Superville, 1903). L'armée tient garnison à Ndélé : "1.500 à 2.000 fusils, dont, certainement 500 à tir rapide" (Superville 1903) et un canon de 4 offert par Bretonnet. L'armée est composée de 2 corps répartis en 17 "bannières" (compagnies) où la cavalerie joue un grand rôle. Beaucoup d'hommes, y compris des chefs de bannières, sont d'anciens raziés affranchis.

- A. Chevalier estime, en 1903, la superficie de l'Etat senoussite entre 30.000 et 50.000 km². Ce chiffre inclut le no man's land caractéristique de ce type de territoire. Ce vide périphérique n'est pas absolu car certains groupes libertaires ont voulu échapper au génocide en collaborant et, d'une certaine façon, en s'"étatisant" eux-mêmes (cas de certains Ouaddas et des Ngapous).

- Au delà, la razzia alterne avec un commerce plus ou moins régulier. Ainsi les Dacpas qui pratiquaient l'un eurent parfois à subir l'autre. Les Porou semblent d'ailleurs s'être divisés un temps sur la conduite à tenir vis-à-vis de Sénoussi.

- Le terroir de Ndélé est contrôlé par des postes destinés à empêcher les évasions. Les confins du no man's land sont pourvus de postes fortifiés. Ainsi, celui de Mahamadi, "ancien esclave libéré par Snoussi, Aguid de la région de Ouadda" (Modat, 1912).

- Plus au sud, l'espace franc est parcouru pour la collecte de l'ivoire ou des captifs, sous forme de commerce régulier ou de pillage. Les seules traces du Kouti sont alors les tas de cailloux servant de repères pour les lieux de campements (Tisserant, 1955) ou la présence, dans leur village d'origine, de captifs évadés de Ndélé et servant d'intermédiaires commerciaux entre leurs anciens maîtres et leurs parents.

Si on excepte la production agricole du terroir de Ndélé par la main-d'oeuvre servile, l'économie du Kouti est basée sur un drainage de richesses à la faveur d'échanges dont les termes lui sont très favorables. Les importations venant du Sud sont réexpédiées vers le Nord : ivoire, esclaves et outillage en fer. A la fin du 19^e siècle, la réexportation des hommes a pris le pas sur celle de l'ivoire (2 tonnes en 1900).

Mais Ndélé est aussi un énorme "ventre" qui se nourrit du pays Banda (maïs, gibier boucané, manioc). Le tout est troqué contre des vieux fusils qui constituent un investissement de la part du Kouti. Sans danger devant les Remington volés à Crampel, ils permettent la chasse à l'éléphant dont profite de Kouti et entretienne la tension entre les groupes libertaires en déséquilibrant les rapports entre tribus. Outre les armes de mauvaise qualité, le Kouti écoule de la pacotille (bijoux et perles) et des cotonnades.

Le commerce est lié à la violence et au pouvoir : le Sultan contrôle le réseau commercial et les armées :

"Le commerce se fait uniquement avec le Sultan, seul maître et propriétaire des hommes et des choses du pays. On procède par échange avec des crédits. Jamais, pour ainsi dire, une vente n'a lieu comptant. Cela tient à la nature des ressources du Sultan et à la façon dont il se les procure. A certaines époques de l'année, deux ou trois mois après la saison sèche, qui marque l'ouverture de la chasse, alors que par ses émissaires il connaît le résultat des chasses, il envoie une bannière chercher l'ivoire récolté. En principe, et avec les populations qui sont en contact direct avec nous, il ne prend que sa part de chasse, la moitié ; mais, chez les autres, et c'est le plus grand nombre, il prend tout. En outre, il fait une guerre presque permanente et acharnée à ceux qui se sont soustraits à son autorité. Inutile de dire qu'il réussit presque toujours (...).

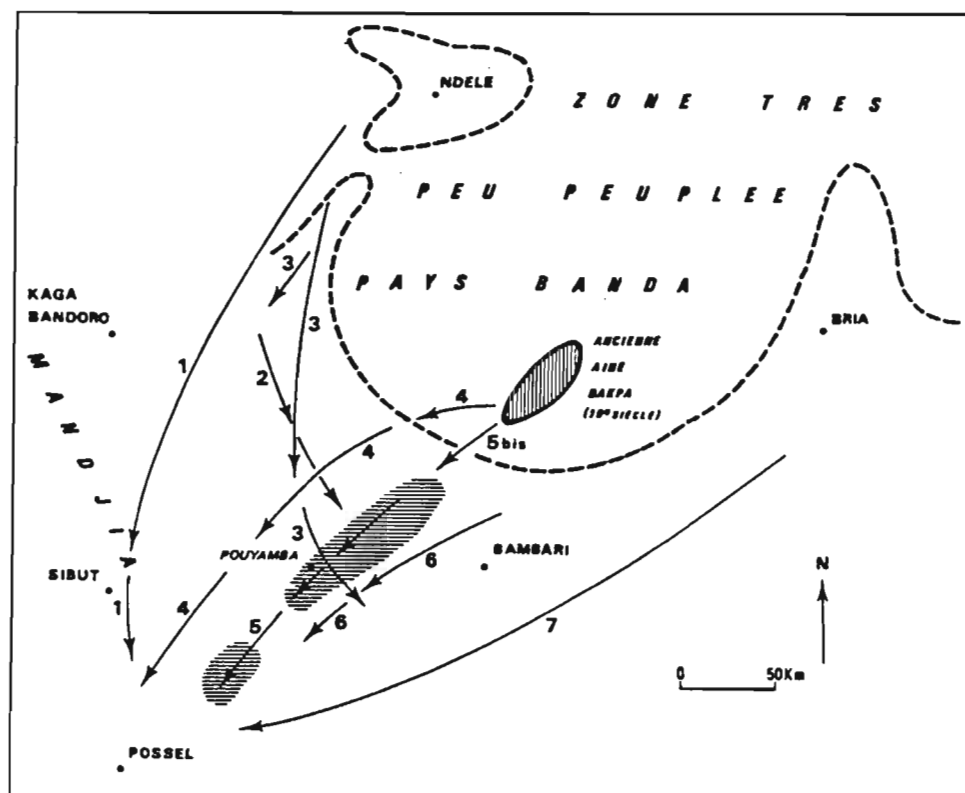
On voit ainsi qu'il ne peut livrer des produits contre des marchandises qu'à des époques fixées et régulières. Mais comme il a constamment besoin de quelque chose, il le prend en compte, et, lorsqu'il apporte de l'ivoire, du caoutchouc, des boeufs, du café, etc..., leur valeur est déduite de son débit. Il compte par mékta (900 grammes) ; c'est la base de ses échanges avec les Européens. Avec les indigènes, la base est l'esclave ; un boeuf vaut deux esclaves, une vache, un âne en valent quatre etc... Les marchandises que préfèrent Snoussi sont d'abord les fusils et les munitions, puis le thé, le sucre, la farine, le savon, les bougies, ensuite le corail, l'agate, l'ambre, enfin les tissus" (Superville, 1903).

Superville met l'accent sur les relations de Sénoussi avec les compagnies commerciales européennes. C'est un fait évidemment récent en 1903 mais les procédés économiques sont ceux qu'il utilise depuis longtemps avec les Etats du nord. Le commerce européen s'adapte au marché local.

Le cas du Kouti est représentatif de l'attitude des autres Etats vis-à-vis des peuples libertaires. Il y a plus que des nuances entre ceux de l'Adamaoua, du Mbomou ou des confins soudanais mais leurs intérêts et leurs procédés commerciaux sont similaires. Souvent concurrents, ils sauront s'allier au gré des stratégies. Les sultanats du Mbomou, par exemple, feront cause commune avec les "arabes" contre les Bandas du centre et la sécession du Kouti d'avec le Ouadaï sous la pression de Rabah n'a jamais empêché le commerce.

Le rôle de Rabah et de son éphémère peuple guerrier dans l'histoire du Kouti et celle des territoires Bandas est important et doit être signalé à ce titre. Mais les faits ont valeur de modèle : la rapidité et la violence extrême des tensions en présence permettent de bien saisir les processus d'étatisation et permet de mieux comprendre le comportement banda face à l'agression.

Figure 30 : Les migrations bandas et sabangas au 19^e siècle. En tiretés, limite nord du peuplement aujourd'hui. Zone hachurée : espace migratoire dacpa. Autres axes migratoires : 1. Mbaga ; 2 et 3 Ngapou ; 4. Sabangas ; 5. Daspac ; 6. Ndacpa ; 7. Togbos. D'après Michel Georges (cf. bibliographie).



En 1879, Rabah quitte le fils de son chef Ziber, Suleyman et part vers l'Ouest. Il n'est alors qu'un chef de bande de 300 fusils. Son histoire, indissociable de celle du Kouti va être celle de la création d'un Etat par ethnocide et génocide des peuples libertaires bandas, "kreichs" et saras.

- 1879 - Razzias contre les Goulas du Mamoun. Nombreuses prises échangées contre de l'armement. Installation sur la Tété (Manovo), immédiatement à l'Est de Châ, capitale du Kouti.
- 1880 - Installation à Kaga Pougourou près du Bamingui. Mise en place d'un circuit de commercialisation esclaves/armement, grâce au Kouti, Salamat et Dar Tama.
Destruction des Mbaggas de la tribu Ngao et d'autres groupes bandas. Guerre du vide systématique au détriment du Nord des territoires bandas. Les excès sont tels qu'ils compromettent la survie même de l'armée de Rabah et l'oblige à déguerpir.
- 1881 - Installation à Kaga Toua, ancien territoire sabanga. Même comportement, mêmes effets. L'excès de la prédation provoque une inflation galopante des produits de ravitaillement. Le pays exsangue ne produit plus.
- 1882 - La révolte madhiste au Soudan gêne Rabah dans ses activités (ventes et approvisionnement en armes). Installation aux sources du Bahr el Ardh.
- 1883 - Expédition vers le Sud. Victoire contre les Gbéloous mais résultats mitigés contre les Etats du Mbomou. "Pénurie de vivres" (Modat, 1912). Echec contre les Mandjas à l'Ouest de ses nouvelles bases : Kaga Mbra, Mbré, Goussembé.
- 1884-1885 - Période la plus néfaste pour les populations bandas. "Arrivé à Gribingui, le conquérant lance ses bannières dans toutes les directions ; les Mbré, les Marouba du Kaga Yagoua, les Ngapou, les Tambago, les Sabanga, les Linda, les Ungourra, les Ka, les Ndi, les Mandja, les Ngao sont affreusement pourchassés. Devant cette rafale tout ce qui n'a pas succombé fuit épouvanté." (Modat, 1912).
Victoire des Madhistes. Le Darfour et le Bahr el Ghazal définitivement interdits au trafic oblige Rabah à rechercher une percée vers le Nord-Ouest en pays sara par le Chari pour attaquer le Ouadaï (route commerciale vers la Tripolitanie). Semi-échec à Am Timam
- 1886 - Attaque des Bouas, alliés du Baguirmi : échec. Attaque des Toumas et des Kabas : nombreuses prises. Le pays sara est ravagé.
- 1887 - Hésitations vis-à-vis des Madhistes puis rupture.
- 1889 - Installation à Korbol.

1890 - Replis sur le Dar el Kouti dans une situation précaire mais avec une armée rodée, incluant de nombreux officiers et combattants d'origine banda.

Elimination de Kober et installation de Sénoussi "Chef du Kouti et du Rounga". Sac du Kouti, du Rounga et des environs. Désertisation quasi totale des régions du Gribingui, Bamingui, Aouk, Pipi par capture (enrôlement ou vente), mort au combat ou exode vers le Sud-Ouest. La gestion senoussiste sera le prolongement de cette stratégie. Départ définitif vers le Tchad.

"Il a épuisé et dépeuplé toute la région et emmène avec lui presque toutes les jeunes filles (...); en outre, il a ramassé tous les jeunes gens vigoureux pour grossir ses bannières, et tous les hommes valides pour porter son butin et ses approvisionnements. Désormais, il va être aux prises avec le Baguirmi, le Bornou, le Ouadaï..." (Modat, 1912).

1899 - Victoire des 12.000 hommes de Rabah sur Gaourang (et Bretonnet), Mbang du Baguirmi.

1900 - Mort de Rabah à Kousséri face aux troupes françaises.

L'appareil intègre hommes et femmes de toute origine ethnique, de toute condition. La promotion dans la hiérarchie guerrière ou commerçante est très ouverte et affaire d'efficacité.

Les Etats naissent et meurent parfois rapidement (Qu'est devenu le peuple de Rabah aujourd'hui ?) mais la mimesis étatique semble reproduire indéfiniment le même modèle. On le constate en remontant encore le cours du temps.

b) Les réseaux "khartoumiens"

A la fin des années 1869, Sweinfurth (1875) décrit l'espace étatisé des confins soudano-oubanguiens. Le Capitaine Modat (1912), résume son texte à la lumière de sa propre expérience du terrain :

"En 1822, Ibrahim, fils de Mehemet Ali, vice-roi d'Egypte, qui vient de conquérir la Nubie, bat les troupes foriennes (...) et s'empare du Kordofan. L'occupation de cette contrée, aux portes mêmes du pays fertyt (païen, sauvage) ne tarde pas à diriger vers le Bahr-el-ghazal les incursions des Djaliin et Danagla (tribus esclavagistes du Nil dit "Khartoumiens") qui pénètrent dans ces territoires méridionaux pour y chercher de l'ivoire.

(...) le gouvernement égyptien ne réussit pas à interdire le commerce de chair humaine, et les djellabas continuent leur trafic qui s'exerce par une contrebande à peine dissimulée. Comme par le passé, les caravanes et expéditions partent du Kordofan, du Darfour et du Rounga, et opèrent pendant la belle saison pour rentrer un peu avant les pluies avec d'énormes convois de captifs des deux sexes.

Les Khartoumiens (...) sont très bien accueillis des djellabas, qui profitent même de leur protection pour se dispenser de pourvoir à leur propre défense. Peu à peu, la puissance passe entre les mains des nouveaux venus qui disposent d'équipes bien armées (...). Mais l'ivoire devient bientôt rare et les Khartoumiens, commerçants avant tout, se livrent à leur tour à la traite (...). C'est ainsi que Ziber encore trafiquant mais qui dispose de plus de 1.000 hommes bien armés, n'a recueilli, en 1870, que 120 quintaux d'ivoire et le plus clair de ses bénéfices consiste dans les 1.800 esclaves qu'il a expédiés au Kordofan".

L'impérialisme khartoumien et le contact espace étatisé/espace franc a été perçu par Sweinfurth. Modat (1912) le résume ainsi :

"Le pays, dit-il en substance, divisé en une infinité de petites communes indépendantes, n'a opposé que peu de résistance à l'invasion musulmane. Les zeriba (comptoirs commerciaux fortifiés) ont occupé toute la région progressant sans cesse, atteignant les Bongo (...), franchissant les montagnes. Le commerce est entre les mains de quelques négociants comme Ghattas, Ziber, Ali ben Amuri qui se sont partagé le sol, ont réduit les indigènes à l'esclavage et créé de nombreux postes, où ils entretiennent des gens armés. Leurs auxiliaires sont recrutés dans les peuplades mêmes qu'ils razzient et dont ils savent exploiter les inimitiés. Les forces totales des compagnies forment une petite armée de 11.000 bazinguers. Les divers postes ne sont pas éloignés de plus de 6 à 7 lieux ; ils sont commandés par des agents qui ont des droits régaliens, commandant les troupes et levant l'impôt. (...) il existe une entente tacite qui régleme (...) l'exploitation du pays. Chaque compagnie à ses routes, son district, où elle seule peut faire des razzias. Nul traitant ne peut s'établir dans un endroit fréquenté par un autre et les nouveaux marchés ne peuvent être créés que plus avant dans l'intérieur".

La "ligne des zeribas" vers 1870 allait du pays Zandé sur le Mbomou au pays des montagnards (Kara) par les Monts Chala et Ouanda Djalé. Le front des razzias était parallèle et coupait les actuels territoires Bandas en deux, du coude du Salamat au Mbomou par les sources du Bamingui et de »la Kotto.

c) Ouadaï et Darfour

Soixante dix ans plus tôt, le tunisien El Tounsy (confirmant Browne, 1799) décrivait des processus similaires dans les marchés méridionaux du Darfour et du Ouadaï (1803-1813), Etats islamisés au 16^e siècle mais constitués bien avant. La différence principale entre le témoignage de Sweinfurth et celui d'El Tounsy ou Browne est que la "gestion" de l'espace franc et de ses ressources matérielles et humaines par les Etats voisins paraît mieux codifié au début du 19^e siècle que quelques dizaines d'années plus tard. On retient les principaux faits suivants (cas du Darfour) :

- levée d'impôt sur les provinces périphériques du Darfour couplé avec les expéditions esclavagistes dans ces mêmes provinces et au-delà vers le Sud, sur une profondeur de 40 jours de marche (Browne, 1799). Elles couvraient donc épisodiquement l'ensemble de l'espace franc jusqu'à l'Oubangui et la forêt.

- importation à partir du Sud d'objets manufacturés apparemment de haute qualité : armes blanches (poignards, sagaïes), pipes en fer et terre cuite, bracelets, sièges sculptés en bois dur.

- le droit de razzia s'achetait auprès du Sultan et n'était valable que pour une campagne. Un appel aux investisseurs était lancé en début de saison pour financer l'opération (cavalerie, armement, marchandises de troc).

- un premier partage avait lieu sur le terrain après regroupement. Remboursements et prises de bénéfice étaient effectués au retour.

- il y avait plusieurs dizaines d'expéditions chaque année (60 à 80 environ). Au Ouadaï, les razzias étaient contrôlées directement par le pouvoir et effectuées par les troupes du Sultan et dirigées par un de ses représentants.

Les expéditions recrutaient des volontaires sur son parcours aller. Elles pouvaient compter ainsi jusqu'à 10.000 hommes, tournant pendant la saison sèche.

Les investisseurs envoyaient parfois leurs représentants avec la troupe. Cette pratique se généralisera au cours du 19^e siècle et aboutira à la création de comptoirs commerciaux déjà signalée. Ces commerçants seront investis par le pouvoir de fonctions administratives (levée de l'impôt en fait). Cette situation est acquise lors du voyage de Barth qui la décrit (1850).

En remontant encore le cours du temps, les témoignages deviennent moins précis mais indiquent tous que ce type de situation est constant :

- El Tounsy (1845) rapporte également des faits plus anciens que ceux qu'il a vécu. Il signale, par exemple, une razzia effectuée par les gens du Darfour qui en 5 mois a probablement parcouru les actuels territoires bandas jusqu'à l'Oubangui (sous le Sultan Omar, fils d'Ahmed Beker, au 18^e siècle.

- Barth (1857) recueille des témoignages anciens de ce type.

- Modat (1912) recueille également des faits remontant à 10 générations (début du 18^e siècle ?) de la part d'un morouba captif à Ndélé et dont les ancêtres avaient été raziés au Dar Challa.

- au début du 16^e siècle, Ali Hassan (dit Léon l'Africain) signalera par ouï-dire (mais il put la constater au Sahel jusqu'au Bornou) la relation entre les deux types de société et d'espace, analysée à travers une idéologie immuable au nord de la Méditerranée comme au sud (l'espace franc est sauvage et les populations libertaires sans "raison" ; l'espace étatisé est ordonné et ses populations riches et expertes...) :

"Il cite trois grands Etats septentrionaux dans la région : Bornou, Gaoga et Nubie, et des petits Etats méridionaux, Bito, Temiam, Danma, Medra et Ghoran, disant de ces derniers" et d'iceux, les seigneurs et habitants sont assez riches et experts, administrant justice et tenant bon gouvernement.;" (Ali Hassan, trad. Temporal, cité par Modat, 1912). Quant aux "autres", ils "surmontent les bêtes brutes en mauvaise condition et perverse nature (...) sont gens forts ruraux, sans raison, sans esprit ni pratique, n'étant aucunement expérimentés en quoi que ce soit et suivent la bête brute sans loi ni ordonnance." (Ali Hassan, trad. Temporal, cité par Modat, 1912). Un diagnostic que nous retrouvons intact au 20^e siècle...

d) Le pouvoir occidental

Il n'est pas justifié de traiter séparément les différentes influences étatiques sur les sociétés libertaires. Nous procédons ainsi pour respecter les usages mais pour les Bandas en général et les Dacpas en particulier, il n'y a pas eut une "situation pré-coloniale", et une "situation coloniale" mais une ingérence étatique plus ou moins constante et aux modalités variables.

L'idéologie étatique vient toujours de la Méditerranée. Plusieurs provinces du Soudan égyptien à l'époque de la traite "khartoumienne" étaient administrées par des Européens sous contrat. Des Blancs n'étaient pas étrangers au commerce esclavagiste soudanais, alors que la traite vers l'Amérique venait à peine de cesser sur la côte atlantique. De 1890 à 1910, la puissance du Dal el Kouti doit beaucoup à la France qui armera volontairement ou non (les Remington de Crampel...) Sénoussi.

Traiter du pouvoir occidental séparément de celui des "arabes" est conventionnel. Il y a cependant un fait nouveau à partir de 1900-1910 : la planète entière est désormais sous contrôle étatique. Cette situation, qui ne fut pas le seul fait de l'Europe, allait permettre à celle-ci de coordonner un blocage des espaces francs qui rendra plus efficace l'action ethnocidaire.

Quelques semaines après que le Capitaine Modat eût contraint le pouvoir de Sénoussi, Georges Bruel, préfaçant le livre du premier (1912) proposait un but pas si neuf pour les populations Banda à peine débarrassées des "snoussous" : "(...) diriger et faire évoluer, afin de distinguer leurs aptitudes et leurs qualités pour en tirer parti".

Diriger, faire évoluer, tirer parti... : l'histoire de l'Europe en Afrique depuis le début du siècle est connue (voir notamment Kalck, 1974, pour l'Oubangui-Centrafricaine). Celle de la France dans la région de Grimari a été étudiée par J. Serre (1960). Ce travail nous servira de référence pour le pays dacpa.

A part le passage de Paul Crampel en janvier 1891 et celui de Jean Dybowski en novembre et décembre de la même année, les Dacpas n'entreront en contact avec les Blancs qu'en 1907. Leur soumission à Lalande intervenait alors que la puissance de Senoussi était à son comble mais théoriquement limitée au Bamingui et que leur propre territoire était inclus dans une mosaïque de concessions (aux limites fausses ici...) attribuées par la France à diverses sociétés commerciales sans qu'ils le sachent... Superville (1903) témoigne, parmi d'autres, que ces sociétés commerçaient activement avec Senoussi.

Au moment du contact avec les Français, les Dacpas n'avaient d'autres problèmes qu'une tension "normale" avec leurs voisins, Ndocpas et autres. En avril, au moment où Lalande arrive du poste dit des "Ungourra", les Porou sont dispersés le long de la Haute Bamba et de ses affluents (Makoara, Goumbissi, Abindi, Bolo, etc...). Ils étaient installés là depuis une génération ou deux, venant de la Ouaka.

Après la soumission formelle de Pouyamba, les Porou hésitèrent quelques temps sur la conduite à tenir (les Ndocpas résistaient...) puis se tinrent silencieux mais pas forcément passifs devant un pouvoir qui va entreprendre de les nier avant de vouloir les changer. Pourquoi et pour qui ? Ils ne le savent toujours pas mais se souviennent comment...

On a tenté une chronologie qui ne rend pas compte du malaise confus qui s'empara des Dacpas, le temps de déduire que le pouvoir qui s'imposait à eux contestait moralement ce qui faisait chez eux la qualité d'homme. Cette expérience était nouvelle et fuir était inutile... : le monde était "fermé" désormais...

1899 (juillet et novembre) - Le bassin du Kouango est concédé "sur carte" à deux compagnies commerciales (qui se regroupent sous le nom de Compagnie du Kouango Français). Leur activité commerciale commence en l'absence d'encadrement administratif, en considérant à tort que la Kandjia (Bamba) était un affluent du Kouango (Ouaka).

1900 - Destruction des armées de Rabah à Kousséri (Tchad).

1901 - L'impôt est levé au poste des Ungourra. "Ma plus grande préoccupation après le service du portage est de faire rentrer l'impôt dans mon secteur. Les indigènes paient l'impôt en nature, caoutchouc et ivoire ; l'argent ici est inconnu" (Deleurme, 1900-1902).

1903 - Traité entre Sénoussi et la France. La zone d'action du Kouti ne doit pas dépasser le Bamingui au sud.

1906 - Les pays de "protectorat" soumis à Sénoussi sont rattachés au Territoire militaire du Tchad.

1907 - Venant du poste des Ungourra (N'gola), Lalande fonde dans la savane des Porou de Pouyamba un poste appelé à contrôler les Dacpas à partir de la rive droite de la Bamba qu'il croyait navigable jusqu'à l'Oubangui. Début avril, les gens de Pouyamba sortent de la brousse où ils étaient cachés et présentent 30 manoeuvres pour la construction du poste. Comme le commerce, le "développement" a précédé la conquête : Lalande crée un jardin, une pépinière et une basse-cour. Il fait planter 3.000 pieds de céaras (arbre à caoutchouc), 20 goyaviers, 20 cerisiers de Cayenne, 20

manguiers, orangers, papayers, 60 ananas et installe boucs, chèvres, porcs et poules d'Europe. Il procède à la nomination de "chefs de village", (notion jusque là inconnue) dans les clans qui se soumettent. La soumission implique une sédentarisation et un regroupement de l'habitat, car la dispersion et la mobilité sont interprétées comme une dissidence...

"A partir de 1907, les missionnaires abordèrent franchement la population libre (après la politique d'achat d'esclaves). L'évangélisation trouvait alors en Oubangui les obstacles communs à toute l'Afrique : polygamie, fétichisme, magie, sorcellerie, coutumes séculaires des villages. Nous étions forcés d'abandonner les vieilles générations et nous nous occupions surtout de l'enfance et la jeunesse." (Daigre, 1955).

Première tentative pour percevoir un impôt essentiellement en caoutchouc (de *Landolphia owariensis*). Mise en place du régime de l'Indigénat (répression de type administratif complétant la compétence des tribunaux). Ce régime interdit de fait les manifestations extérieures des cultes religieux locaux (dits "sorcellerie, magie, fétichisme...")

L'"Ouham et Nana", société commerciale concessionnaire créé une factorerie à Pouyamba (achat d'ivoire et de caoutchouc).

1908 - Agitation. La "dissidence" de certains groupes formellement "ralliés" est provoquée par l'hostilité à l'impôt. La violence interclanique perdure et se greffe sur ces points de résistance, les groupes ralliés devenant la cible des autres. Ces attaques prennent l'aspect d'une résistance à l'administration qui -de toute façon- a besoin d'alibis pour l'imposer.

Les soumissions de 1907 chez les Dacpas et leurs voisins immédiats se révèlent de pure forme. Les "chefs" récemment nommés se plaignent du fait que la récolte du caoutchouc (pour l'impôt) compromet la production normale, les gisements de lianes étant vite épuisés, il fallut se rabattre sur les variétés naines (le caoutchouc d'"herbe") d'où un surcroît de travail.

La dissidence s'approvisionne en armes et munitions auprès de la Compagnie du Kouango Français (C.K.F.). Exode d'une partie de la population de la Haute Bamba vers la concession de la C.K.F., dépourvue de postes militaires ou administratifs.

La récolte du caoutchouc devient, de fait, obligatoire puisque l'impôt l'est en l'absence de numéraire reconnu par la France.

1909 - Soulèvement général des Ndocpas, voisins des Dacpas.

Le gouverneur général Merlin déclare : "Il faut aller au devant des populations qui vivent dans une condition misérable, sans protection contre les éléments et les abus, sans guides vers le progrès et presque sans conscience de celui-ci. Il faut inviter et parfois contraindre, ces malheureux à se confier à nous". (J.O. du Congo Français, cité par Kalck, 1974).

Nouvel arrêté concernant le Code de l'Indigénat.

1910 - Le poste du village de Pouyamba appelé à devenir le chef-lieu du secteur est jugé trop excentré et mal relié au sud par la Bamba. Transfert du poste dans le village mbi de N'guérémalé (Grimari). Plusieurs clans dacpas s'agitent.

Création des "tribunaux indigènes", pouvoir judiciaire censé juger suivant la coutume (à ne pas confondre avec le Code de l'Indigénat).

1911 - Dissidence, fuites, soumissions : la situation des populations du district de Grimari vis-à-vis du pouvoir est confuse.

La compagnie "La Brazzaville" demande officiellement une concession de 10.000 ha immédiatement à l'ouest de Pouyamba pour "commercer avec l'indigène (...) les exploitations agricoles étant vouées à une ruine certaine...".

Mort de Sénoussi tué par Modat venu l'arrêter.

- 1912 - "Démonstrations de force" (colonnes Coupé, Meynard). Retour dans leurs villages des Dacpas Banga, soumissions et paiement de l'impôt (Dacpas Deko) en ivoire et caoutchouc. Rentrée totale de l'impôt de 1911 (sauf chez les Ndocpas).
 "Les populations Dékoa (Ndacpas) et Dacpa sont définitivement mises au travail." (Legrand, 1914).
 Fin officielle de la traite des esclaves par le Kouti (départ de Kamoun, fils de Sénoussi). Création d'une piste Grimari-Pouyamba-les Mbrés.
 Accroissement des obligations du portage (qui n'atteindra jamais, ici, les rigueurs de celles de l'axe Bangui-Tchad par Sibut).
- 1913 - Fin des dernières dissidences dacpas. Mise en place des limites administratives du district de Grimari.
 Première tentative pour obliger la population à modifier son architecture (il s'agit d'abandonner la maison ronde en chaume pour la maison rectangulaire en torchis...) et pour regrouper l'habitat. But recherché : sédentariser et asseoir l'autorité des "chefs de villages".
 Concurrence sur certaines ressources : "L'ivoire s'exporte en grande quantité. De véritables "entreprises" de chasse sont organisées dans les territoires concédés et dans les zones libres." (Legrand, 1914).
 Calme apparent mais migrations "browniennes" : de la région de Sibut-Dékoa vers Grimari pour fuir le portage ; du district de Grimari vers le Kouango (non encore contrôlé par l'administration) pour fuir la cueillette du caoutchouc d'herbe rendue plus difficile par épuisement des stocks.
- 1914-1918 : Opérations militaires sur la Haute-Kotto (arrière pays des Dacpas) qui vident définitivement la région (fuites au Soudan).
- 1915 - Rédition des derniers dissidents (Mandjas, Ndocpas).
 Nouvelles "incitations" pour grouper les villages et alourdir la construction (torchis).
- 1916 - La fin de la "pacification" correspond au début de recrutement pour le front en Europe (30 hommes en 1916 pour le district de Grimari).
 Recensement de la population du district : 7.150 hommes, 9004 femmes, 2.197 enfants, soit 15.640 imposables.
 Début de l'évangélisation en pays dacpa par un missionnaire de Bambari.
 On "baptise des moribonds" (Daigre, 1950).
- 1917 - Baisse des cours du caoutchouc, nécessité d'en produire plus. L'administrateur local se montre compréhensif mais est rappelé à l'ordre.
 La ruine du mode de production local (dont l'agriculture) commence à cause de la cueillette du caoutchouc d'herbe qui nécessite 20 jours de travail par mois. Les villages regroupés par l'administrateur Jacoulet en 1916 doivent être abandonnés par la population qui erre en brousse à la recherche des gisements de Landolphia qui s'épuisent.
 Un rapport de la subdivision de Grimari de 1917, cité par Serre (1960) signale :
 "La situation politique est bonne, en ce sens que les indigènes ne semblent pas disposés à opposer de résistance armée à nos exigences, qu'ils supportent les procédés brutaux des gardes les exhortant à la production. L'impôt 1918 sera perçu sans difficulté. Mais depuis que leur résistance armée a été brisée les indigènes n'ont pas progressé. Ils n'obéissent que par crainte et ne comprennent pas que nous essayons aussi de les éduquer (...).
 Les villages ne sont plus actuellement groupés. Les ruines des groupements faits par Jacoulet (1916-début 1917) subsistent mais des

habitants habitent en brousse au gré de leur fantaisie". 486 condamnations (5684 journées de prison) dont 333 pour non paiement d'impôt et 19 pour fuite. 10 morts chez les Ndacpa qui refusent de cueillir le caoutchouc.

La production de cette année (146 tonnes) ne sera jamais dépassée dans le district.

- 1918-1919 - Chute de la population par exode et mortalité. Lassitude générale et abandon de toute forme de production au profit du caoutchouc pour l'impôt, ce qui entraînera des famines jusqu'en 1921-23. "La masse travaillait ainsi neuf mois de l'année sans toucher la moindre rémunération. Ce travail forcé alla à peu près les deux premières années, parce que le produit abondait et que la nourriture était encore assurée par d'anciennes plantations de manioc. Mais vint un temps où la Landolphia se raréfiant à proximité des agglomérations, les récolteurs furent déportés vers de nouveaux emplacements, parfois très éloignés des villages, où n'étaient autorisés à résider que les malades et les jeunes enfants. En ces lieux déserts, les hommes travaillaient sous la surveillance des gardes et de leur séquelle vivant dans des abris infectes et une promiscuité révoltante, exposés à toutes les intempéries et ne se nourrissant le plus souvent que de racines et de fruits sauvages. Certains m'a-t-on assuré, mangeaient l'argile des termitières. Vers la fin du mois, on leur accordait bien quelques jours pour aller se ravitailler au village, mais la plupart du temps, ils en revenaient les mains vides, les plantations n'étant plus renouvelées. On avait prévu trois mois pour les plantations, mais épuisés, découragés, persuadés qu'on ne leur laisserait pas le temps d'entretenir un champ, que la récolte serait pillée ou détruite par les animaux sauvages, les gens ne plantaient presque plus. Ainsi, la famine s'installait presque partout (...). Bientôt, des primes à la production, alcool, viande, marchandises diverses, chevaux même amenés du Tchad par des Bornouans, furent largement distribuées par les acheteurs aux chefs de villages et aux gardes pour les inciter à intensifier la récolte, et ce fut le travail de nuit à la lueur des torches, les violences, le régime de la chicotte (cravache). Des miliciens (...) donnaient la chasse aux nombreux récolteurs qui essayaient de se soustraire à la corvée, et l'on rencontrait de longues files de prisonniers, hommes et femmes, la corde au cou, entièrement nus, pitoyables. Combien de ces malheureux, abrutis par les mauvais traitements, n'ai-je vu défiler à cette époque (...). Affamés, malades, ils tombaient comme des mouches. Beaucoup d'hommes furent déportés (...). Les malades et les enfants, abandonnés au village y mouraient de faim. De pauvres petits, squelettiques, fouillaient des amas de détritrus à la recherche de fourmis et autres insectes qu'ils mangeaient crus. Cette accumulation de maux jeta la population dans un tel état de bestialité que les morts étaient dépecés par les survivants, les malades étaient achevés, les cadavres déterrés pour être mangés. Des crânes, des tibias traînaient aux abords des villages (...). Par suite de ce lamentable état de choses, de nombreux villages il ne restait que des ruines ; les plantations n'existaient pour ainsi dire plus ; les populations étaient réduites à la plus grande misère et plongées dans le désespoir. Jamais, elles n'avaient vécu de pareilles heures, même aux plus mauvais jours des invasions arabes." (Daigre, 1950). Première tentative de plantations villageoises de céara, riz et coton "pour essayer de libérer les cultivateurs du caoutchouc de cueillette. Malheureusement ceux-ci ne comprenant pas l'intérêt de ce programme..." (Serre, 1960).
Recrutement de la classe 1918.

Apparition de l'idée d'une "chefferie indigène" (à recréer après avoir été détruite dans les groupes anciennement étatisés, à inventer et imposer dans les autres).

Début d'un programme de création de routes. "Toute la population fut réquisitionnée." (Daigre, 1950).

Nouveau programme de regroupement de l'habitat (sur la nouvelle route). Obligation de créer des parcelles collectives de comestibles (pour l'approvisionnement des postes administratifs).

1920 - Nouvelle orientation économique : fin de la période du caoutchouc de cueillette (effondrement des cours et arrêt des achats par les Compagnies après la fin de la guerre en Europe).

Ouverture de l'axe routier Bambari-Grimari-Bangui, grâce à l'impôt en travail (le "régime des prestations" sera aboli en 1944).

1921 - Renforcement de l'autorité des "chefs de village" par la création des "chefs de canton" en relation avec le regroupement systématique de la population sur les routes qui casse la structure clanique et le mode de gestion du sol.

"La seule incitation à la production est d'origine fiscale" (Serre, 1960).

L'impôt est payé en numéraire si possible, sinon en caoutchouc et en ivoire. Les chefs en gardent 10 à 20 %. Accroissement du taux de l'impôt.

Début du recrutement pour le chantier du chemin de fer Congo-Océan.

Incitation pressante à la culture du manioc au détriment du sorgho.

Incitation à la culture du riz (en partie en rapport avec les besoins des postes administratifs et le chantier du Congo-Océan) mais les villages sont désormais sur les lignes de crêtes, le long des routes...

1923 - Fin des famines et des épidémies (kwashiorkor, variole, M.S.T., trypanosomiase) dues aux désordres et à la malnutrition de la "période du caoutchouc".

Début du trafic automobile et fin du portage.

1924 - Début de la culture obligatoire du coton (qui le restera officiellement jusqu'en 1953-54), commencée à l'initiative d'Eboué dans le Mbomou. Réforme du statut de l'Indigénat.

1925 - Interdiction des variétés locales de coton (*Gossypium punctatum*) au profit de *G. hirsutum*.

Début de la circulation de la monnaie.

1926 - Le recrutement, volontaire au début, pour le chantier Congo-Océan est étendu à tout l'Oubangui (17.000 morts de 1925 à 1928 selon Daigre, 1950).

1928-30 - Formation de 3 compagnies cotonnières qui se partagent l'Oubangui.

La récolte de coton est payée aux chefs qui reversent la recette à l'administration pour l'impôt.

L'encadrement de la population et la propagande pour la culture du coton est pris en charge par le Comité cotonnier de l'AEF.

Abandon des parcelles collectives créées pour la culture du céara.

Généralisation de la culture du manioc face à l'incompatibilité sorgho/coton (calendriers voisins).

1931 - Le Gouverneur général Reste trouve que l'effort d'encadrement et de propagande du Comité cotonnier est insuffisant. L'encadrement restera le fait de l'administration jusqu'en 1948 ("boys-coton").

1932 - L'habitat groupé sur la route devient une obligation stricte.

- 1933 - Création d'une station d'expérimentation agronomique à Grimari-Goulinga par le Comité cotonnier de l'AEF.
Début de l'"opération café" (fin de l'obligation en ce domaine en 1938 et échec de l'opération).
- 1944 - Fin du "travail obligatoire" (officieusement pratiqué dès le début de la période coloniale, il s'ajoutait aux "prestations" officielles et aux "réquisitions" de portage jusqu'en 1923).
- 1947 - Prime à l'ensemencement du coton avant la "date limite" et sur "parcelles groupées".
- 1950 - Mise en place d'un encadrement technique pour la culture du coton.
- 1953 - Fin de l'obligation officielle de cultiver le coton. Cette décision reste théorique. Incitation à la commercialisation de l'arachide et du sésame sur les marchés officiels.
- 1956 - "Loi-cadre" et africanisation progressive des structures étatiques.
"Mise en route de la modernisation en milieu traditionnel africain" (Morel et Meray, 1964) (il s'agit de lancer le labour mécanisé dans un rayon de 20 km autour de Grimari).
Extension de la culture du café en savane liée au "semi-échec du coton".
Le service des Eaux et Forêts veut faire faire de la pisciculture aux Dacpas (bassins à tilapias creusés à Makoara, village de Pouyamba).
- 1959 - Nouvelle "opération café" : 2 ha sont plantés sur une parcelle administrative à Pouyamba.
- 1960 - A. Malraux, poète, déclare à Bangui : "La France vous lègue l'administration, car il n'y a pas d'Etat sans administration." (cité par Kalck, 1974).
- 1961 - Il n'y a plus de villages en dehors des routes. Les derniers "anciens", restés près des lieux de cultes en brousse s'étaient vus "conseiller" de rejoindre le village à la fin des années 50.
Nouvelle phase de regroupement de l'habitat et création des communes.
- 1962 - Instauration d'un parti unique.
- 1963 - "Tout citoyen actif devait adhérer au MESAN et acquitter ses cotisations." (Kalck, 1974).
- 1964 - Article 38 de la loi 63/441 du 9 janvier : "l'Etat, en vertu de son droit de souveraineté est présumé propriétaire des terres qui, au jour de la promulgation de la présente loi, ne sont pas possédées par des tiers..." (cité par Nimeziambi, 1981).
Renforcement des sociétés d'intervention en milieu rural.
- 1966 - Début d'un programme de culture motorisée en Ouaka dont Pouyamba (échec en 2 ans).
- 1970 - "Une réforme agraire est apportée au système de l'agriculture pratiquée en République Centrafricaine, à compter du 29 août 1970" (Article 2 de l'Ordonnance n° 70/50 du 19 août 1970, citée in Séminaire de Mbaïki de février 1981).
Suppression de l'encadrement technique.
Une ordonnance (70/45 du 27 août 70) porte création d'un organisme dénommé "Ferme d'Etat" placé sous l'autorité du Président de la

République et comprend plusieurs centres agricoles créés dans chaque chef-lieu de préfecture et sous-préfecture. L'autorité de cette organisation est déléguée à un capitaine des Forces Armées (cité au Séminaire de Mbaïki de février 1981).

"Les cultures obligatoires, de nouveau, font seules l'objet de la politique officielle" (Piermay, 1977).

De 1970 à 1980, la production de coton-graine en R.C.A. passe de 53.000 tonnes à 17.400 tonnes (Cantournet, 1988) et "le massacre des éléphants centrafricains (avait pris) des proportions alarmantes à l'époque de Bokassa Ier, qui (...) détenait le monopole de l'exportation de l'ivoire." (6.000 abattages par an pour un troupeau de 80.000 têtes au début des années 70) (Decoudras, 1984).

1981 - Séminaire sur la "sédentarisation du paysan centrafricain en zone de savane" à Mbaïki (10-14 février 1981).

Cette chronologie néglige volontairement les faits d'étatisation les plus récents supposés connus.

Toutes les ingérences ayant affecté la société dacpa ont eu pour effet d'enfermer l'individu dans un dilemme : effectuer une "conversion" idéologique permettant d'intégrer personnellement le processus d'étatisation ou être contraint, notamment dans sa capacité de produire dans une certaine forme ; à savoir : dégager une plus value par augmentation des rendements, et de la quantité de travail au détriment de la productivité du temps de cueillette associée à un objectif économique bas mais suffisant pour permettre l'abondance lorsque le groupe n'a que lui à nourrir.

IV. La réaction face à la prépotence

Des données incomplètes permettent de distinguer, du milieu du 19^e siècle à nos jours, différents types de réactions face à l'ingérence, dont plusieurs peuvent se manifester en même temps. Toutes sont des refus.

a) La disparition pure et simple

Il ne s'agit certes pas d'une attitude parmi d'autres mais du résultat de l'échec d'une stratégie. Par définition, cette situation est difficile à analyser mais elle est réelle et probablement fréquente par intégration du groupe à un autre par exemple ou élimination physique ou déportation.

b) Intégration individuelle à la société étatisée

Le fait est constaté à toutes les époques. Il implique un "recyclage culturel" d'autant plus efficace que l'âge de l'intéressé est bas ou qu'il s'agit d'un déviant sur le point d'être rejeté. Parfois des familles entières peuvent faire le choix : si les Ouaddas, par exemple, prirent l'initiative de fuir jusqu'aux abords de l'Oubangui, certaines familles collaborèrent, contrôlant la vallée de Pipi pour le Kouti (Modat, 1912) sous le commandement de Mahammadi, esclave affranchi par Sénoussi et nommé Aguid de la région.

Les "Bandas de Rabah" jouèrent un rôle actif dans les combats de ce dernier et plusieurs d'entre eux furent chefs de bannière.

Parfois, des fractions survivant au génocide sont intégrées en gardant le souvenir de leur origine : ce fut le cas des Bongos, issus d'un fond de peuplement pré-banda semble-t-il, qui, réduits à quelques familles, furent déportés à Ndélé et installés en 4 villages sous le commandement d'Allah Djabou, bongo lui-même d'après Modat (1912).

c) La résistance armée

Elle est fréquente et presque systématique en cas d'agression mais toujours de très courte durée et isolée, quelle que soit l'époque. Ce fait a toujours frappé les observateurs depuis El Tounsy. C'est un fait constant dans l'histoire des peuples des savanes de l'Oubangui face à l'agression. Elle n'est jamais une stratégie à long terme et coordonnée entre différents clans.

"S'ils n'eussent vu les ghazua, ils se croiraient les seules créatures de la terre (...). Les peuples des idolâtres, (...) divisés d'intérêts, sans accord entre (eux), ne s'entraident jamais. Bien plus, chaque station est hostile aux stations qui l'avoisinent et quand l'ennemi vient tomber sur un village, l'attaque, en enlève les femmes et les enfants, le village voisin regarde d'un oeil indifférent et ne cherche point à conjurer l'orage. Aussi, dès que l'ennemi en a fini avec une station, il va s'adresser à une autre et la traite comme la précédente, sous les yeux des villages les plus rapprochés qui demeurent encore spectateur tranquille du malheur de leurs frères. Si ces idolâtres savaient se réunir contre leurs agresseurs, aucun des Etats musulmans du Soudan n'oserait les attaquer." (El Tounsy, 1845, cité par Kalck, 1974).

Un demi siècle plus tard, Sweinfurth (1875) fait les mêmes remarques :

"Le pays, divisé en une infinité de petites communes indépendantes, n'a opposé que peu de résistance à l'invasion musulmane".

Les observations de Modat (1912) confirment ce comportement. Dans l'ensemble les clans bandas évitèrent toute alliance face au Kouti. Les rares exceptions ne donnèrent lieu qu'à des alliances limitées et éphémères (autour de Daïngou des Dacpas Déko et de Mariguia des Dacpas Sima au combat du Kaga Yangba par exemple).

Les colonnes françaises de "pacification" qui parcoururent les territoires bandas entre 1915 et 1920 (Dacpas, Ndocpas, Mbis, Gbis...) constatèrent la même chose. La résistance la plus déterminée, celle des Ndocpas, n'incita pas les autres tribus à les rejoindre pour une stratégie commune. Tisserant parle d'une "passivité navrante" (1955) sauf à deux reprises. Lalande recevra la reddition des Dacpas clan par clan...

Cela concerne toutes les sociétés libertaires et pas seulement les peuples bandas :

"Amoureux de leur indépendance mais inconscients de leur force, les malheureux Kara, Kreich, Goula, Binga, Banda restent divisés, ne comprenant pas qu'en s'unissant, ils conserveraient peut-être leur liberté..." (Modat, 1912).

Voire. Sans vouloir apporter dès à présent une explication à ce phénomène on remarque que l'agression étant une constante historique, une stratégie de résistance ne peut être que de longue durée, obligeant à une division des tâches, ceux qui se battent ne pouvant produire. Une fédération permanente obligerait à la création d'un pouvoir supra-clanique. Ainsi, vouloir résister par la force à l'ingérence étatique obligerait à l'étatisation sans garantie de victoire. Cela est absurde du point de vue du libertaire.

d) Le gage économique

On utilise parfois le terme de "tribut" pour désigner une contribution versée régulièrement par un groupe autonome à un pouvoir qui le sollicite. Cet acte, perçu comme un symbole de soumission par celui qui l'impose, est souvent un gage de tranquillité pour le donneur. Ce "gage" a pris diverses formes chez les Bandas.

La razzia ou d'autres modes de dominations violentes n'était pas incompatible avec diverses formes de commerce. Dans certains cas, la vente de matières premières ou de biens particulièrement recherchés par les Etats et existant en grande quantité dans l'espace franc permettait à certains clans de se maintenir sans trop de risques. Il pouvait s'agir, dans la deuxième moitié du 19^e siècle, par exemple, d'ivoire, de caoutchouc, de viande boucanée, de produits de forge ou de captifs dont beaucoup transitaient de groupe en groupe avant d'arriver dans les zéribas. Au moment du passage de Dybowski (1893), les Dacpas de Zouli venaient de vendre ainsi un stock d'ivoire aux gens du Kouti avec lesquels ils étaient, apparemment, en bon terme à cette époque.

Les impératifs de l'échange rendaient précieux le maintien de certains groupes. On verra ainsi le Kouti vendre des armes de deuxième qualité à des clans bandas pour être mieux approvisionnés en ivoire. Pour le groupe concerné, la tranquillité s'obtenait ainsi avec une simple augmentation de la productivité de la chasse grâce à ces armes.

La vente de prisonniers ou d'exclus offrait aussi une telle garantie. La qualité des relations commerciales limitait les risques de razzias.

Le "gage" pouvait prendre des formes sociologiques : on a parlé de 600 concubines dans le harem de Ndélé, originaires de toutes les zones d'"influence" du Kouti. Il y avait, semble-t-il, une femme Porou chez Sénoussi.

A mi-chemin entre l'intégration et la fourniture de "gages", certains groupes servirent de relais politique ou commercial. Ce fût le cas des Ngapous pour le Kouti par exemple.

Ceci montre que le distingo entre "société étatisée" et "société libertaire" est une façon comme une autre d'entrer dans une situation dont la complexité ne peut être décrite aussi simplement. D'ailleurs, en matière de gage, chaque camp voit la situation à sa façon : ce qui est un acte de soumission pour l'un ne sera peut être qu'une attitude diplomatique commode pour l'autre.

e) Libération dans l'imaginaire

La religion et la philosophie banda, le culte des mânes et des divinités "animant" les lieux et les phénomènes naturels, la symbolique de Gbingui comme siège des forces de cohésion sociale, etc... ont toujours été combattus par les idéologies étatiques quand les hommes n'étaient pas niés en tant que tels en fonction de leur foi et de leur culture même (diagnostic de "primitivité", de "sauvagerie", etc...).

Idéologiquement, la razzia est d'abord une "jihad" détournée de son but à des fins commerciales. La "guerre sainte" est toujours l'alibi de l'agression. La conversion (forcée par la violence ou l'éducation des enfants enlevés) sera même la condition formelle à l'intégration.

Plus récemment, les conceptions religieuses bandas furent contrées de façon systématique : le regroupement des villages entraîna un abandon des lieux de culte en brousse et donc du culte lui-même dans sa forme habituelle. De plus, la plupart des pratiques religieuses se trouvèrent interdites, soit au plan judiciaire, soit administratif (code de l'Indigénat), regroupées sous le nom de "sorcellerie".

Le code de l'Indigénat prévoyait en sa mouture de 1909 par exemple, l'interdiction de la "pratique de la sorcellerie quand les conséquences n'ont pas entraîné la comparution devant les tribunaux" (1er avril 1909, Brazzaville, Gr. Merlin). Le terme de sorcellerie étant pratiquement non définie en français ("magie primitive secrète et illicite". Dict. Robert)), les choses devinrent vite difficiles pour les gardiens de Gbingui. La loi n'a jamais changé en la matière malgré les révisions successives du code :

"(interdiction des) pratiques de charlatanisme, magie ou sorcellerie de nature à nuire ou à effrayer mais n'ayant pas un but et ne revêtant pas un caractère criminel ou délictueux" (arrêté du 30 mars 1928, Brazzaville, Gr. Antonetti).

C'est bien l'âme et la religion locale y compris (et surtout) ses fonctions sociales qui étaient réprimées : "Les Tribunaux Indigènes" appliquent, en toute matière, les coutumes locales en ce qu'elles n'ont pas de contraire à la civilisation française" (Legrand, 1914). Cela laissait une large possibilité d'interdictions qui ne se réduira pas.

La négation de la spiritualité "animiste" (utilisons le terme...) et de sa fonction politique et sociale est ancienne. Le R.P. Troupeau (1961) proposait le christianisme comme remède aux "ruines de la vie religieuse ancienne" provoquant des "naufrages lamentables" dû au contact avec l'Occident (donc le christianisme !) tout en dénonçant la cohésion parfaite du clan "bloc sans fissures" et "entrave à une vie moderne chrétienne"... Cent cinquante ans plus tôt, El Tounsy (édité en 1845) trouvait qu'on devait proposer aux païens de se convertir avant de les razzier.

La liste est longue de ceux qui dénonceront les "sorciers" et leurs "coutumes ancestrales..."

"En un travail si délicat, prêtres et éducateurs auront souvent à faire face à une objection : "Nos ancêtres n'ont pas fait ainsi, ça c'est la façon des blancs". Il ne s'agit pas de blancs ou de noirs, mais de la vie chrétienne, de la vie vécue humainement tout simplement." (Troupeau, 1961).

Le choc fût tel qu'il n'y eut guère de risque à se déclarer "chrétien". Ce fut un alibi comme un autre mais un tel reniement de soi et de ses ancêtres, obligea les Porou à élaborer un mythe pour se libérer de leur sentiment de culpabilité. Nous le citons tel qu'entendu dans ses différentes versions et avec sa part de réalité :

"De nos jours, Gbingui n'existe plus. Depuis l'arrivée des prêtres, les villageois ont abandonné les fétiches Gbingui, Ngbanguerengou, Lingou, Yewo... Ils pratiquent la religion. En 1964, un prophète, Obalé Ngoutidé est venu. Il a brûlé tous les fétiches du pays des Bandas. Il y a eu beaucoup de décès. Les habitants se sont dispersés ou sont partis. Les mariages et les naissances sont devenus rares. Tout est fini (D.C. à Pouyamba, 1988).

"Oui, ceux qui détenaient Gbingui, Kiffi, Yewo, Iyilingou, sont morts... mais il y en a encore quelques-uns de ce temps... En ce temps-là, Gbingui, Kiffi et Iyilingou nous apportaient bonheur et chance dans ce village. Mais de nos jours, ils ont disparus et c'est pourquoi les difficultés nous accablent. De nos jours, les gens ont laissé. Ils croient en un seul Dieu apporté par les prêtres et les pasteurs. Les uns sont catholiques, les autres protestants... Et pas seulement ça ! Il y avait un homme à Bambari... Il avait un pouvoir miraculeux. Il a fait disparaître tous les fétiches des Bandas. Celui qui détient ces fétiches meurt ! Son nom est Ngoutidé. De nos jours, tout a disparu mais malgré tous ces efforts, il y a des gens qui ont gardé..."

C'est vrai ! Je peux t'expliquer comment Ngoutidé a fait pour avoir ces pouvoirs miraculeux qui lui ont permis de "souffler" les fétiches... Avant, il était malade. Il est resté longtemps malade. Cinq ans ! C'est sa femme Marie qui lui donnait à manger. Il était paralysé des quatre membres. Un jour, pendant qu'il dormait, il entend une voix

qui l'appelle et lui dit de se lever et de marcher. Elle lui dit d'obéir à l'ordre qu'on va lui donner. "Va ramasser tous ces fétiches dont les gens se servent pour faire le mal à leur prochain !" Lui, Ngoutidé, n'a jamais su d'où venait cette voix. C'est comme ça que les Bandas ont perdu leurs fétiches !

Crois-moi, au moment où Ngoutidé est venu dans le village de Pouyamba, ce qui s'est passé est impossible à dire ! Il a des petites croix. Il remercie Dieu au nom de Jésus et entre dans ta maison. Il voit immédiatement les fétiches. Il les brûle. Si tu t'opposes, tu meurs sur place ! On a eu peur de garder les fétiches " (P.G. à Pouyamba, 1988).

"Si tu t'opposes, tu meurs !" Il n'y a pas grand chose à ajouter... et les Dacpas ne parlent pas volontiers de ce sujet.

f) La mobilité

Quelle que soit l'époque ou le type d'agression subi par le groupe la réaction normale et immédiate est la re-mobilisation du peuplement ou l'accélération et l'amplification de la mobilité. Quel que soit le danger, on se disperse en brousse.

Les rares exceptions furent toutes provisoires et impliquèrent au moins un déplacement des plaines vers les montagnes. Le cas le plus représentatif de ces exceptions confirmant la règle de dispersion de l'habitat est celui des gens de Djellab. Ces Youlous (appartenant probablement à un fond de peuplement antérieur à celui des Bandas) résistèrent des décennies aux Foriens, Khartoumiens et Sénoussistes, réfugiés sur le site rocheux de Ouanda Djallé. A regarder les choses plus en détail, on peut admettre que l'étatisation de ce groupe était relativement importante lorsque le Capitaine Modat en entendit parler en 1909 : sédentarisation sur le rocher, abandon de l'essartage en plaine, importance de l'élevage (chèvres), discipline militaire, ouverture de l'économie (achat d'armement et de munitions, vente d'ivoire, de gibier et d'esclaves, produits des propres razzias youlous...

Les ennuis de Djellab, du début de ce siècle, tenaient au fait que Sénoussi souhaitait occuper son rocher qui constituait un magnifique site défensif. Sans cela, on peut supposer que les rapports de ce groupe avec le Kouti fussent restés identiques. Le pays de Djellab apparaissait alors comme un protectorat du Kouti. Djellab, qui dû fuir, finalement, au Bahr el Ghazal, était un résistant relativement vassalisé. Il payait un tribut annuel en caoutchouc et ivoire (Modat, 1912).

Les résistances sur place se soldèrent toutes par des échecs. Le cas des Bandas de Ngaja résistant dans les cavernes de la vallée du Bohou et réduit à merci par Senoussi (et le canon de Bretonnet !) le montre bien.

Certaines tactiques impliquant l'utilisation de caches de vivres dispersées en brousse ou d'arbres géants pour se cacher (signalé par El Tounsy) sont plus ambiguës mais on peut difficilement considérer qu'il s'agit là d'une volonté de résistance sur place.

D'une façon générale, le groupe se défend en se dispersant et en accélérant le rythme de sa mobilité.

Cette attitude n'est pas spécifiquement banda. Celle d'autres groupes (dits "kreich" par exemple) est identique. Les Mandjas feront pareil et leur comportement montre que cette stratégie n'était pas une fuite désordonnée (c'était parfois le cas, il est vrai, mais pendant quelques jours) : "Il faut conclure que le premier système de défense des Mandja repose sur le calcul des probabilités, la dispersion défensive dans la brousse proche et la contre-attaque" (Prioul, 1981).

Cette stratégie n'a de sens que dans un milieu abondant (gibier, ressources végétales...) donc dans un espace peu peuplé ou vide. Dans un tel contexte, des densités supérieures à 4-5 habitants au km² sont impensables. La fin du Kouti verra les terroirs des environs de Ndélé (viabiles sur le plan agricole puisqu'ayant nourri les armées de Senoussi pendant 40 ans) abandonnés par les populations asservies récemment pendant que les autres se redéployaient (Legrand, 1914) diminuant ainsi la densité du peuplement.

Il n'y a pas deux types de peuplement dans l'esprit des Bandas : un groupé en situation de paix, un autre dispersé en période de danger. La situation normale est un état d'alerte et la dispersion de l'habitat une situation de sécurité. On est toujours près des Dieux et de la nourriture lorsqu'on est "en brousse". En se dispersant, en "s'enfonçant" en brousse, on se rapproche de l'Esprit et de l'abondance et on s'éloigne de ce qui est "différent", donc mauvais. Même en fuyant, l'homme n'est jamais perdu en brousse parce qu'il emmène sa technologie avec lui et que là est la richesse. On comprend mieux, alors, l'obstination manifestée en pareil cas par toutes les formes de pouvoir à vouloir "sédentariser" et "regrouper" la population.

g) La cueillette, fondement de l'économie dacpa

Dans une situation de remobilisation ou d'accentuation de la mobilité, l'usufruit des stocks de ressources dans l'environnement est une forme économique privilégiée. Toute recherche d'un meilleur rendement devient un handicap. Ce qui compte alors c'est l'efficacité du cueilleur, garant de la survie biologique du groupe comme de sa liberté. En situation de cueillette, d'isolement en brousse et de grande mobilité, le clan, la fraction de clan ou même le foyer isolé reste économiquement opérationnel. Une civilisation peut alors se dissoudre et réapparaître ailleurs.

La technologie de la cueillette est plus complexe et difficile à acquérir que celle de l'agriculture : "Au village, n'importe quel imbécile peut survivre ; en brousse, l'homme est obligé d'être intelligent..." (phrase entendue ailleurs qu'en territoire dacpa). Elle représente un acquis de connaissances infiniment plus grand que celui nécessaire à l'essartage.

Si le danger est permanent et la mobilité normale, l'économie est normalement fondée sur la cueillette. Elle apparaît alors comme un mode de consommation et non de production. L'accumulation de biens issus d'un travail de transformation est une gêne. La mobilité devient alors un mode de gestion des stocks. Historiquement, il est impossible de dire si la mobilité oblige à une gestion des stocks dans la nature ou si cette gestion condamne à la mobilité.

Si on admet ce point de vue, il n'est pas difficile de voir dans l'essartage une forme de cueillette comme une autre, simplement plus dangereuse que les autres, car concentrant des produits offerts au pillage. Une forme de cueillette (un usufruit de l'humus ou le critère fondamental reste celui de la productivité du temps d'essartage) qui ne seront tolérables qu'en l'absence de toute oppression.

Remarquons que l'exogamie est -entre autres- un moyen de transfert de technologie : le clan migrant aborde des milieux et des stocks nouveaux. En prenant ses femmes dans les clans locaux ou voisins, il intègre une connaissance immédiatement opérationnelle (inversement, ses filles apportent aux locaux des techniques nouvelles).

Ces différentes réactions face aux sociétés impérialistes se combinent au gré des situations et des époques. Nous essayerons de voir comment après avoir précisé un certain nombre de caractéristiques de l'environnement en tant que milieu géré par le groupe.

VI. Quelques effets du genre de vie sur l'environnement

Certains inventaires botaniques présentés dans ce chapitre sont incomplets pour quelques buissons ou lianes et deux ou trois espèces d'arbres. Lors des opérations de terrain, effectuées seul ou en compagnie du botaniste Peter Schäfer, chaque échantillon a été récolté en au moins 6 exemplaires et déterminé à Bangui. L'herbier a été spontanément donné à l'Université de Bangui et devait constituer l'embryon de l'herbier national en projet. Quelques échantillons n'avaient pas encore été déterminés lors de notre retour en France et le transfert d'un exemplaire des indéterminés était indispensable pour mener la tâche à son terme. L'autorisation de ce transfert n'ayant pas été donnée il faudra attendre les publications des responsables de l'herbier pour connaître les noms manquants.

* * *

Le clan des Porou a probablement occupé le bassin de la Haute Bamba au milieu du 19^e siècle. Serre (1960) considère que la région était alors vide. Dans une situation générale de faible densité (2 à 3 habitants au km²) et de mobilité du peuplement, cela est relatif. Une région effectivement vide n'est pas à l'écart de la gestion humaine : le feu annuel passe partout en savane comme passent partout les troupeaux d'animaux sauvages chassés à un moment ou à un autre de leurs migrations. L'aire de cueillette des différents groupes peut être vaste : plusieurs dizaines de kilomètres de rayon pour la chasse par exemple. On peut être en milieu connu et exploité loin de son village.

L'hinterland caractéristique de la géo-politique banda était une zone dangereuse mais riche. Elle était parcourue et exploitée bien que non peuplée.

Tout le système d'occupation de l'espace (habitat, hinterland, aires de cueillette et de chasse, etc...) était mobile. L'intervention humaine était diffuse et n'induisait donc pas d'écotones perceptibles à l'échelle régionale. Les seules "ruptures" du paysage visibles, à part le contact forêt/savane "révélé" par le feu, étaient celles créées par les essarts et s'effaçaient en quelques années. Cette absence de "traces" humaines à petite échelle ne veut pas dire qu'on avait à faire à un milieu "vierge" et la présence locale d'essarts ne doit pas être interprétée comme une "dégradation". Quant au feu, il est un outil au service du maintien de la savane en une certaine forme comme l'essartage ou la régulation du gibier....

La savane est bien, depuis des millénaires, un paysage humanisé et géré. Son histoire qui a commencé sans l'homme et continuera après lui, est aussi une histoire humaine. Inutile de simplifier le raisonnement avec des "climax" et autres "forêts primitives". Si on évacue l'homme de l'histoire de la nature, il faut aussi évacuer les oiseaux, les éléphants, la pluie, les termites, etc... jusqu'au néant.

I. Les milieux probables au début du siècle

Imaginons les paysages découverts par les Porou lors de leur arrivée en Haute Bamba pour essayer d'apprécier ensuite l'impact du nouveau mode de gestion imposé par le regroupement forcé des populations.

Avant 1910 et depuis environ un demi-siècle, les essarts étaient diffus, de taille modeste et probablement situés près de la lisière des forêts de bas-fonds. L'abandon d'un champ ou d'un jardin était en général définitif au moins à l'échelle d'une vie d'homme.

A l'échelle régionale (qui est celle de l'espace vécu par les Dacpas), on peut imaginer à partir des souvenirs des anciens et des milieux qu'ils nous ont désigné aujourd'hui comme caractéristiques de l'espace, deux types de forêts (futaie haute sur sous-bois sarmenteux et lianescent) en bas-fond et plateau et trois types de savane (futaie de taille moyenne à basse sur tapis de graminées brûlé chaque année) partout hors des bas-fonds et talwegs et des dépressions sur plateau. Soit 5 formations :

1) Forêt de bas-fond. Rien ne permet de penser que la composition de la forêt de bas-fond ait changé. L'évocation floristique du chapitre I est certainement valable pour le début du siècle. La surface occupée par ce type était peut-être légèrement plus importante qu'aujourd'hui.

2) Forêt de plateau. Toujours en îlots réduits à quelques dizaines ou centaines d'hectares, la forêt de plateau n'avait probablement pas une composition identique à celle de bas-fond. Cependant de nombreuses espèces étaient communes. L'architecture était semblable.

3) Savane à boisement bas (4 à 6 mètres, exceptionnellement 8) : frondaisons non jointives, tapis à graminées perennes, dense et haut (2 à 3 mètres). Pas de tendance notable dans la fréquence des espèces, à petite échelle.

Cortège probable	Observations
<i>Allophyllus cobbe</i>	
<i>Amblygonocarpus andongensis</i>	
<i>Acacia sieberiana</i>	Rare. Arbre gardant probablement une taille moyenne dans ce type de savane
<i>Anogeissus leiocarpus</i>	Idem
<i>Bridelia ferruginea</i>	
<i>Bridelia scleroneura</i>	
<i>Burkea africana</i>	Arbre gardant probablement une taille moyenne dans ce type de savane
<i>Daniellia oliveri</i>	
<i>Dichrostachys glomerata</i>	Rare
<i>Entada abyssinica</i>	
<i>Ficus glumosa</i>	
<i>Gardenia ternifolia</i>	Rare
<i>Grewia venusta</i>	
<i>Hymenocardia acida</i>	Localement très fréquent
<i>Landolphia owariensis</i>	Était fréquemment lianescent sous Vitex et sur termitières par exemple
<i>Lannea kerstingii</i>	Arbre gardant probablement une taille moyenne dans ce type de savane
<i>Lophira lanceolata</i>	Idem
<i>Nauclea latifolia</i>	
<i>Parinari curatellifolia</i>	
<i>Parkia clappertoniana</i>	
<i>Piliostigma thonningii</i>	
<i>Prosopis africana</i>	
<i>Protea madiensis</i>	
<i>Pterocarpus sp.</i>	
<i>Sterculia setigera</i>	

Strychnos sp.p.
Terminalia glaucescens
Vitex spp.

Ces espèces ligneuses composaient une "futaie" dominant un tapis de graminées incluant *Landolphia owariensis* (en forme basse), *Icacina oliviformis*, *Indigofera sp.*, *Vernonia ambigua*, etc...

Cette formation classique n'était pas forcément dominante dans un rayon de 30 km autour de Pouyamba mais était largement représentée. Elle constituait la végétation normale des sols squelettiques gravillonnaires, à dessiccation rapide. Ce type de savane dominait dans les régions du Nord-Est du village de Pouyamba actuel.

4) Futaie sur savane. Le boisement de hauteur moyenne (10-12 mètres), sans sous-bois, à frondaisons quasi-jointives, sur savane à graminées basses "ombrophiles" offraient un aspect homogène quant à leur architecture mais la fréquence changeante des espèces de la futaie donnait des faciès variables à l'infini.

- futaie à *Burkea africana*
 Lophira lanceolata
 (ou fréquence inverse)
 avec *Anogeissus leiocarpus*
 Daniellia oliveri
 Ficus glumosa
 sur *Grewia venusta*
 Hymenocardia acida

- futaie à *Albizia zygia*
 Daniellia oliveri
 Terminalia glaucescens
 sur *Parinari Curatollifolia*
 Piliostigma thonningii

- futaie à *Amblygonocarpus andongensis*
 Daniellia oliveri
 Lophira lanceolata
 avec *Prosopis africana*
 Syzygium guineense
 Terminalia glaucescens
 Vitex doniana

5) Futaie sur taillis ou savane. Ce type de boisement appartient à la savane mais celle-ci peut-être localement pauvre ou absente, remplacée alors par un sous-bois sarmenteux ou lianescent "en tâches" de l'ordre de l'hectare, à Connaracées dont *Cnestis* et *Rubiacées* (*Canthium*, etc...). La futaie était irrégulière en hauteur et peu homogène quant à sa composition. Localement elle pouvait être basse se confondant presque avec le taillis sarmenteux apparaissant en clairière. Parfois, au contraire, le taillis se développait sous futaie haute (à *Anogeissus* par exemple). Ces situations étaient répétitives mais à l'échelle de description adaptée on a fait de ces boisements de savane un type particulier. Outre cette structure en "mosaïque", l'originalité de ce milieu tenait à la présence d'individus isolés d'espèces de forêt semi-décidue (par exemple *Ceiba pentandra*, *Cola cordifolia* et *Anthocleista sp.* etc...).

Six espèces dominaient la futaie :

Amblygonocarpus andongensis
Anogeissus leiocarpus
Burkea africana
Daniellia oliveri
Isoberlinia dalzielii
Isoberlinia doka

avec un cortège à :

Lannea kerstingii et, probablement, espèce affine *L. egreria* (ou variété glabre ?)
Lophira lanceolata
Prosopis africana
Sterculia setigera
Terminalia glaucescens
Combretum cf. paniculatum
Cratarispermum laurinum
Gardenia ternifolia
Hymenocardia acida
Lindackeria dentata
Parinari curatellifolia
Parkia clappertoniana
Piliostigma thonningii
Vitex doniana

Les parties en futaie sur taillis, très ombreuses et pauvres en graminées, brûlaient peu (ou pas si le feu était très précoce). Elles évoquent ce qu'on a décrit ailleurs comme "forêt sèche" lorsque *Anogeissus* domine la futaie.

II. La situation dans les années 50

L'évocation des formations anciennes est assez formelle puisqu'il s'agit de reconstitutions à partir de milieux actuels désignés par la population comme représentatifs de ceux de l'époque.

On a tenté de retrouver ces faciès sur les photographies aériennes du début des années 50. Soit une cartographie au 1/50.000e à 4 pages qui servira de référence à l'analyse des paysages d'aujourd'hui :

1 - Forêt de talwegs et bas-fonds d'une part, et forêt de plateau ou de pente (tâche cerclée) d'autre part : forêt des lions à Batchalé à l'Ouest de la Bamba, forêt d'Ingala à l'Est.

2 - Futaie moyenne sur savane basse

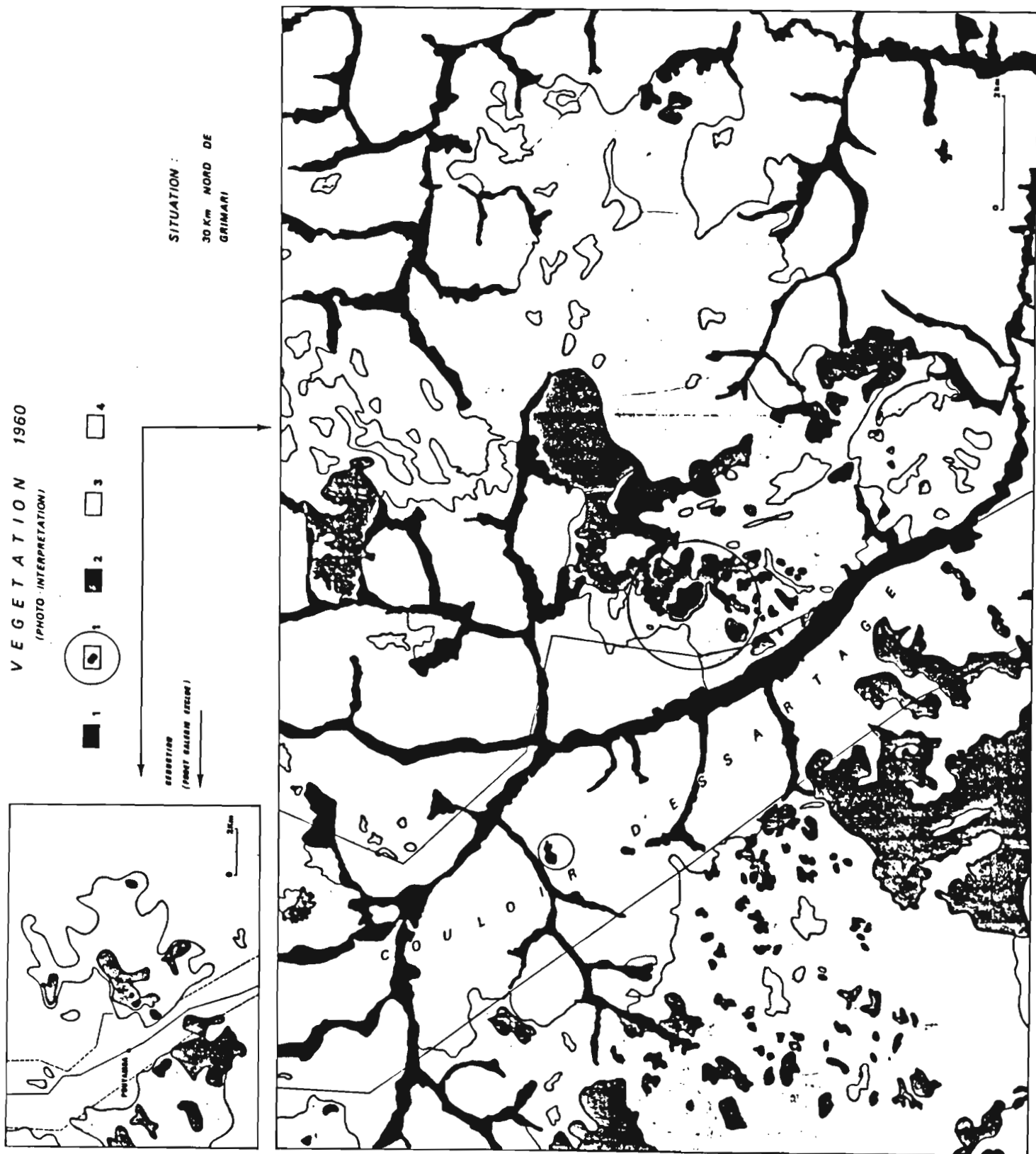
3 - Futaie irrégulière sur taillis ou savane hétérogène

4 - Futaie basse sur savane haute

Après photo-interprétation, on a cartographié les limites des aires d'essartage des villages de l'ancien canton Yanguéré depuis les regroupements forcés sur la route des Mbrés (1920-25).

La délimitation de ce "couloir d'essartage" appelle trois remarques :

Figure 31 : Les paysages végétaux dans les années 50. Photo-interprétation des couvertures IGN ? de 1955 à 1960. 1. Forêt de bas-fond et (cercles) "de plateau" ; Ingola : 3 îlots hors du couloir ; 2. Futaie haute sur savane ; 3. futaie irrégulière sur sous-bois lianescent ou savane ; 4. futaie basse sur savane haute.



- certains zones comprises dans le couloir n'ont jamais été défrichées bien qu'exploitées parfois en coupe sélective pour des besoins divers : écorçage de certaines espèces pour la fabrication des ruches, fabrication de poutres, etc..;

- le type 4 (futaie basse sur savane haute) bien développé hors du couloir l'est aussi à l'intérieur. Or, au début du siècle, la plupart de la surface incluse dans ce couloir relevait probablement des types 2 et 3.

- dans la moitié méridionale de la carte, les limites des types 2 et 3 correspondent approximativement aux limites du couloir.

Constatant cela et sachant que le feu passe annuellement partout sauf en forêt stricto sensu, que la pression de la faune peut être considérée comme homogène nous considérons que l'essartage répétitif sera, le cas échéant, le principal facteur d'inflexion de l'histoire du milieu et d'élaboration de paysages originaux.

III. Les paysages végétaux aujourd'hui

On se propose de mesurer l'effet de l'essartage sur le milieu et de détecter une éventuelle dynamique des paysages en milieu jamais essarté depuis le début du siècle (mais l'ayant été peut-être avant mais sur des surfaces infimes et dispersées).

Une série de parcelles de 50 mètres de côté a été délimitée dans divers faciès de savane, dans et hors du couloir, en fonction de durée de jachère variées. Trois parcelles ont été également piquetées dans les champs (1^o, 2^o et 3^o année de culture). Ce réseau de 11 parcelles a été complété par des transects (cf. carte) et le piquetage d'une série d'îlots forestiers pour permettre, dans ce dernier cas, d'en apprécier la dynamique dans quelques années. Soit :

- 3 parcelles sur essarts encore en culture.
- 3 parcelles sur jachères plus ou moins récentes (datées) en zone régulièrement essartées depuis 1907 (de 1 à 3 fois depuis 1958).
- 2 parcelles sur jachères très anciennes (plus de 15 ans).
- 3 parcelles en zone indemne d'essartage de mémoire d'homme.

Dans chaque parcelle, on a déterminé, compté et mesuré tous les ligneux, y compris des lianes, hauts d'au moins 2 mètres. La circonférence du fût axial et des branches annexes était mesurée à 1,50 mètres du sol.

La composition de la savane (graminées, herbacées, diverses, buissons ou rejets de ligneux) était caractérisée rapidement, sans prétention d'exhaustivité.

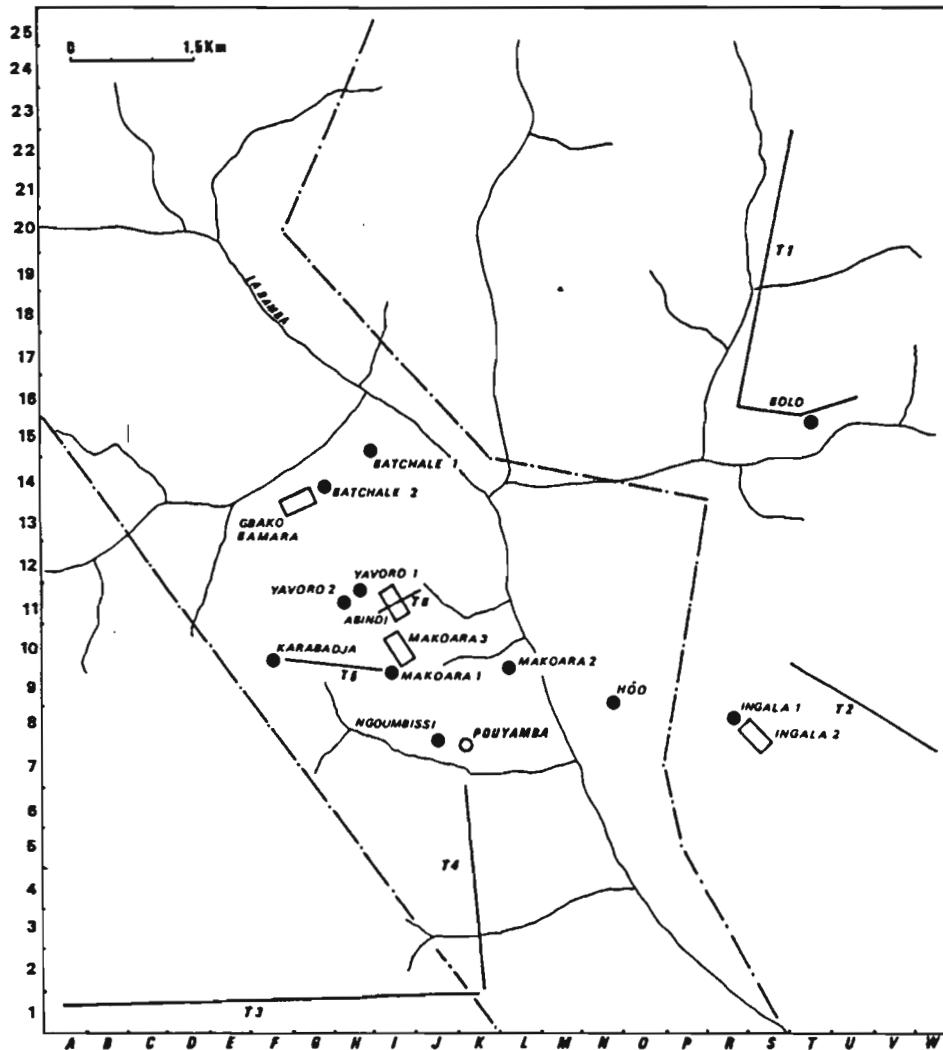
Le boisement proche de la parcelle a été inventorié pour vérifier la représentativité de celle-ci.

Les termes suivis de la mention "indéterminé" sont dacpas.

Parcelle 1 : Bolo (Akia)

Site : flanc de butte gravillonnaire, pente 6-7 %. Jamais défrichée de mémoire d'homme. Sol déclaré incultivable par les Dacpas. Zone de passage des éléphants : importantes traces de broutage, quelques arbres cassés (qui recèpent tous). Nombre d'espèces ligneuses recensées : 21, présentées par ordre de densité décroissante.

Figure 32 : Localisation du réseau d'observation du paysage végétal : points noirs : parcelles de comptage ; T1 à T6 : transects d'inventaire qualitatifs ; rectangles blancs : forêts ou recrûs forestiers levés et piquetés. En tiretés : le couloir d'essartage depuis 1907 (limites très simplifiées).



	Densité/ha	Circonférence des fûts en cm. (uniques ou principaux)
<i>Hymenocardia acida</i>	396	9,83
<i>Daniellia oliveri</i>	228	14,6
<i>Piliostigma thonningii</i>	168	17,2
<i>Detarium microcarpum</i>	148	24,5
<i>Annona senegalensis</i>	108	12,7
<i>Grewia venusta</i>	76	8,3
<i>Crossopteryx febrifuga</i>	68	56,1
<i>Terminalia cf. reticulata</i>	68	25,4
<i>Vitex doniana</i>	64	19,0
<i>Bridelia ferruginea</i>	44	12,9
<i>Parinari curatellifolia</i>	44	13,0
<i>Bridelia scleroneura</i>	36	13,0
<i>Nauclea latifolia</i>	36	8,4
<i>Sterculia setigera</i>	36	22,4
<i>Vitex madiensis</i>	32	13,6
<i>Burkea africana</i>	12	20,3
<i>Landolphia owariensis</i>	12	1,6
<i>Allophylus cobbe</i>	8	7,0
<i>Parkia clappertoniana</i>	8	11,0
<i>Lophira lanceolata</i>	4	76,0
<i>Strychnos spinosa</i>	4	37,0
Moyennes	1600	15,56

A part quelques *Lophira lanceolata* qui dominent en taille, le boisement présente une architecture homogène : le mélange des espèces est régulier. Les fûts sont droits. Les hauteurs comprises en 4 et 6 mètres.

Beaucoup de ligneux "végètent" en touffes de rejets : le cas de *Daniellia oliveri* est spectaculaire à cet égard mais la remarque vaut aussi pour *Grewia glaucescens*.

La savane est essentiellement composée de graminées perennes hautes et de *Vernonia ambigua*. *Landolphia owariensis* est rare.

Les alentours de la parcelle sont identiques excepté la présence supplémentaire de quelques *Terminalia glaucescens*, *Vitex simplicifolia*, *Lannea kerstingii*, *Burkea africana*, *Acacia sieberiana* et *Dichrostachys glomerata* ; toutes espèces relativement rares.

Parcelle 2. Ingala 1

Site : replat sur colline de quartzite. Sol profond sableux issu de la désagrégation des quartzites et (ou) grès. Jamais défriché de mémoire d'homme. Sol déclaré riche par les Dacpas. Pente 2 % environ. 27 espèces dont 8 indéterminées.

	Densité/ha	Circonférence des fûts en cm (uniques ou principaux)
<i>Lindackeria dentata</i>	116	5,8
<i>Burkea africana</i>	96	88,7
<i>Allophylus cobbe</i>	52	4,1
<i>Hymenocardia acida</i>	48	26,0

<i>N'doukou</i> (buisson indéterminé)	28	2,5
<i>Albizia zygia</i>	24	5,6
<i>Amblygonocarpus andongensis</i>	20	16,4
<i>Lophira lanceolata</i>	20	121,4
<i>Annona senegalensis</i>	16	10,5
<i>Crossopterix febrifuga</i>	16	70,7
<i>Grewia venusta</i>	16	14,5
Indéterminée (arbuste)	16	22,7
<i>Terminalia glaucescens</i>	12	66,0
Indéterminée (arbre)	8	53,5
<i>Prosopis africana</i>	8	40,0
<i>Vitex doniana</i>	8	21,0
<i>Vitex madiensis</i>	8	34,0
<i>Mbo</i> (buisson indéterminé)	8	3,0
<i>Bridelia scleroneura</i>	4	26,0
<i>Ficus cf. ingens</i>	4	324,0
<i>Gardenia ternifolia</i>	4	27,0
<i>Sterculia setigera</i>	4	26,0
<i>Vitex cf. chrisocarpa</i>	4	11,0
<i>Akou</i> (buisson indéterminé)	4	2,0
<i>Bouyou</i> (buisson indéterminé)	4	2,0
Buisson indéterminé	4	4,0
Buisson indéterminé	4	2,0
	652	28,52

Belle futaie haute (15-20 m) sur savane dense de hauteur moyenne, gazonante après le feu. Gros fûts homogènes de *Burkea africana*. Frondaisons jointives même en saison sèche, non affectées par le feu.

Pas de sous-bois mais forte densité de *Icacina oliviformis* et -dans une moindre mesure- de *Landolphia owariensis* dans la savane.

Jeunes : principalement *Burkea africana*, *Daniellia oliveri* et *Lindackeria dentata*. Beaux semis (très actif dès le passage du feu) de *Burkea* en clairière dues aux chûtes d'arbres morts ou tombés par les éléphants.

Aux abords de la parcelle : végétation identique avec quelques *Daniellia oliveri* énormes, *Tetrapleura tetraptera*, *Anogeissus leiocarpus* et *Ficus glumosa*.

Parcelle 3. Batchalé 2 (Ouest)

Site : rebord et revers de cuirasse portant un sol gravillonnaire squelettique et blocs de cuirasse. Jamais cultivé de mémoire d'homme. Pente 0 %, localement 20 % sur quelques mètres. Coupe isolée et écorçage de certaines espèces (on est près de la route). Nombre d'espèces ligneuses : 48, dont 12 buissons, lianes ou arbustes indéterminés (nombreuses Rubiacées).

	Densité/ha	Circonférence des fûts en cm (uniques ou principaux)
<i>Parinari curatellifolia</i>	296	29,3
<i>Hymenocardia acida</i>	176	18,7
<i>Allophylus cobbe</i>	160	10,6
<i>Vitex doniana</i>	156	42,6

Arbuste indéterminé	108	10,0
<i>Nauclea latifolia</i>	100	14,0
<i>Annona senegalensis</i>	96	18,6
<i>Zima djomo</i> (indéterminé)	60	22,6
Indéterminé	60	7,6
<i>Uvaria chamae</i>	56	9,0
<i>Bordjou</i> (indéterminé)	52	4,0
<i>Daniellia oliveri</i>	44	39,5
<i>Terminalia glaucescens</i>	44	66,7
<i>Albizia zygia</i>	40	57,3
<i>Grewia venusta</i>	40	25,3
<i>Feulizeu</i> (indéterminé)	40	9,3
<i>Ango lengongo</i> (indéterminé)	36	22,6
<i>Piliostigma thonningii</i>	36	25,4
<i>Burkea africana</i>	32	36,5
<i>Crossopterix febrifuga</i>	24	30,5
<i>Erythrina sigmoidea</i>	24	46,3
<i>Lannea kerstingii</i>	24	34,8
<i>Ndoukou</i> (indéterminé)	24	9,1
Indéterminée	24	36,3
<i>Detarium microcarpum</i>	20	57,6
<i>Dambagoua</i> (indéterminé)	20	40,6
<i>Phyllanthus discoideus</i>	20	36,2
<i>Vitex madiensis</i>	16	17,2
<i>Bridelia ferruginea</i>	12	24,0
<i>Cratarispermum laurinum</i>	12	3,6
<i>Entada abyssinica</i>	12	45,0
<i>Ficus glumosa</i>	12	100,3
<i>Lendackeria dentata</i>	12	14,3
<i>Lophira lanceolata</i>	12	43,3
<i>Prosopis africana</i>	12	150,0
<i>Strychnos inocua</i>	12	8,0
<i>Ndringou</i> (indéterminé)	12	21,6
<i>Ndoka</i> (indéterminé)	12	7,0
Indéterminé	12	23,7
<i>Azelia africana</i>	8	23,5
<i>Bridelia scleroneura</i>	8	22,0
Indéterminé	8	21,0
Indéterminé	8	7,0
Indéterminé	8	11,5
<i>Cherekada</i> (indéterminé)	8	18,5
<i>Goyavier</i>	8	11,0
<i>Parkia clappertoniana</i>	8	50,5
<i>Sypizium guineense</i>	8	36,5
<i>Vitex chrysocarpa</i>	8	19,0
<i>Amblygonocarpus andongensis</i>	4	71,0
<i>Ficus sur</i>	4	4,0
<i>Landolphia owariensis</i>	4	5,0
<i>Mussaenda arcuata</i>	4	11,0
<i>Kouya koundou</i> (indéterminé)	4	45,0
Indéterminé	4	21,0
Indéterminé	4	16,0
Indéterminé	4	20,0
Indéterminé	4	3,0
Indéterminé	4	7,0
Indéterminé	4	8,0
Moyennes	2100	25,30

Les hauteurs sont très variées (maximum 12-15 m). Le sous-bois dense est difficilement pénétrable. La savane est très pauvre ou absente. Le feu annuel peut ne pas passer localement s'il est précoce. Il n'est jamais agressif et seule la litière brûle.

Les abords de la parcelle sont rapidement différents (savane nue sur cuirasse affleurante, savane à *Parinari* et *Hymenocardia* et forêt de bas-fond de Batchalé.

Parcelle 4. Batchalé 1 (Est)

Site : Plateau cuirassé. Sol gravillonnaire. Deux essartages (8 ans de cultures) depuis 1955. Jachère de 15 à 20 ans (dernier essartage probable en 1972). Pente nulle. Nombre d'espèces ligneuses : 24.

	Densité/ha	Circonférence des fûts en cm (uniques ou principaux)
<i>Parinari curatellifolia</i>	648	33,9
<i>Hymenocardia acida</i>	204	23,2
<i>Annona senegalensis</i>	200	13,3
<i>Piliostigma thonningii</i>	100	23,0
<i>Entada abyssinica</i>	60	47,7
<i>Grewia venusta</i>	48	7,6
<i>Nauclea latifolia</i>	44	7,3
<i>Allophylus cobbe</i>	36	4,2
<i>Bridelia scleroneura</i>	36	17,5
<i>Terminalia reticulata</i>	32	30,6
<i>Bridelia ferruginea</i>	20	13,6
<i>Burkea africana</i>	16	34,3
<i>Detarium microcarpum</i>	16	37,5
<i>Crossopterix febrifuga</i>	12	22,3
<i>Lannea kerstingii</i>	12	53,6
<i>Prosopis africana</i>	12	33,0
<i>Vitex doniana</i>	12	26,0
<i>Dambagoua</i> (indéterminé)	12	26,0
<i>Albizia zygia</i>	8	26,5
<i>Terminalia glaucescens</i>	8	67,0
<i>Ficus glumosa</i>	8	60,5
<i>Erythrina sigmoidea</i>	4	54,0
<i>Parkia clappertoniana</i>	4	6,0
Moyennes	1568	26,65

Les abords de la parcelle sont identiques. Il n'y a pas de sous-bois. Le boisement est régulier, les fûts droits, les espèces mélangées. La savane à graminées perennes est dense et haute (2-3 mètres). La hauteur des frondaisons est homogène à 7-8 mètres. (Remarque : la hauteur différentielle entre la savane et les frondaisons est de 3 à 5 mètres ce qui est insuffisant pour voir le relief de la futaie sur les photos aériennes au 1/50.000e. Cela conduit souvent à une sous-estimation du boisement de ce type de savane dite alors "arbustive").

Très nombreux semis et rejets sur souches anciennes de *Daniellia oliveri*.

Parcelle 5. Hôo

Site : vallée de la Bamba, rive gauche. Pente 1 à 2 %. Sol ferrallitique moyennement profond, gravillonnaire. Deux essartages depuis 1955 (8 années de culture). Quatre à cinq essartages depuis le début du siècle. Jachère de 15-20 ans environ. Nombre d'espèces ligneuses : 19.

	Densité/ha	Circonférence des fûts en cm (uniques ou principaux)
<i>Nauclea latifolia</i>	152	9,3
<i>Hymenocardia acida</i>	128	12,1
<i>Parinari curatellifolia</i>	104	14,8
<i>Annona senegalensis</i>	100	12,3
<i>Daniellia oliveri</i>	72	16,4
<i>Piliostigma thonningii</i>	68	11,4
<i>Amblygonocarpus andongensis</i>	64	21,7
<i>Bridelia ferruginea</i>	46	12,8
<i>Entada abyssinica</i>	36	59,4
<i>Bridelia scleroneuna</i>	32	13,0
<i>Grewia venusta</i>	28	7,8
<i>Burkea africana</i>	16	17,6
<i>Erythrina sigmoidea</i>	8	36,5
<i>Syzygium guineense</i>	8	9,5
<i>Terminalia glaucescens</i>	8	16,0
<i>Vitex madiensis</i>	8	22,0
<i>Albizia zygia</i>	4	14,0
<i>Lannea kerstingii</i>	4	14,0
<i>Lophira lanceolata</i>	4	36,0
<i>Prosopis africana</i>	4	49,0
Moyennes	896	15,47

Savane haute à *Hyparrhenia* et *Landolphia owariensis* très dense. Boisement "ouvert", hauteur des fûts irrégulière et modeste.

Abords de la parcelle identiques. Inventaire très représentatif de la vallée en zone d'essartage hors des sols hydromorphes. Savane pâturée par du bétail peul pendant la saison sèche 87-88 pour la première fois.

Parcelle 6. Makoara 1.

Site : plateau. Pente 2 %. Sol ferrallitique appauvri sableux profond, à horizon B argilo-sableux. Deux essartages depuis 1955. Très sollicité avant (village à 1,2 km) : 5 à 6 essartages depuis le début du siècle (20 à 24 années de culture ; record pour le terroir). Jachère de 14 ans (dernier défrichement en avril-mai 1971 et 3 ans de culture). Nombre d'espèces ligneuses : 27 (dont 2 arbustes indéterminés).

	Densité/ha	Circonférence des fûts en cm (uniques ou principaux)
<i>Anogeissus leiocarpus</i>	244	24,7
<i>Terminalia glaucescens</i>	196	33,8
<i>Albizia zygia</i>	140	5,9
<i>Hymenocardia acida</i>	88	18,3

<i>Allophylus cobbe</i>	72	1,8
<i>Burkea africana</i>	56	18,3
<i>Vitex doniana</i>	44	32,9
<i>Bridelia ferruginea</i>	36	10,3
<i>Annona senegalensis</i>	28	17,4
<i>Lindackeria dentata</i>	28	4,1
<i>Piliostigma thonningii</i>	28	19,2
<i>Entada abyssinica</i>	24	40,0
<i>Landolphia owariensis</i>	16	4,0
<i>Prosopis africana</i>	16	30,0
<i>Strychnos spinosa</i>	16	31,5
<i>Syzygium guineense</i>	16	31,5
<i>Erythrina sigmoidea</i>	12	36,3
<i>Amblygonocarpus andongensis</i>	8	23,5
Ndoukou (buisson indéterminé)	8	3,7
Indéterminé	8	3,0
<i>Daniellia oliveri</i>	4	220,0
<i>Parkia clappertoniana</i>	4	20,0
<i>Ficus sur</i>	4	3,0
<i>Lannea kerstingii</i>	4	88,0
<i>Strychnos inocua</i>	4	9,0
Tropazi (indéterminé)	4	2,0
Indéterminé (arbuste)	4	10,0
Moyennes	1112	21,22

Le *Daniellia* et le *Lannea* épargnés lors des défrichements, sont séculaires.

Un sous-bois de rejets sur souches est assez dense :

Vitex spp.
Albizia zygia
Anogeissus leiocarpus
 (et 1 goyavier)

avec *Indigofera sp.*, *Allophylus cobbe*, *Landolphia owariensis* et *Icacina oliviformis* (ces deux dernières espèces omniprésentes).

Les termitières géantes sont plus boisées que le reste de la parcelle et portent un sous-bois lianescent qui élimine la savane. aut

Il y a 3 niveaux de frondaisons :

- 10-14 mètres : *Anogeissus leiocarpus*
- 10 mètres : *Terminalia glaucescens*, *Vitex doniana*
- 6-7 mètres : les autres ligneux.

Remarque : on note une forte poussée de sève des semis ou rejets de ligneux après le feu, profitant d'un sol encore humide et de l'élimination des graminées et de l'éclaircissement du feuillage momentanément desséché par le "coup de chaleur".

Parcelle 7. Karabadja

Site : versant de colline. Sol ferrallitique et appauvri rouge sableux. Pente 4 %. Deux essartages depuis 1955. Le dernier en mars 1976. Jachère de 9 ans. Nombre d'espèces ligneuses : 31 (dont 4 buissons indéterminés).

	Densité/ha	Circonférence des fûts en cm (uniques ou principaux)
<i>Albizia zygia</i>	256	7,9
<i>Strychnos inocua</i>	256	9,5
<i>Anogeissus leiocarpus</i>	224	25,4
<i>Allophylus cobbe</i>	124	5,1
<i>Strychnos spinosa</i>	104	23,8
<i>Nauclea latifolia</i>	100	8,9
<i>Bridelia scleroneura</i>	80	14,7
<i>Hymenocardia acida</i>	72	8,9
<i>Annona senegalensis</i>	40	14,0
<i>Entada abyssinica</i>	36	24,6
<i>Terminalia glaucescens</i>	32	42,4
<i>Burkea africana</i>	24	12,9
<i>Grewia venusta</i>	24	9,5
<i>Lindackeria dentata</i>	24	5,8
<i>Parinari curatellifolia</i>	24	9,3
<i>Daniellia oliveri</i>	16	60,0
Bouyou (indéterminé)	16	25,4
<i>Amblygonocarpus andongensis</i>	12	15,0
Ango (indéterminé)	12	6,3
<i>Ficus sur</i>	8	4,0
<i>Prosopis africana</i>	8	22,0
<i>Vitex domiana</i>	8	9,0
<i>Cratarispermum laurinum</i>	4	4,6
<i>Syzygium guineense</i>	4	20,0
<i>Vitex chrisocarpa</i>	4	6,0
Goyavier	4	7,0
Agbazi (indéterminé)	4	9,0
Ndouroungou (indéterminé)	4	10,0
Troumbata (indéterminé)	4	3,0
Tropazi (indéterminé)	4	1,0
Indéterminé	4	22,0
Moyennes	1536	14,25

Abords de la parcelle : végétation identique. Au sol : semis ou rejets de pratiquement toutes les espèces mesurées. *Indigofera sp.* localement dense. *Landolphia owariensis* bien représentée, localement lianescente. *Icanica oliviformis* dense. Savane à *Hyparrhenia* et *Imperata* Plusieurs goyaviers. Hauteur des frondaisons variée (peuplement jeune en voie de constitution).

Parcelle 8. Ngoumbissi

Site : plateau. Sol ferrallitique gravillonnaire. Pente 1 %. Trois essartages depuis 1955 ; 7 à 8 depuis le début du siècle. Le site a été occupé par l'habitat (un des anciens quartiers de Pouyamba) pendant plusieurs dizaines d'années. On est aux abords du village, à 200 m de la lisière de la forêt de manguiers. Dernier essartage en mars-mai 1981. Jachère de 5 ans. Nombre d'espèces ligneuses présentes : 10.

	Densité/ha	Circonférence de fûts en cm (uniques ou principaux)
<i>Piliostigma thonningii</i>	516	13,5
<i>Bridelia scleroneura</i>	132	5,1
<i>Terminalia glaucescens</i>	124	25,1
<i>Amblygonocarpus andongensis</i>	96	31,7
<i>Annona senegalensis</i>	72	8,9
<i>Nauclea latifolia</i>	60	6,6
<i>Entada abyssinica</i>	2	18,1
<i>Hymenocardia acida</i>	16	7,2
<i>Ficus sur</i>	4	4,0
Indéterminé	4	8,0
Moyennes	1052	14,73

Au sol : andropogonées perennes denses et hautes. *Imperata cylindrica* est diffuse mais très minoritaire. Les frondaisons sont basses (4-5 m) dominées par les *Terminalia glaucescens* homogènes à 6/8 mètres.

Parcelle 9. Yavoro 1.

Site : plateau faiblement incliné (pente 2 %). Sols ferrallitiques gravillonnaires rouges. Gravillons dès la surface. Deux essartages depuis 1955. Champ de manioc défriché en 1984 (2° essartage depuis 1955). Espèces ligneuses : 20.

	Densité/ha	Circonférences des fûts en cm (uniques ou principaux)
<i>Trema orientalis</i>	232	9,2
<i>Nauclea latifolia</i>	148	7,6
<i>Piliostigma thonningii</i>	60	7,0
<i>Albizia zygia</i>	44	9,4
<i>Bridelia scleroneura</i>	44	6,7
<i>Hymenocardia acida</i>	44	4,1
<i>Terminalia glaucescens</i>	44	9,3
<i>Ficus sur</i>	28	7,0
<i>Parinari curatellifolia</i>	24	8,6
<i>Grewia venusta</i>	20	4,8
<i>Annona senegalensis</i>	8	3,5
<i>Entada abyssinica</i>	8	9,0
<i>Bridelia ferruginea</i>	8	6,5
<i>Vitex doniana</i>	8	33,5
<i>Amblygonocarpus andongensis</i>	4	10,0
<i>Erythrina sigmoïdea</i>	4	61,0
<i>Parkia clappertoniana</i>	4	6,0
<i>Strychnos spinosa</i>	4	7,0
<i>Terminalia cf. reticulosa</i>	4	51,0
<i>Tropazi</i> (indéterminé)	4	9,2
Moyennes	564	12,23

Tous les fûts mesurés sont des rejets. Il n'y a pas d'espèces caractéristiques de cette parcelle qui soit tué par la coupe (tantôt opérée à 1m du sol, tantôt au sol).

Le champ n'est plus désherbé en 3^e année. Les graminées sont assez spécifiques de la situation : 2 *Pennisetum*, *Eragrostis tremula*, *Imperata cylindrica*, etc.. et plusieurs *Cypéracées*.

Dans le boisement qui rejette, *Trema orientalis*, rare en brousse prolifère en semis mais sera éliminé par le feu dès la première année.

Parcelle 10. Yavoro 2

Site : Idem Yavoro 1. Champ de comestibles (maïs, arachide, courges et boutures de manioc) défriché en 1985 (deuxième essartage depuis 1955). Espèces ligneuses : 9. Les critères de comptage et de mesure restent les mêmes que précédemment. Indépendamment de ces derniers, le nombre d'espèces ligneuses présentes est de 27 (*Hymenocardia acida* et *Nauclea latifolia* essentiellement : 73 pieds rejetant soit 292 individus à l'ha).

	Densité/ha	Circonférences des fûts en cm (uniques ou principaux)
<i>Anogeissus leiocarpus</i>	4	100,0
<i>Albizia zygia</i>	4	3,0
<i>Burkea africana</i>	4	40,0
<i>Entada abyssinica</i>	4	64,0
<i>Ficus sp.</i>	4	3,0
<i>Nauclea latifolia</i>	4	2,0
<i>Parkia clappertoniana</i>	4	60,0
<i>Piliostigma thonningii</i>	4	40,0
<i>Terminalia glaucescens</i>	4	62,0
Moyennes	36	41,55

Les deux tiers des individus mesurés ont été protégés lors de l'essartage (et en "profitent").

En 2^e année, le champ est "propre" et les rejets sont coupés et brûlés avant les semis ; l'herbe est nettoyée. Seul *Landolphia owariensis* rejette rapidement parmi quelques graminées annuelles. Au moment du comptage il a été constaté, indépendamment de la hauteur, 316 ligneux/ha (rejets et plantules).

Parcelle 11. Makoara 2.

Site : pente, versant de plateau (3 %). Sols ferrallitiques profonds rouges assez argileux. Trois essartages depuis 1955. Champ de coton défriché en 1986. Espèces ligneuses : 12.

	Densité/ha	Circonférences des fûts en cm (uniques ou principaux)
<i>Piliostigma thonningii</i>	36	3,4
<i>Albizia zygia</i>	28	3,1
<i>Entada abyssinica</i>	28	10,7
<i>Annona senegalensis</i>	16	2,7
<i>Hymenocardia acida</i>	16	17,5
<i>Bridelia scleroneura</i>	8	1,5
<i>Lophira lanceolata</i>	8	63,5

<i>Nauclea latifolia</i>	8	4,0
<i>Crossopterix febrifuga</i>	4	3,0
<i>Sterculia setigera</i>	3	8,0
<i>Strychnos spinosa</i>	4	48,9
<i>Terminalia glaucescens</i>	4	3,0
	164	9,95

Indépendamment de la hauteur, il y a 19 espèces ligneuses présentes sur la parcelles (12 mesurées). Les plus fréquentes étant *Hymenocardia acida*, *Annona senegalensis*, *Entada abyssinica* et *Piliostigma thonningii* (En tout 360 souches rejetant ou plantules à l'hectare).

Un pied sur 30 environ a été brûlé pour être tué.

Ce réseau de parcelles (complété par différents transects) rend compte des différents paysages végétaux de savane de la Haute Bamba à l'exception d'un qui n'a pu être étudié faute de temps : celui déjà évoqué dans les formations probables du début du siècle sous l'appellation de "futaie sur taillis ou savane" et cartographié au 1/50.000e en 3 (futaie irrégulière sur taillis ou savane hétérogène). Une parcelle d'un quart d'hectare n'aurait d'ailleurs pas pu rendre compte de la composition végétale car le boisement est "en mosaïque" ; son architecture est variée mais répétitive. Ce type est très répandu entre la route des Mbrés et celle de Dékoa, en zone indemne d'essartage (transect T3). Il est impossible d'établir sans comptage l'importance relative des espèces, qui le composent, même approximativement.

Arbres et arbustes relevés le long du transect T3 :

Albizia zygia
Amblygonocarpus andongensis
Anogeissus leiocarpus
Anthocleista oubangiensis
Burkea africana
Combretum cf. paniculatum
Cratarispermum laurinum
Daniellia oliveri
Gardenia ternifolia (var. *Jovis-Tonantis*)
Hymenocardia acida
Isoberlinia dalzielii
Isoberlinia doka
Lindackeria dentata
Lophira lanceolata
Parinari curatellifolia
Parkia clappertoniana
Piliostigma thonningii
Prosopis africana
Sterculea setigera
Terminalia glaucescens
Terminalia sp.
Vitex doniana

Ce boisement, peu original par rapport aux autres faciès décrits (à part l'*Anthocleista*), est parsemé de quelques isolés remarquables, notamment :

Ceiba pentandra
Cola cordifolia
Manilkara multinervis
Spathodea companulata

Cet inventaire des arbres et arbustes n'est pas complet. Nous n'avons pas répertorié le taillis sarmenteux et lianescent parfois inexitant, parfois très dense (le taillis décrit dans la parcelle Batchalé 2 peut en donner une idée). Cette strate basse apparaît localement (quelques ares) en sous-bois sous la futaie à *Anogeissus* ou en fourré de clairière sous une strate arbustive variée (*Hymenocardia*, *Piliostigma*, etc..). Une texture "grenue" difficile à détecter témoigne de cette structure sur les photos aériennes.

Ceci complète la description des 3 grand types de savanes brûlées mais non essartées de la Haute Bamba d'aujourd'hui.

Ces étendues de savanes sont divisées par un réseau de forêts de bas-fonds et incluent quelques îlots de forêts sur plateau où le feu n'entre pas. Nous ne les avons pas répertorié mais une observation rapide a montré que Gbako Bamara à Batchalé a une composition voisine de celle de la forêt du bas-fond proche. Quant à la forêt d'Ingala (Ingala 2 sur la carte), elle paraît être du type "semi-décidue" classique.

IV. Quelques remarques pour servir à la compréhension des paysages de la Haute Bamba.

On a tenté divers rapprochements entre parcelles indemnes d'essartages, entre parcelles sur jachère plus ou moins ancienne et champs, enfin entre parcelles sur jachère et parcelles sur zone vierge. Quelques indices laissant deviner une fluctuation des lisières forestières sont signalées ensuite.

a) Les milieux indemnes d'essartage : Bolo (Akia) et Ingala 1.

Suivant les critères adoptés, la densité du boisement est plus forte à Bolo (1600 individus à l'ha contre 652 à Ingala).

S'il est des espèces présentes à Bolo (parcelle et abords) qui n'existent pas à Ingala, la réciproque n'est pas vraie à part *Tetrapleura tetraptera*.

Dans les deux cas, le paysage est radicalement différent mais il n'y a pas de cortèges spécifiques. Ce qui change, c'est la fréquence relative des espèces et l'architecture du boisement car une même espèce peut avoir un port différent. Par exemple, *Daniellia oliveri* qui apparaît à certains auteurs comme caractéristique de la "savane boisée" (ou "savane-parc" ou forêt "miombo"...), telle qu'on la voit à Ingala est mieux représenté à Bolo : 228 pieds/ha au lieu de 0/ha à Ingala dans la parcelle (il est présent aux abords). L'espèce "rejette" en permanence en peuplement dense à Bolo alors qu'elle parseme la futaie sur savane à Ingala de quelques individus énormes mais rares et isolés.

Une multiplication des parcelles d'observation serait indispensable pour permettre de dégager quelques règles commandant la distribution des 2 paysages décrits. En attendant, il semble que la nature du sol joue un rôle important moins, peut-être, en fonction des capacités chimiques des sols que de leur aptitude à la dessiccation. Les sols gravillonnaires squelettiques, souvent pentus (jamais plus de 6%) comme à

Bolo, perdraient leur eau plus vite en fin de saison des pluies et la savane séchant plus vite et mieux permettrait un feu plus agressif.

Un certain nombre de transects semblent confirmer cette tendance : sols ferrallitiques gravillonnaires peu ou moyennement profonds sur pente ou plateau cuirassé bien drainés : futaie basse et ouverte sur savane haute (Bolo). Sols ferrallitiques appauvris rouges sableux à horizon B souvent argilo-sableux : futaie sur savane basse (Ingala 1) ou futaie irrégulière sur taillis ou savane hétérogène (transect T3).

Un contrôle sur sol identique près de la Bamba (rive gauche, face à Sokoli, coordonnées 1/T de la carte) à permis d'identifier la même formation : Belle futaie (gros fûts réguliers, sans sous-bois sur savane basse) à :

Burkea africana
Lophira lanceolata
Terminalia glaucescens
Lannea kerstingii

en parts à peu près égales avec, plus rares :

Daniellia oliveri
Strychnos inocua
Bridelia ferruginea
Anogeissus leiocarpus

Un autre contrôle autour des rochers d'Ipoutou (1/K ; intersection des transects T3 et T4) aboutit à une description similaire : gros fûts calibrés de hauteur homogènes (12-15 m), à frondaisons quasi-jointives, sur savane basse, sans sous-bois ligneux :

Isoberlinia doka dominant, puis (par ordre de fréquence approximatif) :
Burkea africana
Lophira lanceolata
Lannea kerstingii
Prosopis africana
Vitex doniana
Erythrina sigmoïdea
Parinari curatellifolia
Daniellia oliveri
Sterculia setigera

Le passage à la "futaie irrégulière sur taillis ou savane" le long du transect T3 en allant vers l'Ouest ne correspond pas à un changement de sol. Il y a là un problème à revoir à une autre échelle.

A quelques nuances près, le paysage reste homogène sur sols gravillonnaires, que la cuirasse soit sous-jacente ou pas (sauf si elle affleure sans diaclases auquel cas il n'y a pas d'arbres mais cela concerne des surfaces de l'ordre de l'are). Ainsi sur les collines de Hôo (buttes à cuirasse démantelée), le boisement de la savane est identique à celui de Bolo mais, simple nuance, *Crossopterix febrifuga* remplace *Hymenocardia acida* en tête de cortège. La hauteur de la futaie est plus modeste (3-4 mètres). Les observations faites le long du transect T1 confirment ces remarques.

b) Le boisement des champs et jachères

L'existence de jachères régulièrement essartées était un fait historiquement nouveau en Haute Bamba dans les années 1910-20. Contraint à la sédentarisation et à l'habitat groupé, les Dacpas se sont soumis à la lettre mais pas dans l'esprit. Ils ont

modifié leur genre de vie le moins possible : cueillette, chasse, et essartage ont été conservés. Ne pouvant plus déplacer l'habitat lui-même, ils ont mis en place - pis-aller pour eux - une agriculture basée sur l'essartage répété des mêmes zones. Il ne s'agit pas d'un choix agronomique mais d'une défaite politique. Ce facteur de changement dans l'histoire de la nature locale ne s'est pas révélé constant.

L'essartage d'une parcelle est un fait localisé dans le temps et dans l'espace. Il participe à l'histoire de la nature de façon discrète. Il paraît alors faire partie d'un "équilibre" tant il est vrai qu'un clan dacpa ne "déboise" pas plus qu'un troupeau d'éléphants... Avec la sédentarisation et l'essartage cyclique, la cause éphémère du changement local se concentre localement et persiste. Le fait a été brutal et ses effets devraient être visibles mais il y a eu un retour à la "normale" par chute démographique et ralentissement du cycle d'essartage. La situation est difficile à apprécier en l'absence de références anciennes.

Après 1920, on peut considérer que les essarts n'ont plus dépassé les limites du "couloir" délimité sur la carte n° 29. Deux types de comparaisons sont possibles :

- comparaison des parcelles du couloir et hors du couloir.
- comparaison des parcelles du couloir entre elles.

Cela à sols à peu près identiques, les autres facteurs participants à l'histoire du milieu (feu, régulation de la faune, pluie, etc...) étant supposés identiques partout.

1 - Comparaison des parcelles du couloir à celles extérieures au couloir : exemple de Batchalé 1 et Bolo (sols gravillonnaires dans les deux cas) :

La gamme des espèces présentes est la même à quelques exceptions près mais la fréquence varie. La circonférence moyenne plus importante à Batchalé (26,65 cm) qu'à Bolo (16,56 cm) comme si 5 ou 6 essartages avaient constitué une taille stimulante des arbres. Le dernier essartage étant de 1972 (jachère de 13 ans) le stade de la haute futaie n'est pas atteint à Batchalé 1. La comparaison avec la parcelle de Bolo n'en est que plus spectaculaire : l'essartage a favorisé le boisement, toutes choses étant égales par ailleurs.

Le sol anormalement sollicité (dans le cadre du genre de vie dacpa habituel) a changé, la pression de la grande faune diminuée et le régime des feux n'est probablement plus le même. Il serait surprenant de retrouver à terme à Batchalé 1 un boisement identique à celui du début du siècle.

Il sera intéressant d'inventorier à nouveau la parcelle de Batchalé 1 (Est) dans une vingtaine d'années. Il n'est pas certain qu'une évolution vers la futaie haute sur savane ombrophyle, si elle se réalise, soit un enrichissement génétique du milieu (cf. comparaison précédente entre Bolo et Ingala 1).

A aucun moment, même en cours de culture, le milieu est devenu stérile pour la faune. Peut-être même est-il devenu plus favorable aux grands herbivores si la savane a été favorisée par l'essartage de la futaie à *Burkea* et *Lophira*. La savane est plus haute et dense dans le couloir d'essartage et la biomasse herbacée apparemment plus importante. Les herbacées autres que les graminées y sont plus nombreuses.

Si on admet que le boisement de Bolo peut servir de référence à celui de Batchalé 1 au début du siècle, on constate que l'essartage cyclique suivi d'une jachère de 12 ans a entraîné l'apparition d'un boisement de meilleure venue. La futaie basse de Batchalé 1 est plus régulière qu'à Bolo et les arbres y sont de plus belle taille. La gamme des ligneux est presque semblable et les espèces de la savane identiques.

Exemple de Makoara 1 et Ingala.

Les deux parcelles sont sur sols ferrallitiques appauvris rouges sableux. Ici, quant au boisement, la comparaison est favorable au milieu issu de l'essartage, malgré une dernière jachère relativement courte de 14 ans. La densité des ligneux est double à Makoara par rapport à Ingala. Le cortège de Makoara comprend 25 espèces pour 29 à Ingala mais les 3 espèces dominantes à Makoara sont des arbres (*Anogeissus*, *Terminalia* et *Albizia*) alors qu'il y a 2 buisson ou arbrisseaux parmi les 3 espèces dominantes à Ingala (*Lindackeria*, *Burkea* et *Allophyllus*). La circonférence moyenne des fûts est également supérieure à Makoara. A Ingala, seule la futaie à *Burkea* frappe le regard : ce n'est pas forcément un critère de richesse écologique.

2 - Comparaison entre les parcelles sur jachère et champ.

L'étude d'une jachère après un premier essartage en zone vierge eut été intéressant mais le cas n'a pas été détecté. Toutes les jachères étudiées avaient déjà été plusieurs fois cultivées depuis le début du siècle.

Pendant la culture, la végétation reste active et l'enracinement profite probablement de la coupe. Seules les *Hypparhenia* sont éliminées au profit d'*Imperata cylindrica*, de quelques annuelles et de *Landolphia owariensis*. L'entretien du champ est en fait une coupe plus ou moins continue des rejets. Le manioc (3^e année) est très vite laissé à lui-même et la savane à *Hypparhenia* reprend sa place dès la 4^e année. L'essartage à Pouyamba et au rythme auquel il a été pratiqué n'a pas abouti à un déboisement ce que ne manquerait pas de faire une technique identique à jachère très courte ou -plus sûrement- une fixation du parcellaire (avec dessouchage ou non). Mais, là aussi, il ne faut pas confondre la cause d'un changement et la persistance, continue ou cyclique de cette cause : un terroir entièrement déboisé en Haute Bamba (cf. les environs de Grimari) se (re)boise dès abandon de la culture.

La réinstallation du boisement sur la jachère après une mise en culture courte est une reconstitution de l'état précédent sans interruption de l'activité végétale (peut-être activée). Il n'y a pas de cortège spécifique aux premières années de jachère à une ou deux espèces près.

Deux anomalies apparaissent à long terme :

- La parcelle de Ngoumbissi, ancien lieu d'habitat particulièrement sollicité et occupé par une jachère courte est pauvre en espèces ligneuses (10). L'appauvrissement qualitatif du boisement (pas celui de la savane) apparaîtrait avec un rythme excessif de l'essartage.

- A Abindi et Makoara 3, des sites d'habitat et de culture très sollicités par l'essartage sont en train de se boiser d'une façon originale à la faveur d'une futaie haute à espèces de savane sur sous-bois lianescent d'où les graminées ont disparu en quelques années et où le feu ne passe plus, le tout piqueté de quelques géants de forêt encore jeunes et ne dépassant pas (encore) la hauteur de la futaie "pyrophile" (à Abindi).

La première "anomalie" (par rapport à la situation moyenne de Pouyamba) est classique dans les savanes d'Afrique où la pression démographique s'accroît avec le rythme d'essartage : la persistance de l'essartage et un raccourcissement du temps de jachère provoquent évidemment le déboisement...

La deuxième est plus surprenante. Elle étonne les Dacpas eux-mêmes. Gens de savane, ils se disent "envahis" par la forêt.

Le cas de Makoara 3.

La zone ainsi nommée sur la carte n° 30 présente actuellement une végétation proche de celle décrite à Batchalé 2 bien que plus pauvre (futaie sur sous-bois

sarmenteux et lianescent dense). Or, on est ici dans la zone d'essartage régulier. La zone circonscrite sur la carte est entièrement incluse dans le bloc de culture cartographié par Michel Georges en 1959. Le levé de cette époque permet un repérage à quelques mètres près. Or la lisière de ce boisement coïncide presque exactement avec la limite du bloc de culture de 1959 donné par Georges. Cette lisière ne correspond pas à un changement de sol : on est entièrement sur sols ferrallitiques appauvris rouges, à horizon de surface sableux, profond et horizon B argilo-sableux.

Histoire du site :

- 1910-1950 : 3 ou 4 essartages, soit 12 à 15 ans de culture
- 1956 : nouvel essartage (culture entre 1956 et 1959)
- 1958 : nouvel essartage (culture entre 1968 et 1971)
- depuis : jachère (16 ans).

Sous une futaie dominante (10-12 mètres) à *Anogeissus leiocarpus*, on note des arbres de savane moins élevés (8 mètres) :

Daniellia oliveri (un individu protégé lors des défrichements précédents domine la strate avec *Anogeissus*)
Erythrina sigmoidea
Hymenocardia acida
Lannea kerstingii
Nauclea latifolia
Strychnos spinosa
Terminalia glaucescens
Vitex doniana
Vitex simplicifolia

Quelques espèces plus "forestières" font partie du cortège, notamment :

Terminalia sp. (une espèce de forêt)
Spathodea companulata

Les frondaisons de cette strate sont quasi-jointives. Un sous-bois lianescent, localement impénétrable, ne voit pratiquement plus le feu :

Arbrus precatorius
Paulinia pinnata
Uvaria chamae

et de nombreuses autres lianes et espèces sarmenteuses.

Les noyaux denses de cette "forêt" se développent d'abord sous futaie à *Anogeissus*, *Daniellia* et *Vitex doniana*. Les sous-bois deviennent coalescents, isolant des îlots de savanes du feu et donc condamnés à disparaître.

Le cas d'Abindi :

A quelques centaines de mètres plus au nord (transect T6, Abindi) apparaît le même phénomène, d'autant plus spectaculaire qu'une partie des lieux correspond à un site de village récemment abandonné. Histoire du site :

- 1910-1950 : 3 ou 4 essartages
- 1959 : nouvel essartage
- 1970 : idem (probable)
- 1981 : idem
- Installation de cases à 2 reprises au cours des années 60 sur une partie des lieux (près de la route).

On est sur sols ferrallitiques appauvris rouges profond sableux.

C'est la futaie d'*Anogeissus leiocarpus* qui domine le boisement à 10-15 mètres avec :

Albizia zygia
Terminalia glaucescens

et quelques :

Parkia clappertoniana
Lophira lanceolata
Daniellia oliveri

Une strate plus basse est composée de :

Hymenocardia acida
Nauclea latifolia
Piliostigma thonningii

Localement, le sous-bois lianescent est très dense, notamment sur termitières géantes et en lisière, formant comme un "ourlet" qui bloque le feu venant de la savane. Il est identique à celui de Makoara 3 avec un *Dracaena* typique des forêts locales, enrichis de goyaviers et manguiers issus de l'occupation humaine.

Le tout est piqueté de quelques *Spathodea campanulata* et *Phyllanthus discoïdeus*, dépassant en hauteur les *Anogeissus*.

Les savanes boisées environnantes du couloir d'essartage sont proches de celles décrites dans les parcelles de Hôo, Batchalé 1 et Karabadjia. Un relevé effectué le long du transect T5 le prouve :

Albizia zygia
Anogeissus leiocarpus
Bridelia scleroneura
Bridelia ferruginea
Crossopterix febrifuga
Daniellia oliveri
Detarium microcarpum (rare)
Entada albyssinica
Ficus spp.
Grewia flavescens
Hymenocardia acida
Lannea kerstingii (rare)
Lophira lanceolata
Nauclea latifolia
Piliostigma thonningii
Prosopis africana
Sterculia setigera
Strychnos inocua
Strychnos spinosa
Syzigium guineense
Terminalia glaucescens
Terminalia reticulosa (rare)
Vitex doniana

Ces espèces sont mélangées sans tendances notables, les frondaisons sont non-jointives, la savane haute et homogène. Il n'y a pas de sous-bois.

Les formations décrites à Makoara 3 et Abindi sont bien originales. Elles sont aussi en expansion : la population témoin du phénomène est formelle. S'agit-il de la renaissance d'une formation qu'on aurait oubliée depuis le premier essartage et qui réapparaîtrait à la faveur d'une jachère plus longue que d'habitude ? Ou bien a-t-on affaire à la genèse d'une formation originale après un cycle de défrichements lui-même original, en sa forme, dans l'histoire de la nature locale ?

Il s'agit d'une formation jeune qui évoluera dans sa composition. Une référence aux formations actuelles extérieures au couloir d'essartage sur sols identiques ne permettent pas de deviner le sens de l'évolution à long terme :

- forêt semi-décidue
- futaie haute sur savane
- futaie hétérogène sur taillis et savane.

Ces trois paysages existent actuellement sur le type de sol concerné.

Une chose est certaine : dans sa forme actuelle ce type de boisement s'étend.

c) La forêt progresse-t-elle ?

Nous savons expérimentalement que sous le climat de la Haute Bamba, une jachère protégée du feu pendant plusieurs années est rapidement occupée par une forêt proche de celle que nous venons de décrire à Makoara 3 et Abindi (Tillon, 1961). Ici il n'y a pas eu de defens contre le feu. Au contraire, les Dacpas essayent de brûler le sous-bois par les feuilles mortes, sans succès : le feu se répand sur quelques ares mais pratiquement sans flammes. La formation nouvelle semble avoir progressé à partir de points précis correspondant aux termitières géantes mortes situées à l'ombre des *Daniellia*, *Anogeissus* et manguiers.

On a reconnu là, la forêt sèche à *Anogeissus* (Chevalier, 1951), classiquement considérée comme "vierge"... S'agit-il d'une renaissance de la formation ancienne malgré 5 ou 6 cycles culturaux ou bien, au contraire, assiste-t-on à la genèse d'un boisement conditionné par un essartage "raisonnablement" répété ? Formulons une hypothèse : un sol ferrallitique appauvri rouge sableux (A) et argilo-sableux (B) très sollicité par l'essartage verrait la futaie haute (à *Burkea*, *Lophira* et *Daniellia*) remplacée par une futaie à *Anogeissus*, *Terminalia* et *Albizia* sur sous-bois sarmenteux et lianescent, suivant un type proche de ce que nous avons noté (transect T3) sur sols sableux peu profonds hors du couloir d'essartage préparant éventuellement la voie à d'autres formes de boisement.

Dans le texte précédemment cité, le Professeur Chevalier (1951) écrit avoir admis dès 1905-1907 (3 ans seulement après son voyage en Oubangui lui ayant permis sa classification des zones climaciques !) que la forêt dense et les formations guinéennes et soudaniennes n'étaient que des jachères "défrichée(s) presque partout autrefois par les Africains". Pour signaler aussitôt l'existence d'une "forêt sèche vierge" dans les montagnes du Nord-Est oubanguien ! La forêt décrite est très proche de ce que nous avons à Abindi et Makoara 3. Or la zone "vide" visitée par Chevalier en 1950, correspond au berceau de la diaspora banda et "kreich" et était peuplée, jusqu'à la fin du 19^e siècle, par... des essarteurs ! Région vide oui, vierge sûrement pas. Forêt issue de l'essartage ? Pourquoi pas...

Mais les choses sont probablement plus complexes car on note des phénomènes similaires, bien qu'à une autre échelle, dans les zones indemnes d'essartage où la "forêt" semble gagner sur la futaie sur savane :

Premier cas : la forêt semi-décidue d'Ingala (Ingala 2). Des îlots de forêt existaient déjà à Ingala (7-6/R-S sur la carte n° 30) lorsque les Porou s'installèrent en Haute Bamba. Ils ont été cartographiés au nombre de 3 d'après les photos aériennes de 1952. La parcelle Ingala 1 (futaie haute sur savane) est située à quelques dizaines de mètres de la lisière de cette forêt.

Nous ne l'avons pas étudiée en détail faute de temps et de moyens adaptés. On constate cependant que :

- La futaie haute à *Burkea* sur savane est progressivement envahie par un sous-bois lianescent qui remplace la savane (Rubiacees et Apocinacées de forêt ou de lisière de forêt ; *Canthium spp.*, *Paullinia pinnata*, *Uvaria chamae*, *Arbrus precatorius*, *Cnestis sp.* etc...).

- En arrière de la lisière forestière (côté forêt) les "géants" de la futaie sur savane sont en concurrence forte avec de jeunes individus d'espèces forestières très dynamiques.

- Plus à l'intérieur de la forêt les *Burkea*, éléments dominants de la futaie sur savane n'existent plus ; les espèces de la forêt ont pratiquement atteint leur taille normale et le sous-bois est du type forestier normal (moins dense qu'en lisière).

- Les Dacpas disent que cette forêt est en expansion et que les 3 îlots (visibles sur les photos aériennes des années 50) forment aujourd'hui un ensemble homogène "qui va jusqu'à Bakoya", soit 6 ou 7 kilomètres.

La chose pourra être contrôlée dans quelques années puisque nous avons piqueté Ingala 1 et la lisière nord-ouest de la forêt. En attendant, la présomption est forte d'une avancée de la forêt sur la savane sous futaie.

Les sols sont de même nature ici qu'à Makoara 3 et Abindi (sableux issus de quartzites).

Si la forêt paraît progresser dans l'ensemble, elle recule localement (là, le fait est plus facile à constater) comme d'ailleurs la futaie haute sur savane. Les observations réalisées sur le transect T2 montre une tâche de dégradation affectant à la fois la futaie haute sur savane et la forêt sur quelques hectares. Maladies ? Effets d'une tornade ? Pression du troupeau d'éléphants habitué des lieux ? Il est impossible de répondre en l'état des observations.

On a noté dans la zone de "recul" de la futaie sur savane, une formation basse et ouverte très proche de ce que nous avons constaté sur les jachères récentes ayant subi plusieurs essartages :

Protea madiensis dominant
Lophira lanceolata (au port bas et "en boule")
Burkea africana

puis, plus rare et diffus :
Amblygonocarpus andongensis
Annona senegalensis
Aulaca americana (exceptionnellement méridional ici)
Daniellia oliveri (jeunes et/ou rejets)

sur *Grewia venusta*
Hymenocardia acida
Parinari curatellifolia
Prosopis africana

Sterculia setigera
Vitex simplicifolia

bas et buissonnants.

La partie de forêt ruinée est jonchée de cadavres impossibles à déterminer.

Deuxième cas : Gbako bamara (la "forêt des lions") à Batchalé.

Cette forêt est de composition apparemment identique à celle du bas-fond de Batchalé. Elle existait avant l'arrivée des Porou et leur a parfois servi de refuge lors des périodes d'insécurité.

Le contact avec la savane environnante est varié : net ou à la faveur d'une futaie haute sur savane basse, ou encore par une futaie sur sous-bois lianescent excluant les graminées :

- A l'Ouest : belle futaie (12 mètres) sur savane et sans sous-bois sarmenteux

Albizia zygia
Terminalia glaucescens
Daniellia oliveri

sur *Piliostigma thonningii*
Parinari curatellifolia

Il a été impossible d'établir si la forêt gagnait sur cette futaie sur savane ou non. Si oui, c'est une progression lente.

- A l'Est : futaie moyenne (8-10 mètres) dense sur sous-bois sarmenteux et lianescent et savane basse et discontinue. La parcelle Batchalé 2 est située sur la fin de cette formation dont le sous-bois fait l'originalité.

Syzigium guineense
Daniellia oliveri
Vitex doniana
Terminalia glaucescens
Prosopis africana
Piliostigma thonningii
Lophira lanceolata
Amblygonocarpus andongensis

Sous-bois : cf. parcelle Batchalé 2 : *Cnestis ferruginea* , plusieurs *Canthium* (dont *C. venosum*), *Lindackeria dentata*, etc...

Cette formation inclut quelques espèces forestières dont un *Terminalia*.

La lecture des photographies aériennes et les dires de la population laissent supposer que la forêt remplace cette formation, elle-même progressant le long du revers de cuirasse ourlant Batchalé (affluent de la Bamba).

Au nord et au sud le contact avec la savane est net par un ourlet de *Terminalia glaucescens* classique et semble stable.

Si une dynamique forestière hors du couloir d'essartage était vérifiée, il faudrait en chercher la cause dans un changement de la pression de la faune (en diminution sans aucun doute) et/ou un changement dans le régime des feux, apparemment plus précoces

depuis quelques années (modification du mode de chasse). Rien n'indique une augmentation de la pluviosité.

Il reste possible aussi que nous assistions à des fluctuations d'écotones normales et s'annulant à petite échelle...

La "culture itinérante sur brûlis" est accusée d'engendrer des maux dont elle n'est pas responsable. Pratiquée normalement par ceux qui l'ont conçue, c'est-à-dire en densité humaine adaptée (moins de 5 à 10 habitants au km²) et stable dans le cadre d'un genre de vie lui-même fidèle à ses technologies et besoins, l'essartage est une forme de cueillette très tolérante vis-à-vis du sol et des autres éléments du milieu (grande faune comprise). Elle est une gestion du boisement, non le projet irresponsable de sa destruction.

Les situations les plus fréquemment observées en Afrique Noire aujourd'hui : accroissement démographique, augmentation des besoins, pression accrue du bétail, sédentarisation de l'habitat, etc... font du maintien de l'essartage un facteur d'appauvrissement du milieu. Mais il ne s'agit plus alors d'essartage mais d'une agriculture sédentaire qui refuse de payer le prix de l'amendement du sol par un travail accru, rançon de la sédentarité. Il faut toujours couper des arbres pour cultiver. Si on abandonne le champ au bout de quelque années on gère le boisement ; si on reste sur place sans améliorer le sol par un travail adapté, on crée des terrains vagues avant de changer de genre de vie. Mais là n'est pas le procès de l'essartage millénaire et universel.

Les débats à ce sujet ont d'ailleurs gagné en subtilité (Blanc-Pamard C. et Spichiger R., 1973 ; Blanc-Pamard C. et Peltre P., 1984 ? ; Monier Y., 1981, etc...).

Les quelques mesures et remarques précédentes seront complétées et interprétées et feront l'objet d'une publication consacrée à la dynamique des paysages en Haute-Bamba.

VII. DISCUSSION

Les réponses aux questions concernant l'évolution du village de Pouyamba entre 1958 et 1988 peuvent être désormais résumées :

- la population du village a diminué, retrouvant une taille plus compatible avec le genre de vie. Les densités de peuplement ont diminué au nord et se sont renforcées au sud du village en relation, notamment, avec la croissance de la ville de Grimari et de sa "banlieue agricole".
- la situation démographique s'est assainie ; la base de la pyramide des âges s'est élargie.
- le sens et la direction des flux migratoires ont perduré. L'urbanisation d'une partie des migrants n'a pas modifié les processus migratoires.
- l'émigration n'est pas liée à un appauvrissement des ressources, potentiellement élevées.
- le diagnostic sur l'environnement, les rapports à la nature, les règles d'accès aux ressources (gibier, sols, etc...) et de gestion de l'espace sont restés identiques.
- la production agricole globale rapportée au foyer-unité de production a diminué.
- la part relative de la production agricole, notamment le coton a largement diminué par rapport à la production totale.
- le temps de travail agricole a diminué. La surface cultivée par foyer également.
- les rendements agricoles sont restés stables et bas.
- la productivité du temps de cueillette a augmenté grâce aux armes à feu pour la chasse et au changement des techniques de piégeage.
- la durée de mise en culture de l'essart a diminué.
- la gamme des plantes cultivées s'est appauvrie.
- les cultures de jardins et de bas-fonds ont disparu.
- les arbres fruitiers plantés dans les années 50 n'ont pas été remplacés. Ceux qui repoussent spontanément sont considérés comme "sauvages" et leur cueillette est libre, et en fait, laissée aux éléphants (manguiers, goyaviers).
- l'usage des insecticides pour le coton (et la pêche) est apparu ; celui de l'engrais aussi : acheté à l'encadrement pour le coton, il est surtout épandu au profit des cultures de comestibles de deuxième et troisième années (arachide, maïs, courge et manioc).
- la production de manufacture artisanale, commerciale a disparu. Le forgeron a cessé ses activités à cause de l'âge et n'a pas été remplacé.
- le commerce de détail permanent a disparu.
- la part de la cueillette (végétale et animale autre que le gros gibier) reste importante ; la part de cette production commercialisée semble croître.

- la part de la production de manioc commercialisée a augmenté (par simple limitation du gaspillage, la totalité de la production étant désormais récoltée).
- la part de la chasse est devenue déterminante dans la production globale et prépondérante dans les revenus monétaires, en fonction d'une demande urbaine forte.
- la production de chèvres et de poules a augmenté. Le nombre de ruches aussi. L'apiculture suscite un intérêt croissant chez certains mais le parc de ruches semble saturant et la production n'augmente probablement plus.
- la circulation monétaire entre le village et l'extérieur s'est accrue et les circuits de redistribution internes de la monnaie sont restés efficaces malgré des flux plus importants.
- l'épargne n'est pas apparue et aucun investissement n'a été réalisé.
- les dépenses de plaisirs (voyages, alcool, cigarettes, femmes) ont augmenté, diffusant rapidement les gains des meilleurs chasseurs dans la communauté.
- les dépenses de confort en bien périssables ont augmenté.
- les dépenses de confort en biens durables (mobilier, habitat) ont diminué.
- la contrainte étatique est devenue moins forte au niveau de la production : aucune activité n'est officiellement obligatoire et la chasse est, en fait, un braconnage admis. Elle est plus stricte au niveau idéologique par le biais du prosélytisme chrétien (campagnes de destruction des symboles religieux, discours culpabilisants ou répressifs quant aux us locaux. Le genre de vie est toujours contraint par l'obligation d'un habitat groupé et sédentaire.
- la reproduction sociale a préservé l'égalitarisme dacpa. La réussite économique de quelques uns n'a pas incité ces derniers à négocier une quelconque forme de pouvoir dans la communauté. Les tentatives extérieures pour favoriser les individus les plus performants n'ont pas eu d'effets.
- toutes les opérations issues d'initiatives étatiques ont échoué ou ont été détournées de leur objectif. Elles sont d'ailleurs été plus rares entre 1958 et 1988 qu'au cours des périodes précédentes.
- la pression sur la végétation et les sols a décliné et, localement, une forme de forêt semble l'emporter sur la savane malgré le feu. Celle sur la grande faune augmente dans des proportions inquiétantes, compromettant la survie de plusieurs espèces.

Ces conclusions ne sont parfois que des impressions (ou des évidences) impossibles à chiffrer puisque certains faits n'ont pas été quantifiés en 1958 et que d'autres ne sont pas mesurables. On conclut cependant à une "extensification" du mode de production parallèle à une augmentation des revenus monétaires, cela dit d'un point de vue "formaliste". Ce "recul", ce plus grand "sous-développement" est aussi un "enrichissement" virtuel par une capacité d'épargne, d'investissement et de consommation de biens marchands plus grande. L'augmentation des gains par une adaptation pertinente aux besoins du marché condamne ce point de vue à un certain nombre de contradictions.

Il y a deux problèmes : les Dacpas ont été économiquement plus efficaces hors de l'"encadrement" qui leur étaient imposé et ils ont refusé les effets socio-politiques de cette efficacité en stoppant immédiatement les mécanismes d'accumulation des biens hors de la nature (la "croissance").

Toutes les opérations de "développement" proposées ou imposées aux Dacpas étaient irrationnelles dans la mesure où elles visaient un marché inexistant, saturé (mais protégé) ou déjà alimenté par des producteurs plus efficaces, sans parler du caoutchouc de Landolphia qui devait fournir un marché réel mais insolvable (guerre 1914-1918) et qui aurait été un génocide complet s'il n'avait pas été interrompu à temps. Quant au coton, la grande affaire, il a été subventionné dès les années 30 et on n'a jamais osé chiffrer le coût de son encadrement. Sans parler de la pisciculture contre la pêche dans la Bamba ou de l'arboriculture face aux stocks de fruits sauvages infinis, etc...

Pendant que ces opérations échouaient dans l'indifférence ou perduraient par la contrainte, un marché urbain de la viande de chasse et du manioc (entre autres) apparaissait. Les Dacpas - qui n'ont jamais rien eu contre une économie "ouverte" - l'ont approvisionné. Ce fut rationnel car la demande était bien réelle et rentable puisque les gains sont supérieurs aux investissements quasi-nuls. Le "développement" aurait dû jouer le jeu en accompagnant ces initiatives ; en contribuant, par exemple, à gérer les stocks de gibier menacés par une prédation croissante. Or, à l'exception d'un auteur comme J.L. Piermay (1971), personne n'a perçu l'importance et la pertinence de cette évolution économique. Ou plutôt, tout le monde l'a niée car elle est évidente. Était-ce par ce qu'endogène et rentable, elle était peu manipulable au niveau social et politique ? Admettons-le sous peine de déduire une incompétence de l'encadrement bien improbable.

S'il n'y a qu'alibi d'ingérence, il ne reste qu'un seul des deux problèmes posés par nos conclusions : l'attitude économique dacpa "saine" (car adaptée au marché) mais n'impliquant pas d'accumulation de monnaie ou de biens. Le point de vue formaliste habituel ne peut résoudre cette anomalie apparente.

L'abondance estimée raisonnable par les Dacpas est facile à assurer et l'a toujours été sauf de 1916 à 1921 lorsqu'un pouvoir extérieur à la société a bloqué par la contrainte physique la gestion habituelle des ressources. Si, au-delà, l'objectif de la société dacpa est la sauvegarde de son altérité avec ce que cela implique de liberté individuelle, d'égalité et de fraternité clanique, tout ce qui peut susciter l'émergence d'un pouvoir ou exciter la convoitise d'un pouvoir extérieur doit être éliminé. Ainsi, si le "développement" s'est révélé anti-économique dans sa pratique, il l'a été aussi dans son discours, du point de vue dacpa, puisque anti-égalitariste dans ses effets, donc menaçant, sociologiquement et idéologiquement.

Rester "pauvre" quant aux biens hors de la nature signifie ne pas voir son travail utilisé par d'autres mais aussi préserver la société au risque de se voir voler soi-même ce qui ne se fait plus depuis les années 1910. Ne pas dégager de plus-value est la meilleure façon de ne pas se la faire confisquer. La vraie richesse est alors la disponibilité des ressources directement accessibles par tous et partout. Elle permet à la fois l'abondance et une stratégie de défense par la mobilité. Le "mode de production" apparaît bien alors comme un "mode de consommation" ou l'efficacité de l'acte de cueillette (la "productivité" et -éventuellement- son amélioration rapide) est la seule réponse possible à l'agression ; à court terme (survie immédiate dans la fuite) et à long terme (diminution maximum des stocks de biens hors de la nature : récoltes agricoles notamment...). Un dégageant conjoncturel de biens ne peut être qu'inclus dans cette stratégie pour constituer alors un gage permettant de préserver l'essentiel.

On dit de telles populations figées dans des "habitudes" et une "tradition"... La façon extraordinairement violente dont ces prétendues habitudes ont été agressées implique de la part des Dacpas une énergie peu commune pour avoir malgré tout préservé l'égalité vraie, seule garantie de la liberté du clan.

Les Porou sont "sortis" des Dacpas, eux-mêmes issus des Bandas des Monts des Bongos, venus d'autres montagnes encore plus septentrionales. Marchant, mourant, vendus et renaissants, donnant leurs filles et prenant celles des autres peuples libertaires au sein desquels ils apparaissaient ; voyant leurs enfants volés et en volant aussi, éliminant leurs marginaux et cachant leur idéal au fond des grandes savanes. Un idéal de liberté que les meilleurs d'entre eux ont préservé sans éprouver le besoin de lui donner un nom.

ANNEXE I

Un projet de ville avorté

"Pouyamba avait en 1907 plus de 600 habitants. L'installation du poste y avait attiré du monde ; il existait une boutique de la Compagnie Ouham-Nana dès avril 1907 ; le village se construisait à la place actuelle du bois de manguiers, en arc de cercle depuis le pont de Ngoumbissi jusqu'en tête du Makoara. Pouyamba est enterré à l'ancien emplacement de sa case, à 100 m du Ngoumbissi. Par la suite, le village s'est déplacé à l'est de la route actuelle ; il occupait le bord de la dalle latéritique du côté de la Bamba ; la forge qui sert encore est restée en place. C'est vers 1935-37 que le village s'est définitivement fixé tout près de la route ; mais c'est depuis 10 ans seulement que les cases se sont alignées et que le village présente son aspect actuel".

Michel Georges, Pouyamba.
Village banda en savane centrafricaine
BDPA, Paris, 1960, p. 76.

ANNEXE II

L'agriculture à Pouyamba en 1959

"Le défrichage est précédé du piquetage, chacun repère sa parcelle ; ensuite les femmes débroussent à la houe ; il faut 130 à 140 heures par hectare. Les hommes coupent les arbres à un mètre du sol ou les font crever en allumant à leur pied un feu de broussailles. Il reste malgré tout un certain nombre d'arbres en vie (...).

Contrairement aux observations faites à Madomalé, il n'y a pas à Pouyamba d'espèces d'arbres particulièrement respectées. Le *Terminalia* (glaucescens) notamment est laissé en vie, aussi bien que le *Sterculia* (setigera). Herbe et arbustes sont plus ou moins mis en tas et brûlés ; il arrive de voir des hommes aider les femmes à débrousser.

Le champ une fois nettoyé et balayé, est semé par des équipes ; c'est le seul cas d'entraide agricole à Pouyamba (...). Les hommes piquètent deux côtés opposés du champ, tous les 50 cm et font glisser une ficelle de piquet en piquet, pour guider ceux qui font les trous. Munis du "langba", bâton à fouir terminé par un fer de houe, ceux-ci creusent des trous de 3 à 6 cm de profondeur, tous les 25 cm environ ; la densité moyenne en 1959 a été de 67.000 poquets à l'hectare.

Derrière eux, les femmes laissent tomber 5 ou 6 graines dans chaque trou ; d'autres femmes ou des enfants, d'un revers de pied replace un peu de terre dans les trous. Un champ est semé en quatre heures : 64 ares pour 10 personnes.

Le coton a été semé très en retard en 1959. La date limite fixée par le Gouvernement pour toucher la prime prévue était le 15 juillet Or, le Mbengue a semé le 6 juillet ; le dernier semis a eu lieu le 19 septembre. 10 % seulement étaient semés fin juillet et 10 % ont été semés en septembre (...).

Le coton fait par la suite l'objet d'un démariage à deux plants, un mois après les semis et par la suite de deux sarclages (parfois un seul) pour supprimer *l'Imperata* (cylindrica) qui repousse très vite : ces sarclages ont lieu du 15 septembre au 15 novembre.

La récolte est faite par les hommes et par les femmes ; le coton est recueilli de deux manières :

- de 6 heures à 14 heures immédiatement propre ; on le laisse sur le champ où il sèchera.

- de 6 heures à 9 heures avec les bractées qui sont enlevées au village ; on fera du sel avec.

Après sèchage et léger battage pour l'aérer (?), le coton est trié au village en coton blanc et coton jaune. En aucun cas le coton n'est trié pendant la récolte (...). Le rendement à la récolte est 10 kg par jour, plus précisément 1 kg à 1,7 kg par heure.

Le coton trié est tassé dans des paniers de "bambous" : il faut 60 écorces c'est à dire 15 bambous pour faire un panier ; cela représente deux heures de travail. Les paniers sont ensuite placés sur des claies le plus souvent sous abri, où ils attendent le marché. La récolte est entièrement commercialisée (...).

Marché de l'arachide 1959-60 à Pouyamba :

Superficie cultivée :	arachide pure	:	22,55 ha
	associée au maïs	:	13,63 ha
	Totale	:	36,28 ha
(Poids) commercialisé		:	6889 kg
(Revenu total)		:	86673 frs
(Revenu/ha)		:	1583 frs

Chaque ménage garde 15 à 20 kg de semence et un panier de 30 kg pour la consommation. Le surplus seulement livré à la vente représente, selon les familles de 0 à 60 % de la récolte (...).

Si les champs de coton, en effet, sont visités régulièrement par les agents de culture, les champs vivriers par contre, sont cultivés d'une façon très anarchique ; mal semés, mal entretenus, ils donnent des rendements extrêmement faibles qui ne justifient pas le travail qu'ils ont exigé. Le rendement de la zone mécanisée à Grimari a été de 860 kg/ha. L'arachide peut-être d'un bon rapport ; il faudrait qu'on s'en occupât comme du coton (...).

Marché des courges à Pouyamba 1959-60 :

Superficie cultivée : (...)	courge pure	:	13,10 ha
	associée au maïs	:	33,39 ha
	Totale	:	46,49 ha
(...) Revenu total		:	35129 frs
Revenu commercialisé par hectare		:	755 frs

Les courges sont d'un rapport moins important que les arachides ; le revenu à l'hectare est moitié moindre ; cependant les courges sont plus fréquemment associées au maïs que les arachides. D'autre part, le lavage des courges demande un travail important, qui a lieu en janvier, pendant la récolte du coton ; enfin la superficie semée en courge ne permet pas un deuxième cycle de mil et de sésame (...).

Le maïs : il est semé en association avec les courges ou les arachides. Sa densité ne dépasse par 60 pieds à l'are ; elle est souvent inférieure. La récolte commence le 15 août (...). Le rendement est difficile à évaluer étant donné les fortes variations de densité ; on a pu observer des champs où il n'y avait pas plus de 5 pieds à l'are. Le village de Pouyamba a récolté à peu près une tonne de maïs, pour 4,5 ha occupés, soit un rendement voisin de 220kg/ha.

Superficie :	avec arachide	:	13,63 ha
	avec courge	:	33,39 ha
	Totale	:	47,02 ha

Il n'y a pas de deuxième semis de maïs, comme à Madomalé et les villages plus au sud ; il est remplacé à Pouyamba par le mil.

Le mil : Pouyamba est (...) un des villages les plus méridionaux qui le cultivent ; il n'y en a d'ailleurs pas beaucoup et il ne fait l'objet d'aucun marché.

Superficie :	mil pur	:	11,27 ha
	associé au sésame	:	2,36 ha
	Totale	:	13,63 ha

Le sésame : les premiers semis ont lieu début septembre, en général sur les parcelles ayant porté les arachides. Il est semé à la volée, extrêmement rapidement ; il est récolté en février-mars, juste après les marchés de coton, en même temps que le mil. Coupé à la matchette, il est mis à sécher en bottes sur des claies de 5 m sur 3m, installées dans les champs (...).

Le sésame sec est battu et vané, par les femmes (...). La presque totalité de la production est commercialisée.

Superficies :	sésame pur	:	19,00 ha
	associé au mil	:	2,36 ha
	Totale	:	21,36 ha
Revenu total		:	29270 frs
Revenu de sésame commercialisé à l'hectare		:	1394 frs

Michel Georges, Pouyamba.
Village de savane centrafricaine
BDPA, Paris, 1960, pp. 96-97 et 101-104

ANNEXE III

La migration et la guerre

"... même dans les tribus, des groupes importants demeuraient sur place ou encore partaient dans une autre direction que le reste de la tribu. En effet, il n'y avait pas un chef unique. Une migration s'imposait-elle, une grande réunion avait lieu où l'on faisait sacrifices et libation en l'honneur du génie de la guerre, où l'on partiquait également la divination pour savoir la direction à prendre et les gens à attaquer. Puis les principaux de chaque clan avec leurs chefs désignaient des "chefs de guerre", ordinairement deux ou trois, qui devaient présider aux opérations. La guerre finie, ces chefs gardaient une grande autorité leur vie durant : eux morts, on ne les remplaçait pas jusqu'à ce qu'une nouvelle migration en fit choisir d'autres.

Il n'est donc pas étonnant que des tribus se soient scindées (...) (désaccord entre chefs de guerre ou entre clans).

Les raisons des migrations étaient variées. Parfois, c'était une cause extérieure comme des razzias (...). Parfois, c'étaient des "incidents de frontières" entre deux tribus voisines : violation de certains droits de chasse, de pêche ou de cueillette dans le no man's land entre les deux tribus ; ou encore, des meurtres ou des rapt trop fréquents ; Parfois, enfin, c'était simplement le besoin de changer de place (...). La guerre finie par la fuite de l'un des partis on s'installait. Si l'assaillant avait fui (vaincu), il revenait rarement sur ses pas, mais tâchait de trouver un espace libre où s'établir (...). Le parti (assailli) vainqueur ne reprenait pas possession de son pays ; il regroupait ses villages sur des nouveaux emplacements, souvent plus à l'ouest ou plus au sud.

Si l'assaillant était vainqueur, il s'emparait du pays du vaincu sans occuper les anciens sites des villages, sans même respecter les limites du pays occupé par ceux qu'il remplaçait, laissant déserts des cantons précédemment habités (...). Quant au vaincu, il se hâtait de trouver une place libre et de s'y installer, ne fût-ce qu provisoirement, avant les pluies..."

R.P. Tisserant.
Ce que j'ai connu de l'esclavage
en Oubangui-Chari.
Plon, Paris, 1955, pp. 43-44.

ANNEXE IV

Etat et Anarchie dans les régions d'origine probable des Bandas.

"Pour autant qu'ils aient en eux une parcelle d'humanité, les gens du (Darfour) sont extérieurement nus de toute part, de même que les bêtes (...). Quant à ceux qui habitent dans les montagnes, outre le fait que la plupart d'entre eux sont entièrement nus, ils ne sont qu'un troupeau d'animaux ignorants de croyances religieuses et des exigences de ce monde. Certaines personnes riches vivant à la ville installent ces Noirs dans leurs fermes pour les faire se reproduire et, de la même manière que nous vendons des moutons et des boeufs, ils vendent chaque année ceux de leurs enfants qui conviennent à celà (...).

Au sommet des montagnes vivent des Noirs innombrables comme les vagues de la Mer Noire. Eloignés comme ils le sont des règles de la civilisation et des usages, la plupart de ces hommes sont nus de la tête aux pieds. Malgré cette barbarie, l'obéissance qu'ils observent à l'égard de leur roi et de ses fonctionnaires est de tous les instants (...).

Les habitants de ces montagnes (à l'Ouest du Darfour, entre Darfour et Ouadaï) vont nus et sont extrêmement sauvages (...). L'ayant ensuite interrogé sur la religion et les croyances des habitants de ces montagnes, il me rapporta ce qui suit : "Ces gens-là ne pratiquent aucune religion. Cependant, comme les villageois des alentours sont musulmans, ils savent qui sont Dieu et Muhammad, bien qu'ils ignorent la Loi canonique et ne distingue pas l'Etre suprême d'une autre divinité (...).

Il arrive que les rois qui règnent dans ces contrées les attaques à l'improviste et fassent des prisonniers. Les gens de ces montagnes se font également de temps à autre la guerre entre eux et, indépendamment du fait qu'ils vendent habituellement aux villageois ceux qu'ils ont capturés, il leur arrive parfois de manger ces derniers.

L'ayant questionné pour savoir si l'état de guerre régnait dans le pays, il m'exposa ce qui suit : "Il n'y a pas d'état de guerre entre eux, mais il arrive que des villageois aillent dans les montagnes et s'y dissimulent. Lorsqu'ils voient des femmes et des enfants des habitants qui se trouvent seuls, ils se jettent sur eux, les capturent et il y a des luttes entre les ravisseurs et les victimes (...).

Le quatrième jour, nous parvînmes à une montagne habitée par une tribu d'indigènes ignorants et malfaisants. Bien que leurs chefs eussent l'ignorance en commun avec leur peuple, ils vendaient aux marchands qu'ils voulaient ceux de leurs sujets que désiraient ces derniers (...).

Dans une région montagneuse (du Ouadaï) appelée Takwa, des esclaves des deux sexes appartenant au roi se trouvaient parqués et voués à la reproduction de la même façon que l'on élève les moutons et les chèvres, et étaient destinés à être vendus aux preneurs. (...) la distance pour y parvenir depuis la ville était de deux jours de marche (...).

Après quelques moments de repos, m'étant diverti à la vue de ces sauvages, je me levai avec l'un de mes compagnons en vue d'étudier leur comportement (...). Il me dit qu'ils habitaient en été sous les arbres et dans des grottes l'hiver, qu'ils vivaient du produit de la chasse et de la glandée, que chacun cachait dans les grottes autant de

glands qu'il pouvait en ramasser, qu'ils faisaient la chasse à la gazelle au moyen de fosses creusées le long des points de passage, qu'ils se nourrissaient de fruits que nous n'avons pas l'habitude de consommer, du lait des chèvres qu'ils élevaient ainsi que de leur viande qu'ils dévoraient crue la plupart du temps (...).

Je l'interrogeais ensuite pour savoir s'ils se querellaient lorsqu'ils voyaient ceux des leurs qui étaient sélectionnés pour être vendus (...).

Quand nous pénétrâmes dans certaines grottes (...) je constatai que non seulement ils ne possédaient aucun objet domestique, mais qu'ils buvaient l'eau dans des outres en peau de chèvre, qu'ils recueillaient l'eau dans la montagne en creusant des bassins autour des ruisseaux qui jaillissaient d'entre les pierres. Je compris que le Créateur de toutes choses les ayant délibérés des soucis de l'argent, les laissant dans l'ignorance du vêtement, du mobilier, de la nourriture délicate et du souci de gagner leur vie, à l'instar de celui des animaux, le miroir de leurs visage était exempt de rides, des tracas et des inquiétudes et qu'ils planaient au-dessus des bassesses de cette avidité qui, en m'éloignant de ma patrie, m'avait conduit dans ces parages".

Cheykh Muhammad ibn
Ali ibn Zayn al Abidin.

Le livre du Soudan, traduit du turc ottoman
par Marcel Grisard et Jean-Louis Bacqué-Grammont
Paris, Société d'Ethnographie, 1981,
pp. 8-10, 26-17, 31-32, 52-53.

La chronique de ce récit est probablement apocryphe mais l'analyse qu'elle véhicule à de fortes chances d'être pertinente. Dans ce cas, elle évoquerait le contexte socio-politique et écologique d'où aurait émergé puis erré l'esprit libertaire que les Bandas partagent avec les "Kreich", "Kara" et autres populations de "Dar Fertyt" et des savanes du Centre-Oubangui. Voir la critique de ce texte dans l'édition citée.

ANNEXE V

L'étatisation occidentale face à l'Etat local
et aux sociétés libertaires dans les
savanes de l'Oubangui au début du 20e siècle.

"Il s'est ainsi trouvé que ce qui manquait là était ici de trop, et que cette organisation administrative indigène que nous rejettions dans le Haut-Chari comme une base, une fondation sur laquelle établir la nôtre, constituait dans le Haut-Oubangui, le plus sérieux obstacle à notre occupation (...).

Ici, il fallait, non pas certes briser, mais réduire et "élaguer" une autorité qui masquait ou contrecarrait la nôtre ; là, tout au contraire, il la fallait sinon créer, tout au moins constituer avec quelque chose de bien tenu et bien vague, en donnant aux pouvoirs indigènes embryonnaires assez de consistance et de dignité pour nous "représenter" auprès des populations, assez de force pour obtenir d'elles ce que nous exigeions d'eux.

René Legrand.
Notes sur la politique indigène.
in Renseignements Coloniaux, n°3, 1914.
Supplément à l'Afrique Française de mars 1914. p. 167.

ANNEXE VI

Prix pratiqués à Pouyamba en 1958 et 1988 (en francs CFA)

	1958	1988
Plantation de manioc (1 semaine)	1.000	4.000 (coton)
Botte de paille	25	250
Parpaing unité	2,5	entre 5 et 10 suivant la taille
Bambou(unité)	5	10
Botte de rotin (bambou)	100	200
Gaulette (unité)	2,5	10
Mortier	500	800
Calebasse	50/25	100
Canari	50/100	(n'existe plus)
Panier	15	500
Tamis à manioc	100	250
Hache (locale)	150	500
Houe locale	250	500
Sagaie	200	300/400
Arc	20	(n'existe plus)
Couteau	100	300
Filet de chasse (10 m)	1.000	2.500
Fusil à piston (occasion)	10.000	10.000
Fusil de magasin	?	80.000
Balle pour fusil	25	350/500
Chaise longue	800	2.500 (à Grimari) (ne se fait plus à Pouyamba)
Valise	200	5.000
Chaise	350	500
Tabouret	150/75	500 (ne se fait plus à Pouyamba)
Table pliante importée	600	20.000
Porte	1.000	2.500
Fenêtre	300	1.000
Cercueil	500	?
Linga (tam-tam)	3.000/600	5.000/3.000
Xylophone	500	3.500
Culotte	fripe	800
Chemise	"	1.000
Complet	"	5.000
Robe	"	1.300
Transport	Pouyamba-grimari	500
	Grimari-Bambari	1.000
	Bambari-Bangui	4.500
Viande (le kg)	100	300
Huile d'arachide (1 litre)	110	600
Huile de sésame (1 litre)	75	600
Poisson fumé (unité)	2,5	100
Arachide décortiqué (le quart)	5	50
Courge décortiquée (le quart)	5	50
Sésame (le quart)	5	50

Maïs (épis)	5	10
Banane (main)	5	10
Sel local (grande cuiller)	25	100
Oeuf	10	35
Poulet (femelle et mâle)	400/200	1.500
Canard	800/500	(n'existe plus à Pouyamba)
Chien	1.100/600	1.200
Cabri	2.000/700	4.000/2.500
Alcool (argué) 60 cl.	50	180/200
Thé (verre)	10	25
Café (verre)	10	25
Miel 60 cl.	100	220
Igname cuit (la louche)	5	25
Location case 1 mois	750/500	(ne se fait plus)
Location bicyclette pour Grimari	300	1.000
Sacrifice aux ancêtres	50	(ne se fait plus)
Sacrifice au Gbingui	5	(ne se fait plus)
Circoncision-excision	400/200	2.500/1.500
Talisman pour la chasse	1.500	(ne se fait plus)
Soins rebouteux	1.000/500	5.000
Accouchement (sage-femme)	300	(assistance bénévole des voisines)
Amende adultère (homme)	3.000	4.000
Amende adultère (femme)	1.000	4.000
Amende insultes	500	2.500
Amende meurtre	5.000	(ne se fait plus à Pouyamba)

Chiffres de 1958 extraits de Michel Georges.
Pouyamba. Village Banda en savane centrafricaine
BDPA, Paris, 1960. Annexe 2.

ANNEXE VII

Histoire du Canton Yanguéré (chronologie)

- 1907 Installation du poste de Pouyamba.
1910 Départ du poste à Grimari.
1913 Mort du chef Kanga (Mania. Installation de Lingou, détaché de Yangouko (route de Dékoa).
1914-16 Installation des villages sur la route.
1920 Bimbala, capita de Bakouya devient indépendant.
1921 Création des Cantons Yanguéré et Pouyamba.
1928 Yanguéré, remplacé par Anyilinganza.
1931 Mort de Pouyamba, remplacé par Barébanda.
1933 Installation de Bakoumba, capita d'igoua.
1938 Réunion des Cantons Yanguéré et Pouyamba en un seul.
A Pouyamba, le chef bandangao succède à Barébanda comme chef de village.
1940 Takobanda succède à Bandangao.
1945 Installation de Makeu, ex-piéton de Yanguéré.
Décès des chefs Pombi (Lingou) et Gondo (Igoua).
1948 Takobanda est nommé chef de Canton.
Décès des chefs Anjiliganza et Barabanda.
1950 Installation d'Igoua à son emplacement de 1958.
Immigration du chef Pala, venant des Mbrés.
1952 Mort de Takobanda.
1953 Nomination du chef de canton Salama.
Installation du chef Pala, détaché de Mama.
Mort du chef Bouloupendé (Yanguéré).
1955 Décès des chefs Dacpa (id), Mama (id) et Guérémondjou (Yanguéré).
1958 Décès de Salama, remplacé par Djamba.
Décès du chef Pala (id).
1959 Décès des chefs Betiwanjia (Yanguéré) et Bimbala (id).

D'après Michel Georges.
Pouyamba. Village Banda en savane centrafricaine
BDPA, Paris, 1960. p. 29.

- 1959 Ngouyombo fils de Mbimbala, remplace son père.
Yanguébongo nommé chef du village de Yanguéré.
1960 Décès du maire Ndjanga de la commune de Pouyamba (ex-canton Yanguéré).
Oangombé de Yanguekota lui succède (jusqu'en 62-63 ?).
1968 Nomination de Wagala chef de Sokoli.
Nomination de Wabadjia chef de Pouyamba.
Nomination de yangakola chef de Tougoumalé.
Décès de Tchabanda (id) remplacé par Krakomandé.
Moussa remplace Andjiligaza, trop âgé, comme chef du village de Babdja (Gbi-Gbangba).
1969 Décès de Guidabanda, ex-chef du village Pouyamba (remplacé en 1968 par Wabadjia).
1978 Yambogaza nommé chef du village Makew.
1985 Décès de Wangombé, maire de la commune de Pouyamba.
1986 Abassouma élu maire de la commune de Pouyamba.

ANNEXE VIII

Lalande et Pouyamba

I - Récit de Damingou, 85 ans environ, au village de Pouyamba en mai 1988 enregistré par D. Debondji. Traduction P. Passé et M. Benoit.

"Oui, tu as raison de me poser ces questions. Tu es venu chez moi, donc c'est à moi de te renseigner sur ce qu'ont fait nos parents. Si je refuse qui t'expliquera ?

Il y avait beaucoup d'hostilité entre les tribus. De fait, c'est la guerre qui régnait entre les groupes. On emmenait les gens en esclavage. On se mangeait. En ce temps-là, il n'y avait pas de routes ni de pistes. Nos anciens se changeaient en animaux pour se venger de leurs ennemis. Ils étaient nomades et allaient se nourrissant de chair crue en faisant des enfants comme des Mbororos.

L'arrivée des Blancs ici ne fut pas facile. Ils sont venus le long de la rivière (Bamba) en suivant les traces laissées par les Noirs (...). Ainsi jusqu'à Ndélé pour rencontrer le chef du nom de Snoussou (Sénoussi) et lui dire qu'ils sont venus (les) instruire.

Avant, les Noirs avaient peur des Blancs et ne voulaient pas s'approcher d'eux. Sénoussi n'était pas d'accord : "Pour quelle raison un étranger venu de loin viendrait commander ici ?" La guerre commence entre les Snoussous et les Blancs... Les français prennent le pouvoir et font venir tous les sages des villages. Ils leur demandent des renseignements sur le village, le Gbingui... Après la réunion on nomme chef les représentants des familles, depuis Ndélé jusqu'à Kaga Bandoro.

Pour nous il n'y avait pas eu de représentant. Pouyamba a entendu dire que les Blancs sont à Kaga Bandoro et nomment des "chefs de village" en leur donnant le képi et la médaille. Il s'est posé des questions : ne fallait-il pas que ses gens deviennent un village comme les autres ?

Il est parti faire une offrande à Gbingui pour que l'âme des ancêtres le protège jusqu'à son retour. Lui seul, Dacpa Porou, a décidé de partir ! Il est revenu après avoir été nommé chef et pris le képi. Revenu ici il a regroupé tous les gens dispersés dans la brousse.

En ce temps-là, il n'y avait pas d'habits. Les gens s'habillaient de peaux d'animaux ou d'écorce en guise de cache-sexe appelé gbago et de chapeaux en peau d'antilope. A Kaga Bandoro les gens furent très étonnés de voir Pouyamba ainsi vêtu.

Le blanc lui a dit de retourner dans son village et d'attendre les directives. Le premier village créé l'a été sur le Goumbissi (...). Les Blancs sont arrivés un mois après avec des chevaux et des soldats. Ils étaient passés chez Kanga pour leur demander la route du village de Pouyamba. Il leur a répondu "c'est à deux eaux d'ici".

En voyant la troupe, Pouyamba a pris la fuite. Il croyait à une attaque. Il est allé se réfugier chez ses cousins près des rives de la Bamba à Gbassongo. Une semaine a passé. On lui a envoyé Djabanda qui est allé le trouver en lui répétant ce que les blancs lui avaient dit : " Ils ne sont pas venus pour faire du mal mais pour instruire les gens du village. Puisqu'il en est le chef, il doit revenir ! Mais son père Dambapou refusait qu'il rentre. Il pensait que les Blancs allaient le tuer. Au bout d'une autre semaine,

Pouyamba a demandé à son père de le laisser partir. En cas de meurtre, il fera quelque chose pour le venger. Et ils sont rentrés.

Le soir, à leur arrivée, l'Adjudant Sonou a présenté Pouyamba au Commandant qui lui a fait donner une sévère correction (...). On a dit à Pouyamba de battre le rappel de tous les gens qui sont dans la brousse. Ils devaient se réunir pour former un seul village (...).

Auparavant, la famille de Pouyamba était nomade. En cas de guerre, ils fuient, et ainsi de suite... Jusqu'à se retrouver à Tankidji (sur l'actuelle route de Dékoa). Quand les troupes de Snoussou les ont attaqués ils sont repartis au bord de la rivière Ouaka au village Agbia. Un an après Dambapou est allé leur dire que la guerre était calmée et qu'ils pouvaient revenir. Là-bas, les gens ne se nourrissaient que de poisson, de gibier et de viande d'éléphant (...).

II - Récit de Goualessembé, forgeron, 80 ans environ, au village de Pouyamba, mai 1988. Entretien enregistré par D. Debondji. Traduction P. Passé et M. Benoit.

"A l'époque de nos aïeux, il n'y avait pas de chefs. C'est Gbingui qui comptait. C'est le gardien du Gbingui qui supervise tout. On lui doit le respect et on lui fait des offrandes. Si son Gbingui est très puissant, il va attirer l'attention des gens et chacun va aller vers lui. C'est ce qui a fait que Yangato a donné son Gbingui à Dambapou, le père de Pouyamba (...). Une fois devenu vieux, il a transmis Gbingui à Pouyamba.

A l'arrivée des blancs à Kaga Bandoro, un mbré du nom de Morbanda, le père de Gazamoudjou... Ecoute ce que je te dis... même actuellement je suis connu par le Gouvernement comme ancien combattant ! Je touche un peu trimestriellement à la sous-préfecture de Grimari... Morbanda a fait prévenir Pouyamba pour lui dire que pendant qu'il était à Kaga Bandoro pour sa nomination chez les Blancs ceux-ci lui ont demandé s'il n'y avait pas d'autres villages autour du sien : "J'ai donné ton nom et ils veulent te voir !".

Pouyamba est parti accompagné de sa femme Inda et de Dembeu. Ils sont allés trouver leur ami Morbanda aux Mbrés. Avant de partir à Kaga Bandoro, ils se sont enduits d'huile et se sont vêtus de leur cache-sexe gbago. Arrivée à Kaga Bandoro Morbanda a présenté Pouyamba au Commandant. Celui-ci leur a donné un morceau de savon pour aller se laver... On les a habillés avec des vêtements kaki, comme les gardes champêtres maintenant, et d'une chéchia rouge.

Avant, il n'y avait pas de village. Ils vivaient le long de la Bamba (...). A Kaga Bandoro, après avoir indiqué l'endroit aux Blancs, ceux-ci lui ont dit de rentrer chez lui et de les attendre. Au retour, Pouyamba et ses gens sont passés chez Malékara pour lui dire de faire attention et de ne pas attaquer les blancs quand ils viendront : ils ont des armes qui tirent de loin et qui grondent comme le tonnerre... Même explications à Kanga (...).

A leur arrivée chez Pouyamba, les Blancs ont demandé l'hospitalité. On les a fait loger dans une case en terre. Un mois a passé et Pouyamba et ses hommes comme Mouara, Bindji et les autres ont débroussaillé sur une grande superficie pour la construction des maisons du poste. Les premières construites ont été les cases rondes. Après est venue la plantation des arbres fruitiers comme les manguiers, avocatiers, orangers, goyaviers...".

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages cités

- ANONYME, 1960 - Enquête démographique Centre Oubangui, 1959. rapport ronéo. Cité par Georges (a) sans autres précisions.
- BARTH H., 1857 - *Reisen und Entdeckungen in Nord und Central Afrika in den Jahren 1849-1855*. Gotha, 5 vol., 1857-1858. 2^o ed. française, Firmin-Didot, 1865-1889, 4 vol. Paris.
- BENOIT M., 1987 - Espaces francs et espaces étatisés en Afrique occidentale. Remarques sur quelques processus de territorialisation et leurs fondements idéologiques en Haute Casamance et Haute Gambie. Sous presse aux Cahiers Sciences Humaines de l'ORSTOM.
- BLANC-PAMARD C. et PELTRE P., 1984 ? - Dynamique des paysages péri-forestiers et pratiques culturelles en Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire Centrale). CNRS-ORSTOM, ronéo, Paris.
- BLANC-PAMARD C. et SPICHIGER R., 1973 - Contact forêt-savane et recrû forestier en Côte d'Ivoire *in* L'Espace Géographique, 3, pp. 199-206.
- BROWNE W.G., 1799 - *Travels in Africa, Egypt and Syria from the year 1792 to 1798*, édité à Londres. Extrait *in* Tableau historique des découvertes et établissements des Européens dans le Nord et l'Ouest de l'Afrique jusqu'au commencement du XIX^e siècle. (Arch. Nat. S.O.M.), Paris.
- CANTOURNET J., 1988 - Production cotonnière et développement. Le cas Centrafricain *in* Marchés Tropicaux, n° 2218 du 13 mai 1988.
- CHEVALIER A., 1903 - Lettre du 14 janv. 1903, Mission Scientifique au Chari et au Tchad. La Géographie. Bull. de la S^o de Géographie, 7, 1903, pp. 354-360.
- CHEVALIER A., 1951 - Sur l'existence d'une forêt vierge sèche sur de grandes étendues aux confins des bassins de l'Oubangui, du Haut Chari et du Nil (Bahr El Ghazal). Séance de l'Académie des Sciences du 5 mars 1951 *in* Revue Internationale de Botanique appliquée et d'Agriculture tropicale, 31^o année, janv. fév. 1951, pp. 135-136.
- DAIGRE (R.P.) P., 1950 - Oubangui Chari. Maison provinciale des Pères du St Esprit, Paris. Dillien et Cie, Issoudun. Souvenirs et témoignages pour la période 1905-1939.
- DECOUDRAS P.M., 1984 - *Tourisme in* République Centrafricaine. Atlas Jeune Afrique, Les Editions Jeunes Afrique, Paris.
- DELEURME H., 1900-1902 - Notes de route du Sergent d'Infanterie Coloniale Henri Deleurme, du Bataillon des Tirailleurs du Chari. Notes recopiées par A. Leperdriel en mai 1963 avec l'aimable autorisation de Madame Deleurme, dactyl. Archives du Centre ORSTOM de Bangui.
- D.G.S.E.E., 1980 - Statistique du Bureau Central de Recensement RCA. Bangui.

- DORST J. et DANDELLOT P., 1970 - Guide des grands mammifères d'Afrique, Delachaux et Niestlé, Neuchâtel. Paris.
- DYBOWSKI J., 1893 - La route du Tchad. Du Loango au Chari. Firmin-Didot, Paris.
- EL TOUNSY CHEICH M.O., 1845 - Voyage au Darfour, Traduction arabe-français du Dr. Perron, Duprat, 1845. Paris.
- EL TOUNSY CHEICH M.O., 1851 - Voyage au Ouadaï, Traduction arabe-français du Dr. Perron, Duprat, 1851. Paris.
- GENTIL E., 1902 - La chute de l'Empire de Rabah. Hachette, Paris.
- GEORGES M. (a), 1960 - Pouyamba. Village banda en savane Centrafricaine. République Centrafricaine, Bureau d'Etudes et de Recherches du Plan, République Française, Commissariat Général au Plan et à la Productivité, BPDA, Paris, Ronéo, Tomes 1 et 2.
- GEORGES M. (b), 1961 - L'emploi du temps paysan dans une zone de l'Oubangui Central, 1959-1960. République Centrafricaine, Bureau d'Etudes et de Recherches du Plan, Mission socio-économique Centre Oubangui, Service de la statistique générale, République Française, Ministère de la Coopération, BDPA, Paris, Ronéo (en collaboration avec G. Bouet au village de Madomalé).
- GILLIER Lt., 1913 - Les Bandas. Notes ethnographiques *in* Bull. du Comité de l'Afrique française. Renseignements Coloniaux, 1913, n° 10.
- GOUET G., 1960 - Monographie du village banda de Madomalé (Bambari), R.C.A., Ministère du Plan et de l'Action rurale. Bureau d'Etudes et de Recherches. République française, Commissariat à la productivité, B.D.P.A., Rapport ronéo. 88 p.
- HURAUULT J., 1957 - Surpâturage et transformation du milieu physique. L'exemple des hauts plateaux de l'Adamaoua (Cameroun). Etudes de photo-interprétation, n° 7, IGN, Paris, 218 p.
- JAMET R., 1970 - Relations entre quelques caractéristiques des sols et les rendements cotonniers en Kemo-Gribingui (RCA), Centre de Brazzaville, ORSTOM, 16 p. dactyl.
- KALK P., 1974 - Histoire de la République Centrafricaine. Coll. Mondes d'Outre Mer, Série Histoire, Berger-Levrault, Paris
- LEGRAND R., 1914 - L'Oubangui Chari-Tchad en 1913 *in* Renseignements Coloniaux, n° 3-1914, Comité de l'Afrique française, supplément à l'Afrique française de mars 1914. Paris.
- LEON L'AFRICAIN J., (ALI HASSAN) dit 1956 - Description de l'Afrique. Nouvelle édition traduite par A. Epaulard, annotée par A. Epaulard, Th. monod, H. Lhote et R. Mauny, 2 vol. (et édition traduction Temporal, citée par Modat, 1912).
- MEURILLON G., 1981 - Contribution à l'étude des systèmes de production traditionnels en pays Dacpa (Région de Grimari). *in* Cot. fib. trop., vol. XXXVI, fasc. 2, Paris, pp. 137-155.

- MODAT (Capitaine), 1912 - Une tournée en pays Fertyt, Edition du Comité de l'Afrique française, Paris.
- MONIER Y., 1981 - La poussière et la cendre. Paysages, dynamique des formations végétales et stratégies des sociétés en Afrique de l'Ouest, A.C.C.T., Paris.
- MOREL R. et MERCY M., 1964 - Un exemple de mécanisation en agriculture centrafricaine : la C.U.M.A. de Grimari in Revue du machinisme agricole tropical. Ed. C.E.E.M.A.T., n° 5, janv./ mars 1964, Antony.
- MUHAMMAD IBN ALI IBN ZAYN AL ABIDIN, 1981 - Le livre du Soudan, traduit du turc ottoman par M. Grisard et J.L. Bacqué-Grammont, S° d'Ethnographie, Paris. Version turque éditée en 1846 à Istambul. Récit d'un voyage au Darfour et au Ouadaï vers 1820-1830. Authenticité mal établie.
- NIMEZIAMI J.J., 1981 - La réforme agraire. Com. au Séminaire de Mbaïki de fev. 1981. La sédentarisation du paysan centrafricain.
- PIERMAY J.L., 1977 - La route Bangui-Kaga Bandoro (République Centrafricaine) Structures héritées et mutations contemporaines dans une région de la savane centrafricaine. Thèse de 3° cycle. Université de Paris X Nanterre, UER de Géographie.
- PIERMAY J.L., 1981 - L'échec de la culture cotonnière en Centrafrique. Exemple des préfectures de Kemo et de Gribingui. in Recherches géographiques à Strasbourg n° 18. Université Louis Pasteur.
- PRIOUL C., 1981 - Entre Oubangui et Chari vers 1890, Recherche Oubanguienne n° 6, Société d'Ethnographie, Paris X Nanterre.
- PRIOUL C., non daté - Le Velad el Kouti et le seuil Oubangui Chari. 1830-1892, ronéo. 17 p.
- QUANTIN P., 1961 - Essais de conservation des sols en culture africaine dans la région de Grimari (République Centrafricaine), Service pédologique de la République Centrafricaine, ORSTOM, rapport ronéo. 14 p.
- SAHLINS M., 1976 - Age de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives. N.R.F. Gallimard, Biblio. des Sc. Hum., Paris.
- SERRE J., 1960 - Histoire économique et sociale du district de Grimari 1907-1958. Rapport ronéo. 2 tomes.
- SILLANS R., 1953 - Sur quelques plantes alimentaires spontanées de l'Afrique Centrale in Bull. de l'I.E.C., n° 5, Brazzaville.
- SILLANS R., 1958 - Les savanes de l'Afrique Centrale, Lechevallier, Paris (Thèse de Doctorat d'Etat).
- SCHWEINFURTH G., 1875 - Im Herz von Afrika. Traduction allemand-français de Madame H. Loreau. Au coeur de l'Afrique (1868-1871). Voyages et découvertes dans les régions inexplorées d'Afrique Centrale. Paris, Hachette, 1875, 2 volumes.
- SUPERVILLE, 1903 - De l'Oubangui à N'Dellé par la Kotto. in La Géographie, 1903, VIII, pp. 13-22.

- TILLON R., 1961 - Etude d'une parcelle de savane mise en défens, CTFT, R.C.A. Eaux et Forêts, rapport ronéo.
- TISSERANT (R.P.) Ch.,(a), 1951 - L'agriculture dans les savanes de l'Oubangui. Station de Boukoko, rapport ronéo, 60 p.
- TISSERANT (R.P.) Ch., (b), 1951 - Le mariage en Oubangui *in* Bull. de l'I.E.C., n° 2.
- TISSERANT (R.P.) Ch., (c), 1955 - Ce que j'ai connu de l'esclavage en Oubangui Chari, Société anti-esclavagiste de France, Plon, Paris.
- TOQUE G., 1904 - Essai sur le peuple et la langue Banda, André J., Paris.
- TROUPEAU (R.P.) J., 1961 - Le clan et le mariage chez les Banda de Centrafrique, Afrique-Documents, 56, mars-avril.